DISCOURS FONDAMENTAL

SUR

LA POPULATION.

BRITISH MUSEUM

DE

L'ECONOMIE POLITIQUE

MODERNE.

DISCOURS FONDAMENTAL

SUR

LA POPULATION.

Hermannschwand
K

A LONDRES:

Chez T. HOOKHAM, New Bond Street.

M.DCC.LXXXVI.

BRITISH MUSEUM

A

LOUIS XVI.

ROI DE FRANCE.

SIRE

L'AMOUR de la Vérité, & celui de Vos Peuples paroissent être des vertus innées en Vous, car Vous les montrez dans toutes Vos actions. J'avois besoin d'un Roi

de

de Votre caractere pour lui adreſſer un ouvrage, qui a pour objet le bonheur des hommes & dans lequel j'ai ôſé tracer avec la plus ſévere vérité les cauſes de leur malheur. Si je ne Vous en ai pas demandé la permiſſion, c'eſt parceque je me ſuis cru en droit de ſaiſir comme ma propriété le rare exemple, que préſente au monde VOTRE MAJESTÉ.

Liſez, SIRE, *avec un peu d'attention ce premier eſſai d'une grande tâche, que je me propoſe de remplir graduellement, ſi Dieu le veut & ſi Vous trouvez dans les principes, qu'il renferme, l'évidence, qui donne la conviction, gravez les dans Votre eſprit, & faites les ſervir à l'amélioration du ſort de cette grande & ſi intéreſſante portion de l'Eſpece humaine, que la Providence a confiée à Vos ſoins: dans l'exercice de ce devoir,*

le

le plus ſaint des devoirs d'un Roi, l'Etre ſuprême bénira Vos efforts & j'aurai obtenu la ſeule récompenſe que j'ai pour fin dans tous mes travaux, le bien de mes ſemblables.

Je ſuis avec le plus profond reſpect

DE VOTRE MAJESTÉ

Le très humble & très obéiſſant

Serviteur HERRENSCHWAND.

Londres le 1r Fevrier,
1786.

DE VOTRE MAJESTÉ

DISCOURS
SUR
LA POPULATION.

PRINCIPES.

L'HOMME a des beſoins que la nature lui impoſe & il en a qu'il ſe donne lui même volontairement; les uns ſont ſes beſoins naturels & ont des limites; les autres ſont ſes beſoins artificiels & n'ont point de bornes; mais le ſujet, que je vais traiter, m'oblige de conſidérer les beſoins de l'homme ſous un autre point de vue.

L'eſpece humaine ſe nourrit ſur des végétaux & ſur la chair des animaux & l'on peut diſtinguer ſa nourriture en naturelle, en artificielle & en mixte ; je regarderai comme nourriture naturelle celle, qui eſt le produit du ſeul travail de la nature ; comme nourriture artificielle celle, qui eſt le produit du ſeul travail de l'homme ; comme nourriture mixte celle, qui eſt le produit du travail de l'homme combiné avec celui de la nature.

Dans la nourriture naturelle tout eſt l'ouvrage de la nature, végétaux & animaux ; dans la nourriture artificielle tout eſt l'ouvrage de l'homme, végétaux & animaux ; dans la nourriture mixte l'homme laiſſe à la nature le ſoin des végétaux & ſe charge de celui des animaux.

D'après cette diviſion de la nourriture de l'eſpece humaine, je diſtinguerai les beſoins de l'homme en beſoins naturels, en beſoins artificiels

artificiels & en beſoins mixtes ; j'appellerai les beſoins de l'homme naturels, lorſqu'il les ſatisfait ſur une nourriture naturelle ; artificiels, lorſqu'il les ſatisfait ſur une nourriture artificielle ; mixtes, lorſqu'il les ſatisfait ſur une nourriture mixte.

Je n'établis cette diſtinction des beſoins de l'homme, que dans l'unique vue de découvrir leur influence ſur la population de l'eſpece humaine ; car dans la réalité l'homme peut ſe contenir dans les bornes des beſoins naturels ſur toute eſpece de nourriture.

Je diſtinguerai encore la nourriture de l'eſpece humaine en nourriture actuelle & en nourriture poſſible ; par nourriture actuelle j'entends celle, que l'eſpece humaine ſe trouve avoir en ſa poſſeſſion dans un moment quelconque & par nourriture poſſible celle, qu'il eſt au pouvoir de l'eſpece

humaine de ſe procurer au de la de ſa nourriture actuelle.

Deux conditions ſont eſſentiellement néceſſaires pour la multiplication de l'eſpece humaine ; la procréation & la nourriture ; la procréation donne l'exiſtence, la nourriture la maintient & l'eſpece humaine ne peut multiplier, que dans la proportion de ſa nourriture, quelque productive que puiſſe être ſa procréation.

La procréation de l'eſpece humaine paroit être ſans bornes ; ſa nourriture au contraire a des limites ; tant que la procréation n'a pas atteint les limites de la nourriture, l'eſpece humaine eſt ſuſceptible de multiplication ; mais au moment où la procréation a atteint les limites de la nourriture, l'eſpece humaine ceſſe d'être ſuſceptible de multiplication, à tel degré que la procréation puiſſe franchir ces limites.

Les

Les limites de la multiplication de l'eſpece humaine ſont de deux eſpeces ; phyſiques ou morales ; elles ſont phyſiques, lorſque la procréation a porté l'eſpece humaine à la pleine proportion de toute ſa nourriture poſſible ; elles ſont morales, lorſque des obſtacles quelconques empêchent la procréation de porter l'eſpece humaine, ſoit à la pleine proportion de toute ſa nourriture actuelle, ſoit à la pleine proportion de toute ſa nourriture poſſible ; dans le premier cas l'eſpece humaine eſt dans une incapacité phyſique & dans le ſecond dans une incapacité morale de multiplier davantage.

La population de l'eſpece humaine eſt le degré de ſa multiplication ; elle eſt ou réelle ou apparente ; réelle, lorſqu'elle eſt contenue dans les limites de la nourriture ; apparente, lorſqu'elle a excedé les limites de la nourriture & la différence entre la population apparente & la population

réelle donne la meſure de l'excès de procréation.

L'eſpece humaine ſe trouve répandue ſur la ſurface de la terre ſous trois grands modes d'aſſociation, qui la diviſent en trois claſſes diſtinctes & preſque en trois eſpeces différentes ; la premiere de ces claſſes eſt formée par les peuples chaſſeurs ; la ſeconde par les peuples paſteurs ; la troiſieme par les peuples cultivateurs ; il faut voir quels ſont les degrés de population, dont ces trois grandes diviſions de l'eſpece humaine ſont ſuſceptibles.

POPU-

POPULATION

DES

PEUPLES CHASSEURS.

LES peuples chaſſeurs ſe maintiennent ſur une nourriture naturelle; ils vivent ſur les productions ſpontanées de la terre & principalement ſur la chair des animaux ſauvages; ils laiſſent par conſequent à la nature le ſoin de tout, des végétaux & des animaux & leurs beſoins ſont purement naturels; la maſſe de leur nourriture dépend du nombre des animaux ſauvages, ſur la chair deſquels ils ſe maintiennent & le nombre des animaux ſauvages dépend de la maſſe des végétaux, que la nature produit pour leur nourriture; ainſi la population des peuples chaſſeurs dépend définitivement de la maſſe des végétaux, que

la nature produit pour la nourriture des animaux ſauvages.

De tous les végétaux, que la terre eſt capable de produire, les végétaux de la nature ſont ceux, qui offrent le moins de nourriture aux hommes & aux animaux, ſoit qu'on les conſidére dans la quantité, dans laquelle la nature les produit, ſoit qu'on les apprécie dans la ſubſtance qu'elle leur donne ; une population fondée ſur les productions ſpontanées de la terre eſt donc néceſſairement le plus bas degré de population, dont l'eſpece humaine puiſſe être ſuſceptible & telle eſt la population des peuples chaſſeurs.

La foible ſubſiſtance, que la nature ſéme pour ces peuples ſur un vaſte eſpace, les force néceſſairement de ſe diſtribuer ſur le territoire, qu'ils occupent, en petites peuplades & de ſe ſéparer à des diſtances proportionées à la poſſibilité & à la facilité de pourvoir

pourvoir à leurs beſoins ; s'ils ſe réuniſſoient enſemble en trop grand nombre, ils ſeroient obligés de chercher leur nourriture à des diſtances trop conſidérables & s'ils ne mettoient pas des diſtances aſſez grandes entre leurs peuplades, elles ſe nuiroient les unes aux autres pour leur ſubſiſtance.

Cette diſperſion des peuples chaſſeurs & l'embarras, où ils ſont, de ſe raſſembler en grandes maſſes, les rendent incapables de former ou de réaliſer des projets de conquêtes ſur les nations civiliſées & c'eſt par cette raiſon, que le voiſinage de ces peuples ne peut jamais être redoutable à ces nations. Les Européens, qui ſe ſont établis ſur le continent de l'Amérique ſeptentrionale, originairement tout habité par des peuples chaſſeurs, n'ont pas eu de peine à faire fuir devant eux ces peuples & les feront fuir plus loin encore, à meſure qu'ils étendront vers eux leurs frontieres.

Les

Les peuples chaſſeurs multiplient naturellement juſqu'a la pleine proportion de la maſſe des productions ſpontannées de la terre, qui maintient les animaux ſauvages, ſur la chair deſquels ils ſe nourriſſent & ils ſont dans l'incapacité phyſique de multiplier au de la; cette maſſe des productions ſpontanées de la terre etant la repréſentation de toute leur nourriture poſſible.

La population des peuples chaſſeurs ne ſubſiſte donc pas long-tems, ni au deſſus, ni au deſſous de la maſſe des productions ſpontanées de la terre & chez ces peuples l'excès de population ſur la nourriture doit continuellement être ſuivi de l'excès de nourriture ſur la population; l'excès de nourriture ſur la population de l'excés de population ſur la nourriture & de ſiecle en ſiecle le terme moyen de leur population, ou ce qui eſt la même choſe, leur population réelle doit reſter invariablement la même.

La

La procréation, après avoir porté la population des peuples chaſſeurs à la pleine proportion de la maſſe des productions ſpontanées de la terre, ne s'arrête point dans les limites de cette proportion ; elle les franchit & de cet excès de procréation réſulte la néceſſité de diviſer & ſubdiviſer la même maſſe de nourriture en portions plus modiques ; dès lors chaque individu ſe trouve plus mal nourri, d'une conſtitution plus foible & plus ſuſceptible de maladie ; une mauvaiſe ſaiſon arrive, où la nature retient une partie de ſes dons ordinaires, la famine devient générale & la mortalité beaucoup plus grande, que n'a été l'excès de procréation ſur la maſſe de nourriture.

Après cette révolution la maſſe des productions ſpontanées de la terre ſurpaſſe la population des peuples chaſſeurs de tout l'excès de la mortalité ; dès lors chaque individu ſe trouve bien nourri, d'une conſtitution

ſtitution forte & d'une ſanté vigoureuſe ; la procréation reprend ſes droits & opére de nouveau ſans s'arrêter, juſqu'a ce qu'un nouvel excès de population & une nouvelle ſaiſon mauvaiſe viennent cauſer une nouvelle mortalité générale.

C'eſt dans cette ſucceſſion alternative d'excès de procréation & d'excès de mortalité, que la population réelle des peuples chaſſeurs ſe maintient dans une proportion invariable ; mais ces peuples abrégent ſouvent le cours naturel des choſes, ſoit en ſe détruiſant les uns les autres dans les guerres qu'ils ſe ſuſcitent, ſoit en expoſant leurs enfans, leurs infirmes & leurs vieillards à périr de faim ou à être dévorés par les bêtes féroces & par des moyens auſſi violens ils rapprochent leur population ſurabondante, plus promptement de la maſſe reglée de leur nourriture, que n'auroient fait les opérations plus lentes de la nature.

Le

Le ſyſtême de population des peuples chaſſeurs eſt le ſyſtême de la nature elle même ſur la population de l'eſpece humaine & ce ſyſtême ſemble préſenter à la fois des contradictions & des imperfections; des contradictions, en ce que la nature tend à opérer la plus grande population & cependant n'en opére que la plus petite, c'eſt à dire, en ce qu'elle circonſcrit la nourriture de l'eſpece humaine dans les bornes les plus étroites & cependant n'en met aucunes à la procréation ; des imperfections, en ce que la nature eſt ſans ceſſe forcée de corriger les écarts, qui réſultent de la diſproportion de ſes meſures & de recourir à des deſtructions périodiques, pour ramener la population de l'eſpece humaine au taux invariable qu'elle lui a fixé dans ſon plan.

Mais ces contradictions & ces imperfections, que ſemble préſenter le ſyſtême de la nature ſur la population de l'eſpece humaine,

maine, ne ſont des contradictions & des imperfections qu'aux yeux de l'homme, dont la foible portée n'eſt pas capable d'embraſſer l'enſemble des vues de la nature; ce n'eſt pas d'une ſtation auſſi limitée, que celle que l'homme occupe dans l'univers, que les oeuvres de la nature peuvent être jugé; ce qui paroit défaut dans la partie eſt perfection dans le tout, même dans les ouvrages de l'homme & l'on ne doit pas douter, que ce ne ſoit le cas dans tous ceux de la nature.

POPU-

POPULATION

DES

PEUPLES PASTEURS.

LES peuples paſteurs ſe maintiennent ſur une nourriture mixte & leurs beſoins ſont de la même eſpece, en partie naturels & en partie artificiels ; ils vivent, comme les peuples chaſſeurs, ſur le regne animal ; mais c'eſt ſur des animaux domeſtiques, c'eſt à dire, ſur des animaux enlevés à la nature & aſſujettis à l'homme ; ils ne laiſſent par conſequent à la nature d'autre charge, que celle de la production des végétaux & ils ſe chargent eux mêmes de l'application de ces végétaux à la nourriture & à la multiplication des animaux.

Ce ſyſtême de nourriture des peuples paſteurs eſt une premiere perfection du ſyſtême de nourriture des peuples chaſſeurs, en ce qu'il ote à la nature la moitié de ſon influence ſur la population de l'eſpece humaine & par cette ſeule circonſtance, les mêmes végétaux, qui voués à la nourriture des animaux ſauvages opérent la foible population des peuples chaſſeurs, voués à la nourriture des animaux domeſtiques fourniſſent aux peuples paſteurs des moyens de population bien ſupérieurs.

Dans l'état des peuples chaſſeurs les animaux ſauvages, néceſſairement diſperſés ſur un grand eſpace, laiſſent la terre perpétuellement dans le même degré d'imperfection, ſans jamais la bonifier par leurs engrais ; dans l'état des peuples paſteurs au contraire, les animaux domeſtiques, continuellement réunis en maſſes, c'eſt à dire, en troupeaux & comme parqués de paturages en paturages, améliorent la terre

par

par le moyen le plus parfait, que l'agriculture la plus éclairée même connoiſſe & la rendent par conſéquent capable de produire pour leur nourriture une plus grande maſſe de végétaux, qu'elle n'eſt capable de produire pour la nourriture des animaux ſauvages.

La population des peuples paſteurs dépend définitivement, comme celle des peuples chaſſeurs, de la maſſe des végétaux, que la terre produit pour la nourriture des animaux, ſur leſquels ils ſe maintiennent ; ainſi dans la même proportion, que la terre, améliorée par les animaux domeſtiques, produit pour la nourriture de ces animaux une plus grande maſſe de végétaux, qu'elle ne produit pour la nourriture des animaux ſauvages, dans la même proportion les peuples paſteurs deviennent capables d'une plus grande population que les peuples chaſſeurs.

Les animaux ſauvages ne fourniſſent aux peuples chaſſeurs pour toute nourriture que leur chair ; mais la chair ne forme qu'une partie de la nourriture, que les animaux domeſtiques préſentent aux peuples paſteurs ; car ces peuples trouvent dans le lait de leurs animaux & dans le laitage de toute eſpece une nourriture acceſſoire, capable elle ſeule de maintenir, à nombre égal d'animaux, une population auſſi grande que celle, que peut maintenir la nourriture principale des peuples chaſſeurs ; l'expérience prouvant, que les animaux domeſtiques à lait ſont capables, les uns dans les autres, de fournir annuellement les deux tiers de leur poids en lait & laitage de toute eſpece.

Les peuples paſteurs gagnent donc deux grands avantages pour leur population, en otant à la nature le ſoin des animaux & s'en chargeant eux mêmes ; ils maintiennent pour leur nourriture une quantité d'animaux

d'animaux beaucoup plus conſidérable, que la nature n'eſt capable de maintenir pour la nourriture des peuples chaſſeurs & ils ont de plus pour eux le lait & le laitage de leurs animaux, que les peuples chaſſeurs n'ont point.

Ainſi quand les peuples paſteurs ne ſe maintiendroient que ſur la ſeule nourriture, qui vient de la chair des animaux, leur population ſurpaſſeroit de beaucoup celle des peuples chaſſeurs ; mais à cette premiere différence dans la population des deux peuples, il faut ajouter toute la population, qu'opére en faveur des peuples paſteurs excluſivement, la nourriture qu'ils tirent du lait & du laitage de leurs animaux.

La maſſe totale de la nourriture des peuples paſteurs ſe trouve continuellement ſous leurs mains & comme raſſemblée dans un vaſte dépôt ; cette circonſtance place ces

peuples dans une poſition bien différente de celle des peuples chaſſeurs ; non ſeulement elle ne les oblige point, comme ces peuples, de diſperſer leur population, mais elle les force néceſſairement de la réunir & fixer tout entiere autour de leurs troupeaux, le centre commun de leur ſubſiſtance.

Sans ceſſe raſſemblés en maſſes & comme campés en corps d'armée & par tout accompagnés de leur ſubſiſtance, les peuples paſteurs doivent donc être formidables, non ſeulement aux nations civiliſées, qui les ont pour voiſins, mais à toutes les nations & les annales du genre humain les montrent tels dans tous les tems ; il n'y a point de trône ni de domination en Aſie, en Europe, en Afrique, que les Tartares & les Arabes, les deux grands peuples paſteurs de la terre, n'ayent renverſés & probablement l'Amérique ne ſeroit pas devenue ſi facilement le partage des Européens,

ſi au lieu de peuples chaſſeurs ils y avoient rencontrés des peuples paſteurs.

La population des peuples paſteurs etant circonſcrite dans la maſſe des végétaux, que la terre produit pour la nourriture de leurs animaux, ils ſont dans l'incapacité phyſique de multiplier au de la ; mais lorſque l'excès de procréation porte leur nombre au de la de ces limites, au lieu de détruire le ſurabondant de leur population, ou de donner au cours de la nature le tems de le détruire, un chef ſe détache avec des forces ſuffiſantes, attaque & réduit en ſervitude quelque nation civiliſée & laiſſe après lui dans l'abondance le peuple dont il s'eſt ſéparé.

C'eſt ainſi que les peuples paſteurs, placés au ſecond rang dans la grande diviſion de l'eſpece humaine ; moitié maintenus par le travail de la nature & moitié par leur propre travail ; moitié barbares &

moitié policés, s'élevent tôt ou tard au premier rang & deviennent des nations entierement civilisées ; tandis que les peuples chasseurs, maintenus, comme les animaux, par le seul travail de la nature, paroissent être incapables de sortir de leur barbarie & de s'élever en rang par eux mêmes.

POPU-

POPULATION
DES
PEUPLES CULTIVATEURS.

LES peuples cultivateurs ſe maintiennent ſur une nourriture artificielle ; ils vivent ſur leurs propres végétaux & ſur leurs propres animaux & leurs beſoins ſont purement artificiels ; dans ce nouvel ordre de choſes la nature n'a plus rien à fournir que ſes forces ; car après avoir perdu ſes animaux avec les peuples paſteurs, elle perd ſes végétaux avec les peuples cultivateurs, qui non ſeulement la diſpenſent d'en produire pour eux, mais qui réduiſent en art leur deſtruction.

Ce ſyſtême de nourriture des peuples cultivateurs eſt une perfection du ſyſtême

de nourriture des peuples paſteurs & une derniere perfection de celui des peuples chaſſeurs, en ce qu'il ne laiſſe plus à la nature aucune influence ſur la population de l'eſpece humaine ; ſous ce ſyſtême de nourriture artificielle l'eſpece humaine devient ſuſceptible du plus haut degré de multiplication ; mais dans ſa marche il préſente des irrégularités & des contradictions, que n'offre ni le ſyſtême de nourriture naturelle des peuples chaſſeurs, ni le ſyſtême de nourriture mixte des peuples paſteurs.

Les peuples chaſſeurs, ainſi que les peuples paſteurs, multiplient uniformément juſques à la pleine proportion de la maſſe de leur nourriture, ſans qu'aucun obſtacle les arrête dans les progrès de leur multiplication & lorſque l'excès de procréation les porte au de la des limites de cette nourriture, un remede périodique, ſoit naturel, ſoit anticipé, corrige ces écarts & ramene

mene leur population dans les limites de leur nourriture.

Il n'en eſt pas de même des peuples cultivateurs ; la maſſe de leur ſubſiſtance ne forme pas néceſſairement dans tous les cas la meſure de leur population ; leur multiplication peut s'arrêter au milieu d'une nourriture ſurabondante ; leur population peut diminuer ſans la moindre diminution dans leur ſubſiſtance ; leur procréation peut devenir excès long-tems avant qu'elle ait atteint les limites de la nourriture ; en un mot une foule d'obſtacles peuvent les mettre dans l'incapacité morale de multiplier, ſoit à la pleine proportion de toute leur nourriture actuelle, ſoit à la pleine proportion de toute leur nourriture poſſible & ce qu'ils gagnent du coté de la population, ils le perdent du coté de l'ordre & de la régularité, que la nature met dans toutes ſes opérations.

Les peuples cultivateurs, en enlevant à la nature ſes végétaux, pour les ſoumettre à leurs propres ſoins, les améliorent & les multiplient pour ainſi dire indéfiniment ; l'agriculture devient pour eux une ſource intariſſable de ſubſiſtance & la nature, qui fait un ſi foible uſage de ſes forces en faveur des peuples chaſſeurs & des peuples paſteurs, les prodigue & les abandonne ſans réſerve aux peuples cultivateurs, pour les appliquer à leur gré à la perfection & à la multiplication de leurs végétaux.

Le regne végétal eſt la fondation de toute la multiplication de l'eſpece humaine, des peuples cultivateurs, comme des peuples chaſſeurs & des peuples paſteurs ; tous y puiſent médiatement ou immédiatement la totalité de leur ſubſiſtance ; ainſi plus les peuples cultivateurs enleveront de végétaux à la nature pour les approprier à l'agriculture, plus ils multiplieront le fond de leur ſubſiſtance & les moyens de leur

population

population & ils ne ceſſeront d'être capables de multiplier davantage, que lorſque d'un coté ils auront enrichie l'agriculture de tous les végétaux de la nature, ſuſceptibles d'être convertis en nourriture ſubſtantielle, ſoit pour les hommes, ſoit pour les animaux ; & que de l'autre ils auront porté l'agriculture au dernier degré de perfection.

Les peuples cultivateurs ont le pouvoir de faire naitre leur ſubſiſtance, pour ainſi dire, par tout où ils le choiſiſſent & cette ſubſiſtance eſt de plus tranſportable aux plus grandes diſtances ; ils ont par conſequent l'avantage de pouvoir réunir leur population par tout & pour ainſi dire en auſſi grandes maſſes, qu'ils jugent à propos ; cette ſituation des peuples cultivateurs, totalement oppoſée à celle des deux autres diviſions de l'eſpece humaine, leur donne la liberté de ſuivre, dans la maniere de ſe maintenir & de pourvoir à leurs beſoins,

ſoins, des ſyſtêmes différens les uns des autres & cette diverſité de ſyſtêmes, en faiſant diſparoitre parmi eux cette uniformité, qui regne de peuple chaſſeur à peuple chaſſeur & de peuple paſteur à peuple paſteur, les transforme en apparence en autant d'eſpeces de peuples différens.

Cependant les ſyſtêmes, ſur leſquels les nations agricoles ont pu fonder leur maintien & pourvoir à leurs beſoins, peuvent ſe réduire à trois principaux ; ou les terres d'une nation ſe trouvent partagées entre toutes ſes familles & chacune cultive ſa portion librement pour ſa propre ſubſiſtance ; ou les terres d'une nation ne ſe trouvent appropriées qu'a une partie de ſes familles & le reſte de la nation, réduit en eſclavage, eſt forcé de les cultiver pour la ſubſiſtance de la nation entiere ; ou les terres d'une nation ne ſe trouvent appropriées qu'a une partie de ſes familles & le reſte de la nation voue librement ſon travail

vail à la production des néceſſités & des commodités de la vie diſtinctes de la nourriture, pour les échanger contre ſa ſubſiſtance avec les proprietaires des terres & les engager par la à produire la ſubſiſtance de la nation entiere.

Le premier de ces ſyſtêmes eſt un ſyſtême d'agriculture abſolue ; il etoit celui de l'ancienne Rome. Le ſecond eſt un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage ; il etoit celui de Lacédémone. Le troiſieme eſt un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, il eſt celui des nations modernes de l'Europe.

SYSTÊME

SYSTÊME D'AGRICULTURE ABSOLUE.

DANS une nation, qui a adopté un ſyſtême d'agriculture abſolue, chaque individu ſe trouve néceſſairement obligé de pourvoir à tous ſes beſoins lui même & de cette circonſtance : réſulte, que la nation entiere eſt forcée de vivre dans un état de ſimplicité, c'eſt à dire, eſt dans l'impoſſibilité de ſe donner des beſoins ſuperflus ; car l'obligation de l'homme de ſe procurer toutes les néceſſités de la vie par ſon propre travail & la ſimplicité de ſa vie ſont inſéparables l'une de l'autre ; le ſuperflu n'etant pas au pouvoir de l'homme, lorſque tout ſon travail ſuffit à peine pour lui donner le néceſſaire.

Dans

Dans un état de vie auſſi ſimple la procréation multipliera les hommes dans une progreſſion non interrompue ; les hommes multiplieront dans la même proportion leur ſubſiſtance & la population de la nation ne s'arrêtera, que lorſque la terre refuſera toute augmentation ultérieure de ſubſiſtance, ſoit parceque le degré de perfection du ſyſtême de culture de la nation n'en pourra plus admettre, ſoit parceque la nation aura porté l'agriculture ſur toute l'étendue de ſon territoire au dernier degré de perfection ; dans le premier cas la nation ſe trouvera dans une incapacité morale, dans le ſecond dans une incapacité phyſique de multiplier davantage.

Auſſitôt que la nation aura multiplié juſques à la pleine proportion de toute ſa ſubſiſtance, ſoit actuelle, ſoit poſſible, ſa population réelle ſera determinée, c'eſt à dire, ne ſera plus ſuſceptible d'accroiſſement ; mais la procréation ne la laiſſera

pas

pas dans ſes limites naturelles, elle la portera au de la & dès lors, l'excès de procréation etant ſans ſubſiſtance appropriée, la nation ſera réduite à la néceſſité, ou de ſe délivrer, ſoit continuellement, ſoit périodiquement, de l'excedent de ſa population, ou de ſouffrir un partage illimité de la même maſſe de ſubſiſtance entre ſa population réelle & l'excès continuellement croiſſant de ſa population apparente.

Si dans chaque nation les hommes s'expatrioient régulierement dans la même proportion qu'ils naitroient de trop, la balance entre la population & la ſubſiſtance des nations ne ſeroit jamais ſubvertie, du moins tant que la terre offriroit aux hommes un refuge quelque part ; mais les nations ſont ſouvent long-tems à s'appercevoir de l'excès de leur population & plus long-tems encore à y remédier.

Lorſque

Lorſque dans une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, la procréation commence à multiplier les bouches au de la de la proportion de leur juſte nourriture, les individus dans les familles ſe ſoumettent graduellement à diviſer & ſubdiviſer entre eux la même portion de nourriture & les inconvéniens de ce partage ne ſont par d'abord fort ſenſibles ; mais la nourriture des hommes décroiſſant continuellement en raiſon de leur multiplication, le moment arrive enfin où la miſere devient inſupportable.

Alors il devient tems pour la nation de recourir au ſeul moyen capable de la garantir des ſuites fatales de ſa ſituation, c'eſt à dire, il devient tems pour elle d'éloigner de ſon ſein une partie de ſes hommes, ſoit dans la proportion de l'excès de ſa population, ſoit dans une plus grande proportion encore & de les envoyer chercher leur ſubſiſtance dans quelqu'autre

territoire, soit préparé d'avance pour les recevoir, soit d'une retraite probable pour eux ; par cet expedient la nation sauvera une multitude de vies & rétablira chez elle l'abondance, du moins pour quelque tems & jusqu'a ce qu'un nouvel excès de procréation vienne la réduire aux mêmes extremités & la forcer de recourir au même expedient.

C'est à de pareils excès de procréation, que les colonies Romaines ont du leur origine & s'il etoit possible de regarder, comme des excès de procréation sur leur terre natale, ces malheureuses victimes de l'avarice de l'Europe, que l'Amérique enleve sans cesse à l'Afrique, on pourroit les envisager comme des colonies violemment établies & l'inhumanité exercée envers eux auroit au moins l'avantage de leur conserver la vie.

Mais

Mais ſi la nation, au lieu de ſoulager ſon territoire périodiquement de l'excès de ſa population, laiſſoit à la procréation ſon libre cours, ſa miſere ſans ceſſe progreſſive la conduiroit tôt ou tard à la même révolution, que ſubiſſent néceſſairement les peuples chaſſeurs dans le cours indéfini de leur multiplication ; la famine & la mortalité viendroient enfin ſuppléer au défaut de colonies & opérer une deſtruction ſi grande dans la nation, que l'abondance redeviendroit le partage de ceux, qui auroient ſurvecus à la calamité & qui multiplieroient de nouveau ſans s'arrêter, juſqu'a ce que le même enchainement de cauſes vint renouveller les mêmes maux & le même remede.

Deux circonſtances hatent ou retardent le moment, où une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, arrive au terme de ſa population réelle & par conſequent au commencement de ſa multiplication

abuſive ; l'une eſt la nature de ſon ſyſtême de culture & l'autre la proportion dans la diviſion de ſes terres. Plus le ſyſteme de culture de la nation ſera parfait ou imparfait & plus ſes terres ſeront dans l'origine partagées en grandes ou en petites portions, plus tard ou plutôt la nation arrivera à l'incapacité morale ou phyſique de multiplier davantage & par conſequent plus tard ou plutôt ſa procréation deviendra excès.

Le partage des terres en portions modiques eſt le ſyſtême favori d'un grand nombre de perſonnes, qui ont écrit ſur l'Economie politique ; mais ce ſyſtême paroit n'être pas réfléchi même dans le cas des nations purement agricoles & le recommander à ces nations ſeroit leur recommander d'amener ſur elles plus promptement la miſere & la déſolation.

Je

Je veux bien pour un moment accorder, comme abſolument vrai, que plus la terre eſt partagée en petites proprietés, mieux elle eſt cultivée ; car c'eſt ſur ce principe, que les partiſans de ce ſyſtême ſe fondent ; mais ils ne prenent pas garde, que la multiplication continuelle des individus dans les familles d'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, ou plutôt la ſubdiviſion naturelle des grandes familles en petites, doit néceſſairement tôt ou tard opérer une culture auſſi parfaite ſur les grandes portions de terres, que celle, qu'auroient pu recevoir dans l'origine les petites, en obligeant ces familles de s'étendre graduellement & par conſequent d'étendre définitivement leur culture juſques ſur le dernier pouce de la grande portion de terre.

Il eſt donc parfaitement indifférent, quand à la maſſe finale de ſubſiſtance, qu'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, peut ſe promettre de ſon ter-

ritoire, que ce territoire ſoit dès l'origine partagé en proprietés modiques, ou qu'il ſoit d'abord diviſé en grandes proprietés & enſuite graduellement & dans le cours naturel des choſes ſubdiviſé en petites; car cette différence dans le partage des terres ne peut avoir d'autre effet pour la nation, que de la faire arriver plutôt ou plus tard à la maſſe finale de ſa ſubſiſtance; mais il n'eſt pas indifférent pour le bienêtre de la nation, ni même pour celui des autres nations, qu'elle ſuive plutôt l'une, que l'autre de ces deux manieres de diviſer ſes terres.

Une longue exemption de miſere eſt certainement un bien pour une nation; or il eſt de toute évidence, qu'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, jouira plus ſurement de cet avantage ſous le ſyſtême des grandes diviſions de terres, que ſous celui des petites & que dès ſon premier établiſſement même il vaudroit

mieux

mieux pour elle, ſi la proportion de ſes hommes ſe trouvoit conſidérable, rélativement à l'étendue & à la fertilité de ſon territoire, d'en deſtiner tout de ſuite une partie à former des colonies quelqu'autre part, que d'attendre à prendre ce parti, qu'elle eut éprouvé tous les maux, qu'une population ſurabondante entraine néceſſairement après elle & qu'elle ne pourroit pas manquer de ſentir beaucoup plus promptement.

D'ailleurs la néceſſité frequente de fonder des colonies, à laquelle ſe trouveroit inévitablement réduite une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, qui maintiendroit continuellement le partage de ſes terres ſous le ſyſtême des petites diviſions, ne deviendroit elle pas un fléau pour les autres nations, ſur les territoires deſquelles ces colonies s'introduiroient & s'établiroient le plus ſouvent par la force, ſoit en expulſant, ſoit en exterminant, ſoit en ré-

duiſant en ſervitude les légitimes habitans ?

Le ſyſtême d'agriculture des premiers Romains etoit un ſyſtême d'agriculture abſolue, fondé ſur un partage minutieux des terres & l'expérience a fait voir, que ce partage minutieux des terres a opéré promptement des excès de procréation & par conſequent la néceſſité de fonder des colonies, non pas dans des territoires préparés d'avance pour les recevoir, mais dans des territoires à conquérir ſur des nations voiſines & comme le courage ou plutôt le déſeſpoir d'un peuple, manquant de ſubſiſtance chez lui & combattant pour les premiers beſoins de la vie, devoit naturellement l'emporter ſur la réſiſtance de peuples vivant paiſiblement chez eux dans l'abondance, falloit il d'autres circonſtances, que des ſuccès réitérés dans ce genre, pour enraciner dans les Romains cet eſprit de conquêtes, qui pendant tant de ſiecles a

formé leur caractere dominant & ſeroit on loin de la verité, de regarder le ſyſtême des petites diviſions de terres, que les Romains ont maintenu pendant ſi long-tems, comme la cauſe de l'habitude fatale qu'ils ſe ſont donné de dévaſter & de déſoler la terre ?

De ces conſidérations il ſemble réſulter, qu'une nation, qui veut ſe former ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue & ſe maintenir long-tems dans la jouiſſance de tous les avantages, qu'un pareil ſyſtême peut admettre, doit obſerver deux choſes ; la premiere, de diſtribuer ſes terres dès l'origine en grandes portions ; la ſeconde, de compoſer chaque fois ſes colonies d'une proportion d'hommes plus grande, que n'aura été l'excès de ſa population, afin de ſe renouveller continuellement ſous le ſyſtême des grandes diviſions de terres ; ce dernier moyen étant celui de la nature elle même, lorſque les nations lui abandonnent

le

le ſoin de remédier aux excès de leur popu lation ; car alors la nature ſubſtitue la mortalité aux colonies & ſa regle eſt d'opérer conſtamment une mortalité plus grande, que n'a été l'excès de procréation.

J'ai dit qu'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, n'avoit pas le choix de ſon genre de vie & qu'elle etoit forcée de vivre dans un état de ſimplicité ; j'ai fondé cette aſſertion ſur une circonſtance, qui paroit la rendre inconteſtable, c'eſt à dire, je l'ai inferé de la néceſſité, où chaque individu de la nation ſe trouve de pourvoir à l'univerſalité de ſes beſoins par ſon propre travail & cette néceſſité devient inévitable, tant que la nation ſe conſerve ſtrictement ſous ſon ſyſtême d'agriculture abſolue ; cependant dans le nombre de ceux, qui ont publié des ouvrages ſur l'Economie politique, il y en a eu qui ſe ſont perſuadé, qu'il etoit au pouvoir des individus d'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture

d'agriculture abſolue, d'abréger la maniere pénible de pourvoir à leurs beſoins & de ſortir de leur état de ſimplicité.

Il eſt certain que juſqu'au moment, où la nation ſera arrivée aux dernieres limites, ſoit morales, ſoit phyſiques, de ſa nourriture, c'eſt à dire, juſqu'au moment où ſa population réelle aura reçu ſon plein complément, elle pourra continuellement ſe ménager un ſuperflu de ſubſiſtance au de la de ſes propres beſoins & par conſequent ouvrir un commerce avec quelque nation agricole, qui ſera ſous un ſyſtême de manufactures & qui manquera de ſubſiſtance, afin d'échanger avec elle ſon ſuperflu de ſubſiſtance & ſes matieres premieres brutes contre des matieres premieres manufacturées ; mais je dis, qu'un pareil commerce ne pourroit jamais, ni altérer la ſimplicité de vie de la nation, ni même avoir un fondement durable.

Toute

Toute matiere premiere manufacturée eſt la répréſentation d'une matiere premiere brute & d'une certaine quantité de ſubſiſtance, c'eſt à dire, ſa valeur eſt compoſée de la valeur de la matiere premiere brute, qui lui a ſervi de baſe & de la valeur de la quantité de ſubſiſtance, qu'ont conſommée tous ceux, qui ont concouru par leur travail à la manufacturer ; la derniere de ces deux valeurs eſt dans tous les cas un multiple de la premiere & ce multiple peut être cinq, dix, vingt dans les manufactures de premiere néceſſité & cent, mille, un million dans les manufactures de luxe, c'eſt à dire, la valeur de la ſubſiſtance conſommée par ceux, qui ont concourus par leur travail à manufacturer une matiere premiere brute, peut dans les manufactures de premiere néceſſité être cinq fois, dix fois, vingt fois & dans les manufactures de luxe cent fois, mille fois, un million de fois plus grande, que la valeur

de

de la matiere premiere brute, qui a ſervi de baſe à la manufacture.

Je dois obſerver ici, que pour ſimplifier le raiſonnement j'entends par le mot ſubſiſtance, non ſeulement la nourriture proprement dite des ouvriers & des entrepreneurs de manufactures, mais de plus toutes les néceſſités de la vie, qui forment leur maintien & qui entrent avec la nourriture dans la compoſition de leurs ſalaires & de leurs profits réels, c'eſt à dire, je réduis par fiction la totalité de leurs ſalaires & de leurs profits en ſubſiſtance.

Or il ſeroit impoſſible, qu'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, put dans aucun période de ſon exiſtance parvenir à ſauver ſur ſa ſubſiſtance un ſuperflu aſſez conſidérable, pour fournir à l'énorme proportion, qu'abſorbent les manufactures de luxe. Dans toute nation agricole un peu avancée dans ſa civiliſation & ſous la

plus

plus grande partie des climats de la terre, la valeur des ſeules manufactures de premiere néceſſité, que chaque individu conſomme & uſe néceſſairement dans la varieté de ſes beſoins, approche de celle de ſa ſtricte ſubſiſtance ; par conſequent une nation agricole, qui adopteroit le plan de ſe pourvoir de toutes les manufactures de premiere néceſſité chez d'autres nations, ſeroit obligée, pour maintenir ce commerce, de demander à la terre un ſuperflu de ſubſiſtance égal à ſa propre conſommation & quoique l'expérience prouve, qu'il ſeroit au pouvoir de la nation d'obtenir de la terre, du moins pour quelque tems, un pareil ſuperflu de ſubſiſtance, ſeroit il en ſon pouvoir de le multiplier peutêtre dix fois au de la de ſa propre conſommation, pour répondre à la proportion, qu'exigeroient les manufactures de luxe & n'eſt il pas évident, que dans tous les cas ſon commerce avec d'autres nations ne pourroit

roit jamais embraſſer, que les ſeules manufactures de premiere néceſſité ?

Mais la nation ne reſteroit pas même long-tems en état de diſpoſer d'un ſuperflu de ſubſiſtance ſuffiſant, pour ſe procurer chez d'autres nations les ſeules manufactures de premiere néceſſité. Dans le progrès continuel de ſa population, la proportion de ſa propre ſubſiſtance augmenteroit néceſſairement en raiſon directe de ſa multiplication & en même raiſon diminueroit la proportion de ſon ſuperflu ; dans cette double progreſſion, croiſſante d'un coté & décroiſſante de l'autre, le moment arriveroit enfin, où la nation conſommeroit elle même toute ſa ſubſiſtance, ſans laiſſer aucun ſuperflu ; alors ſes importations de manufactures de premiere néceſſité, qui auroient graduellement diminuées avec la diminution du ſuperflu de ſa ſubſiſtance, ceſſeroient totalement avec l'anéantiſſement de ce ſuperflu & les individus de la nation

nation ſe trouveroient forcés de reprendre ſur eux le ſoin de pourvoir eux mêmes à tous leurs beſoins.

Le ſeul commerce, qu'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, pourroit entreprendre & maintenir avec d'autres nations ſur un pied durable, ſeroit celui du ſuperflu de ſes matieres premieres brutes, ſi ſes beſoins n'en abſorboient pas la totalité & le ſeul retour, qu'il lui conviendroit de prendre en échange de ces matieres premieres brutes, ſeroit de la ſubſiſtance. Par le moyen d'un pareil commerce la nation ſe conſerveroit plus long-tems dans l'abondance, retarderoit l'excès de ſa procréation & arriveroit plus tard à la miſere & par conſequent plus tard à la néceſſité de fonder des colonies.

SYSTÊME

SYSTÊME D'AGRICULTURE RELATIVE

FONDÉ SUR UN

SYSTÊME D'ESCLAVAGE.

SI la terre n'avoit jamais récompenſé le travail du cultivateur, que de ſa ſeule ſubſiſtance, toutes les nations agricoles n'auroient eu qu'un ſeul & même ſyſtême à ſuivre, celui d'une agriculture abſolue; alors dans toutes ſes diviſions l'eſpece humaine auroit vecu dans un état de ſimplicité & les peuples cultivateurs, paſteurs & chaſſeurs n'auroient eſſentiellement différés les uns des autres, que dans les degrés de leur population. Mais l'expérience prouve, que ſur la plus grande partie de la ſurface de la terre, le cultivateur eſt capable d'opérer par ſon travail une quantité de ſubſiſtance ſupérieure à ſes propres be-

ſoins & c'eſt ſur ce fondement, que les hommes ont pu ſe repoſer les uns ſur les autres, pour la production de leur ſubſiſtance & que les nations ont pu établir leur maintien ſur des ſyſtêmes d'agriculture rélative.

Le ſyſtême d'agriculture abſolue & le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, ſe reſſemblent parfaitement dans leur objet principal & ne différent l'un de l'autre que dans la maniere de le remplir; dans l'un & l'autre ſyſtême une ſubſiſtance certaine ſe trouve appropiée à tous les individus de la nation, ſeulement ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue la ſubſiſtance de la nation eſt le produit du travail libre de toute la nation & ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, la ſubſiſtance de la nation eſt le produit du travail forcé d'une partie de la nation; ſous l'un des deux ſyſtêmes l'individu cultive libre-

librement ſa propre terre & pour ſa propre ſubſiſtance ; ſous l'autre l'individu cultive forcément la terre d'un autre, pour ſa propre ſubſiſtance & celle d'un autre.

Le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, admet une ſubdiviſion & ſe partage en deux branches différentes, c'eſt à dire, une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, peut être conſidérée ſous deux modes diſtincts, qui la transforment en deux nations entierement diſſemblables ; ſous l'un des deux modes elle eſt forcée de vivre dans le dernier degré de ſimplicité ; ſous l'autre elle devient capable de vivre dans le plus haut degré de luxe & une ſeule circonſtance détermine pour elle l'une ou l'autre de ces deux ſituations ; la diſpoſition au travail ou la diſpoſition à l'oiſiveté dans la partie libre de la nation.

Si le caractere de la partie libre de la nation la porte naturellement à l'oiſiveté, ou ſi une inſtitution civile lui interdit le travail, la partie eſclave ſera chargée elle ſeule de pourvoir par ſon travail, non ſeulement à la nourriture, mais à toutes les autres néceſſités de la nation entiere & comme le produit du travail de chaque nation, toutes choſes égales, eſt en raiſon directe du nombre des hommes, qui travaillent, il eſt évident, que la ſimplicité de vie d'une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, dans laquelle les individus libres ne travaillent point, doit naturellement être plus grande, que la ſimplicité de vie d'une nation ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, dans laquelle tous les individus travaillent.

Ce degré de ſimplicité de vie, au quel ſe trouve néceſſairement réduit une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fonde

fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, dans laquelle la partie libre ne travaille point, eſt entierement confirmé par l'exemple de la République, que Lycurgue avoit fondée à Sparte exactement ſur les principes de ce ſyſtême & dans laquelle on ſait, que la ſimplicité de vie de la nation ne différoit gueres de celle de la plus baſſe diviſion de l'eſpece humaine.

Mais quand on ſuppoſeroit la partie eſclave de la nation capable par ſon travail de fournir à la partie libre amplement, non ſeulement les néceſſités, mais les ſuperfluités de la vie, des obſtacles bien difficiles à vaincre s'oppoſeroient à l'introduction du luxe dans la nation. La force peut commander les bras, mais elle ne commande point l'induſtrie; il n'eſt pas de l'intérêt de l'eſclave, qui reçoit ſa nourriture en retour d'un travail reglé & en quelque façon limité, de ſe ſoumettre pour la même nourriture à un travail arbitraire &

par ſa nature ſans bornes, c'eſt à dire, de multiplier ſa tâche indéfiniment au de la de celle, qui lui vaut ſon néceſſaire, pour ne rien recevoir de plus que ce même néceſſaire, dont il eſt ſûr dans tous les cas & rien ne ſemble pouvoir rendre l'eſclave induſtrieux, que la certitude de recevoir en retour de ſon induſtrie ou un équivalent, ou la liberté, c'eſt à dire, que la certitude de ceſſer d'être eſclave.

Si les colonies, que les nations de l'Europe ont établies dans le nouveau monde, avoient eu toutes le malheur d'être fondées & maintenues ſur un ſyſtême d'eſclavage, comme le ſont celles des iſles de ce vaſte continent, l'induſtrie n'auroit probablement jamais pris racine dans ces colonies; une dépendance abſolue de leurs métropoles auroit été leur partage & l'Amérique n'auroit pas montré ſitôt des nations floriſſantes.

L'Eu-

L'Europe pendant toute la durée de la conſtitution féodale de ſes gouvernemens etoit ſans induſtrie ; les claſſes inférieures d'hommes n'etoient pas à la verité eſclaves ſous des liens auſſi étroits, que les eſclaves des nations anciennes ; mais elles etoient eſclaves ſous toute la force des deux conditions, qui caractériſent eſſentiellement ce miſérable état de l'homme. Les ſerfs n'avoient ni liberté ni proprieté ; tout ce qu'ils acquérroient par leur travail etoit acquis au ſeigneur, qui avoit le droit de les vendre avec la terre, à laquelle ils appartenoient & de les réclamer, comme ſon bien, lorſqu'ils s'enfuyoient.

Les campagnes regorgeoient d'hommes & cette ſurabondance de cultivateurs, en réduiſant proportionnellement le travail de chacun, laiſſoit à tous du tems de reſte, non pas pour employer à quelqu'autre genre de travail, mais pour paſſer dans l'oiſiveté ; auroit il été naturel, qu'ils euſ-

ſent voués leurs momens libres à exercer leur induſtrie pour un maître, qui ſe ſeroit approprié le ſurcroit de leur travail, ſans améliorer pour cela leur ſort, ni leur donner en retour aucun équivalent ? Dans les villes les hommes avoient un peu de liberté & ce peu de liberté avoit proportionnellement développé un peu d'induſtrie, ſi l'on peut appeller de ce nom les ſimples néceſſités de la vie un peu mieux façonnées & mieux adaptées aux beſoins des hommes.

Une troiſieme eſpece d'eſclavage, ſous laquelle les hommes ont été opprimés dans tous les tems & le ſont malheureuſement encore trop chez la plupart des nations, eſt l'eſclavage, qui provient de l'inſtabilité ou de l'application arbitraire des loix ſur la liberté & la proprieté des individus ; l'homme dans ce cas n'eſt pas un eſclave comme l'etoit l'eſclave ſous le ſyſtême des anciens, ou le ſerf ſous le ſyſtême féodal ; il n'eſt forcément attaché à la perſonne ni

à la

à la terre de qui que ce ſoit & il eſt cenſé jouir en plein de ſa liberté & de ſa proprieté; mais ſi un pouvoir arbitraire peut à tout inſtant le priver de cette liberté & de cette proprieté, en quoi différe ſa condition de celle de l'eſclave proprement dit ? En ce que l'eſclave proprement dit eſt un eſclave certain & lui un eſclave probable & c'eſt cette fatale probabilité, que l'homme a contre lui & qui lui fait craindre ſans ceſſe de ſe voir ravir tôt ou tard le fruit de ſon travail, qui oppoſe les plus grands obſtacles aux progrès de l'induſtrie dans les gouvernemens arbitraires.

On n'a qu'a jeter les yeux ſur le tableau de l'Europe & l'on verra, ſi dans chaque nation les progrès de l'induſtrie ne ſont pas en proportion exacte des degrés de protection & de ſureté, que les loix accordent à la liberté & à la proprieté des hommes. Vouloir faire fleurir l'induſtrie ſous un gouvernement arbitraire, c'eſt

vouloir

vouloir à la fois des choſes contradictoires & par conſequent l'impoſſible ; il n'y a point de milieu, il faut ou que le pouvoir céde, ou que l'induſtrie languiſſe & ſi l'induſtrie proſpére, c'eſt le ſigne le plus certain, que le pouvoir s'eſt adouci dans le droit ou dans le fait. Voila l'avantage précieux, que l'induſtrie procure à l'humanité ; celui de commander au pouvoir arbitraire ; de le forcer de ſe contenir dans les ſtrictes limites de la juſtice & de le punir de ſes moindres écarts dans l'endroit le plus ſenſible. Le ſyſtême d'agriculture abſolue n'exclut point la tyrannie ; le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, eſt par ſon eſſence même un exercice continuel de tyrannie ; ce n'eſt que dans les retranchemens de l'induſtrie, c'eſt à dire, ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, que la liberté de l'homme peut être en ſureté.

Il exiſte en Europe ou plutôt ſur la Terre un Etat coloſſal *, qui montre les intentions les plus louables pour le bonheur de ſes peuples & qui fait les plus grands efforts, pour introduire & faire fleurir parmi eux l'induſtrie ; mais cet Etat peut il ſe perſuader ſérieuſement, que ſous le pouvoir le plus arbitraire l'Economie politique moderne puiſſe être applicable à un amâs informe de peuples en partie chaſſeurs, en partie paſteurs & dans leur plus haute ſtation cultivateurs ſous un ſyſtême d'eſclavage ? Les grands encouragemens, que cet Etat prodigue au ſuccès de ſes vues, pourront bien attirer chez lui paſſagérement des étrangers, mais ni l'exemple de ces étrangers, ni ſes propres meſures ne feront jamais ſur ſes peuples des impreſſions ſolides, tant qu'il pourſuivra ſon plan ſur les principes d'une marche auſſi irréguliere & dans des dimenſions auſſi monſtrueuſes.

* La Ruſſie.

Mais

Mais ſi la partie libre d'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, ſe livre au travail, un changement total dans ſa ſituation devient la conſequence immédiate de cette circonſtance & dès ce moment elle acquiert le pouvoir, non ſeulement de ſuppléer aux néceſſités de la vie, qui lui manquent dans ſon état d'oiſiveté, mais de ſe donner tous les genres de ſuperfluités, dont le luxe peut ſe nourrir ; car la partie eſclave de la nation etant forcée de cultiver la terre & de pourvoir elle ſeule toute la nation de ſubſiſtance & de matieres premieres, les manufactures formeront l'objet naturel du travail de la partie libre, qui dès lors ſe créera une multitude de beſoins & y adaptera ſous toutes ſortes de formes les matieres premieres, que ſon territoire ſera capable de produire.

Au moment même où les matieres premieres, que le territoire de la nation ſeroit capable

capable de produire, ne ſuffiroient plus au travail de la partie libre, elle pourroit s'en procurer chez d'autres nations, en échange de ſes manufactures & alors aidée dans les pouvoirs productifs de ſon travail par l'introduction des machines, par la diviſion & la ſubdiviſion du travail, par tous les moyens, qui peuvent en faciliter & abréger les operations, rien ne pourroit l'empêcher de porter ſes manufactures au dernier degré de perfection, de les multiplier bien au de la de ſes propres beſoins & de fonder ſur ſon ſuperflu le commerce le plus étendu avec d'autres nations.

Un pareil ſyſtême, s'il etoit poſſible d'écarter les regards de la malheureuſe condition, qui lui ſert de fondement, ou ſi l'on pouvoit au moins n'enviſager dans l'eſclave, qu'un homme nourri, maintenu & traité avec humanité pour un travail raiſonnable, préſenteroit ſans contredit au bonheur de l'eſpece humaine, le ſyſtême d'eco-

d'Economie politique le plus exempt d'inconvéniens & le plus durable. Dans toutes les révolutions, que ſubiroit la proſperité de la nation, dans le déclin de ſon commerce, dans le déclin de ſes manufactures, dans l'anéantiſſement même total de ce commerce & de ces manufactures, le grand objet final de toute nation, la ſubſiſtance & les néceſſités de la vie, reſteroient invariablement aſſurées à chaque individu.

Quoique les annales des nations, que le tems a laiſſé venir juſqu'a nous, ne nous en tracent aucune preciſément ſous ce ſyſtême, il n'en eſt pas moins vrai, qu'il ne renferme rien dans ſes conditions, qui ne le rende practicable & il faut bien, que Lycurgue l'ait regardé comme tel, ou que dans les contrées qu'il a parcouru, pour s'inſtruire dans la ſcience de l'Economie politique, il l'ait vu réaliſé quelque part, puiſque non content d'interdire le travail à la partie libre de ſa République, il a cru néceſſaire en même tems de lui interdire l'uſage

l'uſage de l'argent & la communication avec d'autres nations.

La proportion entre la partie libre & la partie eſclave d'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, doit naturellement ſe régler ſur le produit du travail de la partie eſclave & ce produit du travail de la partie eſclave dépendra dans tous les cas, du degré de perfection de la culture & du degré de fertilité de la terre ; car l'eſclave doit être le premier nourri, il faut que ſa ſubſiſtance ſoit prélevée ſur le total de celle, que ſon travail eſt capable de produire & ce n'eſt que ſur l'excédent, qu'il laiſſe, que l'homme libre peut être nourri.

Si l'on prend la ſubſiſtance des familles eſclaves pour l'unité & que, les unes comptées dans les autres, on ſuppoſe le produit ordinaire de leur travail, comme 1, 1½, 2, 3, 4 ; dans le premier cas il ne reſteroit

reſteroit rien pour la ſubſiſtance de la partie libre & le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, deviendroit impraticable ſur un pareil territoire ; dans le ſecond cas, il faudroit diſtribuer la nation en deux tiers d'eſclaves & un tiers d'hommes libres ; dans le troiſieme cas, en moitié eſclaves & moitié hommes libres ; dans le quatrieme cas, en deux tiers d'hommes libres & un tiers d'eſclaves ; dans le cinquieme cas, en trois quarts d'hommes libres & un quart d'eſclaves ; ſans l'obſervation de ces proportions la nation s'expoſeroit au riſque d'avoir ou trop d'hommes libres ou trop d'eſclaves.

Si la partie libre de la nation ne travaille point, la population de la nation ſuivra exactement la même marche dans ſes progrès & dans ſes excès, que la population d'une nation ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, la ſéparation de l'une des deux nations en deux claſſes d'hommes diſtinctes

ne

ne pouvant cauſer aucune variation à cet égard. Les individus eſclaves & libres de la nation, ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, multiplieront enſemble & franchiront les limites de leur nourriture dans le même ordre, que les individus libres ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue & comme tous dériveroient leur ſubſiſtance de fonds parfaitement ſemblables, ſi ces fonds etoient égaux dans les deux nations, ils opéreroient naturellement la même population de part & d'autre.

Si la partie libre de la nation travaille & voue ſon travail aux manufactures, mais en conſomme elle même la totalité, la population de la nation reſtera preciſément la même, que dans le cas, ou la partie libre ne travaille point. La partie libre de la nation pourra bien par ſon travail ſe procurer tout ce qui peut flatter le luxe dans le vêtement, dans l'ameublement, dans

les équipages & dans tous les genres de frivolité ; mais quand à la nourriture, elle ſera forcée de ſe contenter de ſa part dans le produit du travail de la partie eſclave & par conſequent de ſe nourrir dans la plus grande ſimplicité.

Mais ſi la partie libre de la nation, en vouant ſon travail aux manufactures, ſe ménage un ſuperflu au de la de ſes propres beſoins & échange ce ſuperflu continuellement avec d'autres nations, en partie contre des matieres premieres & en partie contre de la ſubſiſtance, elle devient capable de multiplier bien au de la des limites de ſa portion de nourriture, dans le partage général de la ſubſiſtance du territoire & par conſequent de porter la population totale de la nation bien au de la de celle, à laquelle la nation ſe trouve néceſſairement reduite, lorſque la partie libre ne travaille point, ou travaille, mais conſomme elle même tout le produit de ſon travail. La

population

population de la partie eſclave de la nation reſteroit invariablement fixée à ſa proportion de ſubſiſtance territoriale ; mais celle de la partie libre s'accroitroit en raiſon de toute la ſubſiſtance étrangere, qu'elle pourroit ſe procurer au de la de ſa part dans celle de ſon territoire.

L'Europe montre depuis long-tems une nation *, dont l'étonnante population, lorſqu'on la compare avec l'étendue & la nature de ſon territoire, eſt pour ainſi dire maintenue toute entiere ſur une ſubſiſtance étrangere, que la nation ſe procure régulierement en retour de ſon induſtrie & cet exemple prouve, que dans le plus parfait déſert une poignée d'hommes induſtrieux ſeroient capables de multiplier graduellement au point, de ſurpaſſer en population les nations, favoriſées des ſols les plus riches, pourvu que ce déſert fut ſitué ſur

* La Hollande.

une mer abondante en poiſſons & ſous un climat habitable ; c'eſt preſque la ſeule donnée, que la nation, que je cite ici, a tenue des mains de la nature & le ſeul fondement, ſur lequel elle a élevé l'immenſe édifice de ſon induſtrie.

Lorſque dans le cours naturel des choſes la procréation auroit porté la population d'une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture-rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, au de la des limites de ſa ſubſiſtance, ſoit dans la claſſe des eſclaves, ſoit dans celle des hommes libres, ſoit dans toutes les deux à la fois, elle s'expoſeroit à tous les maux, qu'une multiplication indéfinie cauſe néceſſairement, ſi elle négligeoit de ſe délivrer à tems du ſurabondant de ſa population, en formant des colonies d'une partie de ſes hommes libres & en vendant une partie de ſes eſclaves, ou leur donnant la liberté de chercher leur ſubſiſtance ailleurs ; ſans cette double meſure l'excès

l'excès de procréation ne manqueroit pas d'apporter enfin lui même un remede à ſes propres déſordres.

Comme la partie libre de la nation, lorſqu'elle ne travaille point, ou travaille, mais conſomme elle même tout le produit de ſon travail, ne peut être maintenue, que ſur la portion de ſubſiſtance, que les beſoins de la partie eſclave n'abſorbent point, il devient de ſon intérêt de veiller à ce que les eſclaves ne multiplient pas aux dépens de ſa propre nourriture & de contenir par conſequent leur population dans les limites de la proportion de ſubſiſtance, qui leur eſt aſſignée dans le partage général.

L'interdiction de l'uſage de l'argent & de toute communication avec les étrangers avoit mis les Lacédémoniens, dans l'impoſſiblité de vendre leurs eſclaves ſurabondans & au lieu de puiſer dans l'inhuma-

nité des moyens raiſonnables de s'en délivrer, la férocité de leur caractere leur avoit inſpiré la cruauté de ſe débaraſſer de ces malheureux, par des maſſacres périodiquement executés avec ruſe.

Si la partie libre de la nation travaille & échange le ſuperflu des produits de ſon travail avec d'autres nations contre de la ſubſiſtance, l'excès de procréation ſe fera ſentir chez elle plus tard, que dans la partie eſclave & avant qu'elle puiſſe arriver à la néceſſité de fonder des colonies, la partie eſclave peut avoir exigée plus d'une fois l'application d'un remede contre l'excès de ſa multiplication. Dans tous les cas une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, ſe maintiendra d'autant plus long-tems ſans excès de procréation, dans ſa partie libre, comme dans ſa partie eſclave, que dans l'origine elle aura eu l'attention, de diſtribuer ſes terres en grandes

grandes portions & que dans la ſuite elle aura eu ſoin, de remédier aux excès de ſa procréation dans une proportion toujours ſupérieure à la ſurabondance de ſa population.

SYSTÊME D'AGRICULTURE RELATIVE

FONDÉ SUR UN

SYSTÊME DE MANUFACTURES.

J'ARRIVE au ſyſtême d'Economie politique le plus téméraire, que l'eſpece humaine ait pu imaginer d'appliquer à ſon maintien. Dans tous les autres ſyſtêmes, dans celui des peuples chaſſeurs, dans celui des peuples paſteurs, dans celui des peuples cultivateurs, tant ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue, que ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, une ſubſiſtance certaine eſt aſſurée à tous les hommes ; mais ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, la moitié d'une nation eſt laiſſée dans une ſituation entiérement précaire pour ſon exiſtance, ſans

ſans ſubſiſtance appropriée, ſans certitude de ſe la procurer par ſon travail, nourrie un jour & périſſant de miſere un autre.

J'appelle ce ſyſtême d'Economie politique téméraire, non pas qu'il ne ſoit auſſi propre, que tout autre ſyſtême d'Economie politique, de conduire l'eſpece humaine au plus grand & au plus ſolide bonheur ; mais parcequ'il ne marche pas de lui même, qu'il eſt infiniment difficile dans ſes combinaiſons & ſurtout, parcequ'il ne ſouffre pas d'être dirigé dans ſa marche par les mains d'un homme ordinaire.

Les individus ſous le ſyſtême des peuples chaſſeurs, ſous celui des peuples paſteurs, & ſous celui des peuples cultivateurs, qui ſuivent un ſyſtême d'agriculture abſolue, pourvoyent tous eux mêmes à leur nourriture par des moyens ſimples, naturels & en leur pouvoir & par conſequent ſans avoir beſoin de l'intervention,

ni

ni des ſollicitudes d'aucun agent intermédiaire ; quand aux individus des peuples cultivateurs, qui ſuivent un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, la force, ce moyen ſi facile, ſi vuide de génie & par conſequent ſi fort à la portée de toutes les capacités, eſt le ſeul expédient qu'il ſoit néceſſaire d'employer, pour aſſurer à tous leur nourriture. Mais dans une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, une multitude d'individus ne peuvent jouir de leur ſubſiſtance, que par des moyens compliqués, artificiels, hors de leur pouvoir & totalement dépendans des lumieres & des vertus de l'homme d'Etat, qui ſe charge pour eux d'une tâche auſſi heriſſée de difficultés ; auſſi ſérieuſe & auſſi reſponſable.

Il y a près de trois ſiecles, que les nations de l'Europe ont ceſſé d'être des nations purement agricoles & qu'elles ont commencé

commencé à monter leur Economie politique ſur les principes d'un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures ; mais dans ce long intervalle de tems, une ſcience auſſi importante & auſſi précieuſe à l'humanité s'eſt laiſſé devancer infiniment, par toutes les autres branches de connoiſſances, que les hommes ont cultivées avec tant de ſuccès.

Exiſte-t-il une nation en Europe, qui ait porté l'agriculture ſur toute l'étendue de ſon territoire au dernier degré de perfection & qui n'ait pas reſté conſidérablement en arriere dans la route, qui conduit à cette perfection ? En exiſte-t-il une, qui ſoit un ſeul inſtant, ſans avoir devant ſes yeux le ſpectacle affligeant d'une partie de ſes manufacturiers gémiſſant dans la miſere, tantôt dans une branche, tantôt dans une autre & pour ainſi dire ſucceſſivement dans toutes ? En exiſte-t-il une, dont la proſperité mal aſſurée ne ſoit pas dans

un

un cours perpétuel de viciſſitudes & s'il eſt permis de s'exprimer ainſi, dans un flux & reflux continuel de hauſſe & de baiſſe aux moindres événemens ? Enfin en exiſte-t-il une, dont l'Economie politique ne préſente pas dans ſon enſemble une foule de déterminations fauſſes, contradictoires & deſtructives & ſi le contraire de tant de maux & de tant d'imperfections eut été depuis long-tems la conſequence d'un ſyſtême d'Economie politique fondé ſur les vrais principes, n'eſt il pas naturel d'inférer de la, que les nations de l'Europe n'ont pu continuellement être fruſtrées de l'effet, ſans avoir été continuellement dans l'erreur ſur les moyens ?

Dans les principes de l'Economie politique moderne une nation doit être conſidérée comme compoſée de trois grandes claſſes d'hommes ; de cultivateurs, de manufacturiers & de conſommateurs. Les cultivateurs travaillent la terre & fourniſ-

ſent

ſent la nation de ſubſiſtance & de matieres premieres brutes ; les manufacturiers travaillent les matieres premieres brutes & fourniſſent la nation de manufactures ; les conſommateurs ne travaillent point & ſe fourniſſent de ſubſiſtance chez les cultivateurs, de manufactures chez les manufacturiers, en retour d'un équivalent, qu'ils ont conſtamment d'avance dans leurs mains.

Quoique ces trois grandes claſſes d'hommes conſomment chacune leur proportion de ſubſiſtance & de manufactures, le développement clair & facile des principes généraux de l'Economie politique moderne m'oblige de faire une fiction, c'eſt à dire, de ſuppoſer, que la claſſe des manufacturiers eſt la ſeule, qui conſomme le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs & la claſſe des conſommateurs la ſeule, qui conſomme le ſuperflu de manufactures des manufacturiers, ou ce qui eſt

la

la même choſe, de regarder la conſommation de ſubſiſtance, qui ſont enſemble les manufacturiers & les conſommateurs, comme entiérement concentrée dans celle des manufacturiers & la conſommation de manufactures, que ſont enſemble les cultivateurs & les conſommateurs, comme entiérement concentrée dans celles des conſommateurs.

Dans le nombre des claſſes, dont je viens de faire l'énumération, je n'ai point compris celle des commerçans, parceque dans les principes de l'Economie politique moderne cette claſſe d'hommes ne forme pas une claſſe conſtitutive, mais ſeulement répréſentative ; les fonctions du commerçant etant de répréſenter tour à tour le cultivateur, le manufacturier & le conſommateur ; car pour éviter à ces trois claſſes d'hommes l'embarras de ſe chercher les unes les autres & ſurtout à celles des cultivateurs & des manufacturiers l'inconvénient

vénient de ſe déplacer & d'interrompre leurs travaux, le commerçant ſe préſente au cultivateur, comme s'il etoit le manufacturier ; au manufacturier, comme s'il etoit le conſommateur ; au conſommateur, comme s'il etoit le manufacturier & au manufacturier, comme s'il etoit le cultivateur, chaque individu de la nation le paye de ſes peines & de ſes riſques & les beſoins de tous ſont ſatisfait avec plus de certitude & de célérité.

Toute l'eſſence du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, conſiſte dans le maintien complet & imperturbable de la claſſe des manufacturiers ; c'eſt le point capital de l'homme d'Etat ; il ſe charge d'être le pere d'une multitude d'orphelins, qui n'ont point de pain aſſuré, qui lui offrent de le mériter par leur travail & qui ne peuvent le tenir que de ſes mains ; les deux autres claſſes ſe maintiendroient, pour ainſi

ainſi dire, ſans lui, l'une etant à la ſource de la ſubſiſtance & l'autre etant pourvue de moyens propres pour ſe la procurer.

Or les manufacturiers ne peuvent être maintenus que ſous deux conditions ; la premiere, que les conſommateurs conſomment leur ſuperflu de manufactures, en retour d'un équivalent univerſellement acceptable ; la ſeconde, qu'en retour de cet équivalent univerſellement acceptable ils puiſſent ſe procurer chez les cultivateurs leur ſubſiſtance. Ainſi la claſſe des manufacturiers ſe trouve placée entre la claſſe des conſommateurs & la claſſe des cultivateurs & dépend d'elles entiérement pour ſa ſubſiſtance ; mais dans des degrés différens, c'eſt à dire, plus de l'une que de l'autre, plus de la claſſe des conſommateurs, que de celle des cultivateurs ; car ſans l'équivalent des conſommateurs il eſt impoſſible à la claſſe des manufacturiers de ſe procurer ſa ſubſiſtance chez les cultivateurs

teurs & avec l'équivalent des conſommateurs elle eſt certaine de ſe la procurer.

Je dis que les manufacturiers ſont certains de ſe procurer leur ſubſiſtance chez les cultivateurs en retour de l'équivalent, qu'ils reçoivent des conſommateurs pour leurs manufactures ; mais c'eſt à condition, que l'homme l'Etat laiſſera les cultivateurs parfaitement libres de combiner leurs opérations dans leurs propres principes & qu'il ne cherchera point à les troubler dans la pourſuite de leurs travaux, en oppoſant à leur intérêt naturel un intérêt artificiel de ſa propre combinaiſon.

L'intérêt naturel des cultivateurs eſt d'opérer le plus grand ſuperflu de ſubſiſtance poſſible, s'ils ont la certitude de le vendre ; par conſequent dans le cours naturel des choſes ils ne laiſſeront jamais manquer les manufacturiers de ſubſiſtance, quelques grands que puiſſent être leurs beſoins,

ſoins, tant que les manufacturiers ſeront en état de la payer & qu'il reſtera un pouce de terre à cultiver ſur le territoire de la nation ; l'homme d'Etat peut ſe repoſer ſur cette verité & avoir l'eſprit parfaitement tranquile ſur un objet, qui a occaſionné & occaſionne encore chez bien des nations des ſollicitudes ſi déplacées & des meſures ſi déraiſonnables.

Mais en même tems il faut que l'homme d'Etat ſe pénétre bien intimement de deux autres verités ; la premiere ; qu'il n'y aura jamais aſſez de ſubſiſtance dans la nation, ſi les cultivateurs n'en produiſent pas plus, que la nation n'a beſoin ; la ſeconde, que les cultivateurs ne produiront jamais plus de ſubſiſtance, que la nation n'a beſoin, s'il ne leur eſt pas permis d'exporter le ſurplus librement à d'autres nations. Ce n'eſt pas comme branche lucrative de commerce, que l'homme d'Etat doit enviſager l'exportation de ce ſurplus de ſubſiſtance,

ſiſtance, mais ſous le double point de vue d'aſſurer invariablement à la nation ſa pleine ſubſiſtance & d'avoir continuellement une avance de ſubſiſtance toute prête, pour l'augmentation future de population, que ſa bonne conduite doit néceſſairement opérer & quand il ſeroit obligé de ſe charger d'une partie & même de la totalité des fraix de l'exportation de ce ſurplus de ſubſiſtance, pour en faciliter la vente, il ne pourroit jamais payer trop chers deux avantages auſſi inappréciables.

Les principes de l'Economie politique moderne etoient encore ſi peu développés en France, dans la derniere partie du ſiecle paſſé, qu'un miniſtre de ce grand Etat *, qui a laiſſé après lui une réputation meritée à bien des égards, avoit imaginé de faire le bien des manufacturiers & des manufactures, en fermant aux cultivateurs, non ſeulement les portes du roiaume, mais

* M. Colbert.

les portes des provinces, pour la vente de leur ſuperflu de ſubſiſtance ; cette double interdiction s'etoit préſenté à ſon eſprit, comme un moyen infaillible d'aſſurer aux manufacturiers une ſubſiſtance toujours abondante & par conſequent toujours à bon marché, c'eſt à dire, il a cru pouvoir ſe perſuader, qu'en rétréciſſant le marché des cultivateurs pour la vente de leur ſuperflu de ſubſiſtance, il devoit néceſſairement réſulter d'un pareil ſyſtême, que les manufacturiers ne manqueroient jamais de pain, qu'ils le mangeroient conſtamment à un prix moderé & qu'ils modéreroient en conſequence le prix de la main d'oeuvre, au grand avantage des manufactures & du commerce ; mais tout le contraire eſt arrivé & il etoit impoſſible, que tout lecontraire n'arriva pas ; l'agriculture s'eſt trouvé découragée à pure perte pour les manufactures.

L'homme d'Etat peut bien contrarier, mais jamais anéantir l'intérêt naturel des hommes ;

hommes ; au moment où les cultivateurs de la France ſe ſont trouvés ſtrictement limités à l'approviſionnement des ſeuls manufacturiers de la nation, il etoit naturel pour eux de chercher à proportionner leur ſuperflu de ſubſiſtance le plus ſtrictement poſſible à cet approviſionnement ; en produire davantage auroit été leur ruine. Mais la chance des ſaiſons ſe refuſant au calcul des hommes, il etoit moralement impoſſible, que leur ſuperflu de ſubſiſtance ne ſe trouva pas continuellement, ſoit au deſſus, ſoit au deſſous des beſoins des manufacturiers ; par conſequent un cours irrégulier dans le produit des récoltes, un cours irrégulier dans le prix du pain, les deux plus grands maux que l'agriculture & les manufactures d'une nation puiſſent éprouver, devoient être & ont été le malheureux partage de la France, pendant toute la durée de ſes fauſſes meſures.

Si le jugement du miniſtre, que je viens de citer, l'avoit mieux ſervi & que ſes ſucceſſeurs euſſent enſuite invariablement adheré aux bons principes, qu'il leur auroit tracés, il eſt difficile de dire, où la proſpérité de la France ſe ſeroit arrêtée. Une population de quarante millions & un revenu public net de deux milliards ne rempliroient peutêtre pas encore la meſure des avantages, dont elle jouiroit aujourd'hui ; car lorſqu'on ſait calculer les données de la nature & la force des vrais principes, on voit évidemment les germes d'une pareille grandeur dans le ſein de ce ſuperbe Etat. Dans ce moment même & ſur le pied de ſa population actuelle la France, conſidérée dans une parfaite égalité avec l'Angleterre, devroit avoir un revenu public net de près d'un milliard & demi, l'Angleterre jouiſſant de ce revenu dans la proportion de ſa population.

Une

Une différence auſſi énorme n'eſt certainement pas à la louange des hommes d'Etat, qui ont conduit l'Economie politique de la France ; car il eſt impoſſible de ne pas accorder, que ce que l'Angleterre a pu opérer avec des avantages naturels inférieurs, la France auroit du l'opérer bien plus facilement avec des avantages naturels ſupérieurs ; avec le ſol le plus riche, le meilleur, le plus induſtrieux & le plus frugal des peuples.

Pas bien long-tems après, que la France fut affligée d'un ſyſtême auſſi contraire à la ſaine raiſon, l'Angleterre en embraſſa un dans des principes totalement oppoſés ; non ſeulement elle ouvrit à ſes cultivateurs les portes des provinces & du roiaume, pour la vente de leur ſuperflu de ſubſiſtance, mais elle fut ſi convaincue, que d'un pareil ſyſtême reſulteroit infailliblement le bien de ſes manufacturiers & de ſes manufactures, qu'elle en força,

pour ainſi dire, l'exécution, en promettant des récompenſes conſidérables à tous ceux, qui exporteroient des grains à l'étranger.

Depuis ce tems l'Angleterre jouit des heureux fruits de la ſageſſe de ſes meſures ; ſous ſon nouveau ſyſtême le prix nominal des grains a ſenſiblement diminué de ce qu'il etoit ſous l'ancien, quoique le prix de toutes choſes ait graduellement augmenté ; les claſſes inférieures de ſes hommes, qui ſous l'ancien ſyſtême ne ſe nouriſſoient que ſur les moindres ſortes de grains, mangent du pain de froment ſous le nouveau ; à l'irrégularité dans les prix a ſuccedé la régularité & aux diſettes une abondance ſi ſuivie, que depuis l'établiſſement du nouveau ſyſtême il y a eu peu d'années, ou l'Angleterre n'ait pas exporté des grains à l'étranger & qu'il eſt prouvé, que depuis 1697 juſques en 1765, dans un intervalle de 68 ans, ſes importations de grains de l'étranger,

l'étranger, pour la conſommation nationale, n'ont pas monté toutes enſemble à la huitieme partie de la conſommation d'une ſeule année, c'eſt à dire, pas ſeulement à ſix ſemaines de ſubſiſtance.

Dans les obſervations, que je viens de faire ſur la France & l'Angleterre, je n'ai voulu que montrer le contraſte dans le choix des moyens, par leſquels ces deux Etats voiſins ont cherché preſque en même tems à obtenir la même fin, c'eſt à dire, je n'ai eu d'autre objet, que celui de faire voir, combien les moyens de l'un ont été judicieux & les moyens de l'autre injudicieux; car quoique le ſyſtême Anglois ait été priſé & preſqu'univerſellement recommandé par tous ceux, qui en ont parlé, comme le ſyſtême le plus parfait, que l'Economie politique puiſſe préſenter ſur la police des grains, je ſuis bien loin de lui accorder ce haut degré de perfection & de le propoſer aux autres nations comme un

modele à ſuivre dans toutes ſes circonſtances.

Le ſyſtême Anglois ſur la police des grains a été parfaitement bien vu dans ſes principes, mais il n'a pas été parfaitement bien combiné dans ſon exécution & les mains, qui ont travaillé le chef-d'oeuvre, y ont laiſſé des imperfections. Une de ces imperfections eſt, qu'il coute cher & a très ſouvent couté fort cher à l'Etat ſans nulle néceſſité ; car les mêmes effets auroient pu être opérés avec des dépenſes beaucoup moins conſidérables & quoique cet inconvénient ne ſoit pas un mal national, puiſque la dépenſe ne ſe fait pas hors de la nation, il eſt cependant un mal, puiſque tout excès dans les dépenſes publiques devient néceſſairement un ſurcroit de charges ſur les peuples, qui en définitif payent tout. Mais le grand défaut de ce ſyſtême eſt d'expoſer la nation au riſque continuel, de voir exporter ſous le

nom

nom de ſuperflu de ſubſiſtance une partie de ſon néceſſaire, préſent ou futur, & je n'ai nul doute, qu'un mal auſſi grand n'ait eu lieu dans bien des exportations de grains, que l'Angleterre a fait depuis l'origine de ſon nouveau ſyſtême.

Les bornes, que je me ſuis preſcrit dans ce diſcours, ne me permettent pas d'établir la démonſtration de ce que j'avance ſur des preuves inconteſtables, comme je le pourrois ; je me contenterai de dire ici en deux mots, que dans le jeu de ſon mécaniſme le ſyſtême Anglois n'a point été fixé avec la préciſion qu'il falloit, pour ſéparer dans tous les cas le néceſſaire du ſuperflu, c'eſt à dire, pour empêcher, que jamais l'un puiſſe ſe confondre avec l'autre & que ce défaut capital a eu ſa principale cauſe dans le mauvais choix, qui a été fait de l'endroit, où la gratification pour l'exportation des grains eſt payée. Je me réſerve de traiter cet objet plus amplement,

ment, lorſque je vouerai un diſcours particulier à la police des grains en général.

Il y a vingt ans, que la France a mis la main à la réforme de ſon ancien ſyſtême. Ma premiere idée etoit de ne point parler de cet événement; il en coute de ne pas dire du bien d'une détermination, inſpirée d'un coté par le zele le plus louable de citoyens patriotiques & de l'autre accueillie du ſouverain avec tant de confiance; mais le ſentiment du bien de l'humanité eſt trop prédominant chez moi, pour que je puiſſe taire la verité, lorſqu'elle intéreſſe le bonheur d'une grande maſſe de mes ſemblables & je ſuis forcé de dire, que je ne puis enviſager la nouvelle police de la France, telle qu'elle a été conçue alors, que comme un ſyſtême incompletement réfléchi, manqué dans l'enſemble de ſes combinaiſons & ne préſentant rien de plus, qu'une imitation très imparfaite du ſyſtême Anglois, imparfait lui même dans ſa par-

tie

tie la plus eſſentielle. Je ſuis forcé de dire plus, je dis que la France ne doit pas même ſe regarder comme préparée à recevoir un bon ſyſtême de police ſur les grains & qu'elle a commencé par où elle auroit du finir. Mais il eſt tems de reprendre le fil de mon diſcours.

Sous un mauvais ſyſtême de police une année irréguliere devient le principe d'une ſérie infinie d'années irrégulieres ; car après une année irréguliere en trop, l'intérêt naturel des cultivateurs les porte à produire moins & alors ils produiſent trop peu & après une année irréguliere en trop peu, leur intérêt naturel les porte à produire plus & alors ils produiſent trop ; ſous un bon ſyſtême de police au contraire une année irréguliere en trop eſt moralement impoſſible & une année irréguliere en trop peu ne peut avoir ſa cauſe, que dans un cours extraordinaire des ſaiſons & jamais dans les combinaiſons des cultivateurs,

dont

dont l'intérêt conſtant eſt de tendre à l'abondance & par conſequent à la régularité.

La régularité & l'irrégularité dans le produit des récoltes & par conſequent dans le prix courant des grains ont définitivement leur principe dans l'étendue du marché des cultivateurs, pour la vente de leur ſuperflu de ſubſiſtance; plus le marché des cultivateurs eſt borné, plus les récoltes tendent vers l'irrégularité & plus le marché des cultivateurs eſt étendu, plus les récoltes tendent vers la régularité; l'éxpérience & la raiſon ſe réuniſſent ſi fort en faveur de cette verité, que l'homme d'Etat ne doit jamais la perdre de vue, s'il ne veut pas tenir ſa nation dans une ſituation continuellement précaire pour ſa ſubſiſtance.

Lorſque dans ſa conduite l'homme d'Etat n'a rien de plus à faire, que de laiſ-

ſer

ſer les choſes aller leur cours naturel, ce n'eſt qu'a ſes erreurs qu'il doit s'en prendre, ſi ſa tâche devient pénible ; le rapport entre les cultivateurs & les manufacturiers d'une nation eſt ſi ſimple, ſi clair dans ſes principes & fondé ſur une harmonie ſi naturelle, que lorſque les manufacturiers ſouffrent ou périſſent de miſere par le fait des cultivateurs, le ſeul coupable eſt l'homme d'Etat, c'eſt à lui ſeul & jamais aux cultivateurs, que la calamité doit etre imputée. Il n'en eſt pas de même du rapport entre les conſommateurs & les manufacturiers ; ce rapport eſt ſi complexe, ſi enveloppé dans ſes principes & fondé ſur une harmonie ſi artificielle, que ſans les connoiſſances les plus profondes & la vigilance la plus active, il eſt moralement impoſſible, que l'homme d'Etat puiſſe éviter, même avec les intentions les plus pures, de devenir l'inſtrument du malheur de ſa nation, ſoit dans

la

la génération préſente, ſoit dans la génération avenir.

Les conſommateurs des manufactures d'une nation ſe diviſent en deux eſpeces générales ; en conſommateurs nationaux & en conſommateurs étrangers ; les conſommateurs nationaux ſont ceux, qui conſomment les manufactures de la nation dans ſon territoire ; les conſommateurs étrangers ſont ceux, qui conſomment les manufactures de la nation dans les territoires d'autres nations ; on verra par la ſuite de ce diſcours, combien il eſt néceſſaire de diſtinguer ces deux claſſes de conſommateurs l'une de l'autre.

Les conſommateurs nationaux des manufactures d'une nation ſont tout à la fois ſous les yeux & ſous la main de l'homme d'Etat ; je dis qu'ils ſont ſous la main de l'homme d'Etat, parcequ'il a le pouvoir de modifier à ſon gré leur conſommation, de

la

la retarder, de l'accélérer, de l'arrêter & que je le ſuppoſe parfaitement maître de ce moyen ; s'il avoit le malheur d'ignorer ce pouvoir, ou de ne pas ſavoir l'exercer convenablement, il ſeroit par cela ſeul incapable de diriger l'Economie politique d'aucune nation ſur les principes du ſyſtême moderne ; car les inconvéniens inſéparables de ce ſyſtême ne peuvent trouver leur correctif, que dans un uſage fréquent & judicieux de ce pouvoir & dans nombre de circonſtances, les manufacturiers reſteroient ſans pain, ſi l'homme d'Etat abandonnoit les conſommateurs nationaux à eux mêmes.

Si les manufactures d'une nation ne devoient jamais être conſommées, que par des conſommateurs nationaux, la tâche de l'homme d'Etat deviendroit infiniment facile, parceque dans ce cas il ſeroit le maître abſolu de ſe fixer un ſyſtême de conduite invariable & ſi ſimple, que rien ne

pourroit le contrarier dans ſes opérations, que ſes propres faits ; il n'auroit, pour ainſi dire, beſoin de porter ſon attention que ſur la ſeule claſſe des conſommateurs ; car en réglant bien cette claſſe, les deux autres claſſes ſe trouveroient naturellement bien réglées, c'eſt à dire, il n'auroit beſoin, pour maintenir la nation dans un progrès continuel de proſperité, que de tenir conſtamment la demande des conſommateurs dans une proportion imperceptiblement ſupérieure à la proviſion des manufacturiers.

Dans cette marche uniforme, les manufacturiers obéiroient d'eux mêmes à la demande des conſommateurs ; les cultivateurs obéiroient d'eux mêmes à la demande des manufacturiers ; l'agriculture, les manufactures, la richeſſe réelle & la population de la nation augmenteroient de concert dans une progreſſion, qui ſeroit d'autant mieux aſſurée, qu'elle ſeroit moins rapide & la nation ne ceſſeroit d'augmenter

ſous

ſous tous les rapports, que lorſqu'elle ſeroit enfin arrivée aux derniers termes de toute augmentation poſſible.

La Chine ſe gouverne & paroit s'être gouverné dans tous les tems ſur les heureux principes d'un ſyſtême d'Economie politique auſſi ſimple & elle jouit depuis long-tems de tous les avantages, dont je viens de montrer ce ſyſtême ſuſceptible ; ſans commerce extériur, entierement concentrée en elle même & n'admettant à la participation de ſa richeſſe réelle, que ſes conſommateurs nationaux, la Chine a élevé ſa proſperité à ce degré etonnant, qui ſemble ne lui plus permettre de rien ajouter ni à ſon agriculture, ni a ſes manufactures, ni à ſa population.

Je répréſente la Chine comme étant ſans commerce extérieur, parcequ'il n'eſt pas poſſible d'appeller de ce nom le foible trafic étranger, qu'elle tolére dans quelques

points de ſon immenſe territoire & qui, comparé à l'énorme étendue de ſon commerce intérieur, ne doit être conſidéré, que comme ces quantités infiniment petites, que les géometres comptent pour rien ; dans tous les cas il eſt certain, que les conſommateurs étrangers, que ſon trafic extérieur a pu lui procurer, n'ont pas été plus capables, de donner des encouragemens ſenſibles à ſes manufactures & à ſon agriculture, que ne ſeroient capables d'en donner aux manufactures & à l'agriculture de l'Europe entiere, ſi on la ſuppoſoit gouvernée par un ſeul ſouverain, quelques commerçans d'une autre partie du monde, qui viendroient fréquenter un ou deux de ſes ports.

Malheureuſement pour les nations de l'Europe, le ſyſtême politique, qui regne dans cette partie du monde, ne permet pas à ces nations de ſe contenter de la richeſſe réelle, que leurs terres & leurs hommes

ſont

ſont capables de produire ; rien ne circule plus dans ſon état naturel ; les hommes, les choſes, les ſervices, la puiſſance des Etats, tout eſt aujourd'huy calculé en argent & ne peut plus être mis en mouvement, que ſous la force de ſe levier. La richeſſe nominale eſt par conſequent devenue néceſſaire aux nations de l'Europe & celles, qui n'ont ni mines d'or ni mines d'argent, ne peuvent ſe procurer ce genre de richeſſe, que par le commerce extérieur, c'eſt à dire, qu'en cherchant à appauvrir de leurs portions les autres nations.

Mais c'eſt au moment, où les conſommateurs étrangers ſe mêlent avec les conſommateurs nationaux pour la conſommation des manufactures d'une nation, que ſe découvrent les vices du ſyſtême de l'Economie politique moderne & que commencent les embarras de l'homme d'Etat. Le maintien des manufacturiers ſi facile, lorſque cette claſſe d'hommes ne dépend

que de conſommateurs nationaux, devient infiniment difficile, lorſque l'homme d'Etat la met dans la dépendance de conſommateurs étrangers ; qu'il ne tient ni ſous ſes yeux ni ſous ſa main ; qui peuvent lui échapper au moment où il s'y attend le moins & ſur leſquels il eſt impoſſible, qu'il puiſſe ſe repoſer avec tranquilité.

Lorſque des conſommateurs étrangers arrivent à une nation pour ſe pourvoir chez elle de manufactures, c'eſt leur propre intérêt qui les lui améne ; lorſqu'ils la quittent pour ſe pourvoir ailleurs, c'eſt leur propre intérêt qui les éloigne d'elle & dans l'un & l'autre cas cet intérêt des conſommateurs étrangers n'a qu'un ſeul & unique objet, celui de chercher les manufactures chez la nation, qui à qualité égale les fournit au meilleur marché ; voila le mobile des rélations de commerce entre les nations ; c'eſt ce rapport entre le prix & la qualité

qualité des manufactures, qui attire ou repouſſe les conſommateurs étrangers, qui favoriſe ou détruit la rivalité des nations, en un mot, qui détermine les révolutions heureuſes & malheureuſes dans le commerce extérieur des manufactures & comme ce rapport tient à une infinité de circonſtances, qu'il ſe reſſent en bien ou en mal de toutes les déterminations de l'homme d'Etat, qu'il eſt affecté par les cauſes les plus éloignées & les plus imperceptibles, il eſt par ſa nature néceſſairement ſujet à des variations continuelles & aſſujettit malheureuſement à toutes ſes variations de ſort des manufacturiers.

Ce rapport entre le prix & la qualité des manufactures etant un des grands principes de l'Economie politique moderne & la cauſe directe des ſuccès & des revers, qu'éprouve le commerce extérieur des manufactures, il mérite d'être diſtingué par un nom particulier & je l'appellerai rap-

port caractériſque du prix à la qualité ; je ſuppoſerai ce rapport compoſé, comme tous les autres rapports, de deux termes, d'un antécédent & d'un conſequent & je regarderai le prix des manufactures comme le terme antécédent & la qualité des manufactures comme le terme conſequent de cerapport.

Si le rapport caractériſque du prix à la qualité des manufactures d'une nation ſe trouve dans un tems quelconque comme 2 à 3 & que dans la ſuite il ſe change en 3 à 3 ou en 2 à 2 ; dans le premier changement la qualité des manufactures de la nation aura reſté la même, mais leur prix aura augmenté de moitié ; dans le ſecond changement le prix des manufactures aura reſté le même, mais leur qualité aura diminué d'un tiers ; cette maniere de voir les choſes ſimplifiera à la fois le langage & le raiſonnement.

Une

Une nation, qui manque de manufactures, peut bien s'engager de s'en pourvoir chez une autre, qui en a plus qu'elle ne conſomme & de lui donner la préférence ſur toutes les autres nations; mais elle n'eſt jamais cenſée s'engager de lui donner la préférence ſur elle même & ſes engagemens deviennent nuls, au moment où elle ſe détermine & ſi trouve en état de ſe ſuffire à elle même. L'intérêt du commerce & de l'induſtrie occupe aujourd'huy ſi entieremnt l'attention de tous les gouvernemens, qu'une nation favoriſée par un traité de commerce ne doit ſe regarder, que momentanément favoriſée & ſeulement juſqu'a ce que la nation, que ſes manufacturiers fourniſſent, ait eu le tems de ſe préparer à ſe paſſer d'eux. C'eſt ainſi que ſont devenus ſucceſſivement nuls ces innombrables traités de commerce, que les villes Anſéatiques & la Hollande avoient contractés avec toutes les nations de l'Europe & dont la durée ne pouvoit avoir

d'autre

d'autre garantie, que l'ignorance où la négligence des nations, qui les avoient accordés.

L'homme d'Etat doit donc regarder tout commerce extériur de manufactures, comme un commeree incertain & par conſequent tous conſommateurs étrangers de manufactures, comme des conſommateurs précaires, quelque grand que puiſſe être dans le moment l'intérêt des nations de ſe pourvoir de préférence chez ſes manufacturiers & quelques bien cimentés, que puiſſent être ſes traités de commerce avec les nations, que ſes manufacturiers fourniront ; car le moment viendra, où la préférence & les traités ceſſeront ; la préférence, par la détérioration, ſoit abſolue, ſoit rélative, qui ſera arrivée dans le rapport caractériſque du prix à la qualité des manufactures ; les traités, par le parti qu'auront pris les nations de ſe livrer elles mêmes au travail des manufactures ; le

dernier

dernier de ces deux inconvéniens ſera inévitable, mais le premier ſera preſque dans tous les cas l'effet ou de la négligence de l'homme d'Etat à veiller ſur le cours naturel des choſes, ou de ſes fauſſes déterminations dans les différentes branches de l'Economie politique.

Lorſque le commerce extérieur d'une branche de manufactures diminue graduellement ou ceſſe ſubitement, les manufacturiers cy devant occupés à fournir cette branche de manufactures tombent, ou graduellement, ou tous à la fois ſur les bras de l'homme d'Etat & ne peuvent tomber ſur les bras de perſonne autre; parceque c'eſt lui ſeul, qui s'eſt chargé du devoir ſérieux de les conduire & de pourvoir à leur maintien & s'il n'a ni le talent ni l'attention de leur remplacer à tems les conſommateurs étrangers, qu'ils auront perdus, il faut de néceſſité abſolue, ou qu'ils s'expatrient pour aller chercher leur

ſubſiſtance ailleurs, ou qu'ils demandent leur pain de porte en porte, ou qu'ils périſſent de miſere ; car dès ce moment les cultivateurs, ou ne produiront plus leur ſubſiſtance, ou l'exporteront.

Les nations ſe glorifient des exportations de grains, qu'elles font à l'étranger & s'habituent à les regarder, comme des preuves manifeſtes de l'état floriſſant de leur agriculture & de l'abondance, dont elles jouiſſent ; mais comment ſavent elles, que ces exportations de grains ne ſont pas plutôt des preuves manifeſtes de la miſere, qui regne chez elles ? Comment ſavent elles, que ſous le nom de ſuperflu ce n'eſt pas le pur néceſſaire, qu'elles exportent ? Le mot ſuperflu de ſubſiſtance ſuppoſe néceſſairement tous les individus de la nation complétement nourris, il eſt impoſſible de lui donner un autre ſens ; mais ſi les circonſtances malheureuſes, dans leſquelles la négligence, ou l'ignorance

rance de l'homme d'Etat jettent les claſſes inférieures de ſa nation, privent les uns de tout moyen de ſe pourvoir de grains & ne permettent aux autres de s'en procurer au prix d'exportation, que le quart, la moitié, les trois quarts de leurs beſoins, n'eſt ce pas la totalité de la ſubſiſtance des uns, les trois quarts, la moitié, le quart de la ſubſiſtance des autres, qu'on exporte ſous le faux nom de ſuperflu & n'eſt ce pas ſouvent ſous cette criminelle apparence & aux depens de la ſubſiſtance d'une foule de malheureux, que l'homme d'Etat uſurpe la gloire de faire fleurir l'agriculture de ſa nation ?

L'homme d'Etat a deux grands devoirs à remplir dans la conduite du commerce extérieur des manufactures de ſa nation ; le premier, d'être continuellement inſtruit des circonſtances de chaque branche de ce commerce ; le ſecond, d'être continuellement prêt à remplacer aux manufactu-

riers

riers les conſommateurs étrangers, par qui ils ſe trouveroient abandonnés ; ſans la plus ſtricte obſervation de ces deux devoirs, il ne ſeroit pas poſſible, que les manufacturiers, qui travaillent pour des conſommateurs étrangers, puſſent être en ſureté dans ſes mains.

Pour être parfaitement inſtruit des circonſtances du commerce extérieur des manufactures de ſa nation, il faut que l'homme d'Etat ait ces circonſtances ſans ceſſe ſous ſes yeux, dans des tableaux de récapitulation rédigés avec la plus exacte fidélité & que dans chaque branche de commerce, il porte ſon attention principalement ſur deux choſes ; ſur le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures & ſur le degré d'étendue de la branche de commerce ; mais ce ne ſera pas aſſez, qu'il veille ſur le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures de ſa nation ; il faut en même

tems,

tems, qu'il ait les yeux ouverts ſur le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures établies chez des nations rivales, afin de le ſuivre dans ſes variations & conſerver au ſien dans tous les cas la ſupériorité.

Si dans une branche du commerce extérieur des manufactures, l'homme d'Etat trouve le rapport caractériſtique du prix à la qualité détérioré dans l'un ou l'autre de ſes termes, il faut que dans la varieté des cauſes, qui peuvent avoir donné lieu à cette détérioration, il cherche à découvrir celle, à laquelle le mal doit être attribué ; ſi c'eſt une taxe injudicieuſement impoſée, une cherté de denrées trop long-tems ſubſiſtante, l'inſuffiſance des bras dans les manufactures, la trop grande concurrence des conſommateurs nationaux avec les conſommateurs étrangers, la fraude des manufacturiers ; en un mot, telle que puiſſe être cette cauſe, qui aura alteré ſoit le

terme

terme antécédent ſoit le terme conſéquent du rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures, il faut qu'il la détruiſe & qu'il reſtitue ce rapport promptement à ſa juſte proportion, s'il veut ſauver la branche de commerce, qu'il ſera dans un danger imminent de perdre.

Si l'homme d'Etat trouve la branche de commerce dans un déclin ſenſible, ſans que le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures ait éprouvé la moindre détérioration, ni dans ſon terme antécédent ni dans ſon terme conſéquent, il peut être ſûr qu'il a eu un événement contre lui dans le dehors, c'eſt à dire, ou que les conſommateurs étrangers auront commencé à ſe fournir de manufactures chez eux, ou qu'une révolution heureuſe arrivée dans le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures d'une nation rivale aura commencé à les attirer chez elle ; dans le premier cas la branche

de

de commerce ſera perdue ; mais dans le ſecond, l'homme d'Etat aura des moyens infaillibles pour la conſerver, s'il ſait en faire uſage & ſi ſa négligence n'a pas laiſſé jouir les manufactures de la nation rivale trop long-tems de leur avantage.

Mais lorſque l'homme d'Etat ſe verra d'un coté ſans eſpérance de pouvoir retenir les conſommateurs étrangers d'une branche de manufactures & de l'autre ſans apparence probable de pouvoir les remplacer à tems par d'autres conſommateurs étrangers, le ſeul parti, qui lui reſtera à prendre, ſera de ſubſtituer aux conſommateurs étrangers perdus des conſommateurs nationaux, qu'il doit regarder dans tous les cas comme ſon dernier refuge ; il eſt vrai qu'alors les manufacturiers ceſſeront de contribuer à l'augmentation de la richeſſe nominale de la nation ; mais ils préſerveront de diminution ſa richeſſe réelle, ils vivront, toutes les claſſes de la nation ſe

conſerveront dans leurs relations naturelles ; le grand objet final du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ſera rempli & l'homme d'Etat reſtera preparé à ſaiſir la premiere occaſion, que les circonſtances lui préſenteront pour regagner, ſoit la même, ſoit une nouvelle branche de commerce dans le dehors.

Le remplacement des conſommateurs étrangers par des conſommateurs nationaux n'eſt jamais impoſſible à l'homme d'Etat, lorſque ſa capacité égale ſon devoir ; mais ce remplacement n'eſt pas également facile dans tous les cas & ſa difficulté doit être conſidérée, comme etant en raiſon compoſée de l'étendue de la branche, qui ſe perd & du degré dans lequel elle ſe perd.

Si l'on ſuppoſe l'étendue de deux branches du commerce extérieur des manufactures

nufactures d'une nation comme 1000 & 100 & que les deux branches de commerce ou déclinent graduellement au même degré ou ceſſent à la fois ſubitement, la difficulté de remplacer par des conſommateurs nationaux les conſommateurs étrangers perdus dans la branche de commerce, comme 1000, doit être regardée comme dix fois plus grande, que la difficulté de remplacer par des conſommateurs nationaux les conſommateurs étrangers perdus dans la branche de commerce comme 100 & ſi l'on ſuppoſoit le déclin annuel de la branche de commerce, comme 1000, d'un dixieme, pendant que le déclin annuel de la branche de commerce comme 100 ne feroit que d'un vingtieme, le remplacement deviendroit vingt fois plus difficile dans le premier cas que dans le dernier.

Or comme la difficulté plus ou moins grande de remplacer des conſommateurs étrangers par des conſommateurs nation-

aux eſt la même choſe, que le riſque plus ou moins grand de laiſſer dans l'intervalle des manufacturiers ſans pain, il eſt évident, qu'il eſt de l'intérêt des manufacturiers & par conſéquent de la nation entiere, que l'homme d'Etat donne à un grand nombre de branches médiocres de commerce la préférence ſur un petit nombre de grandes branches. Ce principe doit être regardé comme un des principes eſſentiels de l'Economie politique moderne & comme un des plus ſûrs garants du maintien facile de ce ſyſtême, quoiqu'aucune nation ne l'ait connu ou du moins régulierement practiqué juſqu'ici.

Une grande branche du commerce extérieur des manufactures eſt l'avant coureur certain d'une calamité, ſoit pour la génération même qui l'entreprend, ſoit pour celles qui lui ſuccéderont & l'homme d'Etat, qui par trop d'encouragemens force trop de capitaux dans une branche

de ce commerce, ou qui ſouffre que les individus la portent d'eux mêmes à une étendue trop conſidérable, agit comme feroit un empirique, qui par des remedes forcés donneroit à un homme pendant quelque tems une apparence extraordinaire de vigueur & de ſanté, mais au prix d'une longue ſuite d'infirmités. Le malheur eſt, que la plus part des hommes d'Etat n'ont ni aſſez de capacité, ni aſſez de vertu pour opérer le bonheur d'une nation juſques dans ſes générations futures.

Le principe, que je viens d'établir, eſt ſi évident, qu'il eſt impoſſible de n'en pas admettre la verité. Car s'il eſt vrai, que tout commerce extérieur de manufactures eſt par ſa nature un commerce incertain, qui tôt ou tard ſe perd ; s'il eſt vrai, que le maintien imperturbable des manufacturiers eſt la baſe, ſur laquelle poſe tout l'édifice de l'Economie politique moderne ;

s'il eſt vrai, qu'a la perte d'une branche du commerce extérieur des manufactures, les manufacturiers reſtent ſans pain, ſi les conſommateurs perdus ne leur ſont pas remplacés à tems par d'autres conſommateurs ; s'il eſt vrai, que plus une branche du commerce extérieur des manufactures eſt grande, plus il devient difficile de préſerver les manufacturiers de la miſere, lorſqu'elle vient à manquer, il eſt de toute évidence, que chaque branche du commerce extérieur des manufactures doit être proportionnée de maniere, que ſa perte ne puiſſe dans aucun cas oppoſer des obſtacles inſurmontables au maintien des manufacturiers.

L'Angleterre préſente aujourd'huy un exemple bien ſérieux des maux, que prépare & cauſe à un Etat un commerce extérieur de manufactures porté dans une proportion exceſſive vers un même point ; d'innombrables bras etoient occupés chez

elle

elle à fournir de manufactures ſes colonies ſur le continent de l'Amérique ſeptentrionale & cette branche de commerce avoit attiré à elle une maſſe de capitaux d'autant plus grande, que l'Angleterre en jouiſſoit excluſivement, ſans concurrence de la part des autres nations & pour ainſi dire ſans concurrence de la part de ſes colonies elles mêmes, qu'elle avoit eu ſoin d'empêcher de travailler librement leurs propres matieres premieres. Une révolution a détaché ces colonies de ſon empire en les rendant indépendantes & dès ce moment ces nouvelles nations ont non ſeulement ouvert leurs ports aux manufactures de l'Europe entiere, mais s'empreſſent elles mêmes d'encourager tous les genres d'induſtrie dans leur propre ſein.

Sous le déſavantage d'une concurrence auſſi univerſelle, la ſaine raiſon défend à l'Angleterre de ſe flatter, de conſerver avec les Etats unis de l'Amérique le même

commerce de manufactures, qu'elle faiſoit avec eux, lorſqu'ils etoient ſous le joug de ſa domination ; elle a beau ſe former une haute opinion de la ſupériorité de ſes manufactures ſur celles des autres nations de l'Europe & même être fondée dans ſon opinion à bien des égards ; non ſeulement les nations de l'Europe porteront leurs manufactures en Amérique en concurrence avec la plus grande partie des ſiennes, mais elles en porteront, dont les ſiennes ne pourront pas même ſoutenir la concurrence & ſon commerce ſe trouvera néceſſairement diminué de tout celui, que ces nations feront.

L'expérience ſeule pourra apprendre à l'Angleterre, de quelle part elle ſera forcée de ſe contenter dans ce commerce ; mais à telle proportion qu'elle puiſſe être réduite, au tiers, à la moitié, aux deux tiers, la conſequence immédiate de cette réduction ſera, que les deux tiers, la moitié,

tié, le tiers de ſes manufacturiers, qui ſubſiſtoient ſur le commerce entier, ſe verront ſans travail & par conſequent ſans autre parti à prendre, ſi les anciens conſommateurs ne leur ſont pas remplacés par des nouveaux, que de s'expatrier, ou de tomber à la charge des paroiſſes.

Des ſignes non équivoques ſemblent même indiquer, que le dernier de ces maux a deja commencé à avoir lieu en Angleterre dans un degré ſenſible. De toutes les nations de l'Europe & peutêtre de toutes les nations civiliſées de la terre l'Angleterre, eu égard à ſa population & à l'étendue de ſon territoire, eſt ſans contredit celle, qui dans ce moment montre la plus grande proportion de pauvres, c'eſt à dire, d'hommes capables de travailler & ne travaillant point. Les taxes exhorbitantes annuellement levées ſur la nation, pour le maintien des pauvres attachés aux paroiſſes, forment aujourd'huy un montant preſque

égal

égal aux ſommes, que dépenſent enſemble annuellement trois Rois de l'Europe, les Rois d'Angleterre, de Suede & de Danemark, pour leur entretien, leur luxe, leurs bienfaits, les charges & offices & tout le faſte de leurs cours & à ces contributions forcées il faut ajouter les charités volontaires, nulle part au monde ſi grandes que dans la nation Angloiſe.

Ce n'eſt pas ſeulement la capitale, qui montre ce prodigieux nombre de pauvres ; le mal s'étend univerſellement ſur toutes les paroiſſes du roiaume & l'on voit même des villes de province en ſouffrir, proportion gardée, dans un degré plus conſidérable que la capitale. Pour ſurcroit de malheur, les pauvres maintenus aux fraix des paroiſſes ne ſont pas le ſeul fardeau, qui péſe ſur la nation ; une foule de vagabonds & de voleurs, la plupart dans la fleur de l'age, groſſiſſent en Angleterre la claſſe des hommes déſoeuvrés dans une proportion,

tion, qui révolte l'humanité & qui non ſeulement ſurpaſſe tout ce qui ſe voit dans ce genre de fléau chez d'autres nations, mais tout ce qu'on imagineroit poſſible ſans le témoignage des faits.

Une proportion de pauvres & de vagabonds ſi monſtrueuſe & ſi fort au deſſus de la proportion ordinaire des autres nations doit certainement avoir une cauſe extraordinaire; il eſt impoſſible de ſuppoſer le peuple Anglois naturellement plus lache, que tous les autres peuples; car il ne s'eſt jamais montré ſur les bras & à la charge du public dans une proportion auſſi énorme, qu'il ſe montre aujourd'huy; cette cauſe exaraordinaire ne peut pas non plus être attribuée au mauvais ſyſtême de légiſlation, qui regne en Angleterre ſur le maintien des pauvres, car cette légiſlation n'eſt pas nouvelle, elle ſubſiſte depuis le regne de la Reine Elizabeth & a même reçu depuis ce tems quelques améliorations,

ſi l'on

ſi l'on peut donner ce nom à des modifications de ſimple forme appliquées à un ſyſtême radicalement abſurde ; encore moins eſt il poſſible de regarder cette multitude de pauvres & de vagabonds, comme l'excès de procréation d'une nation arrivée aux derniers limites de ſa population réelle, car la population de l'Angleterre eſt loin encore de celle, que ſon terriroire ſeroit capable de maintenir.

Enfin l'agriculture de l'Angleterre ne ſe préſente ſous aucune circonſtance, qui puiſſe authoriſer de croire, qu'il en ſort aujourd'huy plus de pauvres que par le paſſé ; aucune nation de l'Europe n'a donné à cette branche de l'Economie politique des encouragemens auſſi grands que l'Angleterre & ces encouragemens ſubſiſtent encore dans toute leur force ; les fermiers ne peuvent avoir aucune raiſon pour ſouſtraire des terres à la culture & employer moins de bras dans leurs travaux ; les pau-

vres

vres ne ceſſent pas de conſommer les productions de la terre pour être dans ce malheureux état & les ſommes immenſes levées pour leur maintien ſont en plus grande partie verſées ſur les terres ; dans tous les cas les portes du roiaume reſtent ouvertes à l'exportation du ſuperflu de la nation & cette circonſtance ſeroit elle ſeule plus que capable de corriger, du moins juſqu'ici, le défaut de conſommation, qu'on pourroit attribuer au grand nombre des pauvres.

Tout ſemble donc indiquer, que le nombre exceſſif des pauvres & des vagabonds de l'Angleterre doit être regardé, comme un débordement du canal rétréci des manufactures ; car on ne peut pas révoquer en doute, que l'Angleterre n'ait déjà perdu une partie de ſon commerce de manufactures avec l'Amérique ; toute la queſtion ſe réduit par conſequent à ſavoir, ſi elle a remplacé à ſes manufacturiers les conſommateurs

mateurs perdus dans ce commerce & pour la résoudre voici le raisonnement que je fais.

Si les consommateurs perdus ont été remplacés aux manufacturiers, on ne voit aucune raison, pourquoi le nombre actuel des pauvres & des vagabonds de l'Angleterre seroit sensiblement différent de celui, qu'elle avoit au commencement des troubles de l'Amérique, puisque dans ce cas ni l'agriculture ni les manufactures, les deux grandes pépinieres de pauvres, n'auroient du dans le cours naturel des choses en fournir une proportion plus grande, qu'a l'époque de ces troubles ; car je suppose la population de la nation la même aux deux époques. Si au contraire le nombre actuel des pauvres & des vagabonds de l'Angleterre surpasse de beaucoup celui, qu'elle avoit au commencement des troubles de l'Amérique, il est plus que probable, que les consommateurs perdus n'ont point été rem-

remplacés aux manufacturiers & qu'une partie de ces manufacturiers ou leurs enfans, reſtés ſans travail & ſans pain, ont du néceſſairement groſſir la claſſe des hommes déſoeuvrés ; or les régiſtres des paroiſſes comparés aux deux époques prouveront manifeſtement, que le nombre des pauvres & les taxes levées pour leur maintien ont conſidérablement augmentés depuis l'origine des troubles de l'Amérique & tout le monde ſemble convenir, que jamais l'Angleterre n'a été affligée d'un ſi grand nombre de vagabonds & de voleurs qu'elle l'eſt aujourd'huy.

L'Angleterre a dans ſes mains un moyen infaillible de vérifier mon raiſonnement ; c'eſt de ſe faire répréſenter un relevé des régiſtres des paroiſſes & des tribunaux de juſtice, dans lequel l'origine des pauvres maintenus par les paroiſſes & des malfaiteurs annuellement jugés par les tribunaux ſeroit conſtaté individu par individu,

vidu, c'eſt à dire, dans lequel il ſeroit ſpécifié quel métier chacun exerçoit & quel métier exerçoient les peres des enfans ; cette opération facile apprendroit à l'Angleterre de la maniere la plus évidente, ſi c'eſt dans l'agriculture, dans les manufactures ou dans quelque autre claſſe, qu'elle doit chercher la cauſe du mal & ſi une ſpécification auſſi authentique lui montroit, que la plus grande partie de ſes hommes déſoeuvrés ſeroient des manufacturiers ſans travail ou des enfans de manufacturiers, elle auroit la preuve convaincante, que ſes manufactures ſeroient en ſouffrance.

Il ſeroit plus naturel pour l'Angleterre d'avoir recours à un moyen auſſi ſimple & auſſi certain pour s'éclairer ſur ſa ſituation, que de ſe laiſſer éblouir par ces déclarations pompeuſes, que ſes commerçans exagérent aux douanes, lorſqu'ils exportent des manufactures, parceque ces déclarations

tions flattent leur vanité & ne leur coutent rien. Il ne peut certainement pas lui être indifférent de ſavoir la verité ou de ſe faire illuſion ſur un point auſſi important ; car dans le trouble actuel de ſon Economie politique le ſeul mal, qui menaceroit ſa proſpérité d'une maniere irremédiable, ſeroit un déclin non apperçu dans ſes manufactures.

Mais l'Angleterre eſt elle à blamer d'avoir donné toute l'étendue poſſible à ſon commerce de manufactures avec ſes colonies ſur le continent de l'Amérique ſeptentrionale ? Ce commerce ne devoit il pas être regardé comme un pur commerce intérieur d'une partie de l'empire à l'autre, ſuſceptible de toute l'extenſion poſſible & par conſequent totalement affranchi des proportions, dans leſquelles j'ai fait voir, qu'il falloit contenir les branches du commerce extérieur des manufactures ? Je dis que l'Angleterre eſt à blamer d'avoir

gouverné ſes colonies, pendant tout le tems qu'elle les a poſſedé, ſur les principes d'un ſyſtême impoſſible à maintenir & dont l'inſtabilité devoit par conſequent donner à ſon commerce intérieur avec elles toute l'incertitude d'un commerce extérieur. Mon intention n'eſt point de développer ici en plein le ſyſtême des colonies modernes ; j'embraſſerai ce ſujet dans un autre diſcours & je ne dirai dans celuici qu'un mot pour juſtifier mon aſſertion.

Les colonies, que les nations modernes de l'Europe ont établies dans les autres parties du monde, ont été placées dans deux ſortes de territoires, dans des territoires ſemblables & dans des territoires diſſemblables aux territoires des métropoles & ces deux ſortes de territoires ont du néceſſairement donner lieu à deux ſortes de ſyſtêmes à ſuivre dans la maniere de gouverner les colonies.

Lorſ-

Lorſqu'une Mere patrie forme le ſyſtême de fournir à ſes colonies, placées dans des territoires diſſemblables au ſien, les productions naturelles & artificielles, qu'elles ne peuvent pas ſe procurer dans leurs territoires, pour recevoir d'elles en retour leurs propres productions, elle forme un ſyſtême naturel & juſte, parceque dans ce commerce l'avantage eſt réciproque des deux cotés & le maintien d'un pareil ſyſtême eſt ſuſceptible d'une longue durée. Mais lorſqu'une Mere patrie forme le ſyſtême de fournir à ſes colonies, placées dans des territoires ſemblables au ſien, des productions naturelles & artificielles, qu'elles peuvent ſe procurer dans leurs territoires, en les obligeant en même tems de borner leur travail & leur induſtrie aux ſeules productions, qu'il lui convient de recevoir d'elles en retour, elle forme un ſyſtême violent & injuſte, parceque dans ce commerce l'avantage n'eſt pas réciproque des deux cotés & il eſt moralement impoſ-

ſible, qu'un ſyſtême auſſi contraire à la liberté naturelle puiſſe durer plus long-tems, que la néceſſité de le ſupporter.

C'etoit ſur les principes du dernier de ces deux ſyſtêmes, que l'Angleterre avoit gouverné ſes colonies établies ſur le continent de l'Amérique ſeptentrionale, dans des territoires en plus grande partie ſemblables au ſien & malheureuſement pour elle, ce ſyſtême lui avoit paru dans tous les tems ſi naturel & ſi peu dangereux dans ſes conſequences, que bien loin de ſonger à en adoucir les conditions, elle avoit cru pouvoir ſans riſque en aggraver le poids ſur les colonies ; mais une expérience fatale lui a appris ce que la raiſon auroit du lui faire prévoir.

Ce ne ſont point ſes ennemis, qui lui ont fait perdre ſes colonies ; ſes ennemis les lui ont ſeulement fait perdre plutôt, car tôt ou tard elles ſe ſeroient ſouſtrait à ſa dépen-

dépendance de leurs propres forces. Ce ne ſont point ſes ennemis, qui ont mis les armes à la main à l'Irlande & qui lui ont inſpiré des réſolutions ſemblables à celles des colonies ; c'eſt le même ſyſtême qui a opéré le mal de part & d'autre, qui eſt devenu auſſi inſupportable à une nation iſolée au de la d'un petit bras de mer, qu'a treize nations unies au de la de l'océan & il eſt probable que l'Irlande, au lieu de forcer l'Angleterre de changer de ſyſtême à ſon égard, auroit pris la conduite des colonies pour parfait modele de la ſienne, ſi ce parti avoit pu s'accorder avec ſa ſituation locale.

Les nations de l'Europe s'empreſſent à l'envi les unes des autres d'offrir leurs manufactures aux Etats unis de l'Amérique & chacune d'elles s'efforce de gagner la préférence ſur ſes rivales ; mais la plus malheureuſe de toutes ſeroit certainement celle, qui ſe croiroit la plus heureuſe, c'eſt à

dire, celle qui réuſſiroit à ſupplanter les autres dans ce commerce. Pour entreprendre une branche de commerce auſſi conſidérable, elle ſeroit néceſſairement obligée de dépouiller ſes anciennes branches de commerce de leurs capitaux ; car le commerce ne ſe fait pas ſans capitaux & le même capital ne peut pas ſervir à la fois à deux branches de commerce différentes ; elle ſeroit par conſequent forcée de renoncer à une grande proportion de ſon commerce actuel & de ſouffrir que d'autres nations s'en enrichiſſent ; tout commerce négligé par une nation etant promptement ſaiſi par les autres.

Mais quel ſeroit l'objet de cette nouvelle deſtination de ſes capitaux ? De fournir à un commerce précaire, ſans fondement ſolide & ſans durée probable ; car tel ſera indubitablement le commerce de manufactures, que les nations de l'Europe feront avec les Etats unis de l'Amérique, qui tôt

ou

ou tard introduiront chez eux tous les genres de manufactures ; qui non ſeulement perfectionneront & multiplieront les matieres premieres, que leur propre ſol ſera capable de produire, mais qui ſe procureront, auſſi bien que les nations de l'Europe, les matieres premieres des ſols étrangers & qui travailleront toutes ces matieres premieres, non ſeulement avec les bras, qu'ils formeront eux mêmes, mais avec les bras tout formés, que l'ignorance des hommes d'Etat, l'oppreſſion des gouvernemens & l'intolérance des religions feront fuir chez eux d'Europe. Je reviens à mon ſujet après une longue, mais je penſe pas inutile digreſſion.

Je crois avoir prouvé d'une maniere claire & par le raiſonnement & par les faits, que liberté & protection, cette double maxime, qu'un cri univerſel a conſacré en dogme dans l'Economie politique moderne, n'eſt point applicable dans toute

ſon étendue au commerce extérieur des manufactures & que le bien des nations exige, que proportion & protection lui ſoit ſubſtitué. Que dans tous les tems les entrepreneurs de manufactures & les commerçans ayent réclamés en leur faveur liberté & protection d'une maniere illimitée & qu'ils ayent eu l'art dans chaque nation de tromper l'homme d'Etat & de lui faire prendre leur intérêt particulier pour l'intérêt général n'a rien qui doive ſurprendre ; ceux qui entendoient bien leur intérêt devoient naturellement l'emporter ſur celui, qui entendoit mal le ſien ; mais que depuis plus d'un ſiecle un principe auſſi dangereux ait reçu la ſanction de tous ceux, qui ont écrit ſur l'Economie politique ; que dans tous les eſprits il ait acquis la force d'axiome & que les hommes les plus éclairés mêmes l'ayent pris les uns des autres ſans examen, eſt certainement fait pour étonner & fait voir avec qu'elle circonſpection on doit ſe permettre d'avancer des

maximes

maximes générales dans une ſcience encore ſi peu approfondie.

Liberté & protection n'eſt parfaitement applicable, qu'a l'Economie politique d'une nation, qui comme la Chine ſeroit ſans commerce extérieur ; ce n'eſt que dans une telle nation, que le travail & l'induſtrie ſe balanceroient naturellement dans toutes leurs branches & que les moindres écarts ſe corrigeroient promptement d'eux mêmes. L'homme d'Etat pourroit laiſſer aux individus la plus libre diſpoſition de leurs capitaux, dans l'agriculture comme dans les manufactures, ſans avoir le moindre inconvénient à craindre de l'abus de cette liberté ; s'il arrivoit au cultivateur de mettre trop de prairies en champs, ou trop de champs en vignes & à l'entrepreneur de manufactures d'employer trop de capitaux dans une branche particuliere de l'induſtrie, le défaut de conſommation de leurs productions ſurabondantes & l'avi-

liſſement

liſſement du prix de ces productions les avertiroient bien vite l'un & l'autre de leurs erreurs & leur intérêt les raméneroit d'eux mêmes & ſans l'intervention de l'homme d'Etat aux juſtes proportions, que l'ordre général des beſoins de la nation leur dicteroit.

Mais l'homme d'Etat a une conduite bien différente à tenir, lorſqu'il joint le commerce extérieur au commerce intérieur de ſa nation ; une ſeule branche du commerce extérieur, non ſurveillée & abandonnée à elle même, ſeroit capable de renverſer l'ordre naturel dans l'agriculture & dans les manufactures & de troubler toute l'harmonie du commerce intérieur, le premier & le plus eſſentiel commerce de toute nation. Ces conſidérations importantes paroiſſent avoir totalement échappées à ceux, qui ſe ſont occupés à développer les principes de l'Economie politique moderne ; ils ont confondus enſemble

ble le commerce extérieur & le commerce intérieur & ont appliqué à tous les deux, ce qui n'eſt applicable qu'a un ſeul.

Un autheur Anglois * du premier rang en Europe parmi les hommes, qui ont voués leurs travaux à l'Economie politique & qui a répandu ſur bien des parties de cette ſcience des lumieres, qui lui méritent la réconnoiſſance de ſes ſemblables & la mienne en particulier, puiſque j'en ai conſidérablement profité, a cependant plus que perſonne enviſagé la liberté indéfinie, dans toutes les branches de l'induſtrie & du commerce, comme le grand principe de l'Economie politique moderne. Je ne choiſirai dans tout ſon ouvrage qu'un ſeul exemple & un exemple bien ſimple, pour lui prouver les conſéquences dangereuſes de ce principe, lorſqu'il eſt appliqué aux commerce extérieur, même des productions de la terre.

* Le Dr. Adam Smith.

Il ſemble blamer la France d'avoir apporté des reſtrictions aux progrès de la plantation des vignes & regarder cette précaution comme déplacée, parceque les champs & les vignes ſe ſeroient tenus naturellement en équilibre & dans une juſte proportion; oui certainement, ſi les champs & les vignes de la France n'avoient été deſtinés qu'a ſa ſeule conſommation; ni les champs n'auroient alors pu primer les vignes, ni les vignes primer les champs; mais cette parfaite égalité entre les champs & les vignes ceſſe abſolument au moment, où le commerce extérieur entre en ligne de compte.

Les vignes de la France ont toute l'Europe pour marché, parceque la France ne peut être rivaliſée par aucune nation de l'Europe, pour ſes vins & ſes eaux de vie; ſes champs au contraire n'ont qu'une partie de l'Europe pour marché, parcequ'il n'y a qu'une partie de l'Europe, qui manque

manque de grains & dans ce marché borné la part de la France eſt encore limitée par celles de toutes les nations, qu'elle a pour rivales dans cette branche de commerce ; auroit il été poſſible, que dans cet état des choſes les champs euſſent pu lutter contre un ennemi auſſi redoutable que les vignes & ſe conſerver avec lui dans l'égalité ſous des circonſtances auſſi défavorables ? Ne pouvoit il pas devenir de l'intérêt des proprietaires des terres de la France de planter une trop grande proportion de ce roiaume en vignes & de le réduire par conſequent à l'état précaire de vivre ſur une ſubſiſtance étrangere ? Le particulier voit il autre choſe dans ſes ſpéculations de commerce, que les conſequences, qu'elles peuvent avoir pour lui & ſonge-t-il un ſeul inſtant aux conſequences, qu'elles peuvent avoir pour la nation & n'eſt il pas de toute évidence, que les individus d'une nation peuvent trouver le plus grand avantage à entreprendre & à pourſuivre

avec

avec ardeur des branches de commerce fatales à la nation ?

Peu gouverner en matiere d'induſtrie & de commerce & laiſſer les choſes ſuivre leur pente naturelle eſt une maxime, qu'un autheur François & après lui l'homme célèbre *, qui a eu une ſi grande part à la révolution de l'Amérique, auroient voulu introduire dans l'Economie politique moderne ; mais ne pouvoient ils pas avec autant de fondement dire, peu de bouſſole en mer & laiſſer aller le vaiſſeau au gré des vents ? Ceux, qui publient des ouvrages ſur l'Economie politique, devroient ſe pénétrer de toute l'importance de la tâche qu'ils entreprenent & ne jamais perdre de vue, que les doctrines, qu'ils cherchent à répandre, peuvent tôt ou tard arriver à des hommes d'Etat deſtitués de lumieres propres & devenir pour eux, ſi elles ne ſont

* Le Dr. Franklin.

pas

pas certaines, des guides infideles dans la conduite des peuples, ou ce qui eſt la même choſe, ils ne devroient jamais perdre de vue, que des millions de leurs ſemblables peuvent devenir les victimes de leurs erreurs.

Après avoir donné une idée des maux, que l'homme d'Etat peut cauſer à ſa nation par ſa négligence à veiller ſur le cours naturel des choſes, je devrois parler de ceux, dont il peut ſe rendre coupable par ſes propres faits ; mais comme ce diſcours n'eſt deſtiné qu'aux principes généraux & non à l'univerſalité des principes de l'Economie politique moderne & que les fauſſes déterminations, par leſquelles l'homme d'Etat peut nuire aux manufactures de ſa nation, ſont malheureuſement en plus grand nombre, que la plupart des hommes d'Etat paroiſſent s'en douter, je n'en tracerai ici que quelques unes, me réſervant le développement des autres dans

les

les diſcours, où je pourrai les indiquer plus naturellement.

Le plus grand danger, dont les manufactures d'une nation puiſſent être menacées, eſt celui qui a ſon principe dans un faux ſyſtême de taxation & cependant des taxes deſtructives ſont l'erreur la plus commune des hommes d'Etat. Les taxes portent ſur les manufactures, ſoit directement ſoit indirectement; directement, lorſqu'elles ſont aſſiſes ſur les manufactures elles mêmes; indirectement, lorſqu'elles ſont aſſiſes ſur les néceſſités de la vie, qui entrent dans la compoſition du maintien du manufacturier; dans le premier cas elles détériorent néceſſairement & dans le ſecond preſque toujours le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures &c attaquent par conſequent le ſyſtême de l'Economie politique moderne juſques dans ſes premiers fondemens.

Si

Si la taxe ſur les manufactures eſt directe, elle augmente néceſſairement le terme antécédent du rapport caractériſtique du prix à la qualité & communément dans une plus grande proportion, que celle de la taxe, parceque dans la plupart des cas l'entrepreneur de manufactures ajoute au montant de la taxe, non ſeulement l'intérêt de la ſomme qu'il avance pour la payer, mais le profit qu'une pareille ſomme lui auroit valu en l'employant comme capital dans ſes entrepriſes ; mais ſi la taxe ſur les manufactures eſt indirecte, elle n'affecte pas néceſſairement dans tous les cas le terme antécédent du rapport caractériſtique du prix à la qualité, comme la plupart de ceux, qui ont écrit ſur l'Economie politique, ont paru le croire & jamais elle ne l'affecte dans la progreſſion abſurde, dont un autheur Anglois*, trop accrédité parmi les Ecrivains des autres nations, a tracé la marche.

* Le Chev. Matthew Decker.

Dans une nation, qui avance continuellement dans ſa proſpérité, le ſort du manufacturier s'étend au de la des ſimples néceſſités de la vie, c'eſt à dire, le manufacturier eſt dans l'aiſance & le degré de ſon aiſance eſt toujours proportionné au degré, dans lequel la nation avance dans ſa proſpérité. Dans une nation, qui n'avance ni ne décline dans ſa proſpérité, le ſort du manufacturier ne s'étend qu'aux ſimples néceſſités de la vie, c'eſt à dire, le manufacturier n'a que le néceſſaire & point d'aiſance. Dans une nation, qui décline continuellement dans ſa proſpérité, le ſort du manufacturier ne s'étend pas juſques aux ſimples néceſſités de la vie, c'eſt à dire, le manufacturier eſt dans la miſere & le degré de ſa miſere eſt toujours proportionné au degré, dans lequel la nation décline dans ſa proſpérité; ces verités, que j'anticipe ici, ſeront développées dans la ſuite de ce diſcours; j'appellerai la premiere des trois nations une nation à proſpérité progreſſive,

progreſſive, la ſeconde une nation à proſpérité arrêtée, la troiſieme une nation à proſpérité rétrograde.

Il eſt clair, que dans une nation à proſpérité progreſſive le manufacturier peut ſupporter juſqu'a un certain degré des taxes ſur les néceſſités de la vie, ſans éprouver d'autre mal, que de tomber de l'aiſance au néceſſaire; mais qu'il ne peut dans aucun degré les ſupporter dans une nation à proſpérité arrêtée, ſans tomber du néceſſaire à la miſere & dans une nation à proſpérité rétrograde, ſans tomber de la miſere à l'impoſſibilité abſolue de ſubſiſter; d'où il réſulte, que les taxes ſur les néceſſités de la vie ne détériorent par néceſſairement le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures dans une nation à proſpérité progreſſive; mais qu'elles le détériorent néceſſairement dans les nations à proſpérité arrêtée & à proſpérité rétro-

grade, en forçant le manufacturier d'augmenter le prix nominal de ſon ſalaire.

Dans le cours naturel des choſes la conſequence immédiate de l'augmentation du prix des manufactures d'une nation eſt une diminution dans leur conſommation nationale ; parceque dans toute nation il exiſte dans tous les inſtans une proportion plus ou moins grande de familles, qui n'ont que les facultés ſtrictement néceſſaires pour ſe procurer au prix actuel les manufactures, dont elles ont beſoin & qui par conſequent ſont forcées d'en conſommer moins au moment où leur prix augmente. Quand aux conſommateurs étrangers, probablement une pareille diminution auroit lieu parmi eux, ſi comme les conſommateurs nationaux ils etoient obligés de prendre leurs manufactures chez la nation ; mais cet ordre de conſommateurs ayant le choix de chercher les manufactures où elles ſont au meilleur marché, il eſt évident, que le

renchériſſe-

renchériſſement du prix des manufactures d'une nation l'expoſe au riſque de perdre la totalité de ſes conſommateurs étrangers.

Ainſi toutes les fois que l'homme d'Etat cauſe une augmentation dans le prix des manufactures, par des taxes ſoit directes ſoit indirectes, ſa conduite tend à diminuer à la fois la conſommation nationale & étrangere, à appauvrir la nation dans ſa richeſſe réelle & nominale & à laiſſer des manufacturiers ſans travail & ſans pain. Mais ce n'eſt pas là encore tout le mal, dont il ſe rend coupable ; le commerçant & l'entrepreneur de manufactures, ſur l'intérêt deſquels une diminution dans la conſommation des manufactures frappe immédiatement, cherchent par des moyens illicites, l'un à la prévenir & l'autre à s'en dédomager ; la fraude s'introduit ; la morale de la nation ſe corrompt & des tentations invincibles détournent une foule d'individus des travaux honnetes, pour les

expoſer au riſque de perdre leur fortune, leur liberté & ſouvent leur vie.

Car lorſque par des taxes ſur les manufactures l'homme d'Etat en augmente le prix dans un degré conſidérable, les taxes ſont fraudées, les manufactures ſe conſomment par contrebande & nulle vigilance humaine n'eſt capable d'arrêter le cours de ce genre de commerce. Si dans ſa tendance ce moyen illicite n'avoit d'autre effet, que celui d'affecter le revenu, que l'homme d'Etat auroit voulu ſe procurer par une taxe nouvelle, le mal intrinſéquement conſidéré ne ſeroit pas grand, parceque cet inconvénient ſe trouveroit plus que compenſé, par la conſervation de la richeſſe réelle de la nation & des bras dans ſes manufactures & l'homme d'Etat apprendroit forcément à pourvoir aux néceſſités publiques par des taxes plus efficaces & moins préjudiciables. Mais le grand mal eſt, que le commerce frauduleux

leux affecte le revenu public, non ſeulement dans la nouvelle, mais dans toutes les anciennes taxes précédemment impoſées ſur la manufacture & même ſur la matiere premiere & force par conſequent ſur la nation, pour remplir le vuide, un ſurcroit de taxes, qu'elle n'auroit point été dans la néceſſité de ſupporter, ſans la taxe deſtructive de l'homme d'Etat.

Les pernicieux effets d'un ſyſtême de taxation auſſi inconſidéré ſe montrent d'une maniere manifeſte en Angleterre. Par des taxes progreſſivement accûmulées ſur les mêmes objets, les hommes d'Etat de cette nation ont provoqué la fraude de tous les cotés à un tel excès, que dans plus d'une branche conſidérable le commerce de contrebande égale & ſurpaſſe même le commerce légitime & que ce n'eſt peutêtre pas exagérer que de dire, que le détriment, cauſé au revenu public par ce deſordre, coute à la nation un

quart dans le montant des taxes qu'elle paye.

Mais la fraude de l'entrepreneur de manufactures eſt d'une nature bien plus funeſte encore dans ſes conſéquences, que celle du commerçant. L'entrepreneur de manufactures, pour ne pas ſouffrir du défaut de conſommation, qu'une taxe imprudente ſur les manufactures opére néceſſairement, falſifie la manufacture & ſe met en état, ou de maintenir la conſommation ſans diminution, en vendant la manufacture avec les mêmes profits à l'ancien prix, ou de ſe dédomager de la conſommation diminuée, en vendant la manufacture avec des profits plus grands au nouveau prix & c'eſt ainſi, que les manufactures les plus floriſſantes & les plus riches branches de commerce ſe détériorent & ſe perdent graduellement chez des nations, que des dépenſes trop vaſtes ou un crédit public malha-

malhabilement exercé forcent d'envahir l'induſtrie par les taxes les plus fatales.

Si chacun des hommes d'Etat, qui depuis un ſiecle ont conduit l'Economie politique de l'Angleterre, avoit eu la précaution, immédiatement avant d'impoſer une taxe capable d'affecter le prix d'une manufacture, de faire dépoſer un échantillon de cette manufacture dans l'Echiquier, où ſont conſervés les originaux des poids & des meſures, je n'ai nul doute, qu'une démonſtration oculaire n'eut prouvé aujourd'huy, que le nombre des falſifications de la manufacture auroit été égal au nombre des taxes progreſſivement aſſiſes ſur elle, directement ou indirectement. Un état authentique publié au commencement du ſiecle paſſé ſpécifioit deja dix manieres différentes de falſifier les draps, que les manufacturiers avoient pratiqué alors & il faut bien que depuis ce tems leurs ſucceſſeurs ayent conſidérablement ajouté à cet art,

puiſque

puiſque un Ecrivain Anglois reſpectable * dit, qu'on attribue aux falſifications la perte, que l'Angleterre a faite en dernier lieu de ſon commerce de draps in Ruſſie.

Les hommes d'Etat imaginent, qu'ils remédient complétement aux conſequences, que des taxes ſur les manufactures peuvent avoir ſur le commerce extérieur, lorſqu'ils reſtituent ces taxes en totalité ou en partie à la ſortie des manufactures. Mais eſt il probable, que les entrepreneurs de manufactures ne ſe faſſent aucun ſcrupule de falſifier les manufactures deſtinées à la conſommation de leurs concitoyens & qu'ils s'en faſſent un de falſifier celles, qui ſont deſtinées à la conſommation des étrangers ? L'expérience n'a-t-elle pas prouvé le contraire ?

D'ailleurs cette reſtitution des taxes à la ſortie des manufactures n'a-t-elle pas ou-

* Lord Sheffield.

vert

vert la porte à un nouveau genre de fraude, à des exportations ſimulées, c'eſt à dire, à la réimportation des mêmes manufactures ainſi déchargées de taxes. L'Angleterre, qui eſt la nation de l'Europe, chez laquelle cette pratique des reſtitutions de taxes à la ſortie des manufactures s'eſt plus généralement étendue que chez aucune autre nation, en éprouve les abus à un tel degré, que le miniſtre des finances s'eſt vu forcé en dernier lieu de déclarer en plein parlement, que la fraude avoit eu lieu juſques à quatre fois ſur des cargaiſons de tabac, c'eſt à dire, que des cargaiſons de tabac identiquement les mêmes avoient été exportées & réimportées quatre fois.

L'homme d'Etat ſe perſuade quelques fois, qu'il rend des ſervices eſſentiels à ſa nation, lorſqu'il lui ouvre des Ports francs; la verité eſt au contraire, que dans preſque toutes les nations les Ports francs nuiſent & oppoſent des obſtacles réels aux progrès

de

de l'induſtrie nationale. Il faut bien que juſqu'ici la nature de ce moyen & ſa vraie tendance n'ayent été qu'imparfaitement entendues, puiſque tant d'Écrivains l'ont regardé & recommandé comme favorable à la proſpérité des nations. Quoique ce ne ſoit pas ici la place de parler des Ports francs, je vais cependant tâcher d'en donner une idée ſuffiſante, pour faire ſentir les conſequences que je leur attribue.

Le commerce d'une nation ſe diviſe en deux eſpeces générales ; en commerce intérieur & en commerce extérieur & le commerce extérieur ſe ſubdiviſe en commerce extérieur de conſommation & en commerce extérieur de tranſport. Dans le commerce extérieur de conſommation la nation échange ſes manufactures contre celles d'autres nations dans la vue de les conſommer en totalité ou en partie ; dans le commerce extérieur de tranſport la nation échange les manufactures d'une nation étrangere

étrangere contre les manufactures d'une autre nation étrangere, ſans l'intervention de ſes propres manufactures & ſans intention de les conſommer. Je dois obſerver ici, que par manufacture j'entends toute matiere premiere dans les trois regnes de la nature, qui a reçu un travail quelconque, ſi informe qu'il puiſſe encore être, c'eſt à dire, qui n'eſt plus dans l'état de matiere premiere brute & par conſequent par manufacturier tout artiſan quelconque.

Lorſqu'une nation ne conſomme pas la totalité des manufactures étrangeres, qu'elle ſe procure en échange de ſes propres manufactures, elle réexporte le ſurplus à d'autres nations, ſoit dans ſon état primitif, ſoit ultérieurement manufacturé & l'échange contre d'autres manufactures étrangeres, dans la vue encore de les conſommer en totalité ou en partie. Ainſi le commerce extérieur de conſommation a deux branches ; dans l'une la nation conſomme

ſomme les manufactures étrangeres immédiatement, dans l'autre elle les réexporte. La premiere de ces deux branches forme le commerce extérieur de conſommation direct & la ſeconde le commerce extérieur de conſommation circuiteux.

Le commerce extérieur de conſommation circuiteux différe du commerce extérieur de tranſport, en ce que dans le commerce extérieur de tranſport l'échange des manufactures étrangeres contre d'autres manufactures étrangeres ſe fait ſans l'intervention des manufactures de la nation, au lieu que dans le commerce extérieur de conſommation circuiteux les manufactures étrangeres réexportées & échangées contre d'autres manufactures étrangeres ſont originairement acquiſes en échange des manufactures de la nation ; il eſt vrai, qu'une branche du commerce extérieur de conſommation circuiteux, long-tems continuée dans la même ſérie, peut approcher & ne

preſque

preſque plus différer du commerce extérieur de tranſport.

Telle eſpece de commerce qu'une nation puiſſe entreprendre, il faut indiſpenſablement que ce ſoit avec des capitaux & ces capitaux doivent ſe trouver primitivement dans les mains du commerçant ; il les avance à l'entrepreneur de manufactures & le conſommateur, ou ce qui eſt la même choſe, un autre commerçant, qui repréſente le conſommateur, les lui remplace & comme ce n'eſt qu'avec les capitaux, que l'entrepreneur de manufactures reçoit du commerçant, qu'il peut faire travailler & maintenir les manufacturiers, il eſt clair, que le nombre des manufacturiers, que l'entrepreneur de manufactures devient capable de faire travailler & de maintenir, eſt dans tous les cas en raiſon directe des capitaux, qu'il reçoit des mains du commerçant & par conſequent, que les capitaux du commerçant ſont le fondement du

maintien

maintien des manufacturiers & le principe actif de l'induſtrie.

Je m'écarterois trop du ſujet de ce diſcours, ſi je cherchois à développer dans toute leur étendue les effets, qu'opérent en bien ou en mal ſur l'induſtrie d'une nation les quatre eſpeces de commerce, dont je viens de parler, ſavoir, le commerce intérieur, le commerce extérieur de conſommation direct, le commerce extérieur de conſommation circuiteux & le commerce extérieur de tranſport; je me contenterai donc d'indiquer ſeulement ces effets, en traçant la marche générale, que ſuivent les capitaux dans chaque eſpece de commerce & j'obſerverai une fois pour toutes, que par capitaux dans les mains de l'entrepreneur de manufactures, j'entends un nombre proportionné de manufacturiers actuellement maintenus & vouant leur travail à l'augmentation de la richeſſe réelle, l'un etant la même choſe que l'autre.

Voici

Voici la marche des capitaux dans le commerce intérieur ; 1° Les capitaux paſſent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures ; 2° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur national ; 3° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures ; 4° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur national ; 5° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures ; 6° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur national ; 7° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures ; 8° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur national & ainſi de ſuite.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de conſommation di-

rect ; 1° Les capitaux paſſent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures ; 2° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 3° des mains du commerçant ils paſſent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 4° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur national ; 5° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures ; 6° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 7° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 8° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur national & ainſi de ſuite.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de conſommation circuiteux ; 1° Les capitaux paſſent des mains du

du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures ; 2° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 3° des mains du commerçant ils paſſent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 4° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 5° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 6° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 7° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 8° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger & ainſi de ſuite, juſqu'a ce que la nation conſomme elle même la totalité des manufactures étrangeres.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de tranſport ; 1° les capitaux paſſent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 2° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 3° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 4° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 5° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 6° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger ; 7° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 8° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du conſommateur étranger & ainſi de ſuite, juſqu'a ce que le commerçant retire ſes capitaux de ce commerce.

Il

Il ne faut que jeter les yeux ſur ces quatre marches générales de commerce, pour voir évidemment, que le commerce intérieur fait venir les capitaux du commerçant quatre fois dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures, pendant que dans le même nombre de circulations il ne les reçoit par le commerce extérieur de conſommation direct que deux fois, par le commerce extérieur de conſommation circuiteux qu'une fois & jamais par le commerce extérieur de tranſport, ou ce qui eſt la même choſe, pour voir évidemment, que l'induſtrie nationale ſe trouve encouragée par les quatre eſpece de commerce dans la proportion des nombres 4, 2, 1, 0.

Mais les encouragemens, que le commerce extérieur de conſommation direct & le commerce extérieur de conſommation circuiteux donnent à l'induſtrie nationale ſont encore au deſſous de ceux, que les marches de capitaux montrent ; car de ces

encouragemens il faut déduire la différence entre la célérité des circulations dans le commerce intérieur & leur lenteur inévitable dans le commerce extérieur, c'eſt à dire, entre la célérité, avec laquelle les capitaux reviennent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures par le commerce intérieur & la lenteur, avec laquelle il les reçoit par le commerce extérieur.

Cet expoſé trace à l'homme d'Etat l'ordre naturel, dans lequel il doit encourager & protéger les quatre eſpeces de commerce dans ſa nation, s'il veut être fidelle aux vrais principes de l'Economie politique moderne & ne point nuire aux progrès de l'induſtrie nationale. Le grand & le premier objet de ſon attention doit être le commerce intérieur; le commerce extérieur de conſommation direct vient après; enſuite le commerce extérieur de conſommation circuiteux & il ne doit permettre à

ſa nation le commerce extérieur de tranſport, que lorſque d'un coté le commerce intérieur & le commerce extérieur de conſommation direct & circuiteux auront abſorbés dans toutes leurs branches tous les capitaux, dont ils pouvoient être ſuſceptibles avec le ſecours des plus grands encouragemens & que de l'autre il reſtera encore dans les mains des commerçans des capitaux non employés.

Lorſque l'homme d'Etat intervertit cet ordre naturel du commerce par l'établiſſement prématuré de Ports francs, ſa conduite tend directement à faire deſcendre ſa nation du degré de proſpérité, dont elle jouit au moment où les Ports francs s'ouvrent. Car les commerçans nationaux, pour pouvoir entreprendre le commerce extérieur de tranſport, auquel ils ſeront invités par les Ports francs, ſeront obligés de retirer graduellement leurs capitaux, ſoit des branches du commerce intérieur,

ſoit de celles du commerce extérieur de conſommation ; dès lors les entrepreneurs nationaux de manufactures ne recevant plus les mêmes capitaux des mains des commerçans ne pourront plus maintenir le même nombre de manufacturiers & les manufactures, la richeſſe réelle, le commerce intérieur & le commerce extérieur de conſommation tomberont néceſſairement dans la proportion des capitaux, qui auront été ainſi détournés de l'induſtrie nationale pour favoriſer l'induſtrie étrangere.

L'Europe n'a montré juſqu' ici qu'une ſeule nation ſous les circonſtances, qui juſtifient & appellent le commerce extérieur de tranſport, c'eſt la Hollande ; les immenſes capitaux, que les commerçans de cette nation poſſedent, excédent non ſeulement tout ce que ſon commerce intérieur & ſon commerce extérieur de conſommation direct & circuiteux ſont capables d'abſorber, mais le ſurabondant de ces capitaux,

pitaux, qui reſte encore dans les mains des commerçans, paroit ſurpaſſer ſi fort tout ce qu'ils ſont en état d'employer dans le commerce extérieur de tranſport, qu'on les voit réduit à la néceſſité d'en placer une grande proportion à ſimple intérêt dans les fonds publics des autres nations.

Mais les autres nations de l'Europe ſont toutes ſi loin encore d'avoir des capitaux de reſte à deſtiner au commerce extérieur de tranſport, que les plus avancées mêmes ſont encore conſidérablement en arriere pour les capitaux, qu'exigeroit leur ſeul commerce intérieur. Dans toute nation ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, le commerce intérieur & l'agriculture marchent inſéparablement du même pas, c'eſt à dire, les progrés de l'une ſuivent les progrès de l'autre immédiatement, comme l'effet ſuit ſa cauſe; ainſi c'eſt dans l'agriculture, qu'il faut chercher la vraie meſure de l'étendue du

commerce

commerce intérieur de chaque nation & la preuve démonſtrative de la ſuffiſance ou de l'inſuffiſance des capitaux, qu'elle voue à ce commerce.

L'Angleterre eſt la nation de l'Europe, qui après la Hollande a le plus de capitaux dans le commerce & la France celle, qui en a le plus après l'Angleterre ; mais pour ſe convaincre combien les capitaux, que ces deux nations vouent à leur commerce intérieur, ſont encore au deſſous de ceux, que ce commerce exigeroit, il n'y a qu'a jeter les yeux ſur leur agriculture. Non ſeulement il reſte à l'une & à l'autre nation une grande proportion de terres incultes, mais en Angleterre une partie & en France preſque l'univerſalité des terres cultivées le ſont encore ſous un ſyſtême de culture très imparfait & l'on eſt fondé de croire, que juſqu'ici l'agriculture de l'Angleterre eſt à peine arrivée aux deux tiers & celle de la France à la moitié de ce que

l'une & l'autre pourroient & devroient être & qu'il s'en faut par conſequent d'un tiers en Angleterre & de moitié en France, que le commerce intérieur ait reçu les capitaux, qu'il demanderoit.

Cette différence ſeroit bien plus grande encore, ſi elle etoit calculée ſur l'exemple de la Chine, la ſeule nation agricole de la terre, chez laquelle le commerce intérieur jouiſſe de tous les capitaux, qu'il eſt capable de recevoir & la ſeule par conſequent, chez laquelle l'agriculture ait du arriver & ſoit arrivée aux derniers termes de toute augmentation poſſible. Par le pouvoir irréſiſtible, que les capitaux ont ſur les bras des hommes, la Chine eſt non ſeulement parvenue à cultiver de la maniere la plus complete juſques au dernier pouce de ſa ſurface naturelle, mais à cultiver même une plus grande ſurface, qu'elle n'avoit reçu des mains de la nature, en créant ſur toute l'étendue de ſon immenſe terri-

toir

toire ces innombrables élévations artificielles, que le travail & l'induſtrie ont ſu rendre auſſi fertiles, que les terres naturelles.

Si en Angleterre & en France l'agriculture eſt encore ſi eloignée de ſa perfection, ce n'eſt pas tant faute de capitaux dans les mains de ces deux nations, que parceque dans l'employ de leurs capitaux elles ſe ſont écartées de l'ordre naturel, d'abord en vouant des capitaux au commerce extérieur de tranſport, pour lequel aucune des deux nations n'etoit encore mûre & enſuite en vouant une trop grande proportion de capitaux au commerce extérieur de conſommation direct & circuiteux. Quelques contraires que puiſſent paroitre ces aſſertions aux opinions généralement reçues, il n'eſt pas poſſible de voir les choſes autrement, lorſqu'on les juge ſur les vrais principes de l'Economie politique moderne, c'eſt à dire, ſur la vraie eſſence d'un ſyſ-

tême

tême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, dans lequel l'induſtrie nationale eſt néceſſairement la grande fin, vers laquelle tout doit tendre & à laquelle tout doit être ſubordonné.

En vouant une trop grande proportion de leurs capitaux au commerce extérieur les nations de l'Europe ont non ſeulement appauvri ſans ceſſe leur induſtrie nationale, mais elles lui ont fait partager continuellement toutes les viciſſitudes, auxquelles le commerce extérieur eſt néceſſairement ſujet par ſa nature & c'eſt dans ces deux circonſtances principalement, qu'il faut chercher la raiſon, pourquoi ces nations ont avancé avec tant de lenteur, tant de difficulté & tant d'irrégularité dans leur proſpérité ; pourquoi elles ſont encore ſi arriérées dans leur agriculture & dans leur population ; pourquoi le territoire de l'Europe ne produit pas la moitié de la ſubſiſtance & ne montre par conſequent pas la

moitié

moitié des hommes, qu'il ſeroit capable de produire & de montrer ; en un mot pourquoi les nations de l'Europe n'ont fait juſqu'ici, que monter & deſcendre alternativement d'un degré de proſpérité à un autre, ſans jamais s'élever ſenſiblement au deſſus de la médiocrité.

Par le commerce intérieur une nation augmente ſa richeſſe réelle, par le commerce extérieur elle augmente ſa richeſſe nominale, mais néceſſairement aux depens de ſa richeſſe réelle ; voila en deux mots les effets naturels des deux eſpeces de commerce ſur la proſpérité des nations ; car les avantages exagérés, dont on voudroit rendre l'induſtrie nationale redevable à des balances de commerce favorables, n'ont jamais été calculés, comme ils auroient du l'être. Les torts, que le commerce extérieur fait à l'induſtrie nationale, ſont en raiſon des capitaux, qu'il lui enleve pour en favoriſer l'induſtrie étrangere ; les bénéfices,

néfices, que l'induſtrie nationale peut recevoir du commerce extérieur, ſont en raiſon des capitaux, qu'il lui apporte par des balances favorables ; mais comme dans tous les cas la balance de commerce doit naturellement être fort inférieure aux capitaux qui la produiſent, il eſt non ſeulement évident, que les torts, que le commerce extérieur fait à l'induſtrie nationale, ſont dans tous les cas beaucoup plus grands, que les bénéfices, qu'il peut lui procurer, mais que plus la balance de commerce eſt grande, c'eſt à dire, plus le commerce extérieur qui la donne eſt grand, plus grands auſſi ſont les torts, que ce commerce fait a l'induſtrie nationale.

L'erreur, qui a porté les hommes ſi univerſellement à regarder le commerce extérieur, comme le plus puiſſant moyen d'avancer l'induſtrie nationale & pour ainſi dire comme l'objet final de toute l'Economie politique moderne, a ſon fondement

dans

dans une opinion également contraire à la raiſon & à l'experience. On s'eſt perſuadé, que l'induſtrie d'une nation ne pouvoit s'accroitre qu'en proportion des pieces de métal, qui circuloient chez elle; ſur cette fauſſe idée les hommes d'Etat ont cru n'avoir autre choſe à faire, pour avancer la proſpérité des nations, que de chercher à multiplier ces pieces de métal; le commerce extérieur, à défaut de mines d'or ou d'argent, s'eſt préſenté comme la reſſource la plus naturelle & la plus certaine; dès lors toute l'attention des hommes d'Etat s'eſt dirigée vers ce commerce & des balances de commerce favorables ſont devenues la grande & preſque l'unique fin de toutes leurs meſures.

Mais dans cette maniere de voir & de juger on eſt bien loin des véritables notions, qu'on doit ſe former des fonctions de l'argent dans le commerce & de ſa proportion avec les beſoins de l'induſtrie nationale.

tionale. La richeſſe, qui en définitif circule dans tout commerce, eſt inconteſtablement la richeſſe réelle, c'eſt à dire, ce ſont les productions de la terre & les manufactures & la richeſſe nominale ou les pieces de métal ne doivent être conſidérées, que comme des machines, avec le ſecours deſquelles les productions de la terre & les manufactures ſont miſes en mouvement avec plus de célérité & de facilité, qu'elles ne pourroient l'être autrement. Or comme dans les principes de la mécanique ce n'eſt pas en raiſon de leurs volumes, mais en raiſon de leur perfection, que les machines deviennent capables de mettre en mouvement des maſſes plus ou moins grandes ; de même dans le commerce ce n'eſt pas en raiſon de leur étendue, mais en raiſon de leur perfection, que les machines de circulation deviennent capables de mettre en mouvement des maſſes plus ou moins grandes des productions de la terre & des manufactures.

On peut diſtinguer les machines de circulation en deux eſpeces, en machines de circulation ſimples & en machines de circulation compoſées ; les machines de circulation ſimples ſont celles, qui ne ſont formées que d'un ſeul rouage, de celui des pieces de métal, & leur perfection ou plutôt leur imperfection eſt en raiſon directe des quantités de pieces de métal, qui forment leur rouage, c'eſt à dire, la machine ne devient capable d'opérer une grande circulation, qu'au moyen d'une grande quantité de pieces de métal. Les machines de circulation compoſées ſont celles, qui ſont formées de deux rouages, de celui des pieces de métal, & de celui du crédit & leur perfection eſt en raiſon compoſée des quantités de pieces de métal & de la grandeur du crédit, qui forment leurs deux rouages, c'eſt à dire, la machine devient capable d'opérer une grande circulation avec peu de pieces de métal.

Plus le rouage du crédit eſt grand dans la machine de circulation compoſée, moins le rouage des pieces de métal a beſoin de l'être pour opérer la même circulation ; c'eſt ainſi que l'Angleterre circule ſon immenſe commerce & en quelque façon encore ſon énorme dette avec le quart ſeulement des pieces de métal, qui circulent en France & cette circulation de l'Angleterre eſt bien loin encore de celle, que la machine de circulation compoſée ſeroit capable d'opérer, ſi elle etoit portée à la perfection, dont j'eſpere un jour la démontrer ſuſceptible.

Une nation, qui ne circule ſon commerce & ſon induſtrie qu'avec le ſecours d'une machine de circulation ſimple, comparée à une nation, qui opére ſa circulation avec le ſecours d'une machine de circulation compoſée, eſt comme une manufacture, dans laquelle tout le travail s'exécute avec les ſeuls bras des ouvriers, com-

parée à une manufacture, dans laquelle le travail eſt facilité & abrégé par le ſecours des machines. Dans la derniere manufacture un petit nombre d'ouvriers devient capable d'exécuter une quantité de travail beaucoup plus conſidérable, qu'un grand nombre dans la premiere ; dans la derniere nation une petite quantité de pieces de métal devient capable d'opérer une circulation beaucoup plus conſidérable, qu'une grande quantité dans la premiere ; la premiere des deux manufactures eſt encore dans l'enfance pour ſon travail ; la premiere des deux nations eſt encore dans l'enfance pour ſa circulation.

Le peu, que je viens de dire, doit je crois ſuffire pour convaincre les nations de l'Europe, avec combien peu de pieces de métal elles peuvent opérer leur circulation, lorſque cette circulation eſt ordonnée ſur les principes d'un crédit bien reglé & par conſequent,

conſequent, combien elles ont tort de ſacrifier ſans ceſſe ſi inutilement leur commerce intérieur, c'eſt à dire, leur agriculture, leur manufactures & leur population au commerce extérieur. Je ne m'étendrai donc pas davantage ſur ce ſujet, pour ne pas trop anticiper ce que je me propoſe de dire dans un diſcours, que je vouerai au crédit en general & dans lequel j'eſpere préſenter aux nations un ſyſtême de crédit public, non ſeulement adapté à toutes les conſtitutions de gouvernment, mais infiniment plus naturel & plus puiſſant dans les mains des hommes d'Etat, plus heureux & plus conſolant pour les peuples, que ce ſyſtême forcé, précaire & j'oſe dire barbare, que l'Europe pratique depuis ſi longtems & par lequel elle détruit continuellement d'une main le bien qu'elle cherche à faire de l'autre.

Faut il donc que les nations de l'Europe s'abſtiennent de tout commerce extérieur?

Je n'héſiterois certainement pas à le prononcer, ſi ces nations pouvoient ſe jurer & ſe tenir une paix perpétuelle ; mais comme ce bonheur ne ſera probablement jamais leur partage & que le tems montrera malheureuſement des guerres dans l'avenir, comme il en a montré dans le paſſé, cette ſituation des nations de l'Europe les authoriſe & les oblige même, comme je le ferai voir plus bas, de vouer une proportion raiſonnable de leurs capitaux au commerce extérieur ; car ſi ce commerce eſt un mal pour ces nations en tems de paix, par le découragement qu'il donne à leur induſtrie, en tems de guerre il peut devenir un bien pour elles, en préſervant leur induſtrie d'un mal plus grand encore, que celui qu'il lui fait en tems de paix.

Mais de ce commerce extérieur, que le malheur des guerres rend néceſſaire aux nations de l'Europe, elles doivent exclure le commerce extérieur de tranſport & ne jamais

jamais l'entreprendre, que dans l'ordre naturel du commerce elles n'y ayent été appellées. Le commerce extérieur de tranſport eſt non ſeulement dans tous les tems une force morte ſur l'induſtrie nationale ; non ſeulement il la dépouille de ſes capitaux, pour les faire ſervir à l'avancement de l'induſtrie étrangere ; mais il l'affecte encore d'une autre maniere non moins prejudiciable. Au mépris de toutes les précautions, que la prudence humaine eſt capable d'imaginer, les Ports francs ſont des réceptacles de fraude ; les manufactures prohibées franchiſſent toutes les barrieres & pénétrent ſans ceſſe dans l'intérieur des terres ; une claſſe d'hommes ſe forme tout exprès pour ménager ce paſſage illicite, un autre pour en aſſurer les riſques & le commerce frauduleux ſe pratique avec autant de facilité & de ſureté que le commerce ordinaire, au grand détriment de l'induſtrie nationale, qui ſe trouve ainſi ſouffrir à la fois & des capitanx, que le commerce ex-

térieur de tranſport lui dérobe & des manufactures étrangeres, que les Ports francs oppoſent à la conſommation des manufactures nationales.

Les hommes d'Etat, qui ont ouvert des Ports francs au commerce extérieur de tranſport & les Ecrivains, qui ont traité de l'Economie politique, ont voulu juſtifier ce commerce, ſur les grands encouragemens qu'il donne à la navigation, à la conſtruction des navires, à la formation & à la multiplication des hommes de mer, ſi néceſſaires à la défenſe des Etats maritimes ; un autheur Anglois d'une très grande célébrité *, mais dans les Ecrits duquel, je n'ai généralement trouvé, j'oſe le dire, que des principes & des raiſonnemens faux ſur l'Economie politique, eſt même allé ſi loin, que d'oſer avancer, que toute manufacture nationale, qui contrarie le

* Le Dr. D'Avenant,

com-

commerce extérieur de tranſport, doit être decouragée par tous les moyens poſſibles comme pernicieuſe. Mais tous ont été dans l'erreur & l'autheur, que je cite, d'une maniere revoltante. Car quand il ſeroit démontré, que les avantages, que preſente le commerce extérieur de tranſport, ne pourroient jamais être obtenus au même degré par le commerce intérieur de côte à côte, par le commerce extérieur de conſommation, par les pêcheries proches & lointaines, une nation n'en ſeroit pas moins à blâmer de donner au commerce extérieur de tranſport la préférence ſur un moyen plus naturel & bien plus efficace.

N'eſt il pas de toute évidence qu'une nation, qui voueroit à ſon commerce intérieur les capitaux, qu'elle voue à ſon commerce extérieur de tranſport, accroitroit ſon induſtrie & que de cet accroiſſement de l'induſtrie nationale réſulteroit néceſſairement un accroiſſement dans la revenu public,

lic, totalement perdu par le commerce extérieur de tranſport ; or cet accroiſſement dans le revenu public mis à part ne fourniroit il pas à la nation les moyens de conſtruire annuellement un nombre proportionné de navires, d'engager annuellement un nombre proportionné d'hommes de terre & de les mettre annuellement en mer ſans autre objet, ſi elle vouloit, que de les exercer & d'en faire des matelots experimentés & n'eſt il pas plus que probable, que de cette maniere, elle ſe trouveroit avec le tems avoir augmenté ſa marine dans une proportion bien plus grande, qu'elle n'auroit pu le faire par le commerce extérieur de tranſport, ſans compter l'avantage inappreciable d'avoir augmenté, en même tems que ſa marine, ſon agriculture, ſes manufactures & ſa population, que dans le cas du commerce extérieur de tranſport elle auroit au contraire découragées & diminuées.

Un

Un des objets les plus importans de l'Economie politique moderne eſt ſans contredit l'intérêt de l'argent ; peu d'hommes d'Etat paroiſſent s'en être formé des idées juſtes ou du moins l'avoir conſidéré avec l'attention ſérieuſe qu'il mérite, à juger par les grandes fautes, qu'on leur a vu commettre & qu'on leur voit commettre tous les jours dans cette partie. Ce diſcours ne me permet pas de traiter ce ſujet difficile dans toute ſon étendue, je le réſerve à une autre occaſion ; mais je vais tâcher de le développer au moins ſous ſes principales & plus eſſentielles circonſtances, afin de ne laiſſer aucun doute ſur ſon intime connexion avec la proſpérité des nations.

Ce n'eſt pas comme métal que l'argent ſe prête & s'emprunte, comme tel il ſe vend & s'achete ; il ſe prête & s'emprunte comme machine de circulation & l'on peut diſtinguer les hommes, qui l'empruntent comme tel, en deux claſſes générales ; en

hommes,

hommes, qui deſtinent la machine de circulation empruntée à circuler les productions de la terre & les manufactures pour leur propre conſommation & ſans aucune vue de profit & en hommes, qui deſtinent la machine de circulation empruntée à circuler les productions de la terre & les manufactures pour la conſommation des autres & dans la vue de tirer un profit de cette circulation ; la premiere des deux claſſes eſt formée principalement par les conſommateurs, la ſeconde par les commerçans, les entrepreneurs de manufactures & les fermiers.

L'intérêt de l'argent ſe diviſe en deux eſpeces, en intérêt de la loi & en intérêt du marché, ou ce qui eſt la même choſe, en intérêt légal & en intérêt courant. L'intérêt légal eſt déterminé par le ſouverain, qui fixe le taux le plus haut, auquel il veut qu'il ſoit permis de prêter & d'emprunter ; l'intérêt courant eſt déterminé par des circonſtances,

conſtances, que je vais graduellement développer.

Si l'argent n'etoit jamais emprunté que par des commerçans, des entrepreneurs de manufactures & des fermiers, ſon intérêt au marché ſeroit toujours le plus juſte, que les circonſtances admettroient, c'eſt à dire, il ſeroit toujours le plus bas poſſible ; car les commerçans, les entrepreneurs de manufactures & les fermiers n'empruntant point l'argent pour le deſtiner ſous la forme de revenu à leur propre conſommation, mais pour le deſtiner ſous la forme de capital à la conſommation des autres & en tirer un profit ; le profit ordinaire, que l'argent emprunté leur vaudroit dans leurs différentes entrepriſes, régleroit néceſſairement dans tous les cas l'intérêt, qu'ils pourroient conſentir de payer aux prêteurs.

Les

Les ſouverains n'auroient donc jamais été dans la néceſſité de fixer un taux à l'intérêt de l'argent, ſi l'argent n'avoit jamais été emprunté que par des commerçans, des entrepreneurs de manufactures & des fermiers ; mais les conſommateurs, qui ſouvent ſont des diſſipateurs, ſe mêlant & empruntant en concurrence avec les commerçans, les entrepreneurs de manufactures & les fermiers & n'ayant à calculer dans leurs emprunts que la ſatisfaction de leurs deſirs & jamais des profits, ſi les ſouverains n'avoient pas eu l'attention de fixer un taux à l'intérêt de l'argent, cet intérêt auroit pu monter & ſe ſoutenir à des taux ſi exhorbitans, qu'il ſeroit devenu impoſſible aux commerçans, aux entrepreneurs de manufactures & aux fermiers, ſi eſſentiels à la proſpérité des nations, d'entrer en concurrence avec les conſommateurs & de ſe procurer des capitaux par des emprunts.

Quelle

Quelle eſt la regle que le ſouverain doit obſerver dans la fixation de l'intérêt légal de l'argent ? De ne jamais devancer, mais toujours ſuivre de près l'intérêt du marché ; car s'il devançoit l'intérêt du marché, c'eſt à dire, s'il fixoit l'intérêt légal au deſſous de l'intérêt courant, non ſeulement ſa loi ſeroit ſans ceſſe éludée, mais il ouvriroit néceſſairement la porte à l'uſure, au grand détriment des commerçans, des entrepreneurs de manufactures & des fermiers ; parceque dans ce cas les prêteurs ne manqueroient jamais de faire payer aux emprunteurs les riſques, auxquels ils s'expoſeroient en prêtant au deſſus de l'intérêt fixé par la loi.

Mais le ſouverain ne peut il pas fixer l'intérêt légal de l'argent au taux précis de l'intérêt du marché ? La prudence ne le lui permet pas ; car comme l'intérêt du marché eſt par ſa nature variable & dépend d'un grand nombre de circonſtances, qui

tantôt

tantôt peuvent le hauſſer au deſſus & tantôt le baiſſer au deſſous de ce qu'il etoit, ſi le ſouverain fixoit l'intérêt légal au taux précis de l'intérêt du marché dans un tems déterminé, cet intérêt légal pourroit dans un autre tems ſe trouver au deſſous de l'intérêt du marché & dès ce moment la loi s'éluderoit comme dans le cas précedent & l'uſure prendroit la place de l'intérêt légal.

En ſuivant de près l'intérêt du marché, c'eſt à dire, en fixant l'intérêt légal un peu au deſſus de l'intérêt courant, le ſouverain évite tous les inconvéniens ; d'abord il laiſſe une marge raiſonnable aux variations de l'intérêt du marché & ſe met par conſequent à l'abri du riſque de voir tomber l'intérêt légal au deſſous de l'intérêt courant ; enſuite il aſſure aux commerçans, aux entrepreneurs de manufactures & aux fermiers dans la plupart des emprunts la préférence ſur les conſommateurs, au grand avantage de l'agriculture & des manufactures.

tures. Car les commerçans, les entrepreneurs de manufactures & les fermiers etant univerſellement eſtimés plus prudens dans le ménagement de leurs affaires que les conſommateurs, cette circonſtance compenſeroit dans l'eſprit de la plupart des prêteurs la petite différence d'intérêt, qu'ils pourroient gagner en prêtant leur argent au taux légal aux conſommateurs & les détermineroit à le prêter plutôt au taux du marché aux commerçans, aux entrepreneurs de manufactures & aux fermiers ; ce qui n'arriveroit pas auſſi généralement, ſi le ſouverain laiſſoit une marge trop grande entre l'intérêt légal & l'intérêt courant.

Il y a vingt ans qu'un miniſtre * des finances en France, peu familiariſé avec les vrais principes en matiere d'intérêt, s'etoit perſuadé que l'intérêt légal de l'argent pouvoit ſe fixer à volonté & en partant de

* M. Laverdy.

cette opinion il a cru pouvoir diminuer & réduire celui de la France au deſſous de l'intérêt du marché ; heureuſement pour cet Etat, une détermination auſſi peu éclairée n'a pas eu le tems de produire tous les mauvais effets, qui en auroient infailliblement réſulté, parce qu'on a eu ſoin d'y remédier promptement en remontant l'intérêt légal à ſon ancien taux.

L'intérêt de l'argent agit il ſur la proſpérité des nations comme cauſe, ou eſt il déterminé par cette proſpérité comme effet ? Cette queſtion importante partage les opinions & n'eſt point encore parfaitement décidée dans l'Economie politique moderne ; comme il eſt eſſentiel de la bien entendre avant de prononcer, je vais en préparer la ſolution, en traçant la marche naturelle de l'intérêt de l'argent dans les grandes circonſtances des nations.

Dans

Dans toute nation complétement montée ſur le ſyſtême de l'Economie politique moderne, ce ſont les commerçans, les entrepreneurs de manufactures & les fermiers, qui déterminent le taux de l'intérêt de l'argent ; car comme ils ſont les plus grands & les plus frequens emprunteurs, ce ſont eux qui déterminent le taux de l'intérêt du marché & comme dans tous les cas l'intérêt légal ſuit ou doit ſuivre de près l'intérêt courant, il eſt clair, qu'en déterminant l'intérêt du marché ils déterminent en même tems l'intérêt de la loi.

Plus ou moins il y a à gagner par l'uſage de la machine de circulation, plus ou moins elle vaut, c'eſt à dire, plus ou moins de profit les commerçans, les entrepreneurs de manufactures & les fermiers ſont en état de ſe procurer par la circulation de leurs capitaux, plus ou moins d'intérêt ils ſont en état & diſpoſés de payer pour les capitaux qu'ils empruntent & par conſe-

quent plus ou moins hauts ſeront l'intérêt courant & l'intérêt légal dans une nation.

Les commerçans, les entrepreneurs de manufactures & les fermiers doivent tous indiſtinctement être conſidérés comme ne circulant d'autres capitaux dans leurs entrepriſes, que des capitaux empruntés ; car comme ils n'appellent profit, que ce qui leur reſte après avoir déduit du produit net de leurs capitaux l'intérêt légal, qu'ils auroient pu ſe procurer dans tous les cas, ils ſont tous cenſés avoir emprunté leurs capitaux, ſoit d'eux mêmes ſoit des autres.

Le prix total de toute manufacture au moment ou elle vient dans les mains du commerçant, déduction faite du prix de la matiere premiere brute, eſt diviſé entre le manufacturier & l'entrepreneur de manufactures ; la part du manufacturier s'appelle ſalaire & lui eſt allouée à raiſon de ſon travail ; la part de l'entrepreneur de manu-

manufactures s'appelle profit & lui eſt allouée à raiſon du capital, qu'il avance pour l'achat de la matiere premiere brute & le maintien du manufacturier.

Ce partage du prix total d'une manufacture entre le manufacturier & l'entrepreneur de manufactures ne ſe fait pas d'après une proportion fixe ; il varie chez les différentes nations & dans différentes circonſtances chez la même nation. Dans une nation on voit le ſalaire du manufacturier grand & le profit de l'entrepreneur de manufactures modique ; dans une autre nation on voit le ſalaire du manufacturier modique & le profit de l'entrepreneur de manufactures grand. Dans un tems une nation préſente le ſalaire du manufacturier continuellement croiſſant & le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement décroiſſant ; dans un autre tems la même nation préſente le ſalaire du manufacturier continuellement décroiſſant &

le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement croiſſant.

Comme ce rapport entre le ſalaire du manufacturier & le profit de l'entrepreneur de manufactures eſt le principe le plus eſſentiel de l'Economie politique moderne, le réſultat heureux ou malheureux de toutes les déterminations de l'homme d'Etat & l'infaillible caractériſtique des degrés de proſpérité des nations, il mérite à auſſi juſte titre, que le rapport du prix à la qualité des manufactures, d'être diſtingué par un nom particulier ; je l'appellerai donc rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures & dans ce rapport je ſuppoſerai conſtamment le ſalaire à la place du terme antécédent & le profit à la place du terme conſequent.

Au lieu de rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures, j'aurois pu dire rapport caractériſtique du ſalaire au profit

profit en général, parceque ce rapport embraſſe également le ſalaire & le profit du laboureur & du fermier ; mais comme le rapport caractériſtique du ſalaire au profit dans l'agriculture eſt naturellement déterminé, ainſi que je le ferai voir, par le rapport caractériſtique du ſalaire au profit dans les manufactures, il n'etoit pas néceſſaire de comprendre les deux rapports enſemble & de confondre le déterminé avec le déterminant.

Deux choſes ſont indiſpenſablement néceſſaires dans toute manufacture ; des capitaux & des bras & comme il y a des hommes, qui ont des capitaux ſans bras & des hommes, qui ont des bras ſans capitaux, c'eſt de la réunion des moyens de ces deux claſſes d'hommes, que dépend eſſentiellement le travail des manufactures ; les bras cherchent les capitaux, les capitaux cherchent les bras & c'eſt de la proportion entre les bras & les capitaux, que

réſulte dans toute nation la proportion entre le ſalaire & le profit, ou ce qui eſt la même choſe, le rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures.

Lorſque dans une nation il y a moins de bras que de capitaux, les bras ſont chers ; le terme antécédent du rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures devient grand & le terme conſequent modique, c'eſt à dire, le manufacturier a un grand ſalaire & l'entrepreneur de manufactures un profit modique. Lorſqu'au contraire il y a dans une nation plus de bras que de capitaux, les bras ſont à bon marché ; le terme antécédent du rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures devient modique & le terme conſequent grand, c'eſt à dire, le manufacturier a un ſalaire modique & l'entrepreneur de manufactures un grand profit.

Dans

Dans une nation à proſpérité continuellement progreſſive les capitaux augmentent ſans ceſſe dans une proportion plus grande, que n'augmente la population ; il y a ſans ceſſe moins de bras que de capitaux & les capitaux cherchent ſans ceſſe les bras dans une forte concurrence ; par conſequent le prix des bras augmente continuellement & le rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures va continuellement en croiſſant, ou ce qui eſt la même choſe, le ſalaire du manufacturier devient continuellement plus grand & le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement plus modique.

La Hollande, l'Angleterre & la France ſont des nations à proſpérité progreſſive, c'eſt à dire, des nations qui augmentent continuellement leurs capitaux ; la Hollande dans une plus grande proportion que l'Angleterre ; l'Angleterre dans une plus grande proportion que la France ; en conſequence

ſéquence le rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures eſt plus grand en Hollande qu'en Angleterre; plus grand en Angleterre qu'en France, c'eſt à dire, en Hollande le ſalaire du manufacturier eſt plus grand & le profit de l'entrepreneur de manufactures plus modique qu'en Angleterre; en Angleterre le ſalaire du manufacturier eſt plus grand & le profit de l'entrepreneur de manufactures plus modique qu'en France.

Dans une nation à proſpérité arrêtée les capitaux reſtent continuellement les mêmes, ſans augmenter ni diminuer; mais il n'en eſt pas de même de la population; la procréation la porte naturellement au de la de ſes juſtes bornes & les bras ſe trouvent continuellement excéder les capitaux dans une proportion ſenſible; de l'excès de procréation & de la miſere, qui en eſt inſéparable, réſulte bien une plus grande mortalité, mais l'excès de mortalité

lité ne compenſe jamais exactement l'excès de procréation & il reſte conſtamment plus de bras que de capitaux ; par conſequent les bras ſont forcés de chercher les capitaux en concurrence ; le ſalaire du manufacturier devient modique & le profit de l'entrepreneur de manufactures grand.

La Chine ſe préſente depuis long-tems comme une nation à proſpérité arrêtée, c'eſt à dire, comme une nation, qui maintient continuellement ſon travail & ſon induſtrie ſur les mêmes capitaux & quoique pour corriger l'excès de ſa procréation d'une maniere plus efficace, qu'elle ne peut l'attendre du ſeul cours de la nature, elle tolére le barbare uſage de détruire les enfans, elle ne peut empêcher, qu'il ne lui reſte ſans ceſſe plus de bras que de capitaux ; auſſi toutes les rélations atteſtent elles, que les profits de ſes entrepreneurs de manufactures ſont grands & les ſalaires de ſes manufacturiers ſi modiques, qu'ils

ſuffiſent

ſuffiſent à peine pour leur procurer les plus ſtrictes néceſſités de la vie.

Dans une nation à proſpérité continuellement rétrograde, les capitaux diminuent ſans ceſſe dans une plus grande proportion, que ne diminue la population ; il y a ſans ceſſe plus de bras que de capitaux & les bras cherchent ſans ceſſe les capitaux dans une forte concurrence ; par conſequent le prix des bras diminue continuellement & le rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures va continuellement en décroiſſant, ou ce qui eſt la même choſe, le ſalaire du manufacturier devient continuellement plus modique & le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement plus grand.

D'après le témoignage des Ecrivains Anglois eux mêmes le Bengale, ce roiaume naturellement ſi fertile & autres fois ſi floriſſant, eſt réduit aujourd'huy ſous l'empire

pire & le ſyſtême avide d'une compagnie de marchands au miſérable état d'une proſpérité rétrograde; les capitaux, au lieu d'être accumulés & conſacrés au maintien des bras, paſſent ſans ceſſe en Europe, pour nourrir le luxe & la corruption & ce qui en reſte dans le pays ſe trouve de plus en plus ſi diſproportionné avec ſa population, que les profits des entrepreneurs de manufactures & des fermiers, pour ainſi dire tous Européens, ſont devenus ſi exhorbitans, que les ſalaires, qu'ils laiſſent aux manufacturiers & aux laboureurs indigenes, ne ſuffiſent plus pour leur procurer les premiers beſoins de la vie & qu'il y a peu d'années, qui ne préſentent le ſpectacle affreux de multitudes de ces malheureux périſſant de faim & de miſere.

La raiſon & l'experience prouvent donc également, que les profits des entrepreneurs de manufactures ſont plus grands dans les nations à proſpérité rétrograde, que

que dans les nations à proſpérité arrêtée & plus grands dans les nations à proſpérité arrêtée, que dans les nations à proſpérité progreſſive ; l'intérêt de l'argent doit donc naturellement être plus haut chez les nations à proſpérité rétrograde, que chez les nations à proſpérité arrêtée & plus haut chez les nation à proſpérité arrêtée, que chez les nations à proſpérité progreſſive & encore ici le raiſonnement ſa trouve confirmé par l'experience ; car l'intérêt de l'argent eſt plus haut dans le Bengale qu'a la Chine, plus haut à la Chine qu'en Europe, plus haut en France qu'en Angleterre, plus haut en Angleterre qu'en Hollande. Je dis que l'intérêt de l'argent eſt plus haut en France qu'en Angleterre, parceque je ne calcule point celui de l'Angleterre ſur le cours artificiel, que lui a donné l'accroiſſement de la dette publique par la derniere guerre & qui ne doit être regardé, que comme accidentel & momentané, l'Angleterre ayant certainement plus

de

de capitaux, que ſon intérêt courant ne paroit l'indiquer.

Si les Etats unis de l'Amérique préſentent une exception aux principes cy deſſus, c'eſt dans leurs circonſtances extraordinaires & uniques qu'il faut en chercher la raiſon. Il eſt inconteſtable, que ces nouvelles nations ſont dans un état de proſpérité progreſſive & plus fortement progreſſive qu'aucune nation de l'Europe; par conſequent dans la regle générale le rapport caractériſtique du ſalaire au profit devroit être plus grand chez elles qu'en Hollande même & cela n'eſt vrai qu'en partie, c'eſt à dire, il n'y a que les ſalaires, qui ſont plus grands en Amérique qu'en Hollande & les profits ainſi que l'intérêt de l'argent ſont plus modiques en Hollande qu'en Amérique.

Les ſalaires ſont plus grands en Amérique qu'en Hollande, parceque dans toutes les branches du travail & de l'induſtrie les bras

bras manquent en Amérique dans une plus grande proportion qu'en Hollande ; non pas que les capitaux excédent en Amérique les bras dans un degré conſidérable, mais parceque dans un pays nouveau, où les terres s'acquierrent preſque pour rien, les hommes ſont promptement en état de ſortir de la claſſe dépendante d'ouvriers, pour entrer dans la claſſe indépendante d'entrepreneurs & d'occaſionner par conſequent une double diminution dans la claſſe des ouvriers, une diminution abſolue, en ſortant de cette claſſe & une diminution rélative, en augmentant celle des entrepreneurs.

Les profits & l'intérêt de l'argent ſont plus modiques en Hollande qu'en Amérique, parcequ'en Hollande les capitaux ſe trouvent en abondance dans les mains de ceux qui en ont beſoin, au lieu qu'en Amérique la claſſe des entrepreneurs de toute eſpece ſe multipliant continuellement, il

n'y

n'y a jamais assez de capitaux, pour fournir aux vastes entreprises, qu'offre de tous les cotés un pays nouveau ; cette insuffisance des capitaux en occasionne la recherche ; la recherche en hausse le prix, c'est à dire, l'intérêt & de la hausse de l'intérêt résulte nécessairement la hausse des profits.

De tout ce que je viens de dire il résulte donc clairement, que ce n'est pas de la masse d'argent seule, qui circule dans une nation, que dépend le taux de l'intérêt de l'argent, comme tant d'hommes l'ont cru & avancè ; la circonstance de la quantité d'argent ne détermine rien pour l'intérêt sans le rapport caractéristique du salaire au profit des manufactures. La Chine circule probablement chez elle une masse d'argent plus considérable, que n'en circule l'Europe entiere ; cependant le taux ordinaire de l'intérêt de l'argent est 12 p% à la Chine, c'est à dire, plus que le double de

l'intérêt moyen de l'Europe, parceque le rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures n'eſt pas la moitié auſſi grand à la Chine, qu'il l'eſt en Europe, ou ce qui eſt la même choſe, parceque la Chine eſt arrivée à ſon dernier degré de proſpérité & que l'Europe n'eſt pas encore arrivée à la moitié du ſien.

La maſſe d'argent, que la France poſſede en eſpeces, eſt eſtimée deux milliards & l'intérêt de l'argent eſt chez elle à 5 p$^{o}_{o}$; mais ſans le moindre accroiſſement dans cette maſſe d'argent, ſon intérêt courant pourroit & devroit certainement depuis long-tems être à 3 p$^{o}_{o}$; comme ſans la moindre diminution dans cette maſſe d'argent il ſeroit poſſible, qu'il montat à 6 p$^{o}_{o}$; il ne faudroit, pour opérer néceſſairement l'un ou l'autre de ces deux effets, qu'un changement proportionné & permanent en bien ou en mal dans le rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures,

factures, c'eſt à dire, dans la proſpérité actuelle de la France. J'eſpere un jour embraſſer & développer plus particuliérement ce ſujet intéreſſant, que je n'ai vu nulle part traité à ma ſatisfaction.

Il eſt donc évident, que l'intérêt de l'argent auroit toujours été l'effet néceſſaire & par conſequent la meſure exacte des degrés de proſpérité des nations, s'il n'avoit jamais été troublé dans ſon cours naturel ; ces degrés de proſpérité auroient été dans tous les cas en raiſon inverſe des taux de l'intérêt de l'argent ; chaque nation auroit été en état de juger avec certitude, ſi elle avançoit ou déclinoit dans ſa proſpérité, ſi elle gagnoit ou perdoit ſur la proſpérité d'une autre nation ; les hommes d'Etat auroient eu conſtamment ſous leurs yeux des preuves palpables de leur bonne ou mauvaiſe conduite & les nations auroient vu, quand les hommes d'Etat auroient fa-

voriſé & avancé, quand ils auroient contrarié & détruit leur proſpérité.

Mais les hommes d'Etat n'ont pas laiſſé l'intérêt de l'argent dans ſon cours naturel ; ils l'ont détourné de ce cours pour le forcer dans un cours artificiel & dès ce moment il a ceſſé d'être l'effet de la proſpérité des nations, pour en devenir la cauſe heureuſe ou malheureuſe ; car ſi des taux naturels de profit déterminent des taux naturels d'intérêt, des taux artificiels d'intérêt déterminent des taux artificiels de profit, ou ce qui eſt la même choſe, ſi dans le cours naturel de l'intérêt de l'argent l'intérêt eſt reglé ſur les profits, dans le cours artificiel de l'intérêt de l'argent les profits ſont reglés ſur l'intérêt.

Ainſi lorſque par des déterminations éclairées l'homme d'Etat opére d'une maniere permanente une baiſſe dans l'intérêt de l'argent, ſon opération tend naturellement

ment à favoriſer les manufacturiers d'une part plus grande dans le fruit de leur travail, à leur donner le néceſſaire s'ils ont été dans la miſere, l'aiſance s'il n'ont eu que le néceſſaire, les moyens de former & de maintenir des familles s'ils en ont été deſtitués & comme le ſort des laboureurs eſt inſéparablement lié à celui des manufacturiers, l'homme d'Etat répand le même bonheur ſur les campagnes & avance par conſequent la proſpérité de ſa nation dans toutes ſes circonſtances dans ſon agriculture, dans ſes manufactures & dans ſa population.

Le contraire de tous ces avantages devient la conſequence des opérations de l'homme d'Etat, lorſque par des déterminations fauſſes & ignorantes il hauſſe l'intérêt de l'argent ou le tient continuellement plus haut, que dans le cours naturel des choſes il ne ſeroit ; ſa conduite tend alors à retrancher proportionnellement le pain

aux trois quart des individus de ſa nation, à les réduire de l'aiſance au néceſſaire, du néceſſaire à la miſere, de la poſſibilité à l'impoſſibilité de former & de maintenir des familles, ou à leur ravir l'eſperance conſolante qu'ils avoient, de monter naturellement de la miſere au néceſſaire, du néceſſaire à l'aiſance, de l'impoſſibilitê à la poſſibilité de former & de maintenir des familles.

Que les hommes d'Etat, qui traitent l'intérêt de l'argent avec indifférence & le ſacrifient ſans ſcrupule aux moindres beſoins qui les preſſent, n'imaginent point, que j'exagére ici les maux, dont ils ſe rendent coupables envers leurs nations ; je repréſente ces maux dans leur réalité & je ſoutiens, qu'il eſt impoſſible, que l'intérêt de l'argent hauſſe d'une maniere permanente d'un demi & même d'un quart pour cent dans une nation, ſans que dans le cours naturel des choſes toutes les claſſes induſtrieuſes

trieuſes & par conſequent la proſpérité de la nation ne s'en reſſentent en raiſon inverſe.

Le malheur eſt qu'une fauſſe détermination dans l'Economie politique moderne eſt rarement ſuivie immédiatement du mal qu'elle doit néceſſairement opérer & que dans une nation, chez laquelle les vrais principes n'ont encore qu'imparfaitement pénetrés, l'homme d'Etat peut commettre les plus grandes fautes, non ſeulement ſans riſque de ſe couvrir de blâme, mais ſouvent même en s'attirant les applaudiſſemens de la multitude incapable de juger & trompée par les apparences. Il faut du tems avant qu'une cauſe morale ait pu porter ſon influence ſur une grande maſſe d'hommes & lorſque la fauſſe détermination a enfin produit ſon plein effet, tant d'autres déterminations peuvent être ſurvenues dans l'intervalle, que celle à laquelle le mal doit être attribuée & par

conſequent l'homme d'Etat, de qui elle a émanée, ſont preſque toujours méconnus & c'eſt ainſi qu'il arrive à des nations de languir des ſiecles entiers, ſans faire des progrès ſenſibles dans leur proſpérité & pour ainſi dire ſans ſavoir à quoi ni à qui s'en prendre.

On ne lit preſque aucun Ecrit ſur l'Economie politique moderne, dans lequel la modicité des ſalaires des ouvriers ne ſoit enviſagée, comme un condition eſſentielle à la proſpérité des nations & il y a peu d'hommes d'Etat, qui n'ayent regardé ce principe, ſi peu conforme à l'humanité, comme une des grandes regles de leur conduite. Cependant il n'y a jamais eu de verité plus évidemment démontrée, que le contraire de cette opinion. Jamais grande proſpérité n'a exiſté ſous des ſalaires modiques & il ſemble, que le plus ſimple uſage de la raiſon auroit du faire ſentir la contradiction & l'abſurdité, de vouloir

faire

faire proſpérer une nation ſous des conditions, qui en laiſſeroient néceſſairement les trois quart dans des circonſtances bornées & miſérables. Heureuſement l'Economie politique moderne, au milieu de tant de défauts qu'elle préſente, a au moins cet avantage, que ſous ſes vrais principes il eſt de toute impoſſibilité de faire proſpérer réellement une nation, ſans faire proſpérer univerſellement toutes ſes claſſes, & on ne peut pas avoir une preuve plus convaincante de l'imperfection de l'Economie politique d'une nation, que de voir les claſſes inférieurs de ſes hommes miſérables, mal nourries, mal vêtues, mal logées.

L'Exemple de la Chine ne détruit point cette verité ; ce n'eſt pas la faute du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ſi les claſſes inférieures des hommes de la Chine ſont miſérables ; c'eſt la faute de la Chine elle même ; comme ce ne ſeroit pas la faute du

ſyſtême

ſyſtême d'agriculture abſolue, ſi une nation, après avoir porté l'agriculture ſur toute l'étendue de ſon territoire au dernier degré de perfection, ſouffroit volontairement, qu'une procréation indéfinie amenat ſur elle la miſere.

C'eſt de la modicité des profits des entrepreneurs & non de la modicité des ſalaires des ouvriers, que l'homme d'Etat doit faire ſon grand objet ; c'eſt alors qu'il eſt dans l'ordre naturel, que lui preſcrit le ſyſtême d'Economie politique, ſur les principes duquel il entreprend de conduire ſa nation ; s'il remplit cet objet, il peut ſe regarder comme ayant tout fait, parceque pour le remplir il a prodigieuſement à faire & tant qu'il ne fera pas de cet objet la grande fin de toutes ſes meſures, il peut être ſur qu'il ne fera rien de ſolide, ni de durable pour la proſpérité de ſa nation. Il n'a pas beſoin de ſe mêler des ſalaires des ouvriers ; ce n'eſt pas ſon affaire ; c'eſt celle des entrepreneurs

trepreneurs & des ouvriers eux mêmes & il peut être convaincu, que dans le cours naturel des choſes ils en regleront le juſte taux mieux que lui ; ſon unique affaire doit être de chercher à réduire les profits des entrepreneurs de maniere, à leur faire trouver le plus grand avantage dans cette réduction.

Avec un ſalaire modique & la charge d'une famille l'ouvrier eſt néceſſairement dans un état miſérable ; au lieu que la ſituation de l'entrepreneur n'eſt jamais plus brillante, que lorſque ſes profits ſont modiques, ſi cette modicité de profits eſt la conſequence de la proſpérité de ſa nation ; parce qu'alors des entrepriſes vaſtes lui fourniſſent l'occaſion de circuler tous les capitaux, qu'il eſt capable de commander & que des profit modiques, ſur une grande proportion de capitaux, lui laiſſent un profit total bien ſupérieur à celui, qu'il auroit pu ſe promettre d'une circulation de capi-

taux

taux modiques, qui lui auroit procuré des profits plus grands ; auſſi n'eſt ce que chez des nations à proſpérité fortement progreſſive & chez leſquelles par conſequent les profits ſont modiques, qu'on voit les entrepreneurs de toute eſpece faire les plus grandes & les plus rapides fortunes.

L'intérêt légal de l'argent n'a été réduit à 6 p$^{o}_{o}$ en Angleterre qu'en 1660 & à 5 p$^{o}_{o}$ qu'en 1714 ; depuis cette derniere époque juſques au commencement de la guerre 1755, l'intérêt courant de l'Angleterre eſt graduellement tombé à 4 $\frac{1}{2}$, 4 & 3 $\frac{1}{2}$ p$^{o}_{o}$ & le gouvernement a non ſeulement emprunté à 3 p$^{o}_{o}$, mais le 3 p$^{o}_{o}$ conſolidé s'eſt même élevé juſques à 106, dans l'intervalle de la paix d'Aix la Chapelle à la guerre de 1755. Depuis 1755 juſques à preſent le prodigieux accroiſſement de la dette publique, par les deux dernieres guerres, a graduellement remonté l'intérêt courant de l'argent à 5 p$^{o}_{o}$.

Cette

Cette révolution dans l'intérêt courant de l'Angleterre en opéreroit infailliblement une dans le degré de ſa proſpérité, ſi elle n'y remédioit pas par le ſeul moyen capable de rétablir les choſes dans leur ordre naturel ; celui de mettre la dette publique dans un cours de rembourſement ; ſans cette meſure il ſeroit impoſſible, que l'Angleterre put éviter une détérioration, ſoit dans le rapport caractériſtique du ſalaire au profit, ſoit dans le rapport caractériſtique du prix à la qualité des manufactures ; car la hauſſe de l'intérêt courant de l'argent doit être conſidérée, comme une taxe directe ſur les manufactures, qui tôt ou tard oblige les entrepreneurs, pour ſauver leurs profits, ou de réduire les ſalaires des ouvriers, ou de hauſſer le prix des manufactures, ou d'en falſifier la qualité.

Un auteur Anglois *, qui s'eſt fait une grande réputation dans ſa patrie & qui a

* Le Dr. Price.

long-

long-tems cherché & cherche encore à guider le gouvernement dans les opérations de finances, n'a pas craint d'avancer dans ſes Ecrits, qu'il etoit indifférent à quel intérêt un Etat empruntat & même avantageux, qu'il empruntat plutôt à un intérêt haut qu'a un intérêt bas. Abſorbé tout entier dans la contemplation des marches d'intérêt compoſé, il n'a vu ni agriculture, ni manufactures, ni commerce ; il n'a pas ſenti que dans un Etat comme l'Angleterre, où la dette publique ſe négocie & ſe transfére avec auſſi peu de formalité qu'une lettre de change, l'intérêt, que le gouvernement paye en empruntant, commande néceſſairement celui, que ſont forcés de payer dans leurs emprunts les fermiers, les entrepreneurs de manufactures & les commerçans, ou du moins influe ſur cet intérêt d'une maniere très ſenſible. La célérité, avec laquelle ſes yeux ont vu, qu'une dette contractée à un intérêt haut pouvoit ſe rembourſer par l'accu-

mulation

mulation de l'intérêt composé, l'a emporté dans son esprit sur toute autre considération.

Mais s'il existoit dans la chirurgie un instrument, avec le secours duquel il devint possible d'opérer l'amputation des grands membres du corps humain avec plus de célérité, que celle des petits ; seroit ce une raison pour regarder comme avantageux à l'homme, de se casser plutôt une cuisse qu'une jambe, plutôt un bras qu'un doigt & la maniere plus ou moins malheureuse, dont ces différentes opérations affecteroient le corps entier de l'homme, ne mériteroit elle aucune attention ?

Le même auteur a proposé au gouvernement des marches d'intérêt composé dans une varieté de dimensions, pour effectuer graduellement le rembourſement de la dette publique ; mais encore ici il n'a vu que le pur mécanisme de l'opération, sans

porter

porter un ſeul inſtant ſes regards ſur la ſituation ſérieuſe, où ſe trouvent l'Etat & la nation. Les miniſtres auroient été bien coupables d'avoir laiſſé ſubſiſter le plus effrayant des maux de l'Angleterre, ſi pour en délivrer la nation le remede eut été ſi facile, que tout homme imbu des premiers rudimens de l'arithmetique eut été auſſi capable, que l'auteur, d'en tracer la marche en peu de tems & dans telle proportion qu'on l'eut déſiré.

Le premier, qui a développé en Angleterre & je crois en Europe le moyen d'éteindre une dette perpétuelle, par l'application d'une ſomme annuelle continnellement groſſie de l'accumulation de l'intérêt compoſé, n'eſt pas l'auteur, dont je parle, mais l'auteur anonyme d'une lettre adreſſée à un membre du parlement en 1726; dans ce tems la & même juſques à la guerre 1755, ce moyen ſeul pouvoit parfaitement convenir à l'Etat pour la libération

bération de ſa dette, encore modérée alors ; car les reſſources immenſes, que le gouvernement a trouvé dans la nation depuis 1755 & qui lui ont procuré le funeſte avantage de pouvoir plus que tripler la dette, qui exiſtoit en 1748, ont prouvé qu'il auroit pu attendre tranquilement l'extinction de cette dette, ſi immédiatement après la paix d'Aix la Chapelle elle avoit été miſe dans un cours de rembourſement de 30 a 40 ans par une ſimple marche d'intérêt compoſé ; mais ce moyen tout nud & tel que l'auteur, dont il s'agit, s'eſt opiniatré de le propoſer, a ceſſé d'être praticable à dater de 1763 & à plus forte raiſon à dater de 1783.

La guerre de 1755 a doublé & celle de 1775 plus que triplé la dette de 1748 ; je ſuppoſe qu'a la fin de l'une ou de l'autre de ces deux guerres, en 1763 ou en 1783, le gouvernement eut fixé une ſomme annuelle, pour mettre la dette publique dans

un cours de rembourſement de 50 a 60 ans & que cette ſomme annuelle avec l'intérêt, qu'elle auroit continuellement eteint, eut été appliquée inviolablement à l'opération, préciſément dans les idées de l'auteur; n'eſt il pas plus que probable, que pendant la durée de cette libération & dans le cours ordinaire des choſes, l'Etat ſe ſeroit trouvé expoſé au riſque d'avoir deux ou trois guerres à ſoutenir, trois ſi l'opération n'avoit commencé qu'en 1783 & deux encore ſi elle avoit commencé dès 1763; or je demande, ſi la ſaine raiſon peut permettre de croire, que la nation auroit été capable de ſupporter l'énorme ſurcharge des taxes, qu'auroient éxigé les dépenſes de deux ou de trois nouvelles guerres & en ſuppoſant même, qu'a la rigueur il eut été poſſible de lui arracher encore tant de taxes, n'eſt il pas de toute évidence, que ce n'auroit pu être qu'a la ruine totale de l'Etat.

Deſ-

Deſtinés, dit l'auteur en queſtion au governement, une telle ſomme tous les ans à la libération publique, dans les principes de l'accumulation de l'intérêt compoſé & je vous promets, que telle année, tel mois, tel jour votre dette ſera payée. Mais j'exige pour condition indiſpenſable, que vous regardiés les ſommes vouées à cette opération comme la choſe la plus ſacrée ; que vous n'en détourniés jamais une obole dans telle ſituation, que vous puiſſiés vous trouver & que vous preniés plutôt le parti de multiplier vos emprunts à l'infini, que de toucher à ce depôt. Quand aux beſoins extraordinaires de l'Etat, que des guerres futures peuvent occaſionner, je n'ai pas cru devoir m'en embaraſſer, ni m'occuper un ſeul inſtant ſérieuſement des moyens d'y faire face, parceque j'ai tout naturellement imaginé, qu'il etoit auſſi facile que juſte d'impoſer indéfiniment des taxes ſur la nation, en attendant que la fin

de l'opération dans 50 ou 60 ans permit de la ſoulager.

N'eſt ce pas la en derniere analyſe la ſubſtance des plans de libération de l'auteur ? n'eſt ce pas la directement ou indirectement le langage, qu'il n'a ceſſé de tenir au gouvernement & qu'il a même oſé tenir à la nation elle même, en citant les miniſtres devant ſon tribunal & en lui laiſſant ignorer les maux affreux, dont ſes plans devoient l'accabler ? Un pareil langage eſt il celui de l'humanité, eſt il même celui du bon ſens ? Car ne ſeroit il pas barbare de vouloir, que la nation fut réduite aux dernieres extrémités de la miſere, pour ne point troubler le cours de la libération publique & ne ſeroit il pas inſenſé d'exiger, que le gouvernement reſtat fidelle à l'exécution d'un plan, qui le forceroit néceſſairement d'anéantir par les taxes les plus deſtructives la proſpérité publique dans toutes ſes ſources.

L'Ecrit

L'Ecrit anonyme, qui a paru en 1726 & qui a été attribué depuis à un directeur de la Banque d'Angleterre *, a eu ſucceſſivement pluſieurs éditions depuis ſa premiere publication & il les méritoit à juſte titre ; il devoit par conſequent être aſſez généralement répandu ; cependant l'auteur, qui m'a occupé un moment, a déclaré, qu'il ne l'avoit connu qu'a ſa quatrieme édition ; c'eſt un malheur, car s'il etoit tombé plutôt dans ſes mains, il ſe ſeroit probablement abſtenu d'écrire ſur un ſujet, que ſa modeſtie lui auroit fait ſentir, que ni lui, ni perſonne autre ne pouvoit traiter mieux, ni plus profondément, que ne l'a fait l'auteur de cet Ecrit precieux & il ſe ſeroit ſans doute contenté, au lieu de répéter ce que cet Ecrit a ſi bien dit, de prendre le parti deſintéreſſé de le publier ſans commentaire à la ſuite de ſes propres ouvrages, comme a fait en dernier lieu

* Le Chev. Nathaniel Gould.

l'auteur de l'excellent Traité des Principes de la Doctrine des Annuités Viageres *,

Ce n'eſt certainement pas avec plaiſir, que j'ai déprécié des plans, auxquels leur auteur a mis une ſi grande valeur ; mais la verité m'a forcé de parler & dans tout ce que j'ai dit je ne crois pas m'en être écarté ; ſi malgré la pureté de mes intentions ce malheur m'etoit arrivé, le repentir le plus ſincere & la réparation la plus authentique ſeroient les conſequences de mon erreur, à la moindre preuve qu'on m'en donneroit.

Je ſens, que je n'ai pu traiter d'illuſoires des plans de libération, ſi généralement applaudis & cependant ſi peu approfondis dans leurs vraies conſequences, ſans avoir en quelque façon contracté l'obligation d'en montrer de meilleurs. Je m'acquiterois certainement de ce devoir avec le zele, qui

* Le Baron Maſeres.

me

me porte à tout ce qui tend au bien de mes ſemblables, ſi la diſcuſſion de ce grand objet n'etoit pas trop longue & trop étrangere au ſujet principal de ce diſcours. Mais je veux au moins en dire deux mots & faire voir, ſous quel point de vue je l'enviſage.

Si le rembourſement de la dette de l'Angleterre n'eſt regardé, que comme un moyen de ſoulager l'Etat & la nation dans l'avenir & non comme un moyen de les ſoulager l'un & l'autre graduellement & efficacément dans le preſent, c'eſt une opération fauſſe & chimérique, ſans utilité réelle & ſans ſtabilité poſſible & qui ne pourroit émaner que d'un miniſtre, qui ignoreroit la vraie ſituation de ſa patrie, ou qui auroit dans l'opération des vues particulieres & étrangeres au bien public. Car il eſt impoſſible de ſe diſſimuler, que l'Etat touche à l'épuiſement de ſes reſſources, je ne dis pas abſolues, mais rélatives, c'eſt à

dire, conſiſtantes avec le maintien de la proſpérité générale ; parceque la nation ne peut, ni ſupporter ſans inconvenient des taxes nouvelles, ni ſupporter long-tems ſans inconvenient le poids des taxes actuelles. Voir les choſes autrement, c'eſt je crois ne pas les voir dans le vrai.

Or je conçois non ſeulement, qu'il eſt poſſible de tourner la libération publique, depuis le premier inſtant qu'elle commenceroit juſqu'a celui de ſa perfaite conſommation, au ſoulagement continuel de l'Etat & de la nation ; mais j'y vois même pour le gouvernement des reſſources, des économies & des facilités, infiniment au deſſus de tout ce qu'il pourroit ſe promettre du plus brillant crédit & de toute autre ſituation, que celle d'une grande dette ; parceque ces reſſources, ces économies & ces facilités tiennent immédiatement à l'opération de la libération d'une dette conſidérable, qui ſeule peut les rendre poſſi-

bles.

bles. Quelque paradoxe & improbable que puiſſe paroitre une pareille aſſertion, j'oſe aſſurer, que je n'avance rien, qui ne ſoit dans l'exacte verité & l'on va en juger par le peu, que les bornes de ce diſcours me permettront d'en développer.

L'opération de la liberation publique doit embraſſer la totalité de la dette de l'Angleterre ; car ſi elle n'en embraſſoit qu'une partie, il eſt évident, qu'elle oppoſeroit un obſtacle à la libre amélioration de l'intérêt de l'argent, qui dès lors s'arrêteroit néceſſairement à un taux plus haut, que le cours naturel des choſes ne le porteroit dans le cas d'une libération totale & ce ſeroit laiſſer ſubſiſter volontairement un très grand mal national. Si l'on croit, qu'il eſt de l'intérêt de l'Etat d'avoir une dette continuellement ſubſiſtante, le gouvernement jouira d'abord aſſez long-tems de cet avantage avec la dette actuelle & il n'aura pas à craindre d'en perdre l'occaſion

par

par la ſuite ; parcequ'il eſt malheureuſement plus facile de faire des dettes, que de les payer.

Les créanciers publics ne doivent être rembourſés ni au pair, ni à un taux fixe au deſſous du pair. Le rembourſement au pair ſeroit une prodigalité injuſtifiable & le rembourſement à un taux fixe au deſſous du pair laiſſeroit l'intérêt de l'argent à ce taux déſavantageux, ſi non pendant toute la durée de l'opération, au moins pendant une longue ſuite d'années, au grand prejudice des libres progrès de la proſpérité générale & même des opérations futures du gouvernement. Les rembourſemens de la dette publique doivent s'opérer de maniere, que d'un coté l'univerſalité des créanciers les trouve naturels, juſtes & avantageux & que de l'autre ils faſſent néceſſairement baiſſer l'intérêt de l'argent d'une fraction tous les ans, en tems

tems de guerre comme en tems de paix, juſqu'a ce qu'il ſoit tombé à 3 p%.

Tous les douze ou quinze ans & pendant tout le tems, que l'opération de la libération durera, elle doit dégager un million de revenu au profit du gouvernement & ce million de revenu, ainſi dégagé, doit chaque fois être employé à décharger la nation d'un million de taxes, ſi l'Etat eſt en paix & ſi l'Etat eſt en guerre, à ſervir de baſe aux emprunts du gouvernement, afin d'épargner à la nation autant de taxes nouvelles & lui procurer dans tous les cas l'avantage conſolant de n'en avoir jamais à ſupporter que de très moderées & ſeulement paſſageres, c'eſt à dire, limitées à un petit nombre d'années.

L'opération de la liberation ne doit exiger ſur le fond d'amortiſſement qu'un peu au de la d'un million & ſi le fond d'amortiſſement ne pouvoit pas fournir cette

ſomme

ſomme en entier, la nation gagneroit infiniment d'offrir de ſon propre mouvement de la completer par quelques taxes bien choiſies. La durée de l'opération embraſſeroit environ deux générations & le gouvernement ſe trouveroit lié au rembourſement ponctuel & imperturbable des capitaux de la dette, litéralement par la même nature d'engagement, qui le lie aujourd'huy au payement ponctuel & imperturbable de l'intérêt; cette eſpece d'engagement etant, je crois, le ſeul capable d'inſpirer une parfaite confiance aux créanciers, parceque le gouvernement l'a tenu religieuſement dans tous les tems.

Voila en ſubſtance les principales conditions, aux quelles la libération de la dette actuelle de l'Angleterre peut s'effectuer. Mais ce ſeroit rendre à l'Etat & à la nation un ſervice bien imparfait que de ſe borner, comme ont fait tous ceux qui ont traité ce ſujet, à la ſeule dette preſente, ſans donner

ner la moindre attention à la dette future. Car dans l'intervalle de la libération de la dette actuelle le gouvernement contracteroit une nouvelle dette, peutêtre auſſi grande que celle, qu'il ſeroit occupé d'éteindre & ſi cette nouvelle dette etoit contractée dans la maniere ordinaire, il eſt manifeſte, que ſes conſequences ſeroient, de contreagir ſans ceſſe les bons effets, qu'opéreroit naturellement la libération de l'ancienne ; de détruire le bien à meſure que cette opération le feroit ; de tenir la nation pendant deux générations dans un état continuellement languiſſant & de la replonger à la troiſieme dans le même abyme, dont on auroit voulu la tirer.

Mais eſt il poſſible d'empêcher, que le gouvernement ne contracte une nouvelle dette pendant la liberation de l'ancienne ? Si l'Angleterre pouvoit ſans de très grands inconveniens monter le crédit public ſur les principes, que je me propoſe de développer

lopper un jour & qu'il ne fallut pas pour cet effet renverſer des établiſſemens, auxquels il ſeroit infiniment dangereux de toucher dans l'état actuel des choſes, je prononcerois avec la plus ferme aſſurance que oui & l'on verroit alors une immenſe différence entre le ſyſtême de crédit public, que je propoſerois & le ſyſtême des emprunts, ſi imparfait, ſi mal raiſonné & ſous tous les rapports ſi fatal aux nations.

Le gouvernement ne peut donc pas éviter de contracter une nouvelle dette, en co-exiſtance avec la dette actuelle. Mais ne peut il pas au moins éviter de la contracter auſſi onereuſe, auſſi permanente & auſſi rembourſable que l'ancienne ? J'oſe prononcer que oui & je dis, qu'il eſt au pouvoir du gouvernement de créer une nouvelle dette très grande pendant la durée de la liberation de l'ancienne, non ſeulement ſans avoir à la rembourſer, mais ſans avoir à vouer à ſa légitime extinction

une

une obole au de la de la ſeule annuité perpétuelle, qu'il accorderoit aux prêteurs, au ſimple taux courant de l'intérêt de l'argent dans le moment de chaque emprunt, c'eſt à dire, ſans avoir à vouer à cette extinction aucune annuité quelconque acceſſoire à l'annuité perpétuelle. Comme je ſuis le premier, qui a eu le bonheur de découvrir cet avantage précieux dans l'opération de la libération publique & qu'a mon grand étonnement il a échappé a tous ceux, qui ont publié des Ecrits ſur cette opération, je vais me rendre plus intelligible par un exemple.

Je ſuppoſe d'abord l'opération de la libération publique commencée; car ſans ce préalable l'avantage, dont il s'agit, deviendroit impoſſible. Je ſuppoſe enſuite, que les beſoins extraordinaires de l'Etat obligent le gouvernement d'emprunter cinq, dix, vingt, trente millions, la ſomme etant indifférente. Enfin je ſuppoſe, que l'emprunt

prunt de ces cinq, dix, vingt, trente millions eſt contracté au pair à 5 p% en annuité perpétuelle, ſans rien de plus & que le gouvernement ſe réſerve la faculté de rembourſer les prêteurs à ſa volonté.

Je dis que le gouvernement aura le pouvoir de convertir graduellement l'emprunt d'annuité perpétuelle, qu'il eſt dans ſon origine, en une annuité déterminée de 32 ans ; ſans faire pour cet effet une obole de dépenſe au de la de l'annuité perpétuelle de 5 p% ; ſans rien prendre ſur l'intérêt des prêteurs, qui toucheront régulierement 5 p% juſqu'au parfait rembourſement de leurs capitaux & ſans rien prendre ſur leurs capitaux, qui leur ſeront exactement rembourſés au pair ; c'eſt à dire, au moyen de la plus fidelle exécution des conditions ſtipulées avec les prêteurs & ſans la moindre dépenſe au de la de ces conditions, l'emprunt perpétuel des cinq, dix, vingt, trente millions ſe trouvera de lui même graduelle-

graduellement converti pour le gouvernement en une annuité de 32 ans & s'éteindra par conſequent naturellement.

Si les emprunts du gouvernement ſe trouvoient contractés à $4\frac{3}{4}$, $4\frac{1}{2}$, $4\frac{1}{4}$, 4, $3\frac{3}{4}$, $3\frac{1}{2}$, $3\frac{1}{4}$ p$^{0}_{0}$ en annuité perpétuelle, leur converſion naturelle d'annuité perpétuelle en annuité déterminée, au moyen de la ſeule annuité perpétuelle accordée aux prêteurs, auroit lieu comme dans le cas précedent ; mais avec cette différence, qu'alors l'annuité déterminée ſeroit proportionnellement d'autant plus longue que 32 ans, que l'intérêt, au quel le gouvernement auroit emprunté, ſe ſeroit trouvé plus bas & le ſeul cas, où l'avantage de ces converſions ceſſeroit de pouvoir avoir lieu, ſeroit celui où le gouvernement emprunteroit a 3 p$^{0}_{0}$. Mais avant que l'intérêt de l'argent fut tombé à ce taux, le gouvernement auroit eu le tems de con-

tracter une grande dette de la maniere, que je viens d'expoſer.

L'auteur, que je me ſuis vu obligé de combattre, voudra bien me permettre de lui propoſer ce probleme à réſoudre. Par l'obſervation, que je viens de faire, que les emprunts contractés à 3 p^{o} ne deviennent plus ſuſceptibles d'être convertis en annuités déterminées, je crois lui avoir préparé les trois quart de la ſolution & j'eſpere, qu'il ne ſera pas long-tems ſans ſe procurer lui même les preuves démonſtratives de la verité de ce que j'avance. Si contre mon attente il n'y parvenoit pas, je me ferois un vrai plaiſir de les lui communiquer au moment où il le deſireroit. Au reſte je dois le prévenir, que j'opére les rembourſemens de la dette actuelle tout ſimplement par la methode ordinaire de l'accumulation de l'intérêt compoſé.

Un

Un plan de libération, qui opéreroit le rembourſement de la dette publique ſur un pied, que l'univerſalité des créanciers accepteroit avec empreſſement. Qui lieroit à ſa fidelle exécution tout à la fois les miniſtres & le gouvernement ; les miniſtres, par les reſſources & les facilités uniques, qu'il leur procureroit dans leurs opérations & qu'ils auroient grand ſoin de ſe conſerver ; le gouvernement par un engagement, auquel il lui deviendroit impoſſible de manquer ſans déclarer la banqueroute. Qui feroit baiſſer l'intérêt de l'argent dans une gradation non interrompue. Qui à des époques rapprochées libéreroit continuellement la nation d'une grande proportion de taxes, ou lui épargneroit la même proportion de taxes nouvelles & ne la mettroit jamais dans le cas d'en ſupporter, que de très moderées & ſeulement pour un court eſpace de tems. Qui fourniroit au gouvernement les moyens de contracter graduellement une très grande dette,

ou ce qui eſt la même choſe, de faire face à une grande maſſe de beſoins extraordinaires, ſans être obligé de vouer au rembourſement de cette dette, que la ſimple annuité perpétuelle, qu'il auroit accordée aux prêteurs au taux courant de l'intérêt de l'argent, dans le moment de chaque emprunt ; un tel plan de libération, ſi aucune circonſtance eſſentielle dans la ſituation de l'Angleterre ne m'a échappé, ſemble ne rien laiſſer à deſirer à l'Etat & à la nation pour le preſent & pour l'avenir ; & quand la parfaite conſommation d'un pareil plan de libération devroit même exiger un ſiecle & au de la, cette longue durée ne préſenteroit aucun inconvenient réel, puiſque dans tout cet intervalle de tems le ſoulagement de la nation & les reſſources de l'Etat iroient ſans ceſſe en augmentant. Je reviens à mon ſujet.

En France l'intérêt légal de l'argent a été fixé à 5 p° cn 1665 & depuis ce tems, c'eſt

c'eſt à dire, depuis 120 ans il n'a point varié ; car je ne compte point les courtes variations, qu'il a éprouvé dans les années, qui ont ſuivis immédiatement ce qu'on appelle le ſyſtême ; ainſi l'intérêt légal de l'argent a été réduit à 5 p^{o} cinquante ans plutôt en France qu'en Angleterre ; mais l'intérêt courant de la France n'a jamais été au deſſous de l'intérêt légal, du moins jamais généralement, ſi l'on excepte l'intervalle de tems qu'ont duré les déſordres du ſyſtême.

Voir un Etat comme la France reſter plus d'un ſiecle de ſuite, ſans améliorer l'intérêt de l'argent, préſente certainement un événement bien ſurprenant & ſuppoſe néceſſairement un autre événement très extraordinaire, dont il doit avoir été la conſequence, c'eſt à dire, que pendant 120 ans la proſpérité de la France a reſté la même ſans avancer ni rétrograder ſenſiblement, ou ce qui eſt la même choſe,

que dans ce long intervalle de tems la proſpérité de la France a alternativement avancé & rétrogradé de maniere, que ſes progrès & ſes déclins ſe ſont continuellement balancés, ſans jamais rien laiſſer de permanent ni en plus ni en moins.

Quelque incroyable que puiſſe paroitre cette ſuppoſition, il ne ſemble pas poſſible d'en révoquer en doute la verité; car ſi jamais nation n'a pu avancer ni rétrograder d'une maniere permanente dans ſa proſpérité, ſans opérer en même tems une baiſſe ou une hauſſe dans l'intérêt courant de l'argent, n'eſt il pas naturel d'inférer de la qu'une nation, chez laquelle l'intérêt courant de l'argent n'a ni baiſſé ni hauſſé pendant plus d'un ſiecle, n'a du éprouver dans tout cet intervalle de tems aucun changement réel dans ſa proſpérité? Peut on admettre la verité du principe ſans admettre la verité de la conſequence?

Où faut il chercher la cauſe de ce malheur de la France ? Quelque délicate que puiſſe être cette queſtion, l'homme, dont les intentions pures n'ont que le bien de l'humanité en vue, doit oſer la répondre & je vais le faire en deux mots, ou plutôt le raiſonnement le plus ſimple va le faire pour moi.

La France a été une des premieres nations de l'Europe à s'appliquer complétement le ſyſtême de l'Economie politique moderne, premiere circonſtance ; la France poſſede ſans contredit une des plus riches portions de la ſurface de la terre & une des meilleures eſpeces d'hommes, ſeconde circonſtance ; il eſt inconteſtable, qu'il ne manque rien au ſyſtême de l'Economie politique moderne, pour le rendre capable d'élever la proſpérité d'une nation à la pleine proportion de tous ſes avantages naturels, troiſieme circonſtance.

De ces trois circonſtances ne réſulte-t-il pas évidemment, que dans le cours naturel des choſes rien n'auroit du empêcher la France, de porter ſa proſpérité à une parfaite égalité avec ſes avantages naturels & par conſequent de l'élever bien au deſſus de celle de toutes les autres nations ? Cela n'eſt pas arrivé & la France ſe trouve non ſeulement à une prodigieuſe diſtance de ſa proſpérité poſſible, mais elle s'eſt même continuellement trouvé à une grande diſtance de la proſpérité d'une nation voiſine, qui s'eſt appliqué le ſyſtême de l'Economie politique moderne plus tard qu'elle & certainement ſur des données inférieures aux ſiennes.

Que faut il inferer de la ? Cela ſemble manifeſte ; car ſi la France ne peut s'en prendre de la médiocrité de ſa proſpérité ni à ſon ſol, ni à ſes hommes, ni à la ſcience de l'Economie politique, il ne lui reſte que de s'en prendre à ſes hommes d'Etat,

d'Etat, qui néceſſairement doivent, ou avoir ignoré les vrais principes de l'Economie politique, ou ne les avoir pas ſuivis ; ce n'eſt pas moi qui prononce ce jugement, quoique j'en euſſe eu le courage, ſi l'intérêt de mes ſemblables l'eut exigé ; c'eſt la verité elle même qui le prononce & qui me diſpenſe de le confirmer, comme je le pourrois, par d'innombrables faits anciens & récens.

Ainſi tant que les hommes d'Etat de la France continueront à conduire ſon Economie politique, comme ils ont fait & font encore juſqu'a ce moment ; il eſt impoſſible que la France puiſſe ſe montrer autrement dans l'avenir, qu'elle ne s'eſt montré dans le paſſé ; un ſiecle d'expérience etant plus que ſuffiſant pour juſtifier cette malheureuſe induction. La France aura certainement des périodes de proſpérité progreſſive, en dépit des fautes de ſes hommes d'Etat & par ſa ſeule tendance natu-

naturelle ; mais elle aura auſſi des périodes de proſpérité rétrograde ; parceque les moindres ſecouſſes ébranlent un édifice élevé ſur des fondemens mal aſſurés. Si l'édifice de la proſpérité de la France avoit au moins eu le bonheur de reſter aſſis ſur le ſimple ſol naturel, il auroit eu une certaine ſolidité ; mais il a eu le malheur d'être placé ſur un fondement artificiel ſi précaire, que tant qu'il y reſtera, il ne ſera ſuſceptible ni d'une grande élévation ni d'une grande réſiſtance.

Il n'y a point de nation en Europe, chez laquelle l'Economie politique ait ſubi & ait du néceſſairement ſubir autant de changemens qu'en France ; il eſt naturel d'être forcé de toucher ſouvent à un édifice bati ſur des fondemens vicieux ; mais ce qui eſt inconcevable, c'eſt que dans cette multitude de changemens, aucun des hommes d'Etat de la France n'ait ſu prendre l'édifice en ſous oeuvre & en attaquant le mal dans la ra-

cine lui porter remede une fois pour toutes. Depuis le premier juſques au dernier ils ont tous été dans l'erreur de croire, que c'etoit par ſa diſtribution intérieure que l'édifice pechoit & quoique toutes les diſtributions intérieures poſſibles ayent été ſucceſſivement tentées, abandonnées & repriſes ſans utilité durable; il n'eſt venu dans l'eſprit d'aucun d'eux de chercher le mal où il eſt réellement; combien ils auroient épargné de fatigues à la nation! car la caractériſtique des bons principes eſt de faire ſur le champ le bien de tous, ſans faire le mal de perſonne.

L'Economie politique n'eſt pas une ſcience de formes, elle eſt une ſcience de principes & quoique les formes méritent ſans contredit l'attention de l'homme d'Etat, la force des vrais principes eſt ſi irréſiſtible, qu'ils opéreroient le bien ſous les plus mauvaiſes formes mêmes, tandis que ſous les formes les plus parfaites il n'y a que

a que du mal à attendre de principes faux. Si l'Etranger *, qui pendant quelques années a conduit l'Economie politique de la France, & qui a cherché avec ſi peu de retenue à forcer l'opinion publique en faveur de ſes lumieres, avoit été bien pénetré de ce principe & des vrais maux de la France, il n'auroit jamais eu l'idée de vouloir établir ſa réputation ſur des bouleverſemens de formes, d'une ſi foible importance, lorſqu'on les conſidére comme remedes à ces maux ; il auroit commencé par donner des fondemens à l'édifice avant de s'occuper à lui donner un autre extérieur. En pur empirique il n'a adminiſtré à la France que des palliatifs, ſans toucher un ſeul inſtant aux vrais cauſes du mal & par conſequent ſans empêcher l'action continuelle de ces cauſes de l'emporter tôt ou tard ſur la réſiſtance de ſes foibles moyens.

* M. Necker.

L'An-

L'Angleterre, depuis la révolution juſques au commencement des troubles de l'Amérique, a continué ſans interruption dans un cours de proſpérité progreſſive & cependant il ne faut pas croire que les hommes d'Etat, qui ſe ſont ſuccedés les uns aux autres dans cet intervalle de tems, ayent tous eté des hommes éclairés ; dans le nombre il y en a certainement eu d'une capacité médiocre. Mais comment eſt il arrivé, que leurs fautes n'ayent pas arrêté le cours de la proſpérité de l'Angleterre ? C'eſt parceque les bons principes de l'Economie politique, une fois bien enracinés dans une nation, ont la force de ſupporter les attaques paſſagéres d'hommes d'Etat ignorans, dans les mains deſquels il eſt impoſſible, que les nations les plus heureuſes mêmes puiſſent éviter de tomber quelques fois.

En France au contraire les hommes d'Etat n'ont jamais été guidés par les

vrais

vrais principes, à commencer du premier & du plus célèbre parmi eux *, comme je crois l'avoir prouvé plus haut & c'eſt par cette raiſon, que les mauvaiſes opérations ont toujours cauſé plus de mal en France, qu'elles n'en auroient fait ſous un bon ſyſtême ; ainſi qu'on le voit manifeſtement dans le cas de l'intérêt de l'argent ; car depuis cinquante ans au moins il n'y a pas eu une année, pas un mois, pas un jour, pas une heure, s'il eſt permis de s'exprimer ainſi, où la France n'ait été parfaitement préparée à une baiſſe dans l'intérêt courant de l'argent & ne l'eut certainement éprouvée, ſi le cours naturel des choſes n'avoit pas été ſans ceſſe contrarié, par les erreurs de toute eſpece des hommes d'Etat & ſur tout par des opérations de crédit deſtituées, j'oſe dire, de toutes lumieres, qu'on s'eſt permis en France dans tous les tems & juſques à ce moment.

* M. Colbert.

L'opé-

L'opération même, par laquelle on a mis en dernier lieu une partie de la dette publique de la France dans un cours de rembourſemens, pouvoit elle ſeule fournir des moyens infaillibles, pour amener une réduction ſenſible & prompte dans l'intérêt courant de l'argent ; ſans compter une multitude d'avantages précieux & acceſſoires à la libération, qu'on auroit pu s'en promettre, même avec beaucoup moins de dépenſe. Mais cette opération a été combinée ſur des principes ſi bornés & ſi vuides des grandes vues, qu'elle préſentoit pour le bien général, que la France n'en tirera pas la millieme partie des fruits, qu'elle auroit pu en recueillir par une combinaiſon plus éclairée & le mal qu'on lui a fait ſous une foule de rapports, en ne ſe formant pas la moindre idée du parti immenſe, qu'on pouvoit tirer d'une occaſion auſſi heureuſe, eſt inexprimable.

Une derniere circonſtance, ſous laquelle je veux encore dans ce diſcours conſidérer les fauſſes déterminations de l'homme d'Etat, eſt la guerre. Sous le ſyſtême de l'Economie politique moderne la guerre peut devenir fatale à une nation de deux manieres principalement ; en interrompant ſon commerce extérieur & en appauvriſſant l'induſtrie nationale dans la maſſe de ſes capitaux. L'interruption du commerce extérieur eſt cauſée par la négligence ou l'incapacité de l'homme d'Etat à protéger ce commerce contre les dépredations de l'ennemi & l'appauvriſſement de l'induſtrie nationale dans la maſſe de ſes capitaux eſt cauſée par les ſommes, que la nation exporte & dépenſe ſur ſa propre richeſſe nominale hors de ſon territoire, pour l'entretien de ſes forces de terre & de mer.

Lorſque la guerre interrompt le commerce extérieur d'une nation, les commerçans

çans ceſſent de faire paſſer des capitaux dans les mains des entrepreneurs de manufactures, chez leſquels ils ſe fourniſſoient pour la conſommation étrangere ; les entrepreneurs de manufactures ceſſent de maintenir les manufacturiers, dont les bras étoient occupés à travailler pour cette conſommation & dès ce moment les manufacturiers reſtent ſans travail & par conſequent ſans pain, ſi par une augmentation proportionnée dans le commerce intérieur, l'homme d'Etat ne remplace pas aux commerçans & aux entrepreneurs de manufactures le commerce extérieur interrompu. Mais comme dans preſque tous les cas la guerre interrompt le commerce extérieur trop ſubitement & dans une trop grande proportion, il eſt clair, d'après les principes que j'ai établis plus haut, que dans preſque tous les cas ſon remplacement par le commerce intérieur devient impraticable & que le malheureux ſort des manufacturiers eſt

d'être forcés de mandier leur pain ou de s'expatrier.

Le mal ne se borne pas aux seuls manufacturiers ; il s'étend dans la même proportion sur les laboureurs ; car comme le marché des productions de la terre se trouve rétréci à la fois, par l'interruption du commerce extérieur & par la diminution, qu'opére néceſſairement dans le commerce intérieur l'anéantiſſement des facultés des manufacturiers, qui n'ont plus d'équivalent à donner en retour de leur ſubſiſtance ; les fermiers ſe voyent forcés de cultiver moins de terres, par conſequent d'employer moins de bras dans leurs travaux & la miſere des laboureurs devient parfaitement ſemblable à celle des manufacturiers.

Mais le plus grand mal, que cauſe à une nation l'interruption de ſon commerce extérieur en tems de guerre, eſt de la réduire à la

à la néceſſité d'exporter ſa propre richeſſe nominale, pour fournir aux dépenſes, qu'exige la guerre dans des territoires étrangers ; car cette exportation de la richeſſe nominale devient non ſeulement une ſource de malheurs pour la nation deja pendant la guerre, mais elle étend ſes conſéquences fatales ſur la proſpérité de la nation bien loin dans l'avenir, comme je vais le faire voir en développant ces conſequence dans leur enchainement naturel.

Il eſt manifeſte, qu'une nation, qui exporteroit annuellement une portion de ſa richeſſe nominale, pour faire face aux dépenſes de la guerre hors de ſon territoire, diminueroit tous les ans la maſſe de cette richeſſe nominale & néceſſairement chaque année dans une proportion plus grande ; car ſi ſur une richeſſe nominale de deux milliards, par exemple, la nation etoit obligée d'exporter annuellement cent millions, il eſt clair, que ces cent millions forme-

roient la vingtieme partie de la totalité de ſa richeſſe nominale la premiere année ; la dixneuvieme partie la ſeconde ; la dix-huitieme partie la troiſieme ; la dixſeptieme partie la quatrieme & ainſi de ſuite.

De la diminution dans la maſſe de la richeſſe nominale de la nation réſulteroit néceſſairement une diminution dans les facultés du peuple à payer les taxes. Car ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, qui ne connoit que les ſeules taxes en argent, les facultés du peuple à payer ce genre de taxes diminuent en raiſon directe de la diminution, qu'éprouve la maſſe de la richeſſe nominale & le même peuple, qui etoit capable de payer cinq cent millions en taxes, ſur le pied d'une richeſſe nominale de deux milliards, devient moins capable de payer ces mêmes cinq cent millions, ſur le pied d'une richeſſe nominale de dix neuf cent millions, dans le rapport de 20 à 19 ; moins capable de

de les payer, ſur le pied d'une richeſſe nominale de dix huit cent millions, dans le rapport de 20 à 18; moins capable de les payer, ſur le pied d'une richeſſe nominale de dix ſept cent millions, dans le rapport de 20 à 17 & ainſi à proportion; comme je l'expliquerai plus amplement dans le diſcours, que je me propoſe de vouer aux taxes en général.

Une ſeconde diminution dans les facultés du peuple à payer les taxes réſulteroit néceſſairement de la diminution dans la circulation générale de la nation, par l'interruption du commerce extérieur; car ſous le même ſyſtême de l'Economie politique moderne les facultés du peuple à payer les taxes diminuent en raiſon directe de la diminution, qu'éprouve la circulation générale & le même peuple, qui, comme dans le cas précédent, etoit capable de payer cinq cent millions en taxes, ſur le pied d'une circulation générale de deux mil-

milliards, devient moins capable de payer ces mêmes cinq cent millions, ſur le pied d'une circulation générale de dix neuf cent millions, dans le rapport de 20 à 19; moins capable de les payer, ſur le pied d'une circulation générale de dix huit cent millions, dans le rapport de 20 à 18; moins capable de les payer, ſur le pied d'une circulation générale de dix ſept cent millions, dans le rapport de 20 à 17 & ainſi à proportion; comme je le ferai auſſi voir en ſon tems.

En ſuppoſant donc, qu'au commencement d'une guerre la richeſſe nominale & la circulation générale d'une nation ſeroient de deux milliards; que la nation exporteroit annuellement hors de ſon territoire cent millions & que l'interruption du commerce extérieur retrancheroit cent millions de la circulation générale; il eſt clair, que les facultés du peuple à payer les ſeules anciennes taxes diminueroient d'un

dixieme

dixieme la premiere anné ; d'un dixieme & demi la ſeconde ; d'un cinquieme la troiſieme, d'un quart la quatrieme & ainſi de ſuite & par conſequent dans une plus grande proportion, en comptant les nouvelles taxes, que la guerre peut occaſionner. Cette maniere de voir & de calculer les choſes ne pourroit paroitre extraordinaire qu'a ceux, qui ignoreroient, que cauſe & effet ſont auſſi inſéparablement & auſſi proportionnellement liés enſemble dans l'Economie politique, que dans le monde phyſique & que poſer une diminution, ſoit dans la richeſſe nominale, ſoit dans la circulation générale, ſoit dans toutes les deux à la fois, eſt néceſſairement poſer dans la même proportion une diminution dans les facultés du peuple à payer les taxes.

De la diminution dans les facultés du peuple à payer les taxes réſulteroit néceſſairement une diminution dans le crédit public ; car les opérations du crédit pub-

lic, de la maniere inſenſée dont ce crédit à été exercé juſqu'ici, conſiſtent dans des emprunts & comme les emprunts ſuppoſent indiſpenſablement dans l'emprunteur, au moins la faculté de payer l'intérêt des capitaux, qu'il emprunte ; il eſt clair, que le prêteur, du moment où il ne voit plus cette faculté dans l'emprunteur, ou ne la voit plus certaine, ceſſe de prêter, ou prête plus difficilement. Or comme les facultés d'un Etat à payer l'intérêt des capitaux, qu'il emprunte & les facultés du peuple à payer les taxes ſont la même choſe, il eſt évident, qu'il eſt impoſſible que le peuple devienne moins capable ou incapable de payer les taxes, ſans que l'Etat devienne moins capable ou incapable d'emprunter & par conſequent ſans que le crédit public diminue ou s'anéantiſſe.

De toutes ces conſequences, que préſente l'interruption du commerce extérieur pendant la guerre ; de l'exportation

de

de la richeſſe nominale ; de la diminution dans la maſſe de cette richeſſe nominale ; de la diminution dans la circulation générale ; de l'incapacité dans le peuple à payer les taxes & de l'anéantiſſement du crédit public réſulteroit en définitif l'impoſſibilité dans la nation de continuer la guerre & par conſequent la néceſſité de demander la paix ſous les circonſtances les plus défavorables.

Dans la guerre de 1755 la France a confirmé, pour ainſi dire, litéralement tout l'enchainement des conſequences, ſous leſquelles je viens de préſenter la guerre, lorſque l'homme d'Etat la conduit ſans principes. Dans cette guerre le commerce extérieur de la France, deſtitué de toute protection, fut totalement interrompu ; la France fut forcée de prendre ſur ſa propre richeſſe nominale des ſommes conſidérables pour fournir aux dépenſes, qu'exigeoient dans des territoires étrangers ſes armées,

mées, ſes flottes & ſes alliances ; le peuple devint incapable de payer les taxes ; le crédit public s'anéantit & la France, continuellement affoiblie dans ſes reſſources, fut enfin réduite à la néceſſité de demander la paix & de recevoir la loi de l'ennemi.

Mais la mauvaiſe paix ne ſeroit pas tout le mal, que l'homme d'Etat auroit fait à ſa nation, en ne la maintenant point dans ſon commerce extérieur pendant la guerre ; la nation ſeroit néceſſairement arrivée à la paix avec moins de richeſſe nominale, qu'elle n'en avoit au commencement de la guerre, c'eſt à dire, avec moins de capitaux & comme les capitaux ſont tout à la fois les élémens & la meſure de la proſpérité des nations ; il eſt évident, qu'a la paix la nation ſe trouveroit avoir rétrogradé dans ſa proſpérité ſur celle, dont elle jouiſſoit au commencement de la guerre, de toute la diminution, qu'auroit éprouvé la maſſe de ſes capitaux, ou ce qui eſt la même

même choſe, que l'homme d'Etat ſe trouveroit avoir détruit autant de proſpérité pendant la guerre, que la nation auroit exporté & dépenſé de capitaux dans des territoires étrangers.

De la on voit, comment il pourroit arriver à une nation d'exiſter des ſiecles de ſuite, ſans avancer ni rétrograder réellement, ou du moins bien ſenſiblement dans ſa proſpérité ; pour la réduire à ce malheur, ſes hommes d'Etat n'auroient qu'a lui faire perdre continuellement en tems de guerre, en tout ou en partie, l'accroiſſement de proſpérité, qu'elle auroit acquis en tems de paix.

C'eſt de cette maniere qu'on peut expliquer en partie, pourquoi un ſiecle entier n'a pas été capable de montrer la France avec des progrès ſolidement ſuivis dans ſa proſpérité. Dans les grandes guerres, qu'elle a eu à ſoutenir ſous les regnes de ſes

deux

deux derniers Rois, heureuſes & malheureuſes, il n'y en a eu aucune, dans laquelle ſon commerce extérieur n'ait été plus ou moins interrompu ; dans laquelle elle n'ait été réduite à la néceſſité de dépenſer dans des territoires étrangers des ſommes plus ou moins conſidérables ſur ſa propre richeſſe nominale & dans laquelle par conſequent elle n'ait plus ou moins rétrogradée ſur ſa proſpérité acquiſe en tems de paix. Car accroiſſement de territoire & accroiſſement de proſpérité ne ſont pas la même choſe & la France auroit pu accroitre ſon territoire de celui de tout le reſte de l'Europe, ſans que pour cela le reſte de l'Europe ni elle ſe fuſſent trouvés dans un état de plus grande proſpérité, plus floriſſants dans l'agriculture, dans les manufactures & dans la population. Territoire & proſpérité non ſeulement s'acquierrent par des moyens bien différens ; mais il eſt bien rare, que ce ne ſoit pas aux depens de ſa proſpérité, préſente ou future,

ture, qu'une nation agrandiſſe ſon territoire.

En tems de paix le commerce extérieur contrarie les progrès de la proſpérité des nations ; en tems de guerre ſon interruption les détruit. D'un autre coté, ſi une nation banniſſoit de ſon Economie politique tout commerce extérieur, elle favoriſeroit à la verité ſa proſpérité dans ſes progrès futurs en tems de paix, mais elle la détruiroit dans ſes progrès actuels en tems de guerre ; que réſulte-t-il de la ? Que l'homme d'Etat, pour rendre le commerce extérieur le moins fatal poſſible à ſa nation, doit le maintenir invariablement dans tous les tems ; alors le mal, que ce commerce fait à la proſpérité en tems de paix, ſe trouve en quelque façon compenſé par le mal, dont il la ſauve en tems de guerre ; car en maintenant le commerce extérieur en tems de guerre, l'homme d'Etat maintient en même tems les balances

lances favorables, que ce commerce procure & cet avantage lui donne les moyens, par un ſimple changement dans la deſtination de ces balances favorables, de préſerver la proſpérité de ſa nation de tout déclin pendant la guerre.

En tems de paix la deſtination des balances favorables eſt d'augmenter la maſſe des capitaux de la nation ; en tems de guerre leur deſtination doit être de prévenir toute diminution dans la maſſe de ces capitaux & l'homme d'Etat remplit cet objet, lorſqu'il fait ſervir les balances favorables aux dépenſes, que la guerre exige dans des territoires étrangers ; alors la richeſſe nominale de la nation n'éprouve aucune diminution ; le peuple reſte capable de payer les taxes ; le crédit public ſe maintient invariablement ; la continuité des reſſources de la nation la met en état de continuer la guerre, d'attendre que l'ennemi ſoit forcé de demander la paix,

d'en

d'en dicter les conditions & d'y arriver peutêtre avec plus de capitaux & par conſequent avec plus de proſpérité, qu'elle n'en avoit avant la guerre.

Pour effectuer ces avantages, l'homme d'Etat achete des commerçans les balances favorables & dans tel pays, où ces balances puiſſent être du ; dans tel pays, où la guerre puiſſe exiger des dépenſes, il acquiert les moyens de payer par tout ; parceque les commerçans lui remettent les balances dans la monnoye générale des nations, c'eſt à dire, en lettres de change & comme toute balance de commerce favorable ſuppoſe le change au deſſus du pair dans la nation étrangere, il eſt clair, que l'homme d'Etat peut accorder un bénéfice raiſonnable aux commerçans, ſans ſe trouver en définitif leur avoir payé, du moins dans bien des cas, plus qu'il n'auroit reçu d'eux ; pourvu qu'il traitat avec eux, comme eux mêmes traitent enſemble, par

le

le ſeul miniſtère des agens prépoſés à ce genre de négociation & qu'il évitat des intermédiaires couteux, qui ne le ſerviroient pas mieux, qu'il ne peut ſe ſervir lui même.

En ſe donnant ainſi la faculté de faire face aux dépenſes de la guerre dans les territoires étrangers ſur la richeſſe nominale des autres nations, l'homme d'Etat donne en même tems les plus grands encouragemens au commerce extérieur de la ſienne ; car les bénéfices, que les commerçans ſe procurent dans leurs négociations avec lui, les engagent à multiplier leurs exportations, dans la vue d'avoir des fonds à lui vendre dans les pays étrangers & de jouir à la fois des profits du commerce & des profits ſur leurs traites ; & les produits de ces exportations extraordinaires joint à ceux des balances favorables fourniſſent à l'homme d'Etat les plus amples reſſources, pour ſoutenir avec facilité le poids de la guerre,

guerre, ſans entamer les capitaux de ſa nation.

Un auteur Anglois d'un grand mérite * fait voir, que ſa nation s'eſt trouvé dans cette heureuſe ſituation pendant la guerre de 1755. Cette guerre a couté à l'Angleterre quatrevingt dix millions de livres ſterling & les deux tiers de cette énorme ſomme ont été dépenſés dans des territoires étrangers. En ſuppoſant contre toute vraiſemblance que l'Angleterre, au moment où elle eſt entré en guerre, circuloit chez elle trente millions en eſpeces d'or & d'argent, il eſt clair, que pour faire face aux dépenſes de la guerre hors de ſon territoire ſur ſa propre richeſſe nominale, il auroit fallu que dans l'intervalle des ſept années de la guerre la totalité de ſon numeraire en or & en argent eut été exporté & réimporté deux fois. Or non ſeulement

* Le Dr. Adam Smith.

l'Angleterre n'a pas exporté la moindre partie de ſa richeſſe nominale pendant toute la guerre; mais on eſt fondé de croire, que la maſſe de ſes eſpeces d'or & d'argent s'eſt même trouvé plus grande à la paix, qu'elle n'avoit été au commencement de la guerre; preuve inconteſtable, que les balances favorables & les exportations extraordinaires ont plus que ſuffi, pour fournir aux immenſes dépenſes de la guerre dans toutes les parties du globe.

Cet exemple de l'Angleterre & l'exemple oppoſé de la France dans la même guerre offrent les preuves les plus convaincantes de tout ce que je viens de dire, ſur la néceſſité de maintenir le commerce extérieur en tems de guerre & ſur le bien ou le mal, que l'homme d'Etat fait à ſa nation en ſuivant ou en perdant de vue cette verité. Je terminerai ici les obſervations, par leſquelles je m'etois propoſé de montrer ſur quelques objets de l'Economie politique

litique moderne, combien les erreurs des hommes d'Etat peuvent devenir funeſtes aux nations & je vais continuer ce qui me reſte à dire ſur le ſyſtême de l'Economie politique moderne en général.

Une queſtion fondamentale, qui reſte encore à réſoudre dans l'Economie politique moderne, eſt de ſavoir dans quelle proportion le territoire d'une nation doit être réparti entre ſes cultivateurs pour opérer, à ſyſtême de culture égal, le plus grand produit poſſible. La plupart des Ecrivains ont penchés pour les petites portions de terre ; mais aucun d'eux n'a conſidéré ni traité la queſtion dans toute l'étendue de ſes circonſtances ; ils ſe ſont contentés de partir d'après les ſuccès, qu'ont eu les petites diviſions de terres ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue des anciens Romains ; mais il ſemble, que dans les ſaines regles du jugement ces ſuccès n'auroient jamais du être enviſagés

comme une raiſon ſuffiſante, pour appliquer les mêmes diviſions à un ſyſtême d'Economie politique totalement différent.

Sous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, la claſſe des mannfacturiers ne peut exiſter, que ſur le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs ; c'eſt dans la maſſe de ce ſuperflu de ſubſiſtance, que conſiſte toute la nourriture poſſible des manufacturiers & ils ſont dans l'incapacité phyſique de multiplier au de la ; car juſques au moment, où une nation a porté l'agriculture ſur toute l'étendue de ſon territoire au dernier degré de perfection, je bannis toute ſubſiſtance étrangere de la nourriture des manufacturiers ; parceque une nation eſt néceſſairement dans un état vicieux & par conſequent hors des vrais principes, lorſqu'elle cherche dans des territoires étran-

gers

gers une ſubſiſtance, que ſon propre territoire eſt capable de produire.

Ainſi plus le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs eſt grand, plus il reſte de nourriture pour les manufacturiers & par conſequent plus les manufacturiers ſont capables de multiplier & moins le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs eſt grand, moins il reſte de nourriture pour les manufacturiers & par conſequent moins les manufacturiers ſont capables de multiplier.

Or plus le nombre des cultivateurs eſt grand, à produit égal des terres, moins il reſte de ſuperflu de ſubſiſtance & par conſequent de nourriture pour les manufacturiers & moins le nombre des cultivateurs eſt grand, à produit égal des terres, plus il reſte de ſuperflu de ſubſiſtance & par conſequent de nourriture pour les manufacturiers,

De même, plus le nombre des animaux deſtinés aux travaux de la culture eſt grand, toutes circonſtances égales, moins il reſte aux cultivateurs de ſuperflu de ſubſiſtance & par conſequent de nourriture pour les manufacturiers & moins le nombre des animaux deſtinés aux travaux de la culture eſt grand, toutes circonſtances égales, plus il reſte aux cultivateurs de ſuperflu de ſubſiſtance & par conſequent de nourriture pour les manufacturiers.

C'eſt ſous ces deux circonſtances principalement, le nombre des cultivateurs & le nombre des animaux deſtinés à la culture, que je vais conſidérer les différentes proportions, qu'une nation ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, peut adopter dans la diviſion de ſes terres ; j'aurois pu faire entrer dans cet examen d'autres circonſtances encore, phyſiques & morales, mais je crois que les deux, que j'ai choiſies, ſuffiront

ſuffiront pour réſoudre la queſtion, dont il s'agit.

Dans ce que je vais dire ce ne ſera pas le raiſonnement ſeul qui me guidera; je partirai d'après des faits authentiques & je ſuivrai les lumieres, qu'a répandu ſur cette matiere le cultivateur le plus éclairé de l'Angleterre & l'Ecrivain ſur l'agriculture le plus célèbre de l'Europe *. Ce citoyen infatigable a parcouru les fermes de ſa Patrie de Comté en Comté, non ſeulement en obſervateur habile, mais en géometre exact, qui a tracé & calculé, ſous les plus minutieux rapports, les pratiques & les réſultats des pratiques, que les terres & les cultivateurs ont préſentés à ſes yeux d'une extremité du roiaume à l'autre.

En profitant des matériaux, que m'offrent ſes minutes, toutes rédigées ſur les

* M. Arthur Young.

lieux, je diviſerai comme lui les fermes d'une nation en trois claſſes générales, en petites, en moyennes & en grandes ; j'appellerai petites fermes celles qui ne ſont cultivées qu'avec une charrue, moyennes fermes celles qui ſont cultivées avec deux charrues & grandes fermes celles qui ſont cultivées avec trois charrues ; dans les minutes les grandes fermes embraſſent depuis trois juſques à ſix charrues, mais cela eſt indifférent pour l'objet, que je me propoſe & je reſterai pour un moment à ma diviſion.

Dans les minutes une ferme de 30 acres ſe trouve cultivée avec une charrue ; elle entretient toute l'année trois chevaux & deux cultivateurs, ſavoir le fermier & un domeſtique ; une ferme de 55 acres ſe trouve cultivée avec deux charrues ; elle entretient toute l'année cinq chevaux & trois cultivateurs, ſavoir le fermier & deux domeſtiques ; une ferme de 88 acres ſe

trouve

trouve cultivée avec trois charrues ; elle entretient toute l'année ſix chevaux & quatre cultivateurs, ſavoir le fermier & trois domeſtiques. Les terres de ces trois claſſes de fermes ſont ſuppoſées des terres arables, cultivées de la même maniere, du même produit annuel par acre & travaillées occaſionnellement par un nombre d'ouvriers extraordinaires, proportionnellement égal à la quantité d'acres dans chaque ferme, c'eſt à dire, au nombre de cultivateurs & de chevaux près toutes les autres circonſtances des trois eſpeces de fermes ſont ſuppoſées parfaitement égales.

De ces faits il réſulte, que les petites fermes maintiennent un cultivateur fixe ſur 15 acres & un cheval ſur 10 ; les moyennes fermes un cultivateur fixe ſur 18⅓ acres & un cheval ſur 11 ; les grandes fermes un cultivateur fixe ſur 22 acres & un cheval ſur 14⅔. C'eſt la nation de l'Europe, qui a fondé ſa culture ſur les meil-

meilleurs principes, qui donne & pratique ces proportions ; on eſt donc authoriſé à les regarder, ſi non comme des regles univerſellement applicables, au moins comme les plus proches approximations de ces regles & certainement comme plus dignes de ſervir de baſe au raiſonnement, que les marches irrégulieres, que préſentent les pratiques imparfaites, que ſuivent encore dans leur agriculture la plupart des autres nations. Je vais donc les adopter & en développer les conſequences plus particulierement dans l'exemple d'une nation, dont je ſuppoſerai le territoire propre à fournir 30 millions d'acres en terres arables.

En exprimant les proportions cy deſſus en nombres ronds, la nation auroit ſous le ſyſtême des petites fermes 1,000,000 de fermes de 30 acres chacune, 2,000,000 de cultivateurs fixes & 3,000,000 de chevaux. Sous le ſyſtême des moyennes fermes elle auroit

auroit 545,000 fermes de 55 acres chacune, 1,635,000 cultivateurs fixes & 2,725,000 chevaux. Sous le ſyſtême des grandes fermes elle auroit 341,000 fermes de 88 acres chacune, 1,364,000 cultivateurs fixes & 2,046,000 chevaux & comme les productions de la terre, que conſomme pour ſa nourriture un cheval, peuvent être conſidérées comme égales en valeur à celles, que conſomme pour ſa nourriture un laboureur, la nation peut être regardé comme ayant 5,000,000 de cultivateurs fixes ſous le ſyſtême des petites fermes; 4,360,000 ſous le ſyſtême des moyennes fermes & 3,410,000 ſous le ſyſtême des grandes fermes.

Sous le ſyſtême des grandes fermes la nation auroit donc 950,000 cultivateurs fixes de moins que ſous le ſyſtême des moyennes fermes; ſous le ſyſtême des moyennes fermes 640,000 cultivateurs fixes de moins que ſous le ſyſtême des petites

tites fermes & ſous le ſyſtême des grandes fermes 1,590,000 cultivateurs fixes de moins que ſous le ſyſtême des petites fermes ; par conſequent ſous le ſyſtême des grandes fermes la nation pourroit maintenir 950,000 manufacturiers de plus que ſous le ſyſtême des moyennes fermes ; ſous le ſyſtême des moyennes fermes 640,000 manufacturiers de plus que ſous le ſyſtême des petites fermes & ſous le ſyſtême des grandes fermes 1,590,000 manufacturiers de plus que ſous le ſyſtême des petites fermes.

On pourroit dire, qu'il eſt indifférent pour la population d'une nation, que ſes hommes ſoyent dans l'agriculture ou dans les manufactures, pourvu que ces hommes exiſtent ; cela eſt vrai, lorſqu'une nation n'eſt conſidérée qu'en général ; mais cela n'eſt pas vrai, lorſqu'une nation eſt conſidérée ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufac-

tures ; car il eſt de l'eſſence de ce ſyſtême, que le plus grand nombre de manufacturiers poſſible ſoit maintenu par le plus petit nombre de cultivateurs poſſible. Une nation peut, ſi elle veut, changer ſon ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, en un ſyſtême d'agriculture abſolue, mais elle ne peut pas attribuer à l'un des deux ſyſtêmes les proprietés de l'autre & il n'y a point de milieu, en adoptant le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, il faut que la nation l'admette dans ſes principes, ou qu'elle le manque dans ſes conſequences.

D'ailleurs les petites & les moyennes fermes exigent non ſeulement un plus grand nombre de cultivateurs, mais un plus grand nombre de chevaux pour la culture, que les grandes fermes ; dans l'exemple cy deſſus la différence entre les petites & les grandes fermes eſt de près d'un

d'un millions de chevaux, c'eſt à dire, de près d'un tiers dans la totalité & comme chaque cheval enlève la nourriture & par conſequent l'exiſtance d'un homme, il eſt évident, que ſous le ſyſtême des grandes fermes l'agriculture devient capable de maintenir une très grande proportion, non ſeulement de manufacturiers, mais d'hommes de plus, que ſous le ſyſtême des moyennes & des petites fermes, ou ce qui eſt la même choſe, que le ſyſtême des grandes fermes eſt tout à la fois plus favorable au ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, & plus favorable à la population en général, que le ſyſtême des moyennes & des petites fermes.

Dans les mêmes minutes, qui m'ont ſervi de baſe, une ferme de 150 acres ſe trouve cultivée avec quatre charrues, elle entretient toute l'année huit chevaux & neuf cultivateurs, ſavoir un fermier & huit

domeſ-

domeſtiques. Une forme de 160 acrés ſe trouve cultivée avec cinq charrues, elle entretient toute l'année dix chevaux & neuf cultivateurs, ſavoir un fermier & huit domeſtiques. Une ferme de 240 acres ſe trouve cultivée avec ſix charrues, elle entretient toute l'année douze chevaux & dix ſept cultivateurs, ſavoir un fermier & ſeize domeſtiques ; ſi dans chacune de ces trois eſpeces de fermes on réduit les chevaux en cultivateurs, elles donnent toutes un cultivateur ſur huit acres & une fraction, qui eſt la même proportion, que donnent les fermes à trois charrues, d'ou il réſulte, que les fermes à quatre, à cinq & à ſix charrues préſentent les mêmes avantages ſur les fermes à une & à deux charrues, que les fermes à trois charrues & par conſequent, que les fermes à trois, à quatre, à cinq & à ſix charrues doivent être regardé comme formant une même claſſe.

Dans

Dans toutes les trois eſpeces de fermes, dans les petites, dans les moyennes & dans les grandes, le produit annuel des terres à été ſuppoſé proportionnellement égal ; mais c'eſt contre le témoignage des faits & l'auteur des minutes a non ſeulement trouvé les petites fermes plus mal cultivées, que les moyennes & les moyennes plus mal cultivées que les grandes, mais il a prouvé par une varieté d'obſervations judicieuſes, que cela devoit néceſſairement être ainſi ; par conſequent les déſavantages des petites & des moyennes fermes & les avantages des grandes doivent être regardés, comme plus conſidérables encore, que les comparaiſons cy deſſus ne les ont montrès, de toute la différence dans le produit annuel des terres.

Si les animaux deſtinés à la culture, au lieu d'être des chevaux, etoient des boeufs, la conſommation des productions de la terre, individuellement conſidérée pour chaque

chaque animal, ſeroit moindre, parceque l'expérience prouve, que le cheval conſomme plus que le boeuf, qui reſtitue d'ailleurs aux hommes dans ſa chair une portion de ſa nourriture, qu'il leur enléve en productions de la terre ; mais l'expérience prouve auſſi, que pour opérer la même culture, il faut néceſſairement plus de boeufs que de chevaux & ſans examiner ici, ſi cette augmentation dans le nombre des boeufs néceſſaires à la culture ſe trouveroit compenſée ou non compenſée par l'avantage, que le boeuf préſente ſur le cheval quand à la nourriture, il eſt clair, que dans tous les cas les fermiers des petites & des moyennes fermes ſeroient obligés d'en employer une plus grande proportion, que les fermiers des grandes fermes.

Quand aux fermes, qui ne peuvent être cultivées qu'avec plus de ſix charrues & que j'appellerai exceſſives, leur trop grande

étendue oppoſe néceſſairement des obſtacles à leur bonne culture. L'oeil du fermier devient incapable d'embraſſer l'enſemble des terres de ſa ferme ; la multiplicité des détails ne lui permet pas de donner à tous la même attention ; les laboureurs mal derigés & mal ſurveillés dans leurs travaux les exécutent impartaitement ; le moment important pour chaque opération peut rarement être bien ſaiſi & la conſequence de tous ces inconveniens doit naturellement être une culture incomplete & par conſequent un produit annuel inférieur à celui des fermes cultivées à trois, à quatre, à cinq & à ſix charrues.

Voila ce que l'expérience prononce en Angleterre ſur les avantages & les déſavantages des petites, des moyennes, des grandes & des exceſſives diviſions de terres. S'il eſt impoſſible de rejéter des lumieres puiſées dans la ſource la plus certaine des con-

connoiſſances humaines, il eſt inconteſtable, que par le ſyſtême des fermes à trois, à quatre, à cinq & à ſix charrues une nation, ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ſe procure tout à la fois une plus grande maſſe de ſubſiſtance pour elle en général & un plus grand ſuperflu de ſubſiſtance pour ſes manufacturiers en particulier, que par le ſyſtême des fermes à une, à deux & à plus de ſix charrues & qu'elle perdroit conſidérablement à donner aux petites & aux moyennes diviſions de terres la préférence ſur les grandes.

A cet expoſé des avantages, que l'expérience accorde aux grandes diviſions de terres ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, je vais ajouter quelques obſervations pour faire voir, combien dans tous les cas ces diviſions ſont eſſentielles à ce ſyſtême & combien les partiſans des petites diviſions de terres ont peu approfon-

dis les grandes circonſtances, qui caractériſent deux ſyſtêmes d'agriculture auſſi differens, que le ſont le ſyſtême d'agriculture abſolue & le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures. Je ſerai forcé d'anticiper un peu ſur ce que je me propoſe de dire un jour dans le diſcours, que je vouerai aux taxes, mais la place m'a paru l'exiger.

Sous le ſyſtême d'agriculture abſolue chaque homme pourvoit à ſes beſoins lui même & ne dépend à cet égard de perſonne, comme perſonne ne dépend de lui. Dans cette indépendance, où ſont les hommes les uns des autres pour leurs beſoins, il y a peu de circulation & par conſequent peu d'argent & ſous ce ſyſtême le ſouverain eſt dans l'impoſſibilité abſolue de pouvoir impoſer ſur les peuples d'autres taxes, que des taxes en nature, c'eſt à dire, en productions de la terre & en ſervices perſonnels.

Il n'en eſt pas de même ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures ; ſous ce ſyſtême l'homme ne pourvoit plus à ſes beſoins lui même, mais dépend à cet égard des autres, comme les autres dépendent de lui & tous ſont obligés de ſe payer réciproquement leurs ſervices. Dans cette dépendance univerſelle, où ſont les hommes les uns des autres pour leurs beſoins, la circulation & l'argent deviennent des conditions indiſpenſables ; par conſequent ſous ce ſyſtême le ſouverain a non ſeulement le pouvoir d'établir des taxes en argent, mais il eſt forcé de le faire & de renoncer aux contributions en nature. Car comme les hommes ne peuvent plus ſe procurer leurs beſoins, qu'en ſe payant les uns les autres en argent, il ne leur ſeroit pas poſſible de ſervir le ſouverain, ni de lui rien fournir, s'il ne leur donnoit pas en retour le même équivalent, qu'ils ſont obligés de ſe donner

les uns aux autres & ſans lequel il leur ſeroit impoſſible de pourvoir à leurs beſoins.

L'Etendue, que le ſouverain eſt capable de donner aux taxes ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, ou ce qui eſt la même choſe, l'étendue, qu'il eſt capable de donner au revenu public, eſt en raiſon directe de l'étendue de la circulation générale de ſa nation, comme je le prouverai démonſtrativement dans ſon tems & comme l'expérience le prouve univerſellement. Car par tout où l'on verra des taxes & un revenu public conſidérables, on verra une grande circulation & par tout où l'on verra une foible circulation, on verra des taxes & un revenu public modiques & les exceptions à ce principe ne peuvent avoir de fondement, que dans la modération ou dans l'avidité des ſouverains.

Or l'étendue de la circulation générale d'une nation peut être conſidérée, comme

en

en raiſon directe de l'étendue de la population de ſes manufacturiers. Car dans le cours naturel des choſes, le numéraire d'une nation circule des mains des conſommateurs dans les mains des manufacturiers & des mains des manufacturiers dans les mains des cultivateurs, ou ce qui eſt la même choſe, les manufacturiers d'une nation peuvent être conſidérés comme le canal, par lequel circule ſon numéraire & de la réſulte, que plus ce canal ſera étendu, c'eſt à dire, plus la population des manufacturiers ſera conſidérable, plus la circulation générale de la nation ſera grande. Ce principe a encore l'expérience pour garant parfait de ſa verité; car par tout où l'on verra des manufactures floriſſantes, ou verra une grande circulation & par tout où l'on verra une foible circulation, ou verra peu de manufactures.

Il eſt donc manifeſte, que l'étendue, que le ſouverain eſt capable de donner aux

taxes & par conſequent au revenu public, ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, eſt dans chaque nation en raiſon directe de la population de ſes manufacturiers & cette conſequence, qui réſulte naturellement des principes, que je viens d'établir, ſe trouve encore confirmée par l'expérience ; car plus les taxes & le revenu public ſeront conſidérables dans une nation, plus on verra la population de ſes manufacturiers grande & moins la population des manufacturiers d'une nation ſera grande, moins on verra ſes taxes & ſon revenu public conſidérables.

Le partage des terres peut affecter la population des manufacturiers dans trois proportions différentes ; il peut faire conſommer aux cultivateurs plus que la moitié, la moitié, ou moins que la moitié de la ſubſiſtance totale. Dans le premier cas les manufacturiers ne ſeroient pas ſuſceptibles d'une auſſi grande population que

dans

dans le ſecond cas & dans le ſecond cas d'une auſſi grande population que dans le troiſieme cas ; par conſequent dans le premier cas les taxes & le revenu public ne ſeroient pas ſuſceptibles d'une auſſi grande étendue que dans le ſecond cas & dans le ſecond cas d'une auſſi grande étendue que dans le troiſieme cas.

Or le premier cas ſeroit celui du partage des terres en petites portions ; le ſecond celui du partage des terres en portions moyennes, le troiſieme celui du partage des terres en grandes portions. Il eſt donc évident, que le partage des terres en grandes portions tient eſſentiellement à la perfection du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures & que ſous ce ſyſtême les nations ne pourroient donner la préférence au partage des terres en petites ou en moyennes portions, ſans ſacrifier proportionnellement leur revenu & par conſequent leur puiſſance.

L'Ecri-

L'Ecrivain Anglois*, que j'ai deja cité à l'occaſion de la libération publique, a inferé la dépopulation de l'Angleterre de la dépopulation de ſes campagnes & la dépopulation de ſes campagnes de l'abolition des petites portions de terres. La derniere de ces deux concluſions eſt certainement de toute verité, mais la premiere eſt inadmiſſible, parcequ'elle eſt fauſſe ; car il n'eſt pas vrai, que l'Angleterre ait du néceſſairement ſe dépeupler, parceque ſes campagnes ſe ſont dépeuplées & ſi, comme cet Ecrivain le prétend, l'Angleterre décline réellement dans ſa population, c'eſt dans des circonſtances totalement différentes de celles, qu'il a ſi mal à propos imaginées, qu'il faut en chercher la raiſon.

Il eſt je crois impoſſible de ne pas accorder, que l'agriculture s'eſt progreſſivement perfectionnée en Angleterre & qu'a raiſon

* Le Dr. Price.

de

de cette perfection elle a graduellement exigé moins de bras, pour opérer les mêmes produits; d'ailleurs dans l'imperfection même de l'agriculture l'expérience prouve, que ſur toutes les terres, d'une fertilité ſeulement ordinaire, chaque famille de cultivateurs eſt capable de produire le double de ſa ſubſiſtance. Ainſi l'Angleterre peut avoir aujourd'huy ſes campagnes la moitié moins peuplées, qu'elles ne l'etoient dans le tems de la réformation & même au deſſous de cette proportion, ſans que cette dépopulation des campagnes ait du néceſſairement opérer la moindre diminution dans ſa ſubſiſtance & par conſequent dans ſa population.

L'Ecrivain, que j'ai en vue, a certainement eu raiſon de juger ſur les nombreuſes mazures de villages, qu'on rencontre dans les campagnes de l'Angleterre & ſur les Egliſes, diſproportionnées aujourd'huy par leur vaſte capacité à la petiteſſe des paroiſſes,

roiſſes, où elles ſont établies, que les campagnes de l'Angleterre ont du être conſidérablement plus peuplées autres fois, qu'elles ne le ſont actuellement ; mais il a eu tout autant de tort d'inférer la dépopulation de l'Angleterre des mazures de villages & des grandes Egliſes dans les campagnes, qu'il en auroit de vouloir inférer une grande population en Pologne & en Ruſſie des vaſtes Egliſes & des grands & nombreux villages, qu'offrent aux yeux les campagnes de ces deux Etats. S'il s'etoit contenté d'inférer des circonſtances, ſur leſquelles il s'eſt appuyé, qu'il y avoit autres fois une plus grande population dans les campagnes, ſon raiſonnement auroit été parfaitement juſte; mais il eſt devenu totalement faux du moment, où il a inféré de la, qu'il y avoit autres fois une plus grande population dans la nation.

Ce qu'une prodigieuſe multitude de bras, ſous le ſyſtême féodal & encore long-tems

après

après, produiſoient & conſommoient pour ainſi dire tout entier eux mêmes, des bras bien moins nombreux le produiſent aujourd'huy & ne le conſomment qu'en partie. Or ſi le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs actuels eſt conſommé par une claſſe d'hommes, qui n'exiſtoit point, ou qui n'exiſtoit que dans une très foible proportion, dans le tems où les campagnes etoient beaucoup plus peuplées, c'eſt à dire, s'il eſt conſommé aujourd'huy par des manufacturiers, comment eſt il poſſible, que la population de l'Angleterre ait pu ſouffrir de la dépopulation des campagnes ? Eſt ce que les hommes pour paſſer des terres dans les villes, ou ce qui eſt la même choſe, pour être nourris dans les villes au lieu de l'être dans les villages, ceſſent de faire partie de la population ? Eſt ce que trois millions d'hommes dans les villes & trois millions d'hommes dans les campagnes ne forment pas une auſſi grande population, que cinq millions d'hommes dans

les

les campagnes & un million d'hommes dans les villes ?

Pour que la ſaine raiſon eut pu permettre d'inférer la dépopulation de l'Angleterre de la dépopulation de ſes campagnes, il auroit fallu de toute néceſſité prouver l'une ou l'autre de ces deux choſes ; ou que la maſſe de ſubſiſtance, que produit aujourd'huy un plus petit nombre de cultivateurs, n'eſt pas auſſi grande que celle, que produiſoit autres fois un plus grand nombre ; ou que le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs actuels, faute d'hommes ſuffiſans dans la nation pour le conſommer, eſt exporté en grande proportion à l'étranger.

Or une multitude de circonſtances prouvent, je crois, démonſtrativement, que la maſſe de ſubſiſtance de l'Angleterre eſt plus grande aujourd'huy, que lors de la grande population des campagnes ; mais pour faire

ſentir

ſentir l'erreur de l'Ecrivain en queſtion, je n'ai beſoin de la ſuppoſer qu'égale dans les deux tems & juſqu'a ce que cet Ecrivain ait été capable de faire voir le contraire de la derniere au moins de ces deux aſſertions, il n'a aucun droit de la conteſter. Quand aux exportations faites à l'étranger ſur le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs actuels, il eſt plus que probable, que depuis un ſiecle elles n'ont pas excédées année commune quinze jours de la ſubſiſtance annuelle de la nation & peutêtre pas dix jours, vu l'irrégularité des ſaiſons & les importations frequentes de ſubſiſtance, qui ont eu lieu depuis vingt cinq ans.

On doit donc regarder comme certain, que l'Angleterre conſomme aujourd'huy ſous la population réduite de ſes cultivateurs au moins autant de ſubſiſtance, qu'elle en conſommoit autres fois ſous la grande population de ſes campagnes & comme la ſubſiſtance, qu'une nation conſomme,

ſomme, eſt la meſure la plus naturelle & la plus approximante de ſa population, il eſt clair, que c'eſt par cette circonſtance, qu'il faut définitivement apprécier la population des nations ; par conſequent l'Angleterre doit être regardée aujourd'huy au moins comme auſſi peuplée, qu'elle l'etoit dans le tems de la réformation & ſi cela n'etoit pas, ce ne ſeroit pas, comme je l'ai deja dit, à l'abolition des petites portions de terres, que l'Ecrivain regrette tant, ni à la dépopulation des campagnes, ſur laquelle il gémit ſi amerement, qu'il faudroit s'en prendre, mais à des raiſons d'une tout autre nature & que ce diſcours ne me permet pas de développer dans toute leur étendue.

Dans les grands remedes que l'Ecrivain, qui vient de m'occuper, a offert avec tant d'ardeur à ſa patrie, il a montré beaucoup de zele pour le bien public ; mais par tout ſes remedes auroient été pires que les maux

& pro-

& probablement ſans qu'il s'en ſoit douté. J'ai fait voir, que ſes moyens de libération de la dette publique, ponctuellement exécutés, comme il l'avoit exigé & comme il avoit tant inſiſté auprès du gouvernement qu'ils le fuſſent, auroient été la plus affreuſe calamité ſur la nation & il ne me ſeroit pas difficile de lui faire voir, que ſes idées confuſes ſur l'agriculture & ſur la diviſion des terres conduiroient en droite ligne à l'ancien ſyſtême féodal, ce ſyſtême ignorant, barbare & cruel, ſous lequel les peuples de l'Europe ont gémis ſi long-tems dans l'aviliſſement le plus revoltant.

On n'a jamais voulu comprendre qu'un homme, qui ſur une petite portion de terre parviendroit par la plus complete culture à ſe maintenir lui & ſa famille de maniere, à ne dépendre de perſonne & à n'avoir perſonne à dépendre de lui, appartiendroit au ſyſtême d'agriculture abſolue & ſeroit une excreſcence & un monſtre ſous

le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, puiſque ni l'Etat ni les individus ne recevroient de lui aucun ſervice, ou ce qui eſt la même choſe, puiſque toute circulation ſe trouveroit anéantie avec un tel homme & il eſt évident, comme l'a ſi bien obſervé le plus profond de tous les Ecrivains Anglois ſur l'Economie politique *, que ni l'Etat ni les individus ne pourroient ſentir le moindre vuide, ni éprouver le moindre inconvenient, quand un tremblement de terre feroit diſparoître totalement un pareil homme avec ſa famille & ſa portion de terre.

La population eſt l'objet principal de ce diſcours & la grande circonſtance, ſous laquelle je me ſuis propoſé de conſidérer l'eſpece humaine ; il ne m'a pas été difficile de faire voir, dans quel ordre & juſques à quel degré la multiplication des peuples

* Le Chev. James Stuart.

s'opére

s'opére ſous le ſyſtême d'une nourriture naturelle, ſous celui d'une nourriture mixte & ſous celui d'une nourriture artificielle, lorſque cette derniere eſpece de nourriture eſt le produit de l'agriculture abſolue & de l'agriculture rélative, fondée ſur un ſyſtême d'eſclavage, parceque ſous tous ces ſyſtêmes de nourriture l'eſpece humaine ne s'écarte point ou peu de la régularité des loix de la nature. Mais il ne m'auroit pas été poſſible, de développer clairement la marche de la population ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ſi je ne m'etois pas arrêté un peu ſur les principes, les vices & les abus de ce ſyſtême, le moins naturel & le plus irrégulier de tous les ſyſtêmes de nourriture de l'eſpece humaine. A preſent je crois pouvoir ſuivre mon objet & je vais le faire avec toute l'attention, dont je puis être capable.

Sous le ſyſtême d'agriculture abſolue le cultivateur n'a point de ſuperflu de ſubſiſtance à produire ; il ne travaille la terre que pour ſes ſeuls beſoins & n'a rien à partager avec perſonne, parcequ'il eſt lui même le proprietaire de la terre qu'il cultive. Sous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, l'eſclave eſt forcé de produire un ſuperflu de ſubſiſtance, pour les beſoins du proprietaire de la terre qu'il cultive & ce n'eſt qu'a cette condition, qu'il jouit de ſa propre ſubſiſtance ; mais ſa ſeule obligation eſt de produire ce ſuperflu de ſubſiſtance & le proprietaire de la terre conſent de le recevoir de ſes mains en nature. Sous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, le fermier eſt obligé comme l'eſclave de produire un ſuperflu de ſubſiſtance, pour les beſoins du proprietaire de la terre qu'il cultive & ce n'eſt également qu'a cette condition, qu'il peut obtenir ſa propre ſubſiſtance ; mais

ſon

ſon obligation ne ſe borne pas, comme celle de l'eſclave, à la ſimple production de ce ſuperflu de ſubſiſtance ; le proprietaire de la terre ne veut le recevoir de ſes mains qu'en argent & cette différence, dans la maniere dont l'eſclave & le fermier ſont tenus de fournir aux beſoins de leurs maîtres, en opére une grande dans la marche & les progrès de l'agriculture & de la population ſous les deux ſyſtêmes.

Le ſuperflu de ſubſiſtance, deſtiné aux beſoins du proprietaire de la terre ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, eſt illimité & communément tout ce que les forces du malheureux eſclave ſont capables de produire au de la de ſes plus ſimples beſoins. Mais ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, le ſuperflu de ſubſiſtance, deſtiné aux beſoins du proprietaire de la terre, forme une portion déterminée dans le produit du travail du

fermier & laiſſe toujours au fermier dans la totalité de ce produit une part plus ou moins grande au de la de ſes ſtrictes beſoins. On verra par des raiſons, qui ſe manifeſteront naturellement dans le développement de ce ſujet, que cette portion déterminée, qui appartient au proprietaire de la terre dans le produit du travail du fermier & qui s'appelle la rente de la terre, varie dans ſes proportions & dépend comme l'intérêt de l'argent, le profit des entrepreneurs & le ſalaire des ouvriers des degrés de proſpérité des nations.

Pour que le fermier puiſſe être en état de payer au proprietaire de la terre la rente ſtipulée entre eux, il faut néceſſairement qu'il puiſſe être en état de convertir ſon ſuperflu de ſubſiſtance en argent & cette converſion ne peut s'effectuer, qu'autant qu'il trouve des hommes, qui ayent beſoin de ſubſiſtance & qui ayent de l'argent pour la payer. S'il ne trouve que peu d'hommes,

qui

qui ayent beſoin de ſubſiſtance & qui ayent de l'argent pour la payer, il ne demandera à la terre que peu de ſuperflu, parceque s'il en produiſoit beaucoup, il en perdroit une partie & aviliroit le prix du reſte. Mais s'il trouve beaucoup d'hommes, qui ayent beſoin de ſubſiſtance & qui ayent de l'argent pour la payer, il demandera à la terre beaucoup de ſuperflu, parcequ'il ſera ſûr de pouvoir le convertir facilement & avantageuſement en argent, ou ce qui eſt la même choſe, le ſuperflu de ſubſiſtance, que le fermier demandera à la terre, ſera dans tous les cas en raiſon directe de la conſommation facile & avantageuſe, qu'il pourra s'en procurer.

Comme la rente de la terre forme une portion déterminée dans le produit du travail du fermier, ou plus ſtrictement dans le ſuperflu de ſa ſubſiſtance, il eſt clair, que ſa proportion ſuivra exactement la proportion du ſuperflu de ſubſiſtance, que le

fermier aura intérêt de produire, c'eſt à dire, qu'elle ſera modique, ſi le fermier ne trouve à convertir en argent qu'un ſuperflu de ſubſiſtance modique & grande, ſi le fermier trouve à convertir en argent un grand ſuperflu de ſubſiſtance, ou ce qui eſt la même choſe, la rente, qui le fermier ſera en état de payer au proprietaire de la terre, ſera dans tous les cas en raiſon directe de la grandeur du ſuperflu de ſubſiſtance, dont il pourra ſe procurer la conſommation.

Ce même ſuperflu de ſubſiſtance, dont les cultivateurs ſeront en état de ſe procurer la conſommation, ſera auſſi dans tous les cas la meſure de leur population réelle, c'eſt à dire, la population réelle des cultivateurs ſera dans tous les cas en raiſon directe du ſuperflu de ſubſiſtance, dont ils ſeront en état de ſe procurer la conſommation. Car ce ſuperflu de ſubſiſtance ſera néceſſairement ou ſupérieur, ou égal, ou inférieur à celui, que leur nombre actuel

ſera

ſera capable de produire ; dans le premier cas la terre demandera plus de bras, le nombre des mariages s'accroîtra tous les ans, tous les ans de nouvelles terres ſeront defrichées, de plus grands capitaux ſeront voués à la cultivation des anciennes & la population réelle des cultivateurs augmentera ; dans le ſecond cas la terre ne demandera que les mêmes bras, le nombre des mariages reſtera le même tous les ans, tous les ans on ne cultivera que les mêmes terres, on ne vouera que les mêmes capitaux à leur cultivation & la population réelle des cultivateurs reſtera invariablement la même ; dans le troiſieme cas la terre demandera moins de bras, le nombre des mariages décroitra tous les ans, tous les ans on cultivera moins de terres, on vouera moins de capitaux à la cultivation de celles, qui ne ſeront pas abandonnées & la population réelle des cultivatures diminuera.

L'expérience

L'expérience prouve, que ſous le ſyſtême d'agriculture rélative la motié d'une nation eſt capable de fournir par ſon travail à la ſubſiſtance de la nation entiere, ou ce qui eſt la même choſe, que chaque famille de cultivateurs eſt capable de produire le double de ſa ſubſiſtance & quoique cette proportion puiſſe varier infiniment, & à raiſon des différens degrés de perfection de la culture, & à raiſon des différens degrés de fertilité de la terre, pour faciliter le raiſonnement, je l'adopterai comme proportion moyenne entre toutes celles, que l'agriculture peut admettre ; les conſequences, que j'en tirerai, ſeront également applicables à toute autre hypotheſe, ſeulement la permanence, l'augmentation & la diminution de la population réelle des cultivateurs auroient lieu & s'opéreroient dans d'autres proportions.

Par famille de cultivateurs j'entends tout homme, fermier, laboureur ou autre, qui voue annuellement ſon travail à la culture

ture de la terre ; car je lui ſuppoſe conſtamment une famille, quoique ce ne ſoit pas toujours le cas & que le produit de ſon travail particulier eſt ſuffiſant pour nourrir deux familles, c'eſt à dire, une famille au de la de la ſienne, de ſorte qui ſi un fermier employoit annuellement à la culture de ſa ferme dix hommes, ces dix hommes & lui répréſenteroient onze familles & dans ma ſuppoſition le produit de leur travail ſeroit capable de nourrir vingt deux familles.

Comme le développement de la population ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne tient intimement aux principes, que je viens d'établir, je ne crois pas inutile de les éclaircir par un exemple, en partant de l'hypotheſe que j'ai adoptée, c'eſt à dire, de la ſuppoſition, que chaque famille de cultivateurs eſt capable de produire le double de ſa ſubſiſtance. Pour cet effet je ſuppoſerai le territoire d'une nation cultivé par deux millions de familles & que

chaque

chaque famille, les unes comptées dans les autres, conſomme par an ſix ſeptiers de grains, ce qui fait douze millions de ſeptiers par an pour les deux millions de familles.

Les deux millions de familles etant capables de produire annuellement vingt-quatre millions de ſeptiers de grains, ſi elles trouvent tous les ans une conſommation de douze millions de ſeptiers au de la de leur propre conſommation, leur population réelle ſe maintiendra ſur le même pied, parceque la production de ce ſuperflu de douze millions de ſeptiers de grains n'exigera tous les ans que les bras des deux millions de familles. Mais ſi au lieu de douze millions de ſeptiers de grains les deux millions de familles trouvoient à vendre graduellemeut juſques à dix huit millions de ſeptiers, leur population réelle augmenteroit graduellement juſques à trois millions de familles, parceque la production

tion de ce ſuperflu de dix huit millions de ſeptiers de grains exigeroit un million de familles de plus. Enfin ſi les deux millions de familles ſe trouvoient graduellement réduites à ne plus pouvoir vendre, que ſix millions de ſeptiers de grains au lieu de douze millions, leur population réelle diminueroit graduellement juſques à un million de familles, parceque la production de ce ſuperflu de ſix millions de ſeptiers de grains n'exigeroit plus qu'un million de familles.

Les principes généraux, qui réſultent de cet exemple & de l'hypotheſe, qui lui à ſervi de fondement, ſont : que tant que les cultivateurs d'une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ne produiront & auront continuellement intérêt à ne produire que le double de leur ſubſiſtance, leur population réelle reſtera la même; que tant qu'ils produiront & auront continuellement

tinuellement intérêt à produire plus que le double de leur ſubſiſtance, leur population réelle augmentera ; que tant qu'ils ne produiront & auront continuellement intérêt à ne produire que moins que le double de leur ſubſiſtance, leur population réelle diminuera ; enfin que dans les cas d'augmentation & de diminution dans la population réelle des cultivateurs, cette augmentation & cette diminution de population ſeront conſtamment égales à la partie de ſubſiſtance, que les cultivateurs trouveront à vendre de plus ou de moins au de la du double de leur propre ſubſiſtance.

L'inconteſtable évidence de ces principes ne ſera-t-elle pas capable de réunir enfin l'opinion des hommes ſur un des points les plus importans de l'Economie politique moderne ? Eſt il poſſible de demander des preuves plus claires pour ſe convaincre, que dans toute nation montée ſur un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un

ſyſtême

ſyſtême de manufactures, le travail des cultivateurs, leur population réelle, la rente des terres & les progrès de l'agriculture dépendent d'une maniere abſolue de l'étendue de la conſommation, que les cultivateurs ſont en état de ſe procurer de leur ſuperflu de ſubſiſtance ; que tout ce qui tend à augmenter ou à diminuer le nombre des conſommateurs de ce ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs, tend à augmenter ou à diminuer leur travail, leur population réelle, la rente des terres & l'agriculture & de la, combien eſt inſenſée & fatale à l'agriculture la conduite des nations, qui apportent des limitations au commerce des grains & ſur tout de celles, qui renferment le marché du cultivateur pour ainſi dire dans les limites de ſon champ, en lui interdiſant le tranſport de ſon ſuperflu de ſubſiſtance, non ſeulement hors de leurs territoires, mais dans l'intérieur même de leurs territoires d'une partie à l'autre.

Trois

Trois claſſes générales de conſommateurs ſe préſentent aux cultivateurs d'une nation ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, pour la conſommation de leur ſuperflu de ſubſiſtance ; les conſommateurs étrangers, les conſommateurs nationaux proprement dits & les manufacturiers nationaux. Il faut voir, dans quelle proportion ces trois claſſes de conſommateurs ſont capables de conſommer le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs & par conſequent d'encourager l'agriculture & la population des nations ; je commencerai par les conſommateurs étrangers.

Parmi les nations de l'Europe il y en a, qui ont plus de ſubſiſtance qu'elles ne conſomment ; il y en a, qui en ont aſſez & il y en a, qui en manquent ; ce ſont les nations de la premiere claſſe, qui fourniſſent à celles de la derniere leurs complemens de ſubſiſtance, mais c'eſt en concurrence les

unes

unes avec les autres & tant que cette concurrence ſubſiſtera, la part de chacune dans cet approviſionnement ſe trouvera néceſſairement limitée par celles de toutes les autres. On a des preuves que l'Angleterre, qui depuis un ſiecle n'a ceſſé de donner les plus grands encouragemens à l'agriculture & qui certainement a ſurpaſſé le reſte de l'Europe dans la pratique de cet art, n'a pu exporter annuellement en grains de toute eſpece & une année comptée dans l'autre, que le montant de quinze jours de ſa propre conſommation annuelle & ces quinze jours de conſommation de l'Angleterre ne ſeroient pas cinq jours de conſommation de la France.

D'après ce fait authentique n'eſt on pas fondé de croire, que les autres nations de l'Europe, qui ordinairement ont plus de grains qu'elles ne conſomment, n'exportent pas annuellement toutes enſemble en grains de toute eſpece plus de onze fois le

montant de l'exportation annuelle de l'Angleterre & ſi cela eſt probable, à combien peu ſe réduiroit année commune l'approviſionnement des nations de l'Europe, qui manquent de grains ? Tout au plus à la foible quantité de ſix mois de conſommation de l'Angleterre, ou de deux mois de conſommation de la France. Dans ce calcul ne ſont pas compris comme de raiſon les grains, que l'Europe peut recevoir de l'Amérique & de l'Afrique.

On a de la peine à concevoir, comment il s'eſt trouvé des hommes, qui ayent pu ſe perſuader & même publier dans leurs Ecrits, qu'il y avoit des nations en Europe, dont les recoltes dans les bonnes années produiſoient deux, trois, quatre, cinq, ſix & même juſqu'a ſept ans de ſubſiſtance pour leurs habitans, comme ce dernier énorme multiple a été avancé de l'Angleterre ; tandis qu'il eſt plus que probable, que jamais nation en Europe n'a produit

dans

dans ſes plus abondantes recoltes au de la de dix huit mois de ſubſiſtance complète pour ſes habitans.

Que deviendroit l'agriculture de la France & de l'Angleterre, ſi pendant quelques années de ſuite ces deux Etats ſe trouvoient ſurchargés d'un ſuperflu de ſix mois de ſubſiſtance ? L'impoſſibilité de trouver à placer dans le dehors une quantité de ſubſiſtance ſi fort au deſſus de leur part ordinaire dans l'approviſionnement des nations de l'Europe, jetteroit néceſſairement leurs cultivateurs dans un ſi grand découragement, qu'elles ſe trouveroient bientôt réduites au ſtricte néceſſaire & peutêtre même au deſſous.

Les nations de l'Europe ne verroient donc que des encouragemens bien foibles pour leur agriculture & leur population dans la conſommation du ſuperflu de ſubſiſtance de leurs cultivateurs par des con-

ſommateurs étrangers, ſi ces encouragemens n'etoient calculés que ſur la ſtricte proportion de cette conſommation. Mais ce n'eſt pas de cette maniere, que la liberté du commerce extérieur des grains encourage l'agriculture & la population d'une nation ; c'eſt en affranchiſſant les cultivateurs de la néceſſité de chercher à ajuſter leurs travaux & leur ſuperflu de ſubſiſtance à une maſſe de beſoins fixe & limitée & en leur permettant de donner conſtamment & ſans riſque à ces travaux & à ce ſuperflu de ſubſiſtance une étendue illimitée.

Car lorſque l'intérêt commande au cultivateur de prendre garde de ne pas produire trop de grains, il n'y en a jamais aſſez dans la nation & l'expérience la plus invariable prouve, que le déficit eſt toujours en raiſon directe de l'étendue de l'interdiction apportée à la libre circulation des grains, c'eſt à dire, qu'il eſt grand, lorſque le cultivateur n'a pas la liberté d'ex-

d'exporter ſes grains à l'étranger & très grand, lorſqu'a l'interdiction du commerce extérieur ſe joint l'interdiction du commerce intérieur d'une province à l'autre.

Les conſommateurs d'une nation proprement dits ne conſomment pas le ſuperflu de ſubſiſtance des cultivateurs en raiſon de leur argent & individuellement conſidérés ils ne conſomment pas plus de ſubſiſtance, que les manufacturiers & les laboureurs ; car ſi l'on peſoit ce que conſomme en nourriture le conſommateur le plus recherché dans le luxe de la table avec ce que conſomme un laboureur ou un manufacturier, lorſqu'ils ſont nourris complétement, on ne trouveroit pas une différence ſenſible dans la quantité & la ſubſiſtance du conſommateur ne différeroit de celle du manufacturier & du laboureur que dans la qualité.

Le ſuperflu de ſubſiſtance, que les cultivateurs ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ſont en état de convertir en argent directement avec les conſommateurs, n'eſt donc qu'une partie de celui, que l'argent des conſommateurs pourroient payer & faire naitre & ſi les cultivateurs n'avoient pas d'autre moyen pour arriver à l'argent des conſommateurs, ce moyen ne ſeroit jamais capable de leur faire produire un grand ſuperflu de ſubſiſtance & par conſequent de donner des encouragemens bien conſidérables à leurs travaux, à leur population & à l'agriculture en général.

Mais les beſoins de la nourriture ne ſont pas les ſeuls beſoins des conſommateurs; ils s'en créent d'une autre eſpece & pour ſatisfaire ces beſoins, ils ſont forcés de ſe détacher d'une autre portion de leur argent; une claſſe d'hommes ſe forme tout exprès pour les ſervir dans ce nouveau genre

genre de beſoins ; c'eſt la claſſe des manufacturiers & comme cette claſſe d'hommes eſt par elle même deſtituée de toute ſubſiſtance, il faut néceſſairement qu'elle porte l'argent, qu'elle reçoit des conſommateurs en retour de ſes ſervices, chez les cultivateurs pour acheter d'eux ſa ſubſiſtance. De cette maniere les cultivateurs arrivent à l'argent des conſommateurs directement & indirectement & leurs travaux, leur population & l'agriculture en général reçoivent de ce double commerce des encouragemens, que jamais le ſimple commerce direct avec les conſommateurs n'auroit été capable d'opérer.

Voila tout le mécaniſme du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures. Les conſommateurs, en ſe créant des beſoins ſuperflus, créent néceſſairement des manufacturiers pour fournir à ces beſoins ; les manufacturiers créent néceſſairement des cultivateurs & de la

ſubſiſtance pour aſſûrer leur nourriture ; & comme les beſoins ſuperflus de l'homme ne ſont pas, comme ceux de la nature, limités, mais ſans bornes, il eſt évident, que la claſſe des manufacturiers peut être multipliée dans une nation au point, de multiplier à ſon tour les cultivateurs & la ſubſiſtance juſques à la derniere portion de nourriture, que le territoire de la nation, cultivé dans le plus haut degré de perfection, eſt capable de produire.

Il eſt donc manifeſte, que ce n'eſt que dans la claſſe des manufacturiers, que les cultivateurs ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne peuvent trouver les grands conſommateurs de leur ſuperflu de ſubſiſtance ; par conſequent que ce n'eſt que dans cette claſſe, que les nations ſous ce ſyſtême doivent chercher le grand développement de leur population & que ni la claſſe des conſommateurs nationaux, ni celle des conſommateurs étrangers, même

réunies

réunies enſemble, ne ſeroient capables d'élever leur population à un degré conſiderable. Je ne citerai qu'un ſeul fait pour prouver cette derniere verité, c'eſt l'exemple de la Pologne ; cette nation, qui n'a point ou preſque point de manufacturiers & dont le ſuperflu de ſubſiſtance eſt depuis long-tems conſommé, pour ainſi dire, tout entier par ſes conſommateurs nationaux & par des coinſommateurs étrangers, n'a peutêtre pas le tiers des hommes, que ſon territoire pourroit nourrir & l'on ne s'apperçoit pas, que ſous un ſyſtême d'Economie politique auſſi imparfait elle faſſe les moindres progrès dans ſa population.

Un Ecrivain Anglois* du ſiecle paſſé a comparé la population des nations à une piramide ; en appliquant cette belle comparaiſon aux nations ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, la partie in-

* Le Chev. William Temple.

férieure

ſérieure de la piramide réprésente les cultivateurs, la partie ſupérieure les conſommateurs & la partie intermédiaire les manufacturiers. Les dimenſions de ces trois grandes parties, qui forment enſemble la piramide de la population & les proportions, qui réſultent de ces dimenſions, varient infiniment & il n'y a probablement pas deux nations, qui ſur ce point ayent une parfaite reſſemblance entre elles, parceque il n'y en a pas deux, qui pratiquent le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, au même degré & juſqu'ici les nations de l'Europe ont trop négligé de conſtater chez elles ces dimenſions & ces proportions, pour qu'il ſoit poſſible de démêler dans le tout une proportion moyenne. Cependant voici quelques verités générales.

Lorſqu'une nation exporte annuellement des grains à l'étranger, la population de ſes cultivateurs doit ſurpaſſer la totalité de celle

celle de ſes conſommateurs & manufacturiers de tout le ſurplus de ſubſiſtance année commune exporté. Lorſqu'une nation interdit l'exportation des grains à ſes cultivateurs, leur population doit être inférieure à la totalité de celle des conſommateurs & manufacturiers de tout le déficit de ſubſiſtance, néceſſairement occaſionné par l'effet de cette interdiction & année commune importé. Enfin lorſqu'une nation interdit à la fois à ſes cultivateurs le commerce extérieur & le commerce intérieur des grains, le déficit de ſubſiſtance, occaſionné par l'effet de cette double interdiction, doit laiſſer une très grande différence entre la population des cultivateurs & la totalité de celle des conſommateurs & manufacturiers.

Ces principes ſont fondés, comme il eſt aiſé de voir, ſur la ſuppoſition, que chaque famille de cultivateurs produit ordinairement le double de ſa ſubſiſtance, hypothéſe

théſe que j'ai adoptée plus haut, parceque je la crois plus généralement applicable aux terres de l'Europe, qu'aucune autre hypothéſe. Dans les cas cy deſſus la différence entre la population des cultivateurs & la totalité de celle des conſommateurs & manufacturiers deviendroit moins grande, ſi les familles de cultivateurs produiſoient ordinairement plus que le double de leur ſubſiſtance & plus grande, ſi elles produiſoient ordinairement moins.

La Pologne & l'Angleterre exportent depuis long-tems des grains à l'étranger, la premiere des deux nations non ſeulement en plus grande quantité, mais en plus grande proportion rélativement à ſon produit total que la derniere. La population de leurs cultivateurs doit donc s'élever au deſſus de celle de la totalité de leurs conſommateurs & manufacturiers dans la proportion du terme moyen de leurs exportations & par conſequent dans une proportion

tion plus grande en Pologne qu'en Angleterre. Mais quoique le terme moyen des exportations de grains de l'Angleterre n'ait pas paſſé la vingt ſixieme partie de la totalité de ſa conſommation annuelle, il doit toujours avoir opéré un vingt ſixieme de familles de cultivateurs de plus, que les beſoins des familles de conſommateurs & de manufacturiers n'auroient exigé.

Les cultivateurs de la France ne ſont plus aujourd'huy que ſous l'interdiction du commerce extérieur des grains. Car lorſque la liberté d'exporter des grains à l'étranger eſt incertaine & entierement dépendante du jugement & de la volonté de l'homme d'Etat, lorſqu'il juge par lui même, ou de la volonté & du jugement de ceux, qu'il laiſſe juger pour lui, comme ce paroit être le cas de la France, il eſt impoſſible de l'appeller liberté de commerce, parcequ'elle laiſſe le cultivateur pour ainſi dire dans les mêmes craintes, dans les

mêmes

mêmes riſques & par conſequent dans le même découragement, qu'une interdiction totale & tant que la France ſuivra une meſure auſſi imparfaite, elle peut être ſûre, que ſes importations de grains de l'étranger excéderont ſes exportations & que la population de ſes cultivateurs reſtera au deſſous de celle de la totalité de ſes conſommateurs & manufacturiers de la quantité de grains, qu'elle ſe trouvera avoir importée année commune.

En Eſpagne & en Portugal, ou le ſyſtême des interdictions circonſcrit les travaux de l'agriculture dans les bornes les plus étroites, la population des cultivateurs doit être fort inférieure à la totalité de celle des conſommateurs & manufacturiers & les faits l'atteſtent manifeſtement. Car les quantités de grains année commune importées en Eſpagne & en Portugal ſont conſidérables & comme elles ſont la répréſentation exacte du déficit de ſubſiſtance

des

des deux nations, il faut néceſſairement, que le nombre de leurs cultivateurs ſoit conſidérablement diſproportionné au nombre total de leurs conſommateurs & manufacturiers.

De toutes les nations de l'Europe la Hollande eſt celle, qui montre le plus grand déficit de ſubſiſtance & par conſéquent la plus petite proportion entre la population des cultivateurs & la totalité de celle des conſommateurs & manufacturiers ; mais ces deux circonſtances ne réſultent pas en Hollande du découragement donné à l'agriculture par le ſyſtême d'interdiction dans la libre circulation des grains ; elles réſultent de l'incapacité phyſique, où eſt la Hollande, de faire produire des grains à ſes terres & je n'ai cité cet exemple, que pour donner une preuve de plus, que dans tous les cas le déficit de ſubſiſtance des nations eſt la meſure de la différence, entre la population de leurs

cultivateurs

cultivateurs & la totalité de celle de leurs conſommateurs & manufacturiers.

Des trois grandes parties, qui compoſent la population des nations ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, deux ſont des quantités variables & la troiſieme peut être conſidérée comme une quantité quazi conſtante. Les deux parties variables ſont la population des manufacturiers & celle des cultivateurs & la partie, qui peut être conſidérée comme une quantité quazi conſtante eſt la population des conſommateurs. La premiere de ces deux aſſertions eſt évidente par elle même & confirmée par l'exemple de toutes les nations ; car il n'y en a aucune, chez laquelle la population des manufacturiers ne varie continuellement & comme chacune de ſes variations détermine néceſſairement une variation égale dans la population des cultivateurs, il eſt clair, que la population des

des cultivateurs eſt auſſi variable, que celle des manufacturiers.

Quand à la population des conſommateurs, voici les raiſons ſur leſquelles je me fonde, pour la regarder comme une quantité quazi conſtante. Si dans les progrès de la proſpérité d'une nation les conſommateurs deſtinoient continuellement une partie plus grande de leur argent à la ſubſiſtance proprement dite, dans l'ordre naturel de la multiplication des hommes, leur population augmenteroit progreſſivement avec celle de la nation. Mais on voit preſque généralement, que ce n'eſt pas la partie de leur argent deſtinée à la ſubſiſtance proprement dite, que les conſommateurs augmentent dans les progrès de leur proſpérité, mais celle deſtinée à leurs beſoins ſuperflus, c'eſt à dire, à leur luxe & comme l'expérience a prouvé dans tous les tems & chez toutes les nations, que le luxe énerve dans l'homme le pouvoir de

procréer en raiſon directe de ſon étendue, il ſemble naturel de penſer, que l'augmentation des dépenſes des conſommateurs, au lieu de favoriſer leur multiplication, doit ſe trouver continuellement compenſée par la diminution dans leur pouvoir de procréer & que par conſequent leur population doit reſter une quantité quazi conſtante.

Je pourrois m'étendre beaucoup davantage ſur la nature & les effets du luxe dans l'Economie politique moderne ; mais comme ce ſujet conſidéré ſous tous ſes rapports, moraux & phyſiques, eſt d'une très grande étendue, je le réſerverai pour une autre occaſion & je me contenterai d'obſerver ici, que quoique le luxe ſoit préjudiciable à la population des conſommateurs, il ne l'eſt point du tout à la population d'une nation ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, parcequ'il n'y a pas un ſeul homme

homme de perdu pour cela. L'argent que les conſommateurs vouent à leurs beſoins ſuperflus auroit, il eſt vrai, favoriſé leur population, s'ils l'avoient voué à leur ſubſiſtance proprement dite, mais pas dans une proportion plus grande, qu'il ne favoriſe la population des manufacturiers & des cultivateurs, lorſqu'ils le vouent à leurs beſoins ſuperflus & toute la différence, que peuvent opérer dans une nation ces deux deſtinations de l'argent des conſommateurs, c'eſt de donner à la nation deux eſpeces d'hommes différentes.

Si les nations ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne n'exportoient ni n'importoient jamais de ſubſiſtance, ou ſi dans chacune les quantités de ſubſiſtance exportées ou importées reſtoient continuellement les mêmes, le rapport entre la population des manufacturiers & celle des cultivateurs pourroit être regardé comme un rapport conſtant. Car la population

des conſommateurs etant une quantité quazi conſtante & chaque variation dans la population des manufacturiers en opérant néceſſairement une ſemblable dans la population des cultivateurs, chaque nation trouveroit dans tous les tems la population de ſes manufacturiers dans le même rapport avec celle de ſes cultivateurs & la ſeule différence, que ce rapport préſenteroit, ſeroit dans la grandeur de ſes termes.

Il n'en eſt pas de même du rapport entre la population des manufacturiers & celle des conſommateurs; ce rapport eſt par ſa nature infiniment variable & dans toutes ſes variations il devient la meſure de la population des nations. Car comme la population des cultivateurs ſe proportionne continuellement à celle des manufacturiers & que la population des conſommateurs peut être regardé comme une quantité quazi conſtante, il eſt clair, que la population des manufacturiers d'une nation

tion détermine ſa population totale & comme cette même population des manufacturiers détermine auſſi le rapport entre elle & la population des conſommateurs, il eſt évident, que ce rapport détermine auſſi la population totale d'une nation & c'eſt par cette raiſon, que je l'appellerai rapport caractériſtique de la population des nations ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures.

Il n'y a pas une ſeule nation en Europe, chez laquelle la population ne ſoit reglée ſur ce rapport caractériſtique ; pas une ſeule, dont la population abſolue & rélative ne puiſſe être jugée ſur ce rapport ; dans toutes on trouvera la population médiocre, lorſque ce rapport ſera médiocre & grande, lorſque ce rapport ſera grand ; dans toutes on verra la population diminuer, lorſque ce rapport diminuera & augmenter, lorſque ce rapport augmentera &

comme la population réelle d'une nation eſt la meſure la plus certaine de ſa proſpérité, il eſt évident, que le rapport caractériſtique de la population des nations eſt auſſi le rapport caractériſtique de leur proſpérité.

Les nations ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne ont donc un moyen bien ſimple, pour juger dans tous les tems de leur population & de leur proſpérité & s'aſſurer, ſi elles avancent, ſi elles rétrogradent, ou ſi elles ſont arrêtées dans ces deux grandes circonſtances; elles n'ont beſoin pour cela, que de conſtater d'époque en époque la population de leurs manufacturiers; car les variations dans cette population particuliere leur indiqueront dans la plus grande approximation les variations dans leur population générale & par conſequent dans leur proſpérité. Ce moyen facile, puiſqu'il n'exige que le dénombrement d'une ſeule claſſe d'hommes, a l'avantage

vantage d'être bien plus fidelle, que ces calculs fondés ſur les morts & les naiſſances, qui juſqu'ici n'ont offert aucune proportion certaine & qui même dans une proportion certaine ne pourroient jamais donner que des réſultats incertains, puiſqu'ils confondroient dans tous les cas la population apparente avec la population réelle & par conſequent la proſpérité rétrograde avec la proſpérité progreſſive; au lieu que la population des manufacturiers ne laiſſeroit jamais aucun doute ſur des verités d'une auſſi haute importance.

Les nations de l'Europe ſont certainement à blamer d'avoir reſté juſqu'ici, ſans chercher à connoître & à ſuivre continuellement leur ſituation ſur un ſimptome certain & les hommes d'Etat d'avoir eu la préſomption d'imaginer, qu'une circonſtance auſſi compliquée pouvoit ſe juger au ſimple coup d'oeil. De quelle conſequence n'eſt il pas pour une nation de ſavoir, ſi

elle eſt dans un état de proſpérité progreſſive, arrêtée ou rétrograde & combien les apparences ne peuvent elles pas être & long-tems reſter trompeuſes ſur ce point ? Comment l'homme d'Etat peut il adapter ſes meſures au bonheur de ſa nation, lorſqu'il ignore quel genre de meſures la ſituation de ſa nation peut exiger ? Le même régime va-t-il à un homme en ſanté, à un homme prêt à tomber malade & à un homme malade ? L'homme d'Etat doit il conduire ſa nation ſur les mêmes principes, lorſqu'elle avance, lorſqu'elle eſt arrêtée, ou lorſqu'elle rétrograde dans ſa proſpérité ?

Je ne m'arrêterai pas davantage ſur ce ſujet dans ce moment, parceque je me propoſe de le traiter plus amplement à ſa propre place, où j'eſſayérai de tracer ſous la forme d'un tableau très ſimple un moyen, qui mettra les ſouverains à même de connoitre ſans ceſſe la vraie ſituation de leurs peuples,

peuples, d'apprécier pour ainſi dire à l'oeil la conduite des hommes d'Etat, auxquels ils confieront leur Economie politique & d'effrayer par un contrôle auſſi redoutable les hommes ignorans, qui ſans ſcrupule & ſans pudeur oſent ſe préſenter aux grandes places & briguer le pouvoir de rendre des millions de leurs ſemblables malheureux.

Pour ſe former une idée claire & facile du jeu des grandes cauſes, qui concourent à la population des nations ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne & de la part que chacune d'elles y a, il faut ſe repréſenter cette population ſous l'image d'une machine, compoſée d'un principe actif & de deux rouages & conſiderer la claſſe des conſommateurs comme le principe actif & les deux claſſes de manufacturiers & de cultivateurs comme les rouages de la machine.

Le

Le principe actif de la machine de la population agit ſur cette machine de la même maniere, que tout principe actif dans la mécanique agit ſur une machine ordinaire. Dans ce dernier cas le principe actif exerce ſon action ſur le rouage, avec lequel il ſe trouve immédiatement combiné; ce premier rouage communique l'action du principe actif à un ſecond rouage, celuicy à un troiſieme & ainſi de ſuite, juſqu'a ce que toute la machine ait reçu ſon plein mouvement & c'eſt ainſi, que le principe actif de la machine de la population donne le mouvement au rouage des manufacturiers, ſur lequel il agit immédiatement & que le rouage des manufacturiers communique ce mouvement au rouage des cultivateurs, auquel il eſt étroitement lié.

Mais le principe actif de la machine de la population a cela de particulier & de différent du principe actif des machines ordinaires,

dinaires, qu'en même tems qu'il met les rouages de la machine en mouvement, il les agrandit ou rétrécit en proportion exacte du degré de puiſſance, avec lequel il agit ſur eux. Ainſi une nation, chez laquelle la puiſſance du principe actif de la machine de la population augmente continuellement, doit néceſſairement arriver au maximum de ſa population réelle ; une nation, chez laquelle la puiſſance du principe actif de la machine de la population ſe maintient conſtamment au même degré, doit reſter invariablement avec la même population réelle & une nation, chez laquelle la puiſſance du principe actif de la machine de la population diminue continuellement, doit néceſſairement arriver au minimum de ſa population réelle.

La Chine, après avoir marché ſans interruption dans le premier de ces trois modes de population, eſt arrivée au ſecond & paroit s'y maintenir ſans variation.

Mais

Mais juſques ici les nations de l'Europe, quoique gouvernées ſur les principes du même ſyſtême d'Economie politique, n'ont pas été capables de marcher parfaitement ſur les traces de cette nation. Depuis le tems, que ces nations ſe ſont appliqué ce ſyſtême, pas une n'a pu atteindre à la moitié ſeulement de ſa population poſſible; pas une n'a même pu exiſter fort long-tems, ſans tomber d'un mode de population ſupérieur à un mode de population inférieur; d'une population progreſſive à une population arrêtée, d'une population arrêtée à une population rétrograde & il n'eſt pas encore bien certain, ſi les ſiecles en ſe ſuivant ajoutent ſenſiblement à la population de l'Europe & ſi ce que quelques nations gagnent en population n'eſt pas continuellement compenſé, ou preſque compenſé parce que d'autres perdent.

Quelle eſt donc la cauſe d'un malheur auſſi grand pour les progrès de la multiplication

plication de l'eſpece humaine dans la partie la plus éclairée de la terre ? En général le cahos, qui regne encore dans l'Economie politique des nations de l'Europe & en particulier le faux ſyſtême de ces nations, de vouloir opérer leur population & leur proſpérité plutôt par des moyens, dont l'activité eſt indépendante de leur pouvoir, que par des moyens, qui leur appartiennent d'une maniere abſolue & dont l'efficacité leur ſeroit invariablement aſſurée dans tous les tems.

Ce ſont ces erreurs des nations de l'Europe dans la conduite de leur Economie politique, que je me propoſe avec l'aſſiſtance divine de développer ſucceſſivement. Dans ce diſcours mon ſeul objet a été de tracer la marche générale de la population de l'eſpece humaine ſous ſes différens ſyſtêmes de nourriture ; mais dans des diſcours particuliers, que je vouerai graduellement à tous les grands objets de l'Economie

mie politique moderne, je traiterai spécialement des causes, qui affectent en bien ou en mal la population & la prospérité des nations, qui se gouvernent sous ce système & en marchant ainsi pas à pas & de principe en principe, je serai peut-être assez heureux pour ouvrir les yeux aux hommes d'Etat sur les fausses routes, dans lesquelles pour le malheur des peuples ils n'ont cessés de s'égarer jusqu'ici. D'après ce plan je continuerai dans ce discours à me renfermer dans les plus grandes généralités.

Lorsque la machine de la population se trouve arrêtée ou contrariée dans son mouvement naturel, c'est toujours dans le principe actif qu'il faut en chercher la derniere raison. Mais le principe actif de la machine de la population, comme celui de toute autre machine, peut être affecté de deux manieres différentes directement & indirectement ; il est affecté directement, lorsqu'un obstacle quelconque frappe immédiate-

médiatement ſur ſa puiſſance ; il eſt affecté indirectement, lorſque l'obſtacle frappe ſur les rouages de la machine, à laquelle il eſt appliqué.

Le principe actif de la machine de la population eſt affecté directement dans ſa puiſſance, lorſque la claſſe des conſommateurs d'une nation eſt portée à theſauriſer & à enfouir ſon argent, au lieu de le dépenſer ; lorſqu'elle ſeroit diſpoſée de le dépenſer, mais ne le peut ou ne l'oſe, ſoit parceque des loix ſomptuaires l'en empêchent, ſoit parcequ'elle craint de donner au fiſc priſe ſur ſon argent en le mettant au jour ; enfin lorſqu'elle dépenſe ſon argent de préférence en manufactures étrangeres. Dans tous ces cas, ſi l'homme d'Etat ne ſait pas porter remede au mal, le principe actif de la machine de la population n'exercera que peu de puiſſance & ne donnera par conſequent que peu de mouvement & peu d'étendue au rouage des manufacturiers ;

nufacturiers ; le rouage des manufacturiers ne communiquera que peu de mouvement & peu d'étendue au rouage des cultivateurs & la population de la nation, qui exiſtera ſous de pareilles circonſtances, reſtera néceſſairement médiocre.

La puiſſance du principe actif de la machine de la population eſt affectée indirectement dans le rouage des manufacturiers, lorſque les manufactures ne ſont pas encouragées ; lorſqu'elles ſont ſoumiſes à trop de gênes & de reſtrictions ; lorſqu'elles ſont chargées de taxes injudicieuſement choiſies ou aſſiſes ſans proportion. Dans les deux premiers cas le rouage des manufacturiers, embaraſſé dans ſon mouvement, ne répond & n'obéit qu'imparfaitement à l'action du principe actif ; les conſommateurs, imparfaitement ſervis par les manufacturiers, ne dépenſent avec eux qu'une partie de leur argent & gardent le reſte non employé dans leurs mains, ou le dépenſent en

en manufactures étrangeres & arrêtent dans la même proportion le développement & les progrès de la population. Dans le troiſieme cas les taxes, impoſées ſur les manufactures ſans diſcernement ou ſans meſure, en occaſionnent, comme je l'ai fait voir plus haut, la cherté & la falſification ; la cherté des manufactures diminue leur conſommation & leur falſification provoque la recherche & la conſommation des manufactures étrangeres ; par conſequent la puiſſance du principe actif de la machine de la population s'affoiblit de toute maniere, les rouages ſe rétréciſſent & la nation rétrograde proportionnellement dans ſa population & dans ſa proſpérité.

Les taxes ſur les manufactures paroiſſent être la grande ſource, dans laquelle le miniſtre actuel des finances de l'Angleterre * ſe propoſe de puiſer à l'avenir les moyens

* M. Pitt.

de l'Etat & le cri général des hommes éclairés n'a pas été capable de lui déſſiller les yeux ſur les conſequences d'un ſyſtême auſſi pernicieux. Novice encore dans l'Economie politique, parceque les principes de cette ſcience ne ſont point innés dans l'homme & qu'il n'a eu le tems de les acquérir, ni par la méditation ni par l'expérience, ſes foibles lumieres ne lui ont pas permis de voir dans les citoyens patriotiques, qui ſe ſont élevés contre ſes meſures, les fidelles interpretes de ces principes & il s'eſt perſuadé, que leur cri n'etoit que celui de la faction & de l'intérêt perſonnel.

Mais moi, qu'il ne peut ſoupſonner ni d'eſprit de faction, ni d'intérêt perſonnel, j'oſe lui tenir le même langage & lui dire avec la fermeté & le courage, que m'inſpire le bien de mes ſemblables, dans telle contrée où je les trouve raſſemblés, parceque par tout ils ſont mes freres, que de

tous

tous les moyens de ruiner les manufactures, l'agriculture, le commerce & la proſpérité d'une nation, il n'y en a pas de plus infaillible & de plus prompt, que le ſyſtême qu'il a commencé à pratiquer, ſurtout lorſqu'un ſyſtême auſſi fatal frappe ſur une nation, dont la ſituation exige les plus grands ménagemens.

Nation éclairée & reſpectable ! Anglois, vous qui avés ſu ſi glorieuſement vous maintenir dans la dignité de l'homme, ſi généralement avilie ſur tout le reſte de la terre ; vous, qui avés été pour les nations de l'Europe l'école des bons principes de l'Economie politique, comment avés vous pu vous égarer vous mêmes dans vos idées ſur cette ſcience ? Comment avés vous pu vous enflammer d'opinion & de confiance pour un jeune homme & vous flatter, qu'il ſeroit capable de vous ſauver des maux, que des événemens malheureux ont amenés ſur vous ſi promptement ? Il vous a mon-

tré le talent de l'éloquence dans un degré rare & vous avés cru voir en lui dans le même degré l'amour de la patrie ; mais le talent de l'éloquence & l'amour de la patrie ſont ils la ſcience de l'Economie politique & cette ſcience, la plus difficile de toutes celles, que l'eſprit humain peut embraſſer, eſt elle l'inſéparable apanage du grand orateur & du bon citoyen ?

Le don de la parole & l'amour des hommes vous auroient ils parus des qualifications ſuffiſantes dans un jeune médecin ſans théorie & ſans pratique, pour lui confier excluſivement le ſort des malades dans un hôpital ? Le don de la parole & l'amour des hommes vous auroient ils parus des qualifications ſuffiſantes dans un jeune pilote ſans théorie & ſans pratique, pour lui confier excluſivement le ſort des paſſagers dans une navigation difficile ? Non certainement & perſonne de vous n'auroit voulu choiſir ainſi ſon médicin dans une

maladie

maladie grave, ni ſon pilote ſur une mer perilleuſe ; cependant c'eſt ainſi que vous avés voulu, que fut choiſi l'arbitre de votre deſtinée, de la proſpérité publiqué, de la votre & de celle de vos enfans.

Mais ce n'eſt pas la tout ; vous avés fait pire encore ; au lieu du jeune homme, qui a reunis vos voeux & vos acclamations, vous vous etes donnés pour miniſtres des hommes, que vous n'avés jamais été dans l'intention d'avoir pour tels & que vous auriés peutêtre abhorrés, ſi on vous les avoit propoſés. Car comme le défaut de lumieres dans celui de votre choix l'a mis dans l'inévitable néceſſité de recourir aux lumieres des autres, vous l'avés expoſé au riſque d'être dirigé dans ſa conduite à votre égard par des hommes peutêtre encore moins éclairés qui lui ; par des hommes, qui dans l'obſcurité n'auroient point à répondre de votre confiance, ni à rougir de l'abus indirect, qu'ils en feroient & peut-

être par des hommes assez dépravés, pour n'avoir en vue que leur propre intérêt & jamais le votre. Du moins voila les malheureuses consequences, qu'on n'a vu que trop souvent résulter chez d'autres nations du choix de ministres destitués de lumieres propres & il seroit bien difficile de se persuader, que les choses fussent autrement chez vous.

Si, au lieu d'être une nation gouvernée sous un système d'agriculture rélative, fondé sur un système de manufactures, vous aviés eu le malheur d'être une nation montée sur les principes d'une constitution purement militaire & que le tems eut amené un relachement dans les ressorts de cette constitution, dans la discipline & dans l'esprit général, je conçois parfaitement, qu'un jeune homme auroit pu êtré capable de porter remede à vos maux & de vous rappeller à votre primitive vigueur, parceque l'homme peut apporter avec lui au monde

les

les qualités qui forment le grand homme de guerre & l'hiſtoire nous a tracé l'exemple de plus d'un jeune Heros, qui a été le ſauveur de ſa patrie dans le genre de maux, que peut éprouver une nation militaire.

Mais ce n'eſt pas la votre cas. Nul homme ne vient au monde avec la connoiſſance des principes de l'Economie politique, comme nul homme ne vient au monde avec la connoiſſance des principes de la haute géometrie ; l'une & l'autre des deux ſciences exigent une étude longue & profonde & l'Economie politique bien plus longue & profonde, que la haute géometrie, parce qu'elle eſt une ſcience de rapports vagues & continuellement variables & par conſequent infiniment plus difficiles à ſaiſir & à combiner, que les rapports fixes & déterminés des nombres & des lignes.

Le jeune homme, que vous vous etes donné pour miniſtre, auroit certainement

appris les principes de l'Economie politique auſſi bien & peutêtre mieux que perſonne, par les dons que la nature lui a fait ; mais il ne les a pas appris, comme toutes ſes oeuvres vous l'ont manifeſté & la maniere, dont il voudroit les apprendre, ne peut pas vous convenir ; vous n'etes pas en état de laiſſer faire des apprentiſſages ſur vous ; il vous faut des hommes tout appris. Vos maux ſont ſérieux & quoique je les regarde tous comme parfaitement remédiables, les fauſſes & impropres pratiques, qu'on cherche a leur appliquer, bien loin de les guérir, ne font qu'en aggraver journellement le poids ſur vous. Encore ſi cette aggravation de vos maux vous ouvroit une perſpective conſolante de ſoulagemens pour l'avenir, la raiſon la rendroit ſupportable ; mais c'eſt à pure perte pour l'avenir, que vous ſouffrés de plus en plus dans le preſent & j'oſe vous aſſurer, ou rien n'eſt vrai dans l'Economie politique, que ſous la continuation des meſures

du preſent ſyſtême vos maux finiroient par ne plus admettre d'autres remedes, que des remedes violents & par conſequent funeſtes.

La puiſſance du principe actif de la machine de la population eſt affectée indirectement dans le rouage des cultivateurs par les mêmes raiſons, qu'elle l'eſt dans celui des manufacturiers, c'eſt à dire, lorſque l'agriculture n'eſt point encouragée ; lorſque la circulation des productions de la terre eſt aſſujettie à des gênes & à des reſtrictions ; lorſque les cultivateurs gémiſſent ſous un faux ſyſtême de taxation. Dans tous ces cas le rouage des cultivateurs n'obéit point à toute l'action & ne développe point toute l'étendue, que le rouage des manufacturiers voudroit lui communiquer & cette réſiſtance dans le rouage des cultivateurs empêche à ſon tour le rouage des manufacturiers de recevoir toute l'action eſt de développer toute l'étendue,

due, que voudroit lui donner le principe actif; ou ce qui eſt la même choſe; les cultivateurs découragés dans leurs travaux ne multiplient point leur ſuperflu de ſubſiſtance proportionnellement à la multiplication des manufacturiers; les manufacturiers contrariés dans le cours naturel de leur multiplication, parcequ'il eſt impoſſible qu'il y ait plus d'hommes que de ſubſiſtance, ne multiplient point leurs bras proportionnellement à la demande des conſommateurs; les conſommateurs, incomplétement ſervis par les manufacturiers nationaux, cherchent le complement de leurs beſoins chez les manufacturiers étrangers, ou gardent leur argent dans leurs coffres & la machine de la population, défective dans toutes ſes parties, devient incapable d'opérer de grands effets.

Je ſuis naturellement appellé ici à une digreſſion de mon ſujet, dont j'aurois bien déſiré pouvoir me diſpenſer; mais le même

devoir,

devoir, qui me porte à faire part à mes ſemblables des foibles connoiſſances, que je puis avoir acquiſes dans une ſcience, qui intéreſſe ſi fort leur bonheur & à laquelle je me ſuis conſacré tout entier le jour & la nuit, m'oblige de chercher à les mettre à l'abri des erreurs de ceux, qui voudroient leur en impoſer, ou qui faute d'être mieux inſtruits les tromperoient de bonne foy.

C'eſt à vous Etranger *, qui avés dirigé les finances de la France & dont j'ai déja eu occaſion de dire un mot, que je m'adreſſe ; vous appartenés à l'une ou à l'autre des deux claſſes d'hommes, que je viens de mentionner & que ma conſcience me force de combattre. Je ne deciderai point à laquelle ; les perſonnes éclairées & libres de partialité prononceront d'après la courte analyſe, que je vais faire de vos lumieres & de vos principes. Dans ce que

* M. Necker.

je

je dirai je ne me ſervirai pas comme vous d'expreſſions recherchées ; je n'en aurois pas le talent, mon langage ſera ſimple & quelqu'incorrect qu'il puiſſe être, j'eſpere qu'on l'entendra.

Le grand principe, que vous avés fixé à l'agriculture & à la police des grains en France, eſt de permettre la ſortie des grains lorſqu'il y en auroit de trop ; de la défendre lorſqu'il n'y en auroit que ce qu'il faut ; de faire venir des grains de l'étranger lorſqu'il n'y en auroit pas aſſez & d'attendre dans le plus parfait calme celle des trois chances, qu'il plairoit au hazard d'amener ; & ſurquoi avés vous fondé une combinaiſon auſſi lumineuſe ? Sur ce que la meſure & la molleſſe des mouvemens d'une adminiſtration auſſi délicate, que celle de la France, n'en peut pas admettre d'autre. Quel abſurde & inintelligible galimatias ! Pour couvrir votre ignorance, vous avés la témérité de prononcer, que la France n'eſt

pas

pas ſuſceptible des bons principes de l'Economie politique dans la partie même la plus eſſentielle de cette ſcience & pour ne pas vous montrer incapable d'appliquer ces principes à la France, il faut que vous l'accuſiés cette malheureuſe France d'être incapable de les recevoir.

Savés vous ce que c'eſt, qu'une adminiſtration délicate dans le ſens, que vous voudriés le faire entendre ? Une adminiſtration ignorante & fondée ſur des principes faux ; car une adminiſtration éclairée & fondée ſur des principes vrais eſt une adminiſtration forte. Savés vous ce que c'eſt, que de ne pas croire la France ſuſceptible de tous les bons principes de l'Economie politique ? C'eſt ne connoitre ni la France ni les bons principes ; car dans l'univerſalité de ces principes il n'y en a pas un ſeul, qui ne ſoit auſſi parfaitement applicable à la France, qu'a toute autre nation de la terre.

Je

Je crois avoir développé dans ce diſcours les ſeuls vrais principes, que les nations doivent ſuivre dans leur agriculture, ſi elles veulent la porter à toute l'étendue, dont elle peut être ſuſceptible & des hommes célèbres avoient préſentés ces principes avant moi. Il ſeroit donc non ſeulement inutile de vous les répéter ici, mais peutêtre difficile de vous les faire concevoir, puiſque vous avés exiſté ſi longtems ſans les comprendre, malgré la préſomption, que vous avés eu, de vouloir les enſeigner aux autres dans un ouvrage, que vous avés oſé publier à ce ſujet. Je ne chercherai pas non plus à accrediter ces principes dans votre eſprit, en vous citant les bons effets qu'ils opérent depuis un ſiecle en Angleterre ; vous me diriés ſans doute, qu'il etoit tout ſimple, qu'ils convinſſent à la diſcordance & à la rudeſſe des mouvemens d'une adminiſtration auſſi groſſiere, que celle de cet Etat. Enfin je ne tenterai pas, pour vous convertir, d'appel-

ler

ler à mon ſecours les temoignages de tant d'hommes, plus éclairés que vous & moi, qui ont demontré l'infaillibilité de ces principes; vous traiteriés ces temoignages avec mépris & vous me répondriés, que ces hommes éclairés n'etoient que des doctrinaires exagérés, qui ne tenoient dans leurs mains que l'étendart de l'erreur; je vais donc quitter ce ſujet & paſſer à un autre.

A vous entendre, les connoiſſances les plus profondes dans l'Economie politique ſe trouvent réunies chez vous au plus ſublime & au plus pur caractere moral. On ne lit preſque aucune page dans vos Ecrits, où vous n'ayés ſoin de l'inſinuer & d'en rappeller le ſouvenir au lecteur. Mais ce n'eſt pas à votre moral que j'en veux, ce n'eſt pas mon affaire, c'eſt à vous à y voir; la ſeule obſervation cependant, que je vous demanderai la permiſſion de vous faire, c'eſt que jamais ni les tems anciens, ni les tems

modernes

modernes n'ont montré un vrai homme de bien, qui ſe ſoit vanté autant que vous de l'être & que vous etes par conſequent le premier homme de bien de votre eſpece. Ce n'eſt que vos lumieres que je veux diſcuter, parceque c'eſt ſous ce rapport ſeul, que vous tombés dans le reſſort des fonctions, que je dois & que j'ai voué pour ma vie au bien de mes ſemblables.

Si ce que vous avés fait en France, pendant que vous avés été à la tête des finances de cet Etat, vous a confirmé, comme il paroit, dans l'opinion que vous vous etiés formé de vos hautes qualifications pour la place, que vous avés occupé ; je crois que je vous prouverai, que vous auriés été tout auſſi capable d'exécuter tout ce que vous avés fait, quand vous auriés été le plus ignorant de tous les hommes dans l'Economie politique. Trois circonſtances ont du concourir, pour vous mettre en état de réuſſir dans toutes vos opérations par un

travail

travail purement mécanique. Il falloit qu'il exiſtat en France beaucoup d'abus, beaucoup de prodigalités, beaucoup de places & de manutentions ſuperflues dans les finances. Il falloit que vous euſſiés la volonté de reformer ces abus, ces prodigalités, ces places & ces manutentions ſuperflues. Il falloit que la volonté du ſouverain donnat l'efficacité à la votre.

Or les abus & les prodigalités dans les finances vous ont offert une riche moiſſon & encore plus facile à faire que celle des champs ; car un ſimple trait de plume renforcé de votre inflexibilité & paſſé ſur les articles, que vous aviés envie de gagner, dans les états de dépenſes qu'on vous preſentoit, faiſoit toute l'affaire. La ſuppreſſion des places & des manutentions ſuperflues & l'établiſſement d'une nouvelle manutention plus circonſcrite, quoique pas tout à fait auſſi ſimples, que la moiſſon des abus & des prodigalités, n'en etoient

pas moins des opérations mécaniques, dans leſquelles vous avés d'ailleurs été grandement aſſiſté par des perſonnes, qu'une longue pratique dans ce genre avoit mis en état de vous tracer les routes & de vous applanir les difficultés.

Quand à votre volonté pour les reformes de toute eſpece, elle devoit être la volonté la plus déterminée, que jamais miniſtre ait été capable de montrer en France. Sans connexions, ſans alliances, ſans parens, ſans amis, ſans patrie & jouiſſant d'une fortune immenſe & indépendante, vous n'aviés pas à craindre de faire tomber les coups ni les contre coups de vos opérations ſur rien de ce qui vous touchoit. Enfin les vertus du ſouverain, la ſimplicité de ſes moeurs, ſon eſprit d'ordre & d'économie vous aſſuroit le plus entier concours de ſa volonté à la votre & en armant ainſi vos bras d'une force irréſiſtible, il vous diſpenſoit de toute force dans la tête.

Je

Je vous demande & je demande à tous les hommes capables de juger ſans prévention, ſi dans l'expoſé, que je viens de faire, je n'ai pas gardé la fidelité la plus exacte à la verité & ſi vous etes forcé d'en convenir, n'eſt il pas évident, qu'au milieu de tous les changemens, que vous avés fait en France, votre eſprit auroit pu être une table parfaitement raze & vuide de toute notion des grands principes de l'Economie politique & qu'avec le concours & la facilité des mêmes trois circonſtances, qui ont donné l'être à toutes vos opérations, le miniſtre des finances le plus borné auroit été tout auſſi capable que vous d'exécuter tout ce que vous avés fait? Il faudroit, que je me trompaſſe bien fort dans ma maniere de voir, ſi tout cela n'etoit pas vrai.

Dans ce que je viens de dire, je n'ai point entendu décider du mérite de vos opérations conſidérées en elles mêmes;

ſans examen je veux bien ſuppoſer, que dans leur genre elles ont été toutes bonnes & utiles à la France ; j'ai ſeulement voulu faire voir, qu'elles n'ont pas exigé la millionieme partie des lumieres ſupérieures & pour ainſi dire excluſives à tout le reſte des hommes, que vous voudriés vous donner aux yeux de la France, de l'Europe & de la Terre entiere, ſi vous le pouviés. Toutes vos oeuvres ſe ſont bornées à raccommoder un peu les rouages d'une machine, qui pêche eſſentiellement dans la puiſſance active de ſon reſſort & dans tous ces raccommodages vous n'avés pas ſongé un ſeul inſtant à toucher à ce défaut capital, parceque vous ne vous en etes pas formé la moindre idée & ne dites pas, que vous y ſeriés venu, ſi l'on vous en avoit laiſſé le tems, vous ne diriés pas la verité.

Car dans vos Ecrits, que j'ai eu la patience de lire avec la même attention, que j'aurois voué à de bons ouvrages, vous n'avés

n'avés pas manifeſté la plus legere trace de connoiſſance de la vraie cauſe des maux de la France ; pas la plus legere trace de connoiſſance des principes fondamentaux de l'Economie politique. Par tout on ne rencontre que des perſonnalités pénibles à traverſer ; des périodes diffuſes ſur des lieux communs ; des formes laborieuſement travaillées pour rectifier des déterminations preſque indifférentes en elles mêmes ; des idées fauſſes ou vagues & cumulées les unes ſur les autres en un tas ſi informe, qu'on cherche en vain à y déterrer un ſeul principe clair & net. Sur quelques objets vous avés bien hazardé de dire le pour & le contre, mais avec la prudence de laiſſer au lecteur à trouver la ſolution ; en un mot, il y a entre vos Ecrits & ce bel enſemble de principes, qui caractériſe le vrai génie de l'Economie politique, une diſtance infinie & il eſt plus que probable, que vous avés dit tout ce que vous ſaviés.

Ce ſont la je crois des raiſons déja bien fortes pour être authoriſé de penſer, que dans les choſes véritablement eſſentielles vous n'auriés jamais été plus loin, que vous n'avés été. Mais en voici une nouvelle preuve ; ſi vous aviés été dans l'intention ou capable de frapper ſur le vice radical de l'Economie politique de la France, vous n'auriés certainement pas commencé par concentrer tous vos travaux & toutes les facultés de votre eſprit dans le genre de raccommodage, que vous avés fait aux rouages de la machine ; vous auriés ſenti clairement, que les changemens dans le reſſort auroient exigés dans les rouages des changemens bien différens de ceux, que vous avés fait & vous n'auriés pas été aſſez inſenſé, de faire des choſes tout exprès pour les défaire & vous fatiguer & fatiguer la France ſi mal à propos.

Vous avés mis le revenu de la France non ſeulement au niveau, mais au deſſus

des

des dépenſes ; quelque avantageuſe qu'ait pu être cette opération à la France, elle a été l'effet immédiat de vos reformes & cet effet auroit eu néceſſairement lieu, quand vous auriés ceſſé d'exiſter au même inſtant, où vos reformes ſe ſont trouvé conſommées ; car il eſt impoſſible, qu'une diminution abſolue dans les dépenſes n'opére pas une augmentation rélative dans le revenu. Or ſi la diminution abſolue dans les dépenſes de la France n'a pas exigé de votre part la moindre connoiſſance ſolide des grands principes de l'Economie politique, n'eſt il pas de toute évidence, que l'augmentation rélative du revenu de la France n'a pas du en exiger davantage ? Pourquoi donc vanter avec tant d'oſtentation & préſenter comme un réſultat de lumieres pour ainſi dire ſurnaturelles l'effet phyſique d'une cauſe, laquelle n'a eu beſoin pour être, que de votre volonté.

Dans toute nation gouvernée ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne & dans laquelle les dépenſes publiques excédent le revenu, il y a deux méthodes de rétablir l'ordre dans les finances & d'élever le revenu au deſſus des dépenſes ; la premiere, par la diminution abſolue des dépenſes ; la ſeconde, par l'augmentation abſolue du revenu. La premiere de ces deux méthodes eſt celle de l'homme ordinaire, parcequ'elle eſt purement mécanique & par conſequent à la portée de toutes les capacités ; c'eſt celle que vous avés ſuivie en France. La ſeconde eſt celle de l'homme éclairé, parcequ'elle puiſe l'augmentation du revenu public dans l'augmentation du revenu des particuliers & exige par conſequent tout à la fois une connoiſſance profonde des vrais principes de l'Economie politique & le talent d'appliquer ces principes.

Pourquoi n'avés vous pas donné la préférence à la derniere des deux méthodes ? Auriés vous craint de faire languir l'amour propre ? Vous auriés certainement eu tort ; car je vous garantis & je démontrerois, ſi c'etoit ici le lieu, auſſi rigoureuſement, que peut être démontrée la verité géometrique la plus certaine, qu'il n'exiſte point d'Etat ſur la terre, dans lequel le revenu public & le revenu des particuliers ſoyent ſuſceptibles d'être augmentés enſemble & plus facilement & plus promptement qu'en France.

Je ne veux pas dire, qu'on doive laiſſer ſubſiſter des abus dans les dépenſes ; dans toutes les circonſtances d'une nation, heureuſes & malheureuſes, l'homme d'Etat doit ſe faire une religion de n'en jamais introduire ou laiſſer ſubſiſter. Mais il eſt naturel de croire que l'homme, qui ne cherche l'augmentation du revenu public que dans la diminution des dépenſes, doit

voir

voir beaucoup plus d'abus, que n'en verroit l'homme, qui chercheroit l'augmentation du revenu public dans l'augmentation du revenu des particuliers & je n'ai nul doute, que ce n'ait été votre cas.

Vous avés temoigné les plus grands regrets, que la guerre vous ait empêché de remettre des taxes à la nation ; mais une remiſe de taxes à la nation de votre part auroit elle été une preuve de la ſupériorité de vos lumieres ? Où l'auriés vous puiſée cette remiſe de taxes ? N'eſt ce pas dans une ſource, qui ne vous auroit coutée à créer qu'un ſimple acte de volonté & pas le moindre de l'entendement ? Mais je va plus loin ; ces regrets, que vous avés tant manifeſtés, de n'avoir pu ſoulager de taxes la nation, offrent une preuve non équivoque de l'imperfection de vos connoiſſances dans la ſcience de l'Economie politique & encore ici vous ne vous ſeriés montré qu'un homme très ordinaire ; car

de

de tous les uſages, qu'on pouvoit faire du ſurplus du revenu de la France, le moins convenable & le moins avantageux ſans contredit à l'Etat & à la nation auroit été celui, qui vous tenoit tant à coeur.

Lorſqu'une nation eſt encore loin de la proſpérité dont elle eſt ſuſceptible, comme l'eſt certainement la France, la méthode la plus éclairée, la plus naturelle & la plus efficace de la ſoulager en taxes eſt d'augmenter ſa proſpérité ; car augmenter la proſpérité d'une nation eſt inconteſtablement augmenter ſes facultés à payer les taxes & dans les mains d'un homme d'Etat capable nul moyen au monde n'eſt plus propre à faciliter & à accélérer une révolution auſſi heureuſe, qu'un ſurplus dans le revenu public. Mais dans toutes vos opérations vous avés toujours évité les méthodes, qui exigeoient de la capacité ; car il ne falloit aſſurément pas de grands efforts de génie ; pour donner au ſurplus du

revenu de la France la deſtination, que vous aviés projettée & par deſſus ce parfait ſoulagement de l'eſprit, votre amour propre avoit encore la certitude de moiſſonner les applaudiſſemens faciles d'une multitude, qui ne ſait apprécier ſon bonheur que ſur le moment préſent.

J'ai dit plus haut, que la France, ſur le pied de ſa population actuelle, devroit jouir d'un revenu public net de près d'un milliard & demi ; par conſequent preſque triple de celui, dont elle jouit dans ce moment & j'ai certainement dit la verité; parceque l'Angleterre jouit proportionnellement de ce revenu & que la France etoit plutôt faite pour en jour que l'Angleterre. Mais je ſuis infiniment loin d'approuver ce ſyſtême inhumain, qui porte les nations de l'Europe à multiplier les taxes ſans meſures ſur les peuples. Mon intention n'a été, que de faire voir, que le véritable & le plus conſolant de tous les

moyens

moyens de ſoulager une nation des taxes qu'elle paye eſt d'augmenter ſes facultés à les payer, c'eſt à dire, d'augmenter ſa proſpérité. Car s'il plait à la Divine Providence de me conſerver la vie & la ſanté, je montrerai aux nations de l'Europe, quand l'ordre des choſes m'y aménera, le moyen de fournir à toutes leurs dépenſes, ordinaires & extraordinaires, quelques immenſes & indéfinies que puſſent être ces dernieres, avec une ſomme de taxes raiſonnablement limitée pour toujours & ſans que jamais les peuples puſſent être dans le cas d'en payer davantage, quand même leurs facultés leur permettroient d'en ſupporter ſans inconvenient le double & le triple.

Vous vous etes glorifié d'avoir ſu fournir aux dépenſes de la guerre ſans accroitre le poids des taxes ſur la nation. Mais ſi les produits de vos reformes & les extinctions continuellement progreſſives des

annuités viageres ont offert à vos anticipations & à vos emprunts des baſes ſuffiſantes, où eſt la ſcience & n'auriés vous pas été un homme coupable de demander des contributions aux peuples ſans néceſſité ? Pourquoi donc préſenter ſans ceſſe les conſequences naturelles de vos reformes comme des traits de génie ? Mais il faut voir, ſi vous avés à vous glorifier davantage de vos lumieres dans la maniere, dont vous pretendés avoir perfectionné, ce que vous appellés le crédit public de la France.

Pour fournir aux dépenſes de la guerre, vous avés fait des anticipations & des emprunts. Il ne me ſeroit pas difficile de vous prouver d'un coté, que les anticipations ſur le revenu public ſont tout auſſi inconſiſtantes avec les bons principes de l'Economie politique, que le ſont avec une conduite ſage les anticipations d'un particulier ſur ſon revenu & de l'autre, que vos emprunts ont été peu dignes d'un homme éclairé.

éclairé. Mais je veux laiſſer & les anticipations & les emprunts ſans blâme & les ſuppoſer des opérations parfaitement bonnes, pour ne conſidérer que les effets, qui peuvent en avoir réſultés en faveur du crédit public de la France.

Vous avés donné ſuffiſamment à entendre, que c'eſt dans votre crédit perſonnel & dans votre caractere moral, qu'il faut chercher la vraie cauſe du ſuccès de vos anticipations & de vos emprunts pendant la guerre & que ſans ces avantages il auroit été difficile de ſervir la France comme vous avés fait. Il eſt inconteſtable, que votre ancien état ; la grande fortune que vous y avés acquis ; l'habitude que vous y aviés contracté de faire pour votre compte particulier des marchés d'argent conſidérables & les rélations, qu'il vous a procuré avec les premieres maiſons de commerce & de finance, ont du faciliter vos opérations publiques.

Mais

Mais le crédit particulier d'un individu placé à la tête des finances d'un Etat, eſt il le crédit public de cet Etat? L'oppoſition de ces deux eſpeces de crédit n'eſt elle pas indiquée par les mots mêmes, qui ſervent à les exprimer & d'après vous même le crédit public de la France ne devoit il pas diſparoitre du moment, où les finances de cet Etat ne ſe trouveroient plus dans les mains d'un homme comme vous, ou ce que vous paroiſſés avoir regardé comme la même choſe, d'un homme tel que vous avés peint dans vos Ecrits.

C'eſt preciſément parcequ'en France le crédit public dépend malheureuſement du caractere moral & du crédit perſonnel de chaque miniſtre des finances, qu'il n'y a point de crédit public en France & que tout n'y eſt que pur crédit ou pur diſcrédit particulier. Voyés l'Angleterre; depuis un ſiecle il y a eu certainement à la tête des finances de cet Etat des hommes

de

de toutes ſortes de caracteres & quand à la probité & quand à la capacité ; car dans ce pays le choix des hommes pour les grandes places ſe décide à peu près comme par tout ailleurs. Cependant ſous cette varieté de caracteres le crédit public s'eſt maintenu dans toutes les circonſtances ; parcequ'il avoit une baſe indépendante du caractere des hommes & que les hommes etoient forcés malgré eux de fonder & de bâtir leurs opérations ſur cette baſe.

Ne me dites pas, que la baſe du crédit public de l'Angleterre tient néceſſairement à la conſtitution du gouvernement de cet Etat & qu'il ne ſeroit pas poſſible de donner une baſe auſſi ſolide au crédit public de la France ; en répétant ce lieu commun, vous me confirmeriés de plus en plus dans le peu d'opinion, que m'ont deja donné de vos idées ſur le crédit public vos opérations & vos Ecrits ; car je ſuis forcé de dire, que dans tous vos diſcours ſur cet

objet, dans vos innombrables phraſes, je n'ai pas trouvé un mot, qui ait pu me perſuader, que vous en ayés eu une notion claire.

Au lieu de conſidérer le crédit public intrinſéquement & comme il réſulte des vrais principes de l'Economie politique, vous n'avés ſu le conſidérer qu'extrinſequement & comme vous avés imaginé, qu'il pourroit réſulter de cette multitude de qualités, grandes, moyennes & petites; bonnes, indifférentes & miſérables, que vous avés exigé dans l'homme, qui doit l'exercer. Quelle baſe chimerique! à de pareilles conditions n'auroit il pas été plus naturel & plus franc de votre part, au lieu de pretendre ſi mal à propos d'avoir perfectionné le crédit public de la France, d'avouer tout de ſuite, que vous croyés le crédit public impoſſible en France & que vous regardés cet Etat néceſſairement condamné

damné à n'exiſter que ſur le crédit précaire des miniſtres de ſes finances.

Dans le diſcours que je vouerai, s'il plait à Dieu, au crédit en général & que j'ai deja annoncé plus haut, vous apprendrés j'eſpere, que la France, malgré la différence dans la conſtitution de ſon gouvernement, eſt non ſeulement ſuſceptible d'un crédit public auſſi ſolide, auſſi étendu & auſſi peu dépendant du caractere moral des hommes que l'Angleterre, mais plus étendu & plus parfait même, que celui dont jouit cet Etat; parceque dans l'ordre actuel des choſes, le crédit public de l'Angleterre eſt, comme je l'ai déja dit, fondé ſur des établiſſemens & ſur des rapports, qui tiennent ſi intimement à tous les intérêts publics & particuliers, qu'il ſeroit difficile d'y toucher & de les modifier ſur le pied, que la perfection du crédit public de cet Etat exigeroit; au lieu que rien ne peut empêcher la France, qu'on peut cer-

tainement regarder comme un corps tout neuf du coté du crédit public, de le recevoir ſur le champ dans ſa plus grande perfection.

Il me reſteroit bien des choſes à dire, ſi je voulois tracer l'imperfection de toutes les opérations, que vous avés fait & que vous aviés projetté de faire en France. Mais j'ai déja trop long-tems perdu de vue le ſujet principal de mon diſcours & je vais finir cette digreſſion par une derniere obſervation ſur votre conduite & votre adminiſtration. Ce n'eſt plus le bien que vous n'avés fait, faute d'avoir ſu le faire, c'eſt le mal que vous avés fait en pleine connoiſſance de cauſe, que j'ai à vous reprocher & je vous avoue, que ſous ce point de vue vous vous montrés à mes yeux tout à la fois infidelle à la confiance du ſouverain, que vous ſerviés & infidelle à vos proteſtations de zele & de pureté d'intentions pour le bien public.

Ce

Ce mal que vous avés fait, ou ce qui eſt la même choſe, que vous avés laiſſé ſubſiſter, eſt l'abominable établiſſement de ce qu'on appelle la loterie roiale de France ; cet éxécrable jeu, qui tous les mois deux fois ſe branche dans toute l'étendue du roiaume, pour aller empoiſonner d'illuſions l'eſprit des citoyens ; détourner leur attention & leurs fonds de leurs devoirs & de leurs profeſſions ; porter le déſordre & la ruine dans leurs fortunes ; les provoquer au vol, aux infidélités de toute eſpece, au déſéſpoir & au ſuicide ; voila les maux, dont vous vous etes rendu coupable & reſponſable devant Dieu & les hommes, pour n'avoir pas anéanti le plus infame & le plus pernicieux de tous les moyens de lever des contributions ſur les peuples.

Ce n'eſt pas la tout encore. Quelles mains avés vous employé pour verſer ainſi vingt quatre fois par an le poiſon d'une calamité ſur tout le peuple François ?

Les propres mains du ſouverain, d'un Roi juſte, qui a ſévi avec tant de ſageſſe & de fermeté contre les excès du jeu particulier ; c'eſt à ce Roi, que vous avés laiſſé faire le ſcandaleux rôle de banquier du plus horrible & du plus inégal de tous les jeux d'hazard ; tandis que dans toute l'Europe, où ce malheureux fléau s'eſt introduit, les ſouverains ont eu ſoin au moins d'en écarter l'odieux de leurs perſonnes. Aviés vous jamais fixé ſon attention ſur le cruel perſonnage, que vous lui faiſiés jouer vis à vis ſon peuple ? Il ne m'eſt pas poſſible de le croire & par conſequent de ne pas vous regarder comme un homme, qui après avoir trahis les devoirs de la morale, en laiſſant ſubſiſter un établiſſement qui en renverſe tous les principes, a trahis ceux envers le ſouverain, en le laiſſant placé dans un rapport, qu'il auroit abhorré, s'il l'avoit connu ſous toutes ſes circonſtances.

Ne

Ne m'allégués je vous prie aucune des frivoles & aux yeux de l'homme éclairé mépriſables raiſons, ſur leſquelles on a cherché à juſtifier l'établiſſement de la loterie roiale de France ; ce n'eſt pas d'ignorant, que je vous traiterois alors, mais d'homme de la plus mauvaiſe foy ; parceque, malgré vos connoiſſances ſuperficielles dans l'Economie politique, vous en ſaviés aſſez pour être auſſi convaincu que moi de l'abſurdité de ſes raiſons. Il n'eſt donc pas poſſible de douter un inſtant, que vous n'ayés agi directement contre les témoignages de votre conſcience & je veux croire, que cette conſcience a eu beaucoup de part dans la grande attention, que vous avés donné aux priſons & aux hôpitaux de la France.

Croyés vous, que l'Angleterre n'auroit pas ſu, auſſi bien que la France, établir chez elle la loterie, dont il s'agit, ſi elle avoit cru y entrevoir des avantages, ou

des inconveniens réels à ne pas l'avoir ; mais elle n'a vu dans un pareil établiſſement que les conſequences les plus revoltantes. La loterie même, qu'elle pratique quelques fois dans les beſoins extraordinaires de l'Etat, quoique fondée ſur les principes les plus équitables, puiſque le gouvernement rend en lots tout ce qu'il reçoit en miſes & qu'il ſe contente pour tout profit d'une très courte jouiſſance de l'argent ſans intérêt ; cette loterie juſte même eſt regardé par tous les Anglois éclairés & avec raiſon, comme un très grand mal ; car une nation, montée ſur un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, pêche manifeſtement contre les tout premiers principes de ce ſyſtême, lorſqu'elle ouvre elle même aux citoyens des débouchés, par leſquels ils peuvent détourner leurs fonds de l'agriculture, de l'induſtrie & du commerce, ſurtout lorſque ces débouchés ſont en même tems, comme celui que préſente la loterie

roiale

roiale de France, deſtructeurs de la morale publique.

Si en arrivant à la tête des finances de la France vous aviés trouvé une vingtaine d'abus auſſi énormes, mais auſſi lucratifs dans votre maniere de voir, que la loterie roiale de France, vous les auriés donc tous laiſſé ſubſiſter & vous ne vous feriés attaché qu'a la ſuppreſſion des abus, pretendus ou vrais, qui auroient laiſſé de l'argent vacant, ou ce qui eſt la même choſe, qui vous auroient fournis des matériaux pour élever l'édifice de votre gloire, dans le genre de gloire que vous cherchiés ; il n'eſt preſque pas poſſible d'en douter.

Car ſans parler de l'extreme facilité, que vous auriés eu dans un Etat comme la France, de remplacer, s'il avoit été néceſſaire, huit ou dix miſérables millions, que vous offroit annuellement la loterie roiale de France ; du moment où le revenu de la

France

France s'eſt trouvé ſupérieur aux dépenſes, on vous a bien vu manifeſter le plus vif deſir de profiter de ce ſurplus pour remettre des taxes à la nation ; mais pendant toute votre exiſtance dans le miniſtere des finances, on ne vous a jamais vu montrer le moindre deſir de compenſer par ce ſurplus du revenu la plus oppreſſive & la plus criminelle de toutes les taxes. Une pareille conduite de votre part n'authoriſe-t-elle pas de penſer, que ce n'eſt pas l'applaudiſſement des hommes éclairés & des gens de bien, mais l'applaudiſſement de la bonne & ignorante multitude, que vous cherchiés,

Voila tout ce que les limites de ce diſcours m'ont permis de dire ſur vos opérations & ſur vos Ecrits. Si ma maniere libre de m'exprimer vous offenſe, prenés vous en à la verité, que je crois avoir religieuſement ſuivie. Vous devés ſentir qu'ayant oſé la dire, comme j'ai fait, en

Angle-

Angleterre, je n'ai pas du craindre davantage de la profeſſer avec vous & j'eſpere, qu'il ne m'arrivera de la vie de ne pas oſer la dire ſans ménagemens, lorſqu'elle intéréſſera le bonheur de mes ſemblables dans la cauſe, où je leur ai conſacré mes foibles ſervices. Si j'avois eu le malheur de la bleſſer à votre égard, faites le moi voir & je vous ferai voir à mon tour, quel pouvoir elle a ſur moi.

Au reſte, quand je vous ai refuſé la connoiſſance des grands principes de l'Economie politique, je n'ai point entendu préſenter vos opérations comme mauvaiſes, conſidérées comme opérations communes ; mon intention a ſeulement été de montrer, qu'il en auroit fallu d'infiniment différentes pour mettre la France ſur le pied, où vous avés ſi mal à propos imaginé de l'avoir placée. Je ne dis pas non plus, que la France eut été moins heureuſe ſous votre adminiſtration, ſi elle avoit durée, que ſous aucune

aucune de celles, qui l'ont precedées ou ſuivies, je ne dirois pas la verité & vous avés ſans contredit été fort ſupérieur à cette foule d'hommes ordinaires, qui ont dirigé les mêmes finances.

Mais la France auroit été adminiſtrée mille ans ſous le tiſſu de vos formes & les rognures de vos économies, ſous vos foibles & dans toute la ſignification du mot empiriques principes, que mille ans elle auroit reſté à une très grande diſtance de la proſpérité, dont elle eſt ſuſceptible; parceque il eſt impoſſible, qu'une machine aille plus fort, que ſon principe actif n'a de puiſſance & que vous n'avés pas été plus habile que les autres, à dégager la puiſſance du principe actif de l'Economie politique de la France des grands vices, qui l'énervent & ne lui permettent d'exercer qu'une partie des forces énormes, qu'elle ſeroit capable de développer dans la parfaite liberté de ſon jeu.

On

On a beau creuſer des Canaux & des Ports, encourager le travail & l'induſtrie par des avances, faire des traités de commerce avantageux, ſe ménager un Tréſor roial abondant. Aucun miniſtre des finances de la France ne prétendra ſans doute vouloir ſurpaſſer dans ce genre de déterminations la prodigieuſe activité de celui, qui les a précedés tous & dont l'adminiſtration, la plus brillante ſans contredit de toutes celles, que l'Europe ait montrée chez aucune nation, a cependant ſi peu fait pour le ſolide bonheur de la France. Ce n'eſt pas ſeulement pour le préſent, c'eſt auſſi pour l'avenir qu'il faut faire & dans tout ce que l'on fait on eſt bien loin de la. Ce n'eſt pas ſur les principes d'une vraie proſpérité, ce n'eſt que ſur les pratiques d'une proſpérité apparente, qu'on conduit l'Economie politique de la France ; l'édifice reſte aſſis ſur le ſable & par conſequent expoſé au danger des moindres accidens, que le tems améne.

Quand

Quand à vos Ecrits, je n'y ai eu en vue que vos doctrines & quoique les bornes de ce diſcours ne m'ayent pas permis de les paſſer en revue l'une après l'autre, ſoyés ſûr que je n'en ſerois pas moins en état de vous prouver, que le chapitre entier de ces doctrines n'eſt qu'un amas confus de phraſes ſans véritable inſtruction ; de diſcuſſions ſuperficielles & détachées de tout principe ſolide ; de déraiſonnemens même honteux ſur plus d'un objet. Les faits de toute eſpece, que vos Ecrits renferment, n'ont point été de mon reſſort ; s'ils ſont vrais, comme on doit naturellement le croire, ils ſont intéréſſans. Mettre au jour les finances d'un Etat, comme la France, ſous les deux grands rapports du revenu & de la dépenſe, eſt ſans contredit curieux pour toutes les nations de l'Europe.

C'eſt par cette raiſon que votre ouvrage a été traduit en Angleterre & que le traducteur a fait ſentir dans ſon annonce, que chaque

chaque membre du Parlement devroit en avoir un exemplaire dans ſes mains. Ce n'eſt aſſurément pas votre ſcience que les Anglois ont admiré ; ils ont à cet égard trop d'avances ſur vous & ſi le parti de l'oppoſition vous a plus d'une fois exalté en plein Parlement ; ce n'etoit certainement pas parceque l'Angleterre avoit beſoin de vos lumieres, car celles du miniſtre *, qui dirigeoit alors les finances de cet Etat, valoient bien les votres ; mais parcequ'on avoit beſoin de vos reformes, qu'on regardoit comme dignes d'imitation, bien plus pour opérer une diminution dans le crédit du ſouverain & dans ſon influence ſur les délibérations publiques, que pour en opérer une dans les dépenſes de l'Etat.

Dans une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, on peut, comme dans

* Lord North.

l'homme,

l'homme, diſtinguer trois ages ; la jeuneſſe, l'age fait & la vieilleſſe. La nation eſt dans la jeuneſſe, lorſqu'elle eſt dans un état de proſpérité continuellement progreſſive ; elle eſt dans l'age fait, lorſqu'elle eſt dans un état de proſpérité arrêtée ; elle eſt dans la vieilleſſe, lorſqu'elle eſt dans un état de proſpérité continuellement rétrograde. Mais la nation a ſur l'homme cette grande prérogative, qu'arrivée à l'age fait il eſt en ſon pouvoir d'éviter la vieilleſſe & de renouveller ſa jeuneſſe.

L'age fait d'une nation ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, peut ſe diviſer en age fait naturel & en age fait prématuré ; l'age fait de la nation eſt naturel, lorſqu'il a été précedé de la plus complete jeuneſſe poſſible, c'eſt à dire, lorſque la nation n'y eſt arrivée qu'après s'être élevée dans l'agriculture, dans les manufactures & dans la population aux derniers termes de toute

augmentation

augmentation poſſible. L'age fait de la nation eſt prématuré, lorſqu'il n'a pas été précedé de la plus complete jeuneſſe poſſible, c'eſt à dire, lorſque la nation y eſt arrivée avant de s'être élevée dans l'agriculture, dans les manufactures & dans la population aux derniers termes de toute augmentation poſſible.

Dans le cours naturel des choſes, c'eſt à dire, dans la ſtricte & inviolable obſervation des vrais principes d'un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, une nation arrive à l'age fait, préciſément comme l'homme bien conſtitué y arrive dans le cours naturel & reglé de ſa vie, par la plus complete jeuneſſe poſſible. Sous ce régime naturel la machine de la population continuellement libre dans tous ſes mouvemens & parfaitement ſemblable au corps humain dans ſa croiſſance, ſe développe & ſe dilate d'elle même progreſſivement dans tous ſes or-

ganes, dans ſon principe actif & dans ſes rouages & ne ceſſe de s'agrandir, qu'elle n'ait enfin porté la nation à toute la ſubſiſtance & à toute la population, dont ſon territoire pouvoit être ſuſceptible.

Car voici alors l'heureuſe marche de la nation, à la prendre de l'inſtant de ſa naiſſance. Les conſommateurs, ou ce qui eſt ici la même choſe, les proprietaires des terres, en ſe donnant les premiers beſoins ſuperflus, font néceſſairement naître des manufacturiers pour les ſervir dans ces beſoins; ces premiers manufacturiers font néceſſairement naître un ſuperflu de ſubſiſtance au de la des beſoins des cultivateurs & des proprietaires des terres & ce premier ſuperflu de ſubſiſtance opére néceſſairement un premier accroiſſement dans les rentes des conſommateurs & par conſequent dans leurs facultés à dépenſer.

Après

Après le premier accroiſſement dans leurs rentes, les conſommateurs augmentent proportionellement leurs dépenſes; cette augmentation dans leurs dépenſes multiplie proportionnellement les manufacturiers au de la de leur premier nombre; les manufacturiers multipliés au de la de leur premier nombre augmentent proportionnellement le premier ſuperflu de ſubſiſtance & le premier ſuperflu de ſubſiſtance augmenté opére néceſſairement un ſecond accroiſſement dans les rentes des conſommateurs & par conſequent dans leurs facultés à dépenſer.

De même après le ſecond accroiſſement de leurs rentes, les conſommateurs augmentent de nouveau leurs dépenſes; cette nouvelle augmentation dans leurs dépenſes augmente de nouveau les manufacturiers; les manufacturiers augmentent de nouveau le ſuperflu de ſubſiſtance & le ſuperflu de ſubſiſtance de nouveau augmenté opére né-

ceſſairement un nouvel accroiſſement dans les rentes des conſommateurs & par conſequent dans leurs facultés à dépenſer & c'eſt dans cet enchainement heureux, qu'une nation parvient tôt ou tard à ſon age fait naturel, c'eſt à dire, à toute ſa ſubſiſtance & à toute ſa population poſſibles.

Dans ce développement de ſa population une nation n'a beſoin ni de la co-opération du commerce extérieur, ni de la multiplication progreſſive de ſes pieces de métal ; ſes ſeules forces intérieures & une quantité raiſonnable de pieces de métal lui ſuffiſent pour cet effet. Car le numéraire d'une nation & ſes pieces de métal ne ſont pas néceſſairement la même choſe ; ils ne ſont la même choſe, que lorſqu'une nation n'opére ſa circulation que par la machine de circulation ſimple ; mais ils ſont fort différens, lorſqu'une nation opére ſa circulation par la machine de circulation compoſée. Dans ce dernier cas une nation peut

peut non ſeulement opérer une grande circulation avec une médiocre quantité de pieces de métal, comme je l'ai fait voir plus haut; mais elle peut opérer une circulation pour ainſi dire indéfinie avec la même quantité de pieces de métal, comme j'eſpere le faire voir un jour.

L'opinion vulgaire, que l'augmentation de la proſpérité d'une nation occaſionne néceſſairement une augmentation proportionnée dans le prix des choſes, s'élévera ſans doute contre la marche naturelle de la population, que je viens de tracer. On dira que l'augmentation des rentes des conſommateurs, dans les progrès de la proſpérité d'une nation, ne doit point être enviſagée comme une augmentation réelle, mais ſeulement nominale dans leurs facultés à dépenſer, ou ce qui eſt la même choſe, on regardera cette augmentation dans les rentes des conſommateurs, comme continuellement compenſée par l'augmen-

tation dans le prix des choſes & par conſéquent comme incapable de donner aux manufactures, à l'agriculture & à la population les encouragemens progreſſifs, que je lui attribue.

Ce n'eſt pas ici la place de combattre à fond & de déraciner de l'Economie politique une erreur ſi univerſellement accréditée ; cette tâche eſt réſervée au diſcours, que j'ai annoncé plus haut, lorſque j'ai parlé de l'intime connexion, qu'il y a entre le taux de l'intérêt de l'argent & le rapport caractériſtique du ſalaire au profit des manufactures. Parcequ'on a vu le prix commun des choſes tripler en Europe depuis la découverte des mines de l'Amérique ; parcequ'on voit l'augmentation du prix des choſes ſuivre, pour ainſi dire, immédiatement l'augmentation des richeſſes numéraires, chez les nations, qui avancent dans leur proſpérité ; on a conclu, que dans toute nation le prix des choſes ſe proportionnoit néceſſaire-

néceſſairement à la maſſe des richeſſes numéraires.

Mais c'eſt à la honte des hommes d'Etat, que l'expérience eſt devenue ainſi le faux garant d'un principe contraire à la raiſon. Ce n'eſt pas l'augmentation des richeſſes numéraires en Europe, qui a cauſé l'augmentation du prix des choſes ; le prix des choſes n'a augmenté en Europe, que parceque les choſes ne ſe ſont pas multipliées en proportion de la multiplication des richeſſes numéraires & ce n'eſt qu'aux fauſſes déterminations de toute eſpece des hommes d'Etat, qu'un mal auſſi grand doit être attribué. Car à tel degré qu'une nation puiſſe graduellement multiplier la maſſe de ſes richeſſes numéraires ; ſi ſes hommes d'Etat ont l'attention & le talent de multiplier dans la même proportion la maſſe des choſes, c'eſt à dire, le travail & l'induſtrie, comme dans les vrais principes de l'Economie politique cela peut & doit être,

le prix des choſes n'augmentera point & ce n'eſt, que parceque nulle part en Europe la maſſe des choſes, c'eſt à dire, le travail & l'induſtrie n'ont repondus parfaitement à la multiplication des richeſſes numéraires, que le prix des choſes a augmenté généralement.

La maſſe des richeſſes numéraires peut être conſidérée, comme la repréſentation & la meſure du luxe des conſommateurs, ou ce qui eſt la même choſe, comme la repréſentation & la meſure de la demande, que forment les conſommateurs pour des manufactures ; & la maſſe des manufactures eſt la proviſion préparée par les manufacturiers pour répondre à ce luxe & à cette demande ; car je ſuppoſe la maſſe totale des richeſſes numéraires d'une nation continuellement en pleine circulation, parceque cela doit être & que c'eſt toujours la faute de l'homme d'Etat, lorſque cela n'eſt pas. Tant que la proviſion des

manufacturiers ſe proportionnera exactement à la demande des conſommateurs, le prix des choſes ne variera point ; mais toutes les fois, que la demande des conſommateurs ſurpaſſera la proviſion des manufacturiers, ou la proviſion des manufacturiers la demande des conſommateurs, le prix des choſes variera néceſſairement ; augmentera dans le premier cas & diminuera dans le ſecond.

Or le prix des choſes n'a augmenté en Europe depuis la découverte des mines de l'Amérique, que parceque la proviſion des manufacturiers n'a jamais répondu complétement aux richeſſes numéraires, que ces mines ont graduellement verſées en Europe, c'eſt à dire, n'a jamais répondu complétement à la demande des conſommateurs & cela eſt arrivé parceque, comme je l'ai deja dit, l'Economie politique des nations de l'Europe n'a jamais été conduite ſur les vrais principes & que le faux ſyſtême

têmе de ces nations a ſans ceſſe contrarié le développement & les progrès de leur induſtrie nationale & par conſequent de l'induſtrie générale de l'Europe. Quand je traiterai ce ſujet intéreſſant & que j'aurai analyſé les différentes cauſes, qui ont concourues & qui concourent encore à ténir l'induſtrie au deſſous des richeſſes numeraires & par conſequent à augmenter le prix des choſes, on verra évidemment, que c'eſt encore à la trop grande proportion du commerce extérieur, que l'Europe doit ce mal.

Lorſqu'une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, arrive à un age fait prématuré, c'eſt une preuve infaillible, que ſa jeuneſſe a été conduite ſur un mauvais régime, ou que la machine de ſa population a été mal organiſée, ſoit dans ſon principe actif, ſoit dans ſes rouages, ſoit dans toutes ſes parties à la fois; car ſans cela il n'y

auroit

auroit eu aucune raiſon, pourquoi ſa jeuneſſe ne ſe ſeroit pas imperturbablement prolongée juſques à l'age fait naturel. De ce malheureux ſort ſont menacées toutes les nations de l'Europe, ſans en excepter aucune. Le mécaniſme vicieux de leurs machines de population ne peut permettre à aucune de ſe flatter de jouir d'une jeuneſſe complete & de la maniere qu'elles marchent, elles doivent s'attendre de ſe voir arrêtées dans le cours de leur proſpérité les unes après les autres, bien longtems avant que leur agriculture, leurs manufactures & leur population ayent eu le tems d'arriver aux derniers termes de toute augmentation poſſible.

Une nation mal organiſée dans la machine de ſa population ne peut pas marcher régulierement dans le développement de ſa proſpérité ; parce qu'elle ne peut pas gouverner à ſon gré le principe actif de la machine & il n'y a point de regles certaines

à pré-

à préſcrire à la marche d'une telle nation. Mais une nation bien organiſée dans la machine de ſa population eſt capable de développer ſa proſpérité dans tel ordre, qu'il lui plait. Dans une ſituation auſſi heureuſe elle auroit le plus grand intérêt de ne jamais hâter ſa jeuneſſe, mais de chercher au contraire à n'avancer dans ſon agriculture, dans ſes manufactures & dans ſa population, que par des accroiſſemens pour ainſi dire imperceptibles ; afin de mieux aſſurer ſa marche, de la rendre moins ſuſceptible d'être contrariée ou interrompue par les événemens & d'arriver à ſa complete proſpérité, c'eſt à dire, à l'age fait naturel le plus tard poſſible. Car des progrès conſidérables & rapides dans la proſpérité ſont infiniment plus difficiles à maintenir, que des progrès modérés & lents & la moindre diminution dans la proſpérité d'une nation devient pour elle une calamité.

Dans

Dans la perfection de la conduite des hommes d'Etat la proſpérité complete d'une nation devroit être conſidérée comme un tout, à la formation ſucceſſive duquel chaque génération devroit coopérer & avoir ſa part. Les générations devroient augmenter leur proſpérité les unes ſur les autres dans une même proportion, c'eſt à dire, chaque génération devroit augmenter ſa proſpérité ſur celle de la génération, qui l'auroit précédée, dans la même proportion, que la génération, qui l'auroit précédée, auroit augmentée ſa proſpérité ſur celle de la génération, à laquelle elle auroit ſuccedée & plus le nombre des générations, qui auroient ainſi coopéré & participé au développement complet de la proſpérité d'une nation, auroit été grand, plus la vie de la nation auroit été longue & heureuſe. Mais où ſont les hommes d'Etat, quand on leur ſuppoſeroit même la capacité néceſſaire, aſſez pénétrés de leurs devoirs & de l'effrayante tâche, que ces de-

voirs

voirs leur impoſent, pour s'occuper du bonheur des générations à venir & ne jamais ſacrifier la vie future d'une nation au court eſpace de tems, qu'ils la tiennent dans leurs mains ?

Une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, peut elle jamais être dans le cas de donner des encouragemens extraordinaires aux mariages ? Dans l'opinion générale cette queſtion paroitra ſans doute déplacée ; mais on va voir, qu'elle ne l'eſt point dans les vrais principes & c'eſt à eux ſeuls, qu'il appartient à la décider. Comme une nation ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne eſt ſuſceptible de trois modes de proſpérité diſtincts, d'une proſpérité progreſſive, d'une proſpérité arrêtée & d'une proſpérité rétrograde ; je vais examiner, quels effets opéreroit néceſſairement dans chacun de ces trois modes de proſpérité la conduite de l'homme d'Etat, qui en-

courageroit les mariages par des moyens extraordinaires.

Dans l'état de proſpérité progreſſive les capitaux excédent les bras & cet excès des capitaux ſur les bras eſt la meſure de l'aiſance des ouvriers, c'eſt à dire, du bienêtre dont les ouvriers jouiſſent au de la du néceſſaire. Or deux cas ſont poſſibles; ou les capitaux n'excédent les bras que dans une proportion modérée, ou ils les excédent dans une proportion conſidérable. Si les capitaux n'excédent les bras que dans une proportion modérée, l'aiſance des ouvriers, ou leur bienêtre au de la du néceſſaire, ne ſera que raiſonnable & encourager dans ce cas les mariages, ou ce qui eſt la même choſe, la multiplication des bras, ſeroit manifeſtement vouloir dérober aux ouvriers leur foible aiſance; les réduire peutêtre au deſſous du néceſſaire; augmenter à leurs depends les profits des entrepreneurs; diminuer le rapport caractériſtique du ſalaire

au

au profit des manufactures ; augmenter l'intérêt de l'argent & faire rétrograder la nation dans ſa proſpérité. Je demande ſi une meſure, qui auroit des conſequences auſſi fatales, ne ſeroit pas une meſure inſenſée ?

Si les capitaux excédoient les bras dans une proportion conſidérable, il n'y a point de ſouverain au monde, qui fut aſſez riche, pour être en état d'encourager les mariages extraordinairement au même degré, qu'ils le ſeroient naturellement par la grande aiſance, qu'une ſituation auſſi heureuſe procureroit aux ouvriers. Un auteur Anglois * bien digne de foy aſſure, que dans l'Amérique ſeptentrionale, deja avant l'établiſſement de ſon indépendance, chaque enfant dans les claſſes inférieures d'hommes valoit à ſes parens, avant qu'il fut en age de quitter la maiſon paternelle, cent livres

* Le Dr. Adam Smith.

ſterling

ſterling de profit clair & net, c'eſt à dire, déduction faite de toute dépenſe. Où eſt le ſouverein, dont le revenu put ſuffire pour récompenſer ainſi les mariages & cet exemple ne prouve-t-il pas évidemment, avec quel empreſſement les hommes doivent naturellement être portés à ſe marier dans le mode d'une proſpérité fortement progreſſive & combien il ſeroit ſuperflu de les y encourager par des moyens artificiels.

Le miniſtre célèbre *, qui dans le ſiécle paſſé a jetté les fondemens de l'Economie politique de la France & qui j'ai deja cité pluſieurs fois, a eu doublement tort, lorſqu'il a cherché à encourager les mariages par des moyens extraordinaires. D'abord il a fait une choſe ſuperflue ; car la France etant alors dans un état de proſpérité aſſez fortement progreſſive, les mariages ſe ſeroient multipliés d'eux mêmes & dans une

* M. Colbert.

proportion plus naturelle & plus adaptée aux progrès de la prospérité, que n'auroient pu l'opérer des mesures artificielles. Ensuite il a fait une chose absurde ; car décourager d'un coté la multiplication de la subsistance des hommes, par un faux système de législation dans l'agriculture & de l'autre vouloir encourager la multiplication des hommes par des moyens forcés est manifestement contraire à la saine raison.

Dans l'état d'une prospérité arrêtée l'ouvrier n'a que le nécessaire & dans l'état d'une prospérité rétrograde il est dans la misere. Encourager les mariages par des moyens forcés tendroit donc directement, dans le premier des deux modes de prospérité, à réduire les ouvriers du nécessaire à la misere & dans le second de la misere à l'impossibilité de subsister, c'est à dire, tendroit directement à leur faire le même mal, que j'ai fait voir plus haut qu'ils éprouveroient dans le cas d'une diminution dans

leur

leur ſort, par des taxes ſur les neceſſités de la vie ; car multiplier les bras, c'eſt diminuer les ſalaires des ouvriers & par conſequent faire périr les ouvriers de miſere, ſi avant la multiplication des bras leurs ſalaires leur procuroient à peine l'exiſtance.

Si les raiſonnemens, que je viens de faire, ſont comme je le crois d'une évidence, à laquelle il eſt impoſſible de ſe refuſer, ils établiſſent dans l'Economie politique moderne un principe peu connu, ou du moins peu obſervé juſqu'ici, c'eſt à dire, que l'homme d'Etat ne doit jamais encourager les mariages par des moyens extraordinaires, dans tel mode de proſpérité, où ſa nation puiſſe ſe trouver & que lorſqu'il s'écarte de ce principe, ſa détermination devient néceſſairement ou ſuperflue, ou inſenſée, ou inhumaine. L'unique methode, que lui dictent les vrais principes pour la multiplication des mariages, la plus infaillible & la plus puiſſante de toutes, c'eſt

du mettre & de maintenir ſa nation dans un cours de proſpérité progreſſive ; cela fait il peut en toute confiance laiſſer agir les cauſes naturelles & être certain, que les hommes ſauront bien ſe marier ſans lui ; dans une proportion infiniment plus juſte, qu'il ne ſeroit capable de leur tracer & avec une inclination ſpontanée bien ſupérieure à l'inclination artificielle, qu'il chercheroit à leur inſpirer.

La conduite oppoſée qu'ont tenue ſur ce point les nations de l'Europe & la perſuaſion, où ont été & ſont encore généralement les hommes d'Etat, que les mariages doivent être encouragés dans tous les tems & par tous les moyens poſſibles, offrent une nouvelle preuve, combien il regne encore d'obſcurité dans l'Economie politique & combien il eſt eſſentiel de développer les vrais principes de cette ſcience, pour les ſubſtituer enfin à ce fatal & cruel empiriſme, dans lequel, pour le malheur de l'huma-

l'humanité, les hommes d'Etat ſe ſont contentés juſqu'ici de puiſer leurs lumieres.

Lorſque la proſpérité d'une nation s'arrête ou commence à rétrograder, la gêne & la miſere deviennent le partage des claſſes inférieures d'hommes & dans cette ſituation malheureuſe la raiſon leur donne un éloignement ſalutaire pour le mariage; comme dans la maladie la nature donne à l'homme un éloignement ſalutaire pour les alimens & de tous les ſymptomes du déclin de la proſpérité d'une nation il n'y en a, je crois, aucun, que ſoit moins équivoque & plus probable, qu'une diminution dans les mariages des manufacturiers & des cultivateurs. Car dans ces claſſes ſimples l'homme ne réſiſte point volontairement au vœu de la nature & lorſqu'il ne lui obéit pas, il faut que des motifs plus fort que ſon penchant l'en empêchent, c'eſt à dire, lorſqu'il ne ſe marie pas, il faut qu'il ſoit forcé au célibat par l'impoſſibilité ab-

ſolue de maintenir une famille ; cependant c'eſt preſque toujours dans de pareilles circonſtances, que les hommes d'Etat ont cherché à encourager les mariages & les Ecrivains ſur l'Economie politique à conſeiller des taxes ſur les célibataires.

D'un autre coté je crois, que dans les principes de l'Economie politique moderne la diminution dans les mariages des conſommateurs peut être regardée, comme un ſymptome probable des progrès de la proſpérité d'une nation & j'oſe même ajouter, comme une circonſtance favorable à ces progrès. Car en général le conſommateur ne reſte célibataire, que dans l'unique vue de multiplier ſes beſoins ſuperflus & par conſequent ſon luxe & en général le conſommateur, qui ſe marie, porte l'économie dans ſes dépenſes & circonſcrit ſon luxe dans des limites raiſonnables, ou ce qui eſt la même choſe, en général le conſommateur célibataire dépenſe tout ſon revenu & le con-

conſommateur marié ne dépenſe qu'une partie du ſien & de la réſulte, qu'a fortunes égales le conſommateur célibataire fait naitre & vivre plus de manufacturiers & de cultivateurs, que le conſommateur marié. Or comme la proſpérité d'une nation ſous un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ſe meſure par la population de ſes manufacturiers & de ſes cultivateurs, il eſt clair, que ſous ce ſyſtême le conſommateur célibataire coopére en général à la proſpérité d'une nation dans une proportion plus forte, que le conſommateur marié.

Dans ce que je viens de dire du luxe, je n'ai conſidéré les choſes que comme on les voit, lorſqu'elles ne ſe préſentent que ſous le ſeul rapport de cauſes & d'effets; je ne dis point que ſous tous les rapports il ſeroit plus avantageux à une nation ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne de n'avoir que des conſommateurs célibataires;

taires ; je dirois une grande abſurdité & je dirois de plus une choſe moralement impoſſible ; car à tel degré qu'une nation puiſſe porter ſon luxe, elle aura toujours plus de conſommateurs mariés que de conſommateurs célibataires. Mon intention n'a point été de ſuivre le luxe dans ſes conſequences morales ; je me propoſe de le faire dans une autre occaſion, comme je l'ai deja dit. Il n'y a peutêtre point d'idée plus vague dans l'eſprit de l'homme, que celle du luxe & c'eſt la raiſon, pourquoi ce ſujet a été ſi imparfaitement traité juſqu'ici. Dans le tems je ferai tous mes efforts pour le tracer dans ſes vrais principes ; dans l'univerſalité de ſes circonſtances ; dans ſes avantages & dans ſes déſavantages ; ici j'ai ſeulement voulu montrer ſon étroite connexion avec le ſyſtême de l'Economie politique moderne & ſans prendre ſur moi dans ce moment d'être ni ſon avocat ni ſon cenſeur.

Que

Que le luxe ſoit enviſagé & proſcrit par la morale & par la religion, comme un vice en lui même & comme la ſource de tous les autres vices ; je n'en ſuis pas moins obligé de le repréſenter comme une condition eſſentielle dans l'Economie politique moderne. Car le fait inconteſtable eſt, que ſans le luxe ce ſyſtême ne pourroit ni exiſter, ni opérer le développement de la population & de la proſpérité des nations. Il eſt certainement au pouvoir des nations de renoncer à ce ſyſtême & de ſe monter ſoit ſur un ſyſtême d'agriculture abſolue, ſoit ſur un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage ; mais tant qu'elles reſteront montées ſur un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, il faut non ſeulement qu'elles tolérent le luxe, mais qu'elles le favoriſent par tous les moyens poſſibles ; qu'elles le regardent comme la puiſſance créatrice des hommes & des choſes ; en un mot, qu'elles n'eſpérent leur plus

grande

grande population & leur plus grande proſpérité que du plus grand luxe.

Car pour donner au mot luxe un ſens fixe & bannir cette multitude d'idées différentes, que les hommes s'en forment, je le prends dans la ſignification la plus étendue, c'eſt à dire, je compoſe le luxe de tous les beſoins généralement quelconques, que l'homme ſe donne au de la de ceux de la nature ; s'il n'etoit pas pris dans ce ſens, il ſeroit impoſſible de déterminer où il commenceroit & la ligne de démarcation, qui le ſépareroit du néceſſaire, varieroit autant que l'opinion des hommes.

Si l'on pouvoit ſuppoſer, qu'une nation floriſſante ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, la France par exemple, prit tout à coup la réſolution & réuſſit par des moyens irréſiſtibles à bannir chez elle le luxe, dès cet inſtant le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême

de

de manufactures, ſe trouveroit anéanti chez elle & elle retourneroit naturellement, ſoit au ſyſtême d'agriculture abſolue, ſoit au ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, ou ce qui eſt la même choſe, à l'ancien ſyſtême féodal; comme un jardin, que le travail & l'induſtrie de l'homme auroit enrichi des fleurs les plus rares & des fruits les plus exquis, retourneroit néceſſairement de lui même aux fleurs & aux fruits de la nature, s'il ceſſoit d'être travaillé dans les principes d'un ſyſtême de culture artificiel.

Les mêmes raiſons, qui défendent à l'homme d'Etat d'encourager extraordinairement les mariages, lui défendent auſſi de chercher à attirer par des encouragemens extraordinaires des étrangers dans ſa nation, lorſque ces étrangers ne ſeront ni des conſommateurs, ni des hommes capables d'introduire dans la nation des nouveaux genres d'induſtrie ou de perfection-

ner les anciens. Car il eſt manifeſte que des étrangers, qui n'apporteroient à la nation que leurs bras, diminueroient le bien-être des manufacturiers & des cultivateurs nationaux dans l'état d'une proſpérité modérément progreſſive, les priveroient du néceſſaire dans l'état d'une proſpérité arrêtée & aggraveroient leur miſere dans l'état d'une proſpérité rétrograde.

Dans l'état même d'une proſpérité fortement progreſſive une nation feroit à blâmer de recourir à des encouragemens extraordinaires pour attirer chez elle des bras étrangers. Car pourquoi ne pas laiſſer venir ces bras d'eux mêmes du fond national, c'eſt à dire, de la multiplication des mariages, qu'opéreroit néceſſairement l'exceſſive aiſance des claſſes inférieures d'hommes & pourquoi dans une machine, ſur laquelle le principe actif développeroit la plus grande puiſſance, vouloir encore pouſſer aux rouages, au riſque de forcer le méca-

mécaniſme & de troubler l'économie de la machine ?

Introduire des bras étrangers dans une nation à proſpérité fortement progreſſive ne peut avoir d'autre objet, que celui de tempérer les trop rapides progrès dans la proſpérité. Mais pourquoi vouloir anticiper ce qui arriveroit de lui même naturellement ? Le malheur eſt, que le commerce extérieur commande toute l'Economie politique des nations de l'Europe & les écarte de tous les cotés des vrais principes, pour les égarer dans un labirinthe de fauſſes routes.

Un objet intéreſſant à conſidérer dans l'Economie politique moderne eſt l'introduction des machines dans les travaux des hommes & le rapport, qu'elles ont avec la population & la proſpérité des nations. Je n'ai trouvé cet objet nulle part ramené à ſes premiers principes & comme il a été traité

traité auſſi vaguement, que l'ont été la plupart des autres objets de l'Economie politique, les machines ont eu le ſort, qu'elles devoient naturellement avoir, celui de partager les opinions, d'avoir des partiſans & des adverſaires.

L'effet immédiat d'une machine, introduite dans les travaux des hommes, eſt de rendre un petit nombre de bras capables d'exécuter la même maſſe de travail, que ne pouvoient exécuter avant l'uſage de la machine qu'un grand nombre & par conſequent de mettre des bras hors de travail. Plus le nombre des hommes, que les machines mettent hors de travail, eſt grand; plus elles ſont eſtimées parfaites; voila leur deſavantage; leur avantage eſt de diminuer le prix des choſes & de favoriſer la conſommation. Je ne les enviſagerai que ſous le premier de ces deux rapports, me réſervant de les conſidérer ſous le dernier dans une autre place.

Dans

Dans les vrais principes de l'Economie politique moderne l'ouvrier doit continuellement jouir d'une aiſance au de la du néceſſaire, parceque dans les vrais principes de l'Economie politique moderne une nation doit continuellement être dans un état de proſpérité progreſſive & pour ſe maintenir invariablement dans cet état, il faut que ſes capitaux excédent continuellement ſes bras. Lorſque les bras ſont égaux aux capitaux, l'ouvrier n'a que le néceſſaire & le néceſſaire lui manque, lorſque les bras excédent les capitaux ; ainſi tout ce qui tend à multiplier les bras au pair ou au deſſus des capitaux tend à affecter le bienêtre des ouvriers & par conſequent celui d'une nation.

Les encouragemens extraordinaires donnés aux mariages & aux bras étrangers tendent à opérer une augmentation de bras abſolue & les machines opérent une augmentation de bras rélative ; mais les effets

de

de l'une & de l'autre de ces deux eſpeces d'augmentations de bras ſont les mêmes & les machines doivent être conſidérées, comme augmentant réellement les bras de toute la quantité, qu'elles mettent hors de travail. Ainſi tout ce que j'ai dit contre les encouragemens extraordinaires donnés aux mariages ou aux bras étrangers dans une nation à proſpérité arrêtée ou rétrograde, s'applique ſans exception aux machines & l'homme d'Etat, qui favoriſeroit l'introduction des machines dans les travaux d'une nation à proſpérité arrêtée ou rétrograde, commettroit manifeſtement un acte barbare & homicide.

Mais l'introduction des machines dans les travaux des hommes, bien loin d'être préjudiciable, doit au contraire être regardée comme eſſentielle au bienêtre d'une nation à proſpérité progreſſive. Car d'un coté les machines multiplient la richeſſe réelle au de la des forces humaines & portent la con-

ſommation

ſommation au de la de ſes limites naturelles ; deux circonſtances précieuſes dans l'Economie politique moderne & de l'autre l'homme d'Etat a la faculté de diriger à ſon gré leur introduction dans les travaux des hommes, ou ce qui eſt la même choſe, il eſt le maitre abſolu d'opérer par leur moyen telle augmentation rélative dans les bras qu'il lui plait, dans telle proportion qu'il juge convenable & ſans avoir à craindre de paſſer les juſtes bornes ; comme dans le cas des encouragemens extraordinaires donnés aux mariages ou aux bras étrangers, qui n'admettent ni calcul ni proportion & qu'il eſt impoſſible d'aſſujettir aux précautions, que le parfait maintien de la proſpérité d'une nation exige.

Dans l'état d'une proſpérité progreſſive il n'y a pas aſſez de bras & c'eſt ce vuide dans les bras, qui donne une marge pour les machines, c'eſt à dire, qui rend l'introduction des machines compatible avec

la ſituation d'une nation à proſpérité progreſſive. Dans l'état d'une proſpérité arrêtée ou rétrograde au contraire, il y a aſſez ou trop de bras, par conſequent point de marge pour les machines & c'eſt ce qui rend leur introduction incompatible avec la ſituation d'une nation à proſpérité arrêtée ou rétrograde. Mais dans quelle proportion l'homme d'Etat doit il permettre l'introduction des machines dans les travaux d'une nation à proſpérité progreſſive ?

Les machines peuvent être introduites dans les travaux d'une nation ſous trois proportions différentes ; elles peuvent mettre hors de travail un plus grand nombre de bras, que ne marquoit le vuide dans les bras de la nation ; elles peuvent mettre hors de travail un nombre de bras égal à ce vuide ; ou enfin un plus petit nombre. Dans le premier cas les bras ſe trouveroient rélativement multipliés au de la des capitaux & les ouvriers ſeroient réduits au deſ-

ſous du néceſſaire ; dans le ſecond cas les bras ſe trouveroient rélativement multipliés au pair des capitaux & les ouvriers ſeroient réduits au néceſſaire ; dans le troiſieme cas les bras ſe trouveroient rélativement multipliés au deſſous des capitaux & les ouvriers conſerveroient une aiſance au de la du neceſſaire. Cette courte analyſe trace a l'homme d'Etat clairement la proportion, dans laquelle il doit favoriſer l'introduction des machines dans les travaux d'une nation à proſpérité progreſſive ; c'eſt de ne jamais permettre, que les machines réduiſent les ouvriers au néceſſaire, à plus forte raiſon au deſſous, ou ce qui eſt la même choſe, de ne jamais permettre, que les machines mettent autant ou plus de bras hors de travail, qu'il n'en manquoit dans la nation.

Dans l'état d'une proſpérité modérément progreſſive le vuide dans les bras eſt modéré ; dans l'état d'une proſpérité forte-

ment progreſſive il eſt conſidérable ; dans le premier cas l'homme d'Etat auroit bien vite épuiſé ou excédé la marge, que laiſſe aux machines le vuide dans les bras, s'il ne ſe conduiſoit pas à cet égard avec la plus grande circonſpection, c'eſt à dire, s'il laiſſoit introduire trop de machines à la fois, ou des machines trop étendues. Mais dans le ſecond cas il peut & doit même favoriſer l'introduction des machines dans une forte proportion. Car une population trop fortement progreſſive eſt dans tous les cas une ſituation dangereuſe & l'homme d'Etat ne peut pas rendre un plus eſſentiel ſervice à ſa nation, ni plus ſolidement aſſurer ſon bonheur, qu'en la maintenant ſans ceſſe dans un cours de population modérément progreſſif ; moyen, que lui offrira dans tous les tems la multiplation des machines, pourvu qu'il en uſe judicieuſement, c'eſt à dire, qu'il ait l'attention de laiſſer conſtamment un juſte vuide dans les bras.

Dans

Dans le cours naturel des choſes l'introduction des machines dans les travaux des hommes a lieu aſſez exactement dans l'ordre, que je viens d'établir & la raiſon en eſt évidente. La conſtruction & l'établiſſement des machines obligent à des dépenſes conſidérables & exigent non ſeulement, que les fermiers & les entrepreneurs de manufactures ayent la diſpoſition de fonds ſurabondans, mais qu'ils ſoyent de plus en ſituation de pouvoir ſupporter la rentrée lente & tardive de ces fonds. Or dans l'état d'une proſpérité rétrograde les fermiers & les entrepreneurs de manufactures manquent de capitaux; dans l'état d'une proſpérité arrêtée ils n'ont que les capitaux ſtrictement néceſſaires & dans l'état d'une proſpérité modérément progreſſive leur aiſance n'eſt que raiſonnable; par conſequent dans les deux premiers modes de proſpérité ils ſont heureuſement hors d'état d'introduire des machines dans leurs travaux & dans le

troiſieme leurs facultés ne leur permettent d'en introduire que peu à la fois.

Ce n'eſt que dans l'état d'une proſpérité fortement progreſſive, que les fermiers & les entrepreneurs de manufactures commandent pour ainſi dire tous les capitaux, qu'ils veulent & deviennent par conſequent capables d'introduire & de multiplier les machines dans tous leurs travaux ; & c'eſt de cette circonſtance, que les nations à proſpérité fortement progreſſive dérivent l'avantage, de pouvoir vendre leur manufactures à beaucoup meilleur marché, malgré la cherté de leur maind'oeuvre, que ne peuvent vendre les leurs, malgré le bas prix de leur maind'oeuvre, les nations qui ſe trouvent dans des modes de proſpérité inférieurs.

Il n'y a je crois point de nation en Europe, qui ait porté la machinerie dans toutes les branches du travail, dans l'agriculture

culture & dans les manufactures, plus loin que l'Angleterre & peutêtre a-t-elle excédé ſur ce point les juſtes bornes. Il ne m'a pas été poſſible de raſſembler ſur un objet, auſſi compliqué de details, des renſeignemens ſuffiſans, pour oſer hazarder mon jugement. Mais ſi d'un coté il etoit bien conſtaté, que l'énorme nombre des pauvres & des vagabonds de l'Angleterre fut en plus grande partie compoſé de manufacturiers ſans travail, ou d'enfans de manufacturiers & de l'autre, que les manufactures de l'Angleterre fuſſent aujourd'huy auſſi floriſſantes, qu'elles l'etoient avant les troubles de l'Amérique ; ces deux circonſtances réunies offriroient une preuve non équivoque, que les machines auroient été trop multipliées dans les manufactures, c'eſt à dire, auroient mis plus de bras hors de travail, que le degré de proſpérité de l'Angleterre ne pouvoit le comporter. Le gouvernement Anglois eſt parfaitement à même d'éclaircir le fait ; mais je crains bien, que

les malheureux intérêts du commerce extérieur ne lui faſſent regarder cette verification d'un oeil indifférent.

Il y a infiniment moins d'inconvéniens de multiplier les machines au de la de leur juſte proportion dans l'agriculture, que dans les manufactures. Les bras mis hors de travail dans l'agriculture peuvent trouver de l'occupation dans les manufactures, qui preſentent une multitude de travaux faciles à exécuter avec les ſimples bras; mais les bras mis hors de travail dans les manufactures ne peuvent pas trouver de l'occupation dans l'agriculture; car dès l'inſtant qu'ils ſeroient mis hors de travail dans les manufactures, il y auroit déja ſans eux trop de bras dans l'agriculture, ou ce qui eſt la même choſe, dès l'inſtant qu'ils ſeroient mis hors de travail dans les manufactures, la population des manufacturiers ſe trouveroit diminuée & comme cette diminution dans la population des manufacturiers

turiers opéreroit néceſſairement une diminution dans la conſommation des productions de la terre.; il eſt clair, que les fermiers ſe trouveroient forcés de cultiver moins de terres & par conſequent d'employer moins de bras dans leurs travaux.

Ceux qui ont avancé, que l'introduction de la charrue dans l'agriculture etoit un mal, ont dit une choſe bien abſurde dans l'Economie politique moderne & ont eu des notions bien confuſes du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures. Car pour peu qu'on approfondiſſe ce ſyſtême, il eſt impoſſible de ne pas ſe convaincre, que ſa perfection eſt dans chaque nation en raiſon inverſe de la population de ſes cultivateurs, c'eſt à dire, que plus il faut de cultivateurs pour nourrir le même nombre de manufacturiers, moins ce ſyſtême eſt parfait & que moins il faut de cultivateurs pour nourrir le même nombre de manufacturiers, plus ce

ſyſtéme

ſyſtême eſt parfait & de la, que plus on multiplie les machines dans l'agriculture, plus on donne de perfection à ce ſyſtême. Cette verité ſera développée dans la ſuite plus complétement, que je n'ai pu le faire dans ce diſcours & j'eſpere prouver évidemment, qu'une nation, qui avec le quart ſeulement de ſa population totale dans les terres parviendroit à opérer la même cultivation & les mêmes produits, qu'elle opére aujourd'huy avec la moitié à peu près de ſa population totale, comme en général c'eſt le cas des nations de l'Europe, doubleroit ſon revenu & ſa puiſſance,

L'Europe entiere eſt gouvernée depuis long-tems ſur les principes d'un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures & l'on diroit, que les Ecrivains ſur l'Economie politique, qui ont cherchés à éclairer les hommes d'Etat, l'ont parfaitement ignoré juſqu'ici, à les voir perpétuellement mettre en avant

des

des maximes & des principes, qui appartiennent à des ſyſtêmes d'Economie politique totalement différens de celui, que les nations de l'Europe ont adopté, c'eſt à dire, à les voir perpétuellement donner des préceptes dans un ſyſtême, pendant que l'Europe en ſuit un autre.

Car tous en général, ſi l'on excepte un petit nombre d'Ecrivains Anglois, ſe ſont abſolument écartés dans leurs doctrines du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures ; les uns en mépriſant les manufactures & donnant tout à l'agriculture ; les autres en mépriſant l'agriculture & donnant tout aux manufactures ; ſans jamais voir ces deux grands moyens dans leur dépendance & dans leur puiſſance mutuelles; ni leur donner à chacun dans le développement de la population & de la proſpérité des nations la part, que le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufac-

tures, leur assigne & veut qu'ils ayent. Mon contentement seroit bien grand, si j'avois eu le bonheur de présenter ce système dans sa vraie nature & si les notions, que j'en ai donné, etoient trouvées assez justes, pour arrêter enfin le cours de tant de publications tronquées, mal raisonnées & propres seulement à troubler & à égarer de plus en plus les hommes d'Etat.

Dans le peu que je viens de dire des machines, je crois les avoir présenté dans leurs vrais principes, dans leurs vrais effets & dans le vrai ordre, dans lequel les nations doivent les introduire dans leur Economie politique ; si elles veulent les faire coopérer à l'augmentation de leur richesse réelle sans nuire à leur population. J'ai regardé leur introduction dans les travaux des hommes, non seulement comme précieuse, mais j'en ai fait un devoir à l'homme d'Etat, d'abord pour tempérer les trop rapides & par consequent trop dangereux

progrès

progrès dans la population & enſuite pour opérer la plus grande richeſſe réelle poſſible.

Une nation, qui arriveroit à l'age fait naturel, c'eſt à dire, à ſa complete proſpérité avec le ſeul ſecours des bras de ſes hommes, poſſederoit à cette époque infiniment moins de richeſſe réelle, qu'elle n'auroit pu ſe donner par l'immenſe quantité de machines, qu'un long cours de proſpérité lui auroit permis d'introduire graduellement dans ſes travaux, ſans ſe trouver pour cela avec une population plus conſidérable. Car les machines ne prénent pas néceſſairement ſur la population, parcequ'elles ne prénent rien ſur la ſubſiſtance & lorſque leur introduction dans les travaux d'une nation eſt reglée ſur les principes que j'ai etablis, elles ne font que ralentir les progrès de la population, ſans jamais les arrêter & par conſequent ſans empêcher une nation de porter ſa population à

toute

toute l'étendue, que ſon territoire ſeroit capable de maintenir.

L'expériénce a enſeigné aux hommes un moyen de multiplier la richeſſe réelle ſemblable dans ſes effets aux machines, mais ſans avoir les mêmes inconveniens & par conſequent ſans exiger les mêmes précautions ; c'eſt la diviſion du travail. Ce moyen augmente dans l'homme les pouvoirs productifs & le rend capable d'exécuter dans le même tems une maſſe de travail beaucoup plus grande, qu'il ne ſeroit capable d'exécuter ſans cela. Voila en quoi la diviſion du travail reſſemble aux machines ; elle en différe, en ce qu'elle ne met pas néceſſairement des hommes hors de travail.

Pour ſe former une idée de ce moyen, il faut ſe repreſenter le travail comme une opération complexe, qui dans ſon enſemble embraſſe un nombre plus ou moins conſidérable

dérable d'opérations plus ſimples, liées entre elles & dont l'exécution ſucceſſive forme l'exécution totale du travail. Lorſque ces opérations ſimples ſont ſuſceptibles d'être détachées les unes des autres de maniere, à pouvoir être exécutées ſéparément & par des bras différens, le travail eſt diviſible; dans le cas contraire il ne l'eſt point & plus le nombre des opérations ſimples, qui peuvent être ainſi détachées les unes des autres dans le travail total, eſt grand; plus leur ſéparation augmente les pouvoirs productifs & par conſequent les produits du travail.

Le travail général des hommes peut être conſidéré comme un tout, qui dans ſon enſemble embraſſe l'univerſalité des matieres premieres dans les trois regnes de la nature & d'après cette idée, j'appellerai diviſion du travail la ſéparation du travail général en arts & métiers & ſubdiviſion du travail la ſéparation des arts & métiers en leurs opérations

opérations ſimples. Dans la diviſion du travail, les hommes ſe partagent entre eux les matieres premieres dans les trois regnes de la nature, non ſeulement ſelon leurs différentes eſpeces, mais ſelon les différentes eſpeces de travaux, dont les mêmes eſpeces de matieres premieres ſont ſuſceptibles & dans ce partage, ou ce qui eſt la même choſe, dans cette diviſion du travail il regne une auſſi grande varieté parmi les nations, qu'on en voit regner dans les degrés de leur proſpérité.

Juſqu'ici on n'a point cherché à découvrir, dans qu'elle proportion la diviſion & la ſubdiviſion du travail en augmentent les pouvoirs productifs dans tous les cas & il eſt probable, qu'une proportion univerſellement applicable à tous les genres de travaux & à toutes les eſpeces de matieres premieres ſeroit impoſſible à trouver. Dans certains travaux les effets de la diviſion & de la ſubdiviſion du travail ſont preſque in-

incroyables ; dans d'autres ils ſont moins grands ; mais dans tous l'expérience les montre conſidérables. Pour donner une idée de ces effets je vais faire une fiction ; je vais ſuppoſer, qu'en général les pouvoirs productifs du travail augmentent en raiſon arithmétique de la diviſion & de la ſubdiviſion, c'eſt à dire, qu'ils augmentent comme le nombre des arts & métiers, dans leſquels le travail général eſt diviſé, s'il n'y a que diviſion & comme le nombre des opérations ſimples, dans leſquelles les arts & métiers ſont ſubdiviſés, s'il y a ſubdiviſion. Dans cette ſuppoſition je n'exagére rien & je ſuis perſuadé, que dans leurs moindres effets la diviſion & la ſubdiviſion du travail excédent cette proportion.

Je ſuppoſe quatre nations A, B, C, D; toutes les quatre montées ſur un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures & embraſſant toutes les

quatre dans leur travail général préciſément les mêmes eſpeces de matieres premieres & les mêmes ſortes de manufactures. Dans la nation A le travail général ſe trouve diviſé en 500 arts & métiers; dans la nation B en 1000; dans la nation C en 1500 & dans la nation D en 2000. D'après cette diviſion du travail & la proportion, que j'ai établie, les quantités de manufactures, que les quatre nations deviendroient capables d'exécuter dans le même tems & à nombre égal de bras, ſeroient donc comme 1, 2, 3, 4; ou ce qui eſt la même choſe, dans le même tems & avec le même nombre de bras la nation B deviendroit capable d'exécuter une quantité de manufactures double, la nation C triple & la nation D quadruple de celle, que ſeroit capable d'exécuter la nation A.

Je ſuppoſe enſuite les arts & métiers des quatre nations ſubdiviſés; ſavoir, dans la nation A en quatre opérations plus ſimples,

dans

dans la nation B en ſix, dans la nation C en huit & dans la nation D en dix, en comptant les métiers les uns dans les autres. D'après cette ſubdiviſion du travail & la proportion, que j'ai établie, les quantités de manufactures, que les quatre nations deviendroient capables d'exécuter dans le même tems & à nombre égal de bras, ſeroient donc comme 1, 3, 6, 10; ou ce qui eſt la même choſe, dans le même tems & avec le même nombre de bras la nation B deviendroit capable d'exécuter une quantité de manufactures triple; la nation C ſextuple & la nation D décuple de celle, que ſeroit capable d'exécuter la nation A.

Quelle prodigieuſe différence, que peut opérer dans les pouvoirs productifs & dans les produits du travail une circonſtance auſſi ſimple, que la diviſion du travail! Pourquoi donc les nations n'ont elles pas toutes cherché à multiplier leur richeſſe

réelle par un moyen auſſi facile & auſſi précieux ? C'eſt parceque ce moyen ſuppoſe néceſſairement le ſecours d'une multitude d'inſtrumens & d'outils, dont l'acquiſition diſpendieuſe exige dans les mains des entrepreneurs des fonds ſurabondans & c'eſt par cette raiſon, qu'on ne voit la diviſion & la ſubdiviſion du travail ſe développer & s'étendre, que chez les nations à proſpérité progreſſive ; graduellement & dans une proportion modérée chez les nations à proſpérité modérément progreſſive ; rapidement & dans la plus grande proportion chez les nations à proſpérité fortement progreſſive.

La diviſion & la ſubdiviſion du travail ont une connexion ſi intime avec la proſpérité des nations, qu'on peut pour ainſi dire apprécier les degrés de cette proſpérité par les degrés dans la diviſion & la ſubdiviſion du travail. Car en général plus on verra le travail d'une nation diviſé & ſubdiviſé,

ſubdiviſé, plus on la trouvera avancée dans ſa proſpérité & moins on verra le travail d'une nation diviſé & ſubdiviſé, moins on la trouvera avancée dans ſa proſpérité.

Cette regle s'applique également aux différentes provinces d'une même nation. Car lorſque dans une province on voit peu de diviſion dans le travail, c'eſt à dire, lorſqu'on voit le même ouvrier exercer à la fois pluſieurs métiers, ſoit en travaillant pluſieurs eſpeces de matieres premieres, ſoit en travaillant une même eſpece de matiere premiere dans différens genres de manufactures; on peut prononcer avec la plus grande probabilité, que cette province jouit de peu de proſpérité, ou ce qui eſt la même choſe, de peu de capitaux; comme lorſqu'on voit une grande diviſion & ſubdiviſion dans le travail d'une province, on peut prononcer avec confiance, que cette province jouit de beaucoup de proſpérité & par conſequent de beaucoup de capitaux &

c'eſt d'après ce principe qu'on peut expliquer, pourquoi le travail eſt généralement moins diviſé dans les bourgs & dans les villages, que dans les villes & moins diviſé dans les villes ordinaires, que dans les villes d'induſtrie & de commerce.

Cet avantage de la diviſion & de la ſubdiviſion du travail ajouté à celui des machines, donne aux nations à proſpérité fortement progreſſive une ſi grande ſupériorité ſur toutes les autres nations, pour la perfection & le bas prix de leurs manufactures ; qu'il eſt impoſſible, qu'elles puiſſent à cet égard être rivaliſées par aucune & il n'y a peutêtre pas de preuve plus convaincante des miſérables progrès, que l'Europe a fait dans ſon induſtrie depuis la découverte des mines de l'Amérique, que d'y voir le prix commun des choſes triplé depuis cette époque ; tandis que dans la vraie marche du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ce

prix auroit du au contraire diminuer universellement sur toutes choses, comme fortuitement il a diminué sur quelques unes.

Mais la division & la subdivision du travail, qui opérent des effets si surprenans sur les pouvoirs productifs, ne sont proprement praticables que dans les manufactures; comme l'a parfaitement bien observé l'auteur Anglois célèbre *, que j'ai deja eu occasion de citer plus d'une fois. Les opérations simples, qui composent l'opération complexe de la culture, sont déja naturellement si bien détachées les unes des autres, que dans tous les tems & chez toutes les nations, pauvres & riches, elles ont été travaillées séparément, soit par les mêmes soit par différens bras, & la nature de l'agriculture ne permet gueres de porter cette division plus loin, ou du moins d'esperer, qu'une plus grande division put servir à

* Le Dr. Adam Smith.

l'augmentation des pouvoirs productifs & c'eſt manifeſtement par cette raiſon, que les nations riches, qui ont un ſi grand avantage ſur les nations pauvres, pour la qualité & le prix de leurs manufactures, n'en ont aucun ſur elles, pour la qualité & le prix de leurs grains.

Le principe de la diviſion du travail met dans tout ſon jour la néceſſité, où ſont les individus d'une nation ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue de vivre dans la plus grande ſimplicité. Sous ce ſyſtême chaque famille eſt non ſeulement obligée de pourvoir elle même à toutes ſes manufactures de premiere néceſſité ; mais d'y pourvoir dans l'indiviſion du travail, c'eſt à dire, ſous le déſavantage des plus foibles pouvoirs productifs & des plus foibles produits ; parcequ'elle ne peut reclamer à cet égard la co-opération du travail de perſonne. Car du moment où l'on poſeroit ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue une

ſeule

ſeule famille, qui voueroit ſon travail aux manufactures, dans la vue d'échanger les produits de ſon travail contre de la ſubſiſtance, on renverſeroit ce ſyſtême, pour lui ſubſtituer le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, qui n'auroit plus beſoin alors que du tems, pour ſe développer graduellement dans toute ſon étendue & c'eſt pour n'avoir pas ſaiſis les deux ſyſtêmes dans leurs vraies eſſences, que la plupart des Ecrivains ſur l'Economie politique les ont confondus enſemble & ont poſés ſi mal à propos des manufacturiers proprement dits ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue.

Les erreurs des hommes d'Etat ne ſont pas les ſeuls maux auxquels ſont expoſées les nations ; elles peuvent en éprouver par des événemens, que dans bien des cas il n'eſt pas au pouvoir des hommes d'Etat de prévenir & que dans d'autres il ne leur eſt pas même poſſible de prévoir. De ce nombre

bre ſont la famine, la peſte, les innondations, les grands incendies, les tremblemens de terre, les dévaſtations par la guerre. Je ne crois pas inutile d'examiner les effets, que des calamités de cette nature peuvent produire ſur la population & la proſpérité des nations ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne & je vais le faire tres ſuccinctement.

Je diviſerai ces grands événemens en deux claſſes générales ; en événemens qui enlevent des bras, c'eſt à dire, qui dépeuplent & en événemens qui enlevent des capitaux, c'eſt à dire, qui appauvriſſent. Lorſque j'aurai fait voir les effets de ces deux eſpeces d'événemens ſur la population & la proſpérité des nations, les conſequences de ceux, qui dépeuplent & appauvriſſent à la fois, ſe manifeſteront d'elles mêmes. Ce que je vais dire ſe trouvera probablement encore contraire à l'opinion générale ; mais lorſque je crois avoir les vrais principes

pour

pour guides, il m'eſt impoſſible de ne pas ſuivre leurs traces. Au reſte il eſt clair, que ce que je vais dériver de ces principes, ainſi que tout ce que j'en ai dérivé juſqu'ici, ne peut être applicable qu'aux nations, qui les obſerveroient inviolablement ; car je n'ai point de théorêmes pour les nations, qui dans le déſordre de leur Economie politique s'en écartent & les bleſſent.

Lorſque les événemens, qui dépeuplent, arrivent à une nation ; il faut néceſſairement qu'ils la trouvent dans l'une de ces trois ſituations ; dans l'état d'une proſpérité rétrograde ; dans l'état d'une proſpérité arrêtée, ou dans l'état d'une proſpérité progreſſive ; ou ce qui eſt la même choſe ; il faut néceſſairement qu'ils la trouvent avec une ſurabondance de bras & les claſſes inférieures de ſes hommes dans la miſere ; avec les bras qu'il faut, mais les claſſes inférieures de ſes hommes réduites au ſtricte néceſſaire, ou avec un manque de

bras

bras & les classes inférieures de ses hommes dans l'aisance.

Si les événemens, qui dépeuplent, arrivent à une nation dans l'état d'une prospérité rétrograde, les classes inférieures de ses hommes ont la chance, ou de voir leur misere diminuer, ou d'atteindre au nécessaire, ou de parvenir même à l'aisance. Le premier de ces trois sorts deviendroit leur partage, si l'événement n'avoit pas enlevés autant de bras, qu'il y en auroit eu de trop dans la nation ; le second, s'il en avoit enlevés autant ; le troisieme, s'il en avoit enlevés davantage. Mais lorsque les événements, qui dépeuplent, arrivent à une nation à prospérité arrêtée & affectent sa population dans un degré sensible, l'aisance devient le partage des classes inférieures de ses hommes.

Dans le cours ordinaire des choses les événemens, qui dépeuplent, affectent la population

population rarement dans une proportion aſſez forte, pour procurer aux claſſes inférieures d'une nation à proſpérité rétrograde ou arrêté une grande aiſance, c'eſt à dire, pour élever la nation à un état de proſpérité fortement progreſſive. Dans ce cas ces événemens ſe bornent preſque toujours, ou à adoucir la miſere de ceux qu'ils laiſſent ſurvivre, ou à leur donner le néceſſaire, ou tout au plus une aiſance raiſonnable & dans le moindre de ces effets il n'eſt pas poſſible de ne pas les regarder comme ſalutaires à une nation. Mais ils ne ſe préſentent pas ſous un point de vue auſſi avantageux, lorſqu'ils arrivent à des nations à proſpérité progreſſive ; car dans ces circonſtances ils peuvent non ſeulement ceſſer d'être ſalutaires, mais devenir préjudiciables.

J'ai dit & plus j'irai en avant dans le développement des vrais principes de l'Economie politique moderne, plus on verra, qu'il

qu'il eſt de l'intérêt d'une nation de contenir ſans ceſſe les progrès de ſa proſpérité dans des bornes raiſonnables & de ne jamais les laiſſer devenir trop fortement progreſſifs. Or les événemens, qui dépeuplent, expoſent une nation à proſpérité progreſſive à cet inconvenient. Car d'une proſpérité modérément progreſſive ils peuvent la porter à une proſpérité fortement progreſſive & d'une proſpérité fortement progreſſive à une proſpérité encore plus fortement progreſſive & ces révolutions dans la proſpérité d'une nation, déja dangereuſes en elles mêmes, deviendroient encore plus funeſtes, parcequ'elles arriveroient ſubitement.

De ces courtes obſervations ſur la maniere, dont les événemens, qui dépeuplent, peuvent affecter la proſpérité des nations ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne, il réſulte clairement, que ces événemens, de telle eſpece qu'ils puiſſent

être,

être, ſont avantageux aux nations à proſpérité arrêtée & rétrograde ; déſavantageux aux nations à proſpérité modérément propreſſive & bien plus déſavantageux encore aux nations à proſpérité fortement progreſſive. Je les appelle avantageux dans le premier cas ; parcequ'ils procurent aux claſſes inférieures des hommes d'une nation, c'eſt à dire, aux trois quart de ſa population, ou une aiſance raiſonnable, ou le néceſſaire, ou au moins un ſoulagement dans leur miſere & je les appelle déſavantageux dans les deux autres cas ; parcequ'ils procurent aux claſſes inférieures des hommes d'une nation, c'eſt à dire, aux trois quart de ſa population une aiſance trop grande & incompatible avec la marche facile & le maintien imperturbable du ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures.

Les effets que produiſent les événemens, qui appauvriſſent, ſont bien différens de ceux,

ceux, que produiſent les événemens, qui dépeuplent. Les derniers cauſent une diminution abſolue & les premiers une augmentation rélative dans les bras d'une nation ; par conſequent les deux eſpeces d'événemens opérent des effets totalement oppoſés. Les événemens, qui dépeuplent, peuvent élever une nation de l'état d'une proſpérité rétrograde à l'état d'une proſpérité progreſſive & les événemens, qui appauvriſſent, peuvent faire deſcendre une nation de l'état d'une proſpérité progreſſive à l'état d'une proſpérité rétrograde.

Car il eſt évident qu'une nation, qui perd des capitaux, perd la faculté d'employer le même nombre de bras ſur le pied du même traitement, c'eſt à dire, des mêmes ſalaires, qu'elle leur accordoit avant la diminution des capitaux ; par conſequent ſuivant que les événemens, qui appauvriſſent, lui arrivent dans l'état d'une proſpérité rétrograde, arrêtée ou progreſ-

ſive,

ſive, les claſſes inférieures de ſes hommes deviennent proportionnellement plus miſérables, ou tombent proportionnellement du néceſſaire à la miſere, ou de l'aiſance au néceſſaire.

Les événemens, qui dépeuplent & appauvriſſent à la fois, peuvent affecter la proſpérité des nations de trois manieres différentes. Ils peuvent enlever plus de capitaux que de bras, autant de capitaux que de bras, ou moins de capitaux que de bras. Dans le premier cas une nation declineroit proportionnellement dans le mode de ſa proſpérité, tel qu'il put être ; dans le ſecond cas elle ſe conſerveroit dans le même mode de proſpérité, mais dans un degré inférieur ; dans le troiſieme cas elle avanceroit proportionnellent dans le mode de ſa proſpérité, tel qu'il put être & voila en derniere analyſe les effets, que doit néceſſairement opérer la guerre ſur la proſpérité des nations.

Il exiſte en Europe un Roi *, dont le nom ſe perpétuera dans les faſtes de la guerre & qui tient ſes peuples ſans ceſſe ſous la double circonſtance d'un événement, qui dépeuple & d'un événement, qui appauvrit. Un ſyſtême militaire, forcé dans ſes proportions, a mis ce Roi en état d'étendre ſa domination par des conquêtes & la conſervation de ces conquêtes lui rend le maintien de ce même ſyſtême indiſpenſable.

Forcer un ſyſtême militaire exceſſif ſur un ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, eſt certainement déja un mal ; mais ſubordonner ſervilement, comme fait ce Roi, le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, au ſyſtême militaire eſt le plus grand de tous les maux. C'eſt tout à la fois rendre le ſyſtême acceſſoire infini-

* La Roi de Pruſſe.

ment

ment plus préjudiciable au ſyſtême principal & le ſyſtême principal infiniment moins utile au ſyſtême acceſſoire. L'amour du bien m'engage de faire quelques obſervations ſur un ſyſtême d'Economie politique auſſi extraordinaire.

Ce Roi met régulierement le quart de la population de ſes peuples à part, pour en faire la pépiniere de ſon armée & y prendre les hommes dans le beſoin. En cela il ne fait, que ce que font les autres Puiſſances de l'Europe & en général moins méthodiquement & par conſequent moins bien que lui ; & ſi les beſoins de ſon armée ſe trouvent trop diſproportionnés avec la population de ſes peuples, il ſait parfaitement bien faire concourir à ces beſoins la population des autres nations & ne prendre ſur la ſienne que ce qu'il faut.

Ainſi de ce coté ce Roi ne porte aucun trouble dans ſon Economie politique &

dans tel mode de proſpérité, ou ſes Etats puiſſent être ; la dépopulation cauſée par l'armée ne peut avoir aucun inconvenient réel ; puiſque dans le mode d'une proſpérité arrêtée ou rétrograde elle ſeroit même un bien, d'après ce que je viens de dire ſur les événemens, qui dépeuplent & que dans le mode d'une proſpérité progreſſive elle ſeroit trop peu conſidérable & trop graduelle, pour pouvoir opérer une différence ſenſible.

Ce même Roi met régulierement tous les ans une portion de la richeſſe nominale de ſes peuples à part, pour l'enfouir dans ſes treſors & la tenir prête pour les dépenſes futures de la guerre & c'eſt par cet endroit, qu'il bleſſe ſon Economie politique de la maniere j'oſe dire la plus meurtriere. Il eſt le ſeul Roi en Europe, qui ait conſervé l'uſage gothique & barbare des treſors & je regarde comme un devoir, de lui ouvrir les yeux ſur les conſequences

quences d'un ſyſtême de finances auſſi peu éclairé & auſſi contraire à ſon bien & à celui de ſes peuples.

Ce Roi regardera certainement comme une verité évidente par elle même & par conſequent inconteſtable ; que s'il enlevoit à ſes peuples la totalité de leur richeſſe nominale, c'eſt à dire, la totalité de leurs capitaux, il anéantiroit dès ce moment toute induſtrie & tout commerce parmi eux ; puiſque la circulation ne s'opére dans ſes Etats que par la machine de circulation ſimple. Or une ſimple regle de trois lui apprendra, combien d'induſtrie & de commerce il anéantit par les capitaux, qu'il enleve annuellement à la circulation. Car ſi la totalité des capitaux enlevés à la circulation anéantiroit la totalité de l'induſtrie & du commerce ; une telle proportion de capitaux enlevés à la circulation doit néceſſairement anéantir une telle proportion d'induſtrie & de commerce.

On ne peut pas avoir une preuve plus manifeſte, que les peuples de ce Roi ont continués ſans interruption dans un cours de proſpérité progreſſive, malgré l'enlevement continuel d'une grande proportion de leurs capitaux, que de ne les avoir pas vu reduits à la derniere miſere. Car deux conſequences réſultent de la immédiatement ; la premiere, que les capitaux enlevés à la circulation n'ont été pris que ſur les produits des balances favorables du commerce extérieur ; la ſeconde, qu'année commune ces capitaux enlevés à la circulation n'ont point abſorbés totalement les produits de ces balances ; puiſque s'ils les avoient abſorbés, les peuples auroient continuellement été dans un état de proſpérité arrêtée & s'ils les avoient plus qu'abſorbés, dans un état de proſpérité rétrograde & par conſequent incapables de continuer à payer les mêmes taxes & de maintenir le Roi dans le même revenu.

Mais il n'en eſt pas moins vrai qu'en arrêtant continuellement les progrès de la circulation, ce Roi arrête dans la même proportion les progrès de l'induſtrie, de la population, du revenu public & par conſequent de la proſpérité de ſes peuples & de ſa puiſſance. Sans doute qu'il ſe perſuade, qu'il n'a pas le choix des moyens & qu'un ſyſtême de finances auſſi funeſte devient d'une néceſſité inévitable dans ſa ſituation ; mais j'oſerois lui dire, qu'il ſeroit dans la plus grande erreur & qu'un ſyſtême de finances & en général d'Economie politique, qui laiſſeroit aux progrès de la proſpérité de ſes peuples & à ceux de ſa puiſſance le plus libre cours, eſt non ſeulement poſſible, mais facile, ſimple & entierement en ſon pouvoir. Je vas même plus loin, je dis que dans ce moment il n'y a point d'Etat en Europe capable d'avancer l'agriculture, les manufactures & la population avec autant de certitude & de ſuccès, que le peut ce Roi, parcequ'il n'y

à point d'Etat en Europe, qui jouiſſe comme lui de l'avantage précieux d'un grand ſurplus dans le revenu public.

Ce n'eſt pas ici la place d'indiquer le moyen, qu'il faudroit ſubſtituer à cette fatale ſouſtraction des capitaux de la circulation & la deſtination, qu'il faudroit donner à ces capitaux, pour les faire coopérer d'une maniere puiſſante aux progrès de la proſpérité générale, au lieu de les tenir d'une maniere ſi injuſtifiable morts dans des coffres. Ce moyen ſera développé dans un autre diſcours, où j'eſpere faire voir, qu'il ne manque rien à ce Roi, pour le mettre en état de rendre ſes peuples infiniment plus heureux & ſa puiſſance beaucoup plus étendue, beaucoup plus ſolide & par conſequent plus parfaite & plus indépendante qu'elle n'eſt. Car il a beau amaſſer des treſors, cet expédient appauvrira ſon revenu & celui de ſes peuples à pure perte & ne le ſortira jamais en Europe de

la classe désavantageuse de puissance imparfaite & dépendante, dans le sens où je prends ce mot & comme je vais l'expliquer.

Sous le systême de l'Economie politique moderne la puissance des nations est composée de deux élémens, des hommes & de l'argent & sous ce point de vue on peut la distinguer en puissance parfaite & en puissance imparfaite ; elle est parfaite, lorsqu'elle est composée des deux élémens, qui la constituent, des hommes & de l'argent ; elle est imparfaite, lorsqu'elle n'est composée que de l'un des deux élémens, qui la constituent, ou des hommes, ou de l'argent. La puissance parfaite peut être considérée comme un puissance indépendante ; parcequ'elle ne tient ses élémens que d'elle seule ; la puissance imparfaite au contraire doit être regardée comme une puissance dépendante, parcequ'il faut nécessairement qu'elle tienne l'un de ses deux élémens, les

hommes

hommes ou l'argent, d'une autre puiſſance.

La ſeule puiſſance proprement parfaite & indépendante en Europe eſt la France, parcequ'elle a les hommes & l'argent. L'Eſpagne n'eſt encore juſqu'ici qu'une puiſſance quazi parfaite & indépendante; elle a les hommes & l'argent, mais pas dans une aſſez grande proportion. L'Angleterre, la Hollande, la Pruſſe, la Ruſſie ſont des puiſſances imparfaites & dépendantes, parcequ'elles n'ont pas à la fois, ou du moins dans une proportion égale, les hommes & l'argent; l'Angleterre & la Hollande ont l'argent ſans hommes; la Pruſſe & la Ruſſie ont les hommes ſans argent & dans une guerre générale ces nations ſont forcées de dépendre les unes des autres, c'eſt à dire, de chercher le complément de leur puiſſance les unes chez les autres.

Une

Une nation, qui ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ſe trouveroit arrivée à l'age fait naturel, c'eſt à dire, qui auroit porté ſa population à la pleine proportion de toute la ſubſiſtance, dont ſon territoire cultivé dans le dernier degré de perfection auroit été ſuſceptible, s'expoſeroit à une miſere non interrompue, ſi elle ne prenoit pas les meſures néceſſaires pour prévenir une exiſtance auſſi fatale. Car comme le maintien de ſa population exigeroit rigoureuſement tous les ans les plus completes recoltes ; les moindres irrégulatités dans le cours des ſaiſons améneroient avec elles la famine & il ſeroit moralement impoſſible, que dans une pareille poſition la nation n'eut pas continuellement à ſouffrir ce fléau dans un degré plus ou moins ſenſible.

Les maux de la nation s'accroitroient même au de la de cette meſure. Car l'ex-

cès

cès de procréation porteroit graduellement ſa population au de la de ſes limites naturelles & dès lors les plus abondantes recoltes mêmes ceſſeroient de pouvoir ſuffire à ſa ſubſiſtance. La famine deviendroit ſon état habituel & dans le cours naturel des choſes rien ne pourroit la délivrer d'une ſituation auſſi affreuſe, que le plus violent de tous les maux ; une famine générale aſſez puiſſante pour lui enlever, non ſeulement tout l'excès de ſa procréation, mais une partie même de ſa population réelle.

Le premier moyen, que la nation pourroit employer pour ſe maintenir dans l'abondance à l'age fait naturel, ſeroit celui de multiplier ſes manufactures au de la de ſes propres beſoins & d'en échanger le ſuperflu avec d'autres nations contre de la ſubſiſtance. Ce moyen multiplieroit en même tems ſa population au de la du degré, auquel ſes ſeules forces intérieures lui auroient

auroient permis de la porter & il n'y a peutêtre pas de nation en Europe, qui à force de multiplier les machines & de diviſer & ſubdiviſer le travail ne devint capable de fournir elle ſeule toutes les autres nations de manufactures.

Mais comme ce moyen placeroit néceſſairement les deux plus eſſentielles parties de la nouvelle machine de la population, le principe actif & le rouage des cultivateurs, hors des mains de l'homme d'Etat, il eſt évident, qu'il ne ſeroit pas au pouvoir de la nation de donner à ſa marche extérieure la même régularité & la même certitude, dont eſt ſuſceptible une marche intérieure & que ſans les plus grandes précautions elle ſe prépareroit dans une ſituation auſſi dépendante des maux infiniment plus grands, que ceux qu'elle auroit voulu éviter.

La

La ſubſiſtance, que la nation recevroit en retour de ſes manufactures, augmenteroit proportionnellement ſa population au de la de celle, que ſon territoire ſeroit capable de nourrir & dès lors ſa population pourroit être conſidérée comme compoſée de deux parties diſtinctes ; de celle qui ſeroit maintenue ſur la ſubſiſtance domeſtique & de celle qui ne pourroit être maintenue que ſur une ſubſiſtance étrangere.

Dans cet ordre des choſes la partie de la population, qui ſeroit maintenue ſur la ſubſiſtance domeſtique, ne ſeroit jamais en état de venir au ſecours de la partie, qui ſeroit nourrie ſur une ſubſiſtance étrangere ; parcequ'elle n'auroit jamais aſſez de ſubſiſtance pour elle même ; mais la partie de la population, qui ſeroit nourrie ſur une ſubſiſtance étrangere, ſeroit en état de venir au ſecours de celle, qui ſeroit nourrie ſur la ſubſiſtance domeſtique, tant que ſes propres beſoins n'abſorberoient pas toute la

ſub-

ſubſiſtance, qu'elle recevroit des nations étrangeres en retour de ſes manufactures & ſi juſqu'au moment, où les nations étrangeres auroient épuiſé tout le ſuperflu de ſubſiſtance, que leur agriculture auroit pu leur procurer, rien n'avoit troublé la marche du commerce extérieur ; il eſt inconteſtable, que ſous tous les rapports ce commerce auroit été avantageux à la nation.

Mais au premier manque de ſubſiſtance, qu'une variation défavorable, ſoit dans le commerce extérieur, ſoit dans le produit des recoltes des autres nations, feroit éprouver à la partie de la population, qui ſe maintiendroit ſur une ſubſiſtance étrangere ; la calamité, à laquelle cette circonſtance réduiroit la nation, ſurpaſſeroit toutes celles, qu'elle auroit pu ſouffrir, ſi elle s'etoit abſtenue du commerce extérieur. La ſubſiſtance territoriale de la nation, déja inſuffiſante pour le maintien de la

partie de la population, à laquelle elle ſeroit deſtinée, deviendroit cependant l'unique reſſource de la partie de la population, qui n'auroit pas reçu ſa ſuffiſance de ſubſiſtance des autres nations ; la famine & la déſolation s'accroitroient en raiſon de ce déficit de ſubſiſtance & la même calamité ſe répéteroit proportionnellement ſur la nation, à chaque renouvellement des mêmes variations, ſoit dans le commerce extérieur, ſoit dans le produit des recoltes des autres nations.

Ces riſques effrayans, auxquels le commerce extérieur expoſeroit continuellement une nation arrivée à l'age fait naturel, qui voudroit faire de ce commerce un moyen de ſubſiſtance & de population au de la de ſa ſubſiſtance & de ſa population territoriales, ſeroient pour elle une raiſon puiſſante, pour chercher à ſe mettre à l'abri des ſuites fatales de ſa ſituation par un moyen plus naturel, plus certain & plus prompt

prompt & ce moyen ſeroit celui de former des colonies d'une proportion convenable de ſa population. Quoique ſur le pied de leur Economie politique actuelle les nations de l'Europe ſoyent incapables de s'élever à l'age fait naturel & qu'il ſemble par conſequent inutile de tracer les regles générales, ſur leſquelles il conviendroit à une nation, arrivée à cet age, de fonder ſes colonies ; il eſt poſſible, que l'Europe ſuive un jour de meilleurs principes & je vais dire un mot à ce ſujet.

Une nation, arrivée ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne à l'age fait naturel, auroit deux regles eſſentielles à obſerver dans la formation d'une colonie ; la premiere, de compoſer ſa colonie d'une proportion aſſez conſidérable de ſa population, pour s'exempter pendant long-tems de la néceſſité de recourir au même expédient ; la ſeconde, de donner à la colonie dans une proportion raiſonnable plus de

bras que de capitaux, afin de ſe conſerver elle même avec plus de capitaux que de bras ; par l'obſervation de ces deux principes la nation ſe renouvelleroit dans la jouiſſance d'une longue jeuneſſe & la colonie ſe ſépareroit de la Mere patrie avec tous les moyens néceſſaires pour devenir promptement une nation floriſſante.

La colonie emporteroit avec elle plus de bras que de capitaux par deux raiſons ; la premiere, parceque cette répartition laiſſeroit la nation dans le mode de proſpérité le plus parfait, c'eſt à dire, dans le mode d'une proſpérité modérément progreſſive ; la ſeconde, parceque la colonie, qui ſeroit ſuppoſée s'établir dans un pays nouveau, auroit beſoin de plus de bras que de capitaux. Les bras, tant ceux de la nation, que ceux de la colonie, ſeroient compoſés d'une juſte proportion de manufacturiers & de cultivateurs & les capitaux ſeroient re-

préſentés par les fermiers, les entrepreneurs de manufactures & les commerçans.

Une taxe générale ſeroit levée dans les principes d'une parfaite égalité ſur la partie de la population, qui reſteroit à la nation & le produit de cette taxe ſeroit deſtiné aux fraix de l'expédition de la colonie. Au moyen de cette contribution, qui ne pourroit jamais être onéreuſe & qui d'ailleurs n'auroit lieu qu'une ſeule fois, la nation ſe racheteroit d'une ſituation infiniment malheureuſe & ſe procureroit le renouvellement précieux de ſa jeuneſſe; & la colonie arriveroit à ſa deſtination ſans être dans la néceſſité d'entamer ſes capitaux. La nation fonderoit la colonie, ſoit dans une parfaite indépendance de ſon authorité, comme l'ancienne Grèce avoit établies les ſiennes; ſoit dans une douce dépendance, comme la ſaine raiſon l'exigeroit pour une partie de l'Empire, qui ſe

trouveroit dans un grand éloignement du centre de la domination.

Quelle prodigieuſe différence, pour le bien, l'honneur & les progrès de l'eſpece humaine, entre cette maniere de fonder des colonies & la maniere déſordonnée & barbare, que les nations de l'Europe ont pratiquée, ou plutôt ont laiſſé pratiquer au hazard, ſans juſtice & ſans humanité par des aſſociations de brigands & de ſcélerats, abandonnés à eux mêmes & dirigés par leur ſeule férocité. Si depuis deux à trois ſiecles, que l'Europe eſt graduellement ſortie de l'état purement agricole, pour embraſſer le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, elle n'avoit pas eu le malheur de dénaturer ce ſyſtême, plus d'une nation auroit déja eu l'avantage d'être arrivée à l'age fait naturel & d'avoir été en état de fonder des colonies dans les principes, que je viens de tracer. Cete petite partie de la terre ſe ſe-

roit

roit donné la gloire de peupler ſucceſſivement tout ce qui reſte inhabité ou mal habité ſur le globe & de co-opérer d'une maniere ſi conforme aux vues de la providence à la multiplication & au bonheur de l'eſpece humaine.

Ce que malheureuſement l'Europe n'a pas pu, plus malheureuſement encore la Chine ne l'a pas voulu. Cette nation arrivée depuis tant de ſiecles à l'age fait naturel & regorgeant ſans ceſſe de population, n'a jamais eu l'idée ou du moins l'humanité de profiter des innombrables & fertiles iſles, que lui offroit de toute part l'immenſe Océan pacifique & dans le nombre deſquelles une ſeule, la nouvelle Hollande, auroit été ſuffiſante pour recevoir peutêtre pendant vingt ſiecles les colonies, que la néceſſité auroit pu l'obliger de fonder graduellement. La nature frémit de l'expédient, que la Chine a ſubſtitué à un moyen auſſi facile & auſſi glorieux & on regrette,

que la providence ait prodigués ſes dons avec tant de profuſion à une nation, qui en fait un uſage ſi exécrable.

La Chine ſe met à l'abri des maux, qui deviennent, comme je l'ai fait voir, les conſequences immédiates de l'age fait naturel d'une nation, d'un coté par l'horrible meurtre des enfans qu'elle tolére & de l'autre par les famines particulieres, qu'elle éprouve ſans interruption tantôt dans une province, tantôt dans une autre & que j'ai prouvé être inévitables dans une nation arrivée à ſa complete population. Ainſi c'eſt en détruiſant ſans ceſſe le ſurabondant de ſa population & en envoyant tous les ans des colonies dans l'autre monde, que la Chine maintient ſa population depuis tant de ſiecles à peu près au pair de ſa ſubſiſtance & qu'elle ſera en état de la maintenir à ce taux à perpétuité.

Une

Une nation, arrivée ſous le ſyſtême de l'Economie politique moderne à l'age fait prématuré, c'eſt à dire, à l'état d'une proſpérité arrêtée, éprouve proportionnellement les mêmes maux d'une nation arrivée à l'age fait naturel ; mais avec cette différence, que pour ſe délivrer de ces maux, elle n'a pas beſoin de fonder des colonies du ſurabondant de ſa population. Elle n'a beſoin pour recouvrer ſa jeuneſſe & ſe remettre dans un cours de proſpérité progreſſive, que d'un homme d'Etat capable de découvrir les vices, qui auroient arrêté la machine de la population dans les progrès de ſon mouvement & y porter remede. Car une nation, arrivée à un age fait prématuré, ſe trouve néceſſairement avec une agriculture imparfaite, ou ce qui eſt la même choſe, avec une ſubſiſtance inférieure à celle, que ſon territoire ſeroit capable de produire. Or tant qu'il reſte à une nation de la ſubſiſtance à créer, il lui reſte le pouvoir de créer des hommes, par

conſequent de multiplier ſa population & lorſqu'une nation ne ſe donne pas toute la ſubſiſtance & tous les hommes, dont ſon territoire eſt ſuſceptible, l'unique concluſion qu'il faut tirer de la, c'eſt que la capacité de l'homme d'Etat n'eſt point en proportion avec la grandeur de ſa tâche.

CON-

CONCLUSION.

JE vais finir ce diſcours par quelques obſervations générales ſur la population de l'eſpece humaine. Si les principes, ſur leſquels j'ai fondé cette doctrine, ſont vrais, comme j'oſe le croire, on doit regarder comme également vrai le peu que je vais dire encore & qui eſt une conſequence naturelle de tout ce qui a précédé.

Si tous les peuples de la terre vivoient dans l'état de nature, c'eſt à dire, dans l'état de peuples chaſſeurs, le produit général de la terre en végétaux, en animaux & en hommes ſeroit de tous ceux, dont la terre eſt ſuſceptible, le plus petit poſſible. De ſiecle en ſiecle & tant que le globe de la terre ſubſiſteroit, le terme moyen de la maſſe

maſſe des végétaux, celui de la quantité des animaux & celui de la population de l'eſpece humaine reſteroient invariablement les mêmes, abſtraction faite des grandes révolutions, que la ſurface de la terre peut ſubir. Sous leurs différens climats les végétaux, les animaux & les hommes ne varieroient jamais ni dans leurs formes, ni dans leurs grandeurs, ni dans leurs couleurs, ni dans la moindre de leurs circonſtances. La nature ne ſeroit jamais un ſeul inſtant ſans ſe reconnoitre dans l'univerſalité de ſes ouvrages & un Etre, qui d'une autre planéte pourroit tous les ſiecles une fois venir inſpecter la terre, la trouveroit perpétuellement dans le même état, avec les mêmes eſpeces & la même quantité de végétaux ; avec les mêmes eſpeces & la même quantité d'animaux ; avec les mêmes eſpeces & la même quantité d'hommes.

Si tous les peuples de la terre vivoient dans l'état de peuples paſteurs, le produit

général

général de la terre en végétaux, en animaux & en hommes ſeroit beaucoup plus conſidérable, que dans l'état des peuples chaſſeurs. Les végétaux, les animaux & les hommes ne reſſembleroient plus parfaitement aux végétaux, aux animaux & aux hommes de la nature & la terre préſentepoit un aſpect ſenſiblement différent. Mais comme les végétaux continueroient à être l'ouvrage de la nature, qui ſeulement alors voueroit plus de force à les développer, la plus grande régularité regneroit néceſſairement dans leur production & de ſiecle en ſiecle le terme moyen de leur maſſe, celui de la quantité des animaux qu'ils nourriroient & celui de la population de l'eſpece humaine, qui ſe nourriroit ſur les animaux, reſteroient invariablement les mêmes.

Si tous les peuples de la terre vivoient dans l'état de peuples cultivateurs, le produit général de la terre en végétaux, en animaux & en hommes ſeroit beaucoup

plus

plus conſidérable, que dans l'état des peuples paſteurs, même ſous le ſyſtême de culture le plus imparfait & ſous le ſyſtême de culture le plus parfait, il ſeroit de tous ceux, dont la terre eſt ſuſceptible, le plus grand poſſible. Dans ce dernier mode de l'eſpece humaine, c'eſt à dire, dans le mode de peuples cultivateurs, les végétaux, les animaux & les hommes ſe trouveroient totalement changés de leur état originaire & la nature ne ſe reconnoitroit plus dans ſes ouvrages. Mais le terme moyen de la maſſe des végétaux, celui de la quantité des animaux & celui de la population de l'eſpece humaine ne reſteroient pas fixes, comme dans l'état des peuples chaſſeurs & dans celui des peuples paſteurs ; ils varieroient autant que varieroient les degrés de perfection, ſous leſquels la terre ſeroit cultivée.

Il eſt impoſſible de trouver par le raiſonnement, dans quelle proportion la popula-

tion

tion des peuples paſteurs ſurpaſſe celle des peuples chaſſeurs ; la population des peuples cultivateurs celle des peuples paſteurs & la population des peuples cultivateurs ſous le ſyſtême de culture le plus parfait celle des peuples cultivateurs ſous le ſyſtême de culture le plus imparfait, l'expérience ſeule auroit pu ſur cela donner des notions probables. Mais juiſqu'ici on n'a point cherché à faire cette découverte, quoique les peuples chaſſeurs de l'Amérique ſeptentrionale euſſent pu en devenir le moyen & qu'il n'eut été ni fort diſpendieux, ni fort difficile de faire paſſer graduellement, ſoit par la perſuaſion ſoit par la contrainte, une de leurs moindres peuplades de l'état de peuple chaſſeur à l'état de peuple paſteur & de l'état de peuple paſteur à l'état de peuple cultivateur ſous un ſyſtême d'agriculture abſolue. Le dénombrement exact de la population dans les trois états auroit donné dans la plus grande approximation les degrés de popu-

lation

lation des trois ſyſtêmes de nourriture de l'eſpece humaine. Mais l'idée de mettre un pareil moyen en exécution n'eſt venue à aucune nation, parceque malheureuſement l'humanité ſeule auroit pu gagner à cela.

Si le regne minéral, au lieu d'avoir été voué par la nature à des beſoins diſtincts de ceux de la nourriture, avoit été deſtiné, comme le regne végétal & le regne animal, à la ſubſiſtance des hommes ; ou ſi la nature avoit ajouté aux deux regnes de ſubſiſtance, dont elle a gratifié l'eſpece humaine, un troiſieme regne auſſi fondamental que le regne végétal ; il eſt évident, que les peuples de la terre auroient été capables d'élever leur population bien au deſſus de celle, dont ils ſont ſuſceptibles dans l'état des peuples cultivateurs. Mais comme toutes les combinaiſons de la nature ſont calculées dans les plus exactes proportions, on doit regarder comme probable,

bable, que ce nouveau regne de ſubſiſtance auroit été de trop & que ſous le ſyſtême de culture le plus parfait le regne végétal fourniroit, tant immédiatement par lui même, que médiatement par le regne animal, préciſément à toute la population, que la terre, eu égard à l'étendue de ſa ſurface & aux convenances indiſpenſables de l'eſpece humaine, pourroit contenir.

Tel ſyſtême d'agriculture, que l'eſpece humaine peut embraſſer, le ſyſtême d'agriculture abſolue, le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, ou le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, à culture & à frugalité égales la population de la terre ſeroit la même dans tous les cas & aucun des trois ſyſtêmes n'auroit à cet égard le moindre avantage ſur les autres. Car ſous les deux ſyſtêmes d'agriculture rélative le travail d'une partie de l'eſpece humaine ſeroit capable de produire la même

même maſſe de ſubſiſtance, qu'opéreroit le travail de toute l'eſpece humaine ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue & comme la population ſe meſure ſur la ſubſiſtance, il eſt clair, que la terre ne pourroit pas être plus peuplée ſous l'un des trois ſyſtêmes, que ſous les autres.

Mais ſi ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, ou ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême d'eſclavage, dans lequel la partie libre voueroit ſon travail aux manufactures, l'eſpece humaine pouvoit ouvrir un commerce avec une autre planéte & échanger avec elle le ſuperflu de ſes manufactures contre de la ſubſiſtance, alors ſous ces deux ſyſtêmes la terre deviendroit ſuſceptible d'une plus grande population, que ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue, ſous lequel l'eſpece humaine ſeroit incapable d'entreprendre un pareil commerce, parcequ'elle n'auroit

rien

rien ou preſque rien de ſuperflu à échanger. C'eſt d'après ce principe, que dans l'état actuel des peuples de la terre une nation devient capable de donner à ſa population une étendue beaucoup plus grande ſous le ſyſtême d'agriculture rélative, fondé ſur un ſyſtême de manufactures, qu'il ne ſeroit en ſon pouvoir de lui donner ſous le ſyſtême d'agriculture abſolue.

FIN.

tion ou presque rien de superflu à échan-
ger. C'est d'après ce principe, que dans
l'état actuel des peuples de la terre une
nation devient capable de donner à la po-
pulation une étendue beaucoup plus grande
sous le système d'agriculture relative, fondé
sur un système de manufactures, qu'il ne
seroit en son pouvoir de lui donner sous le
système d'agriculture absolue.

18 MA 69

ERREURS à CORRIGER.

Page 20 ligne 21 au lieu de *l'Amérique* lisez *l'Amérique septentrionale.*
69 ligne 21 au lieu de *l'inhumanité* lisez *l'humanité.*
85 ligne 12 au lieu de *trouva* lisez *trouvat.*
104 ligne 1 } au lieu de *caractériſque* lisez *caractéri-*
ligne 9 } *ſtique.*
106 ligne 19 }
206 ligne 10 au lieu de *ſa* lisez *ſe.*
289 ligne 5 au lieu de *ſa* lisez *la.*
361 ligne 22 au lieu de *eſt* lisez &.
364 ligne 19 au lieu de *peut* lisez *peuvent.*
420 ligne 1 au lieu de *du* lisez *de.*

Le Lecteur corrigera aiſément les autres erreurs de la Preſſe.